

(N° 187)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} AVRIL 1924.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE POUR L'EXERCICE 1924 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. DE BURLET.

MESSIEURS,

Le Budget ordinaire du Ministère de la Défense Nationale pour 1924 avait été examiné cette année avec une attention toute particulière par la Commission Spéciale et par les six membres nommés par les sections.

Cette étude avait donné lieu à de longs échanges de vues et à de multiples observations, et votre Rapporteur avait été chargé de demander à l'honorable Ministre de la Défense Nationale, sous forme de questions, des détails précis, des renseignements supplémentaires et des développements nombreux relatifs à certaines dépenses inscrites au Budget.

Le Département s'était mis au travail d'urgence, avec une activité et une complaisance auxquelles je me fais un devoir de rendre hommage dès le début de mon rapport. Les réponses parvenaient régulièrement à la Commission Spéciale, lorsque celle-ci apprit que des amendements d'une importance considérable allaient être introduits par M. le Ministre de la Défense Nationale et que,

(1) Budget, n° 4-XI.

Amendements, n°s 76, 111 et 157-III.

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

a) Les membres de la *Commission permanente de la Défense Nationale* : MM. PIRMEZ, président, BERLOZ, ROYASSE, BRIFAUT, BUYL, DE BURLET, DE GÉRADON, DEVÈZE, DU BUS DE WARNAFFE, ECKELERS, ERNEST, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, PIERCO, RICHARD, THEELEN et VANDENEULEBROUCKE.

b) *Six membres nommés par les sections* : MM. GOLLIER, COCQ, PATER, VANDEN EYNDE, JANSON et VAN NIEUWENHOVE.

conséquemment, beaucoup d'observations présentées par la Commission n'avaient plus leur raison d'être.

La presse s'était emparée de la nouvelle et donnait des détails contradictoires sur la portée des amendements, sur l'étendue des réductions opérées et sur les postes affectés par une étroite et nécessaire compression des dépenses.

Votre Rapporteur venait de terminer une notable partie de son travail. Il fut obligé de l'interrompre, d'attendre que la Commission Spéciale soit en possession des amendements annoncés, qu'elle en ait fait une étude approfondie, et enfin qu'elle ait reçu du Département de la Défense Nationale les explications nouvelles qu'elle lui avait demandées.

C'est ce qui explique le retard mis par votre Rapporteur à déposer son rapport cette année.

* *

La Commission Spéciale, tout en affirmant sa volonté de donner à la Nation l'outil parfait dont elle a besoin pour garantir sa sécurité et pour éviter à jamais le retour des horreurs de 1914, émettait lors du premier examen du Budget, l'avis que, dans les circonstances actuelles, le poids des dépenses était trop lourd pour la Belgique et que le Pays réclamait une prudente mais sévère réduction des charges proposées.

La Commission entendait évidemment ne pas toucher aux dépenses reconnues absolument indispensables pour protéger la vie de nos soldats, entretenir, développer et perfectionner le matériel, garantir la plus large de leur sécurité au combat, améliorer leur nourriture et leur logement; mais elle voulait, en accord avec le chef du Département de la Défense Nationale, réduire certains postes secondaires, comprimer certaines dépenses qui semblaient exagérées, supprimer même divers articles accessoires et ramener le Budget à une importante et rationnelle compression.

C'est dans ce but qu'elle a travaillé, et que les membres de la Commission ont émis leur avis sur la suppression de locations d'immeubles où sont éparpillés les services du Département et sur la possibilité d'économies à réaliser dans divers domaines parmi lesquels je citerai au hasard : les dépenses occasionnées par la création de champs d'aviation, l'Institut cartographique militaire, l'Institut d'Éducation Physique militaire, l'Administration centrale, les fournitures de bureau, les bibliothèques de garnison, le Service cinématographique de l'armée, le Service de la musique, le charroi automobile, l'achat des essences, huiles, pneumatiques, bandages pour roues, graisses et par les approvisionnements de tous genres.

Vous trouverez le détail de ces observations dans l'examen des articles, ainsi que les réponses qu'a bien voulu faire à nos questions l'honorable Ministre de la Défense Nationale.

* *

Il est inutile de vous dire, Messieurs, que la question d'ordre général posée par la Commission Spéciale est l'objet des principales préoccupations de M. le

Ministre de la Défense Nationale qui a, nous le savons, l'ardent désir de comprimer les dépenses militaires autant que le permet la sécurité du pays : c'est une tâche que se sont imposée tous les Ministres et chacun des membres du Parlement : c'est un devoir primordial auquel ne peut faillir aucun Belge digne de ce nom, dans la crise redoutable que la Belgique traverse.

Le Parlement s'est longuement occupé de la sécurité du Pays en ses dernières sessions et nous avons fixé par la loi de milice et la loi du contingent, le cadre dans lequel devait se limiter l'organisation de notre armée de défense.

Les charges budgétaires sont la conséquence fatale de ces décisions des Chambres et il est judicieux d'examiner en ce moment si, comparativement, le Budget de la Défense Nationale de 1924 soumis à la Chambre est plus lourd que celui d'avant la guerre.

M. le Ministre de la Défense Nationale, consulté à ce sujet, nous a fait très judicieusement observer que, dans cet ordre d'idées, les allocations pour *dépenses ordinaires* contenues dans le Budget de l'exercice 1913 constituent incontestablement, par leur essence et leur époque, le terme de comparaison le mieux indiqué.

Or, les allocations définitives portées pour dépenses ordinaires au Budget de 1913 se montaient à 71,451,545 francs pour un effectif budgétaire de 43,080 hommes.

On doit admettre que si ces allocations normales s'étaient rapportées à un effectif de 76,000 hommes (qui est celui inscrit au projet de Budget pour 1924) elles auraient pu atteindre :

$$\frac{71,451,545 \times 76,000}{43,080} = 126,051,936 \text{ francs.}$$

Il faut estimer ensuite la valeur de cette dernière somme en fonction de la monnaie de 1923, et corriger cette valeur en tablant, soit sur le dernier index number (463 %) publié par le Ministère de l'Industrie et du Travail pour la Belgique, soit sur l'actuelle puissance d'achat du franc belge par rapport au franc-or suisse (0.27) ou par rapport au dollar (0.25).

On peut, semble-t-il, s'en tenir au rapport d'un quart existant entre la valeur du dollar et celle de notre franc, et dire, dès lors, que le Budget de 1913, corrigé en conséquence, s'élèverait, en dernière analyse, à
fr. $126,051,936 \times 4 =$ fr. 504,207,744 »

Or, le projet de Budget pour 1924 (dépenses ordinaires)
ne s'élève qu'à 486,197,225 »

Soit en moins. . . fr. 18,010,519 »

Si l'on note que l'armée actuelle n'a pas seulement l'armement proportionnel aux effectifs d'avant guerre, modifiés par la loi de 1923 sur la milice, mais que de nouveaux éléments coûteux ont dû y être introduits pour tenir compte des progrès de la science militaire : l'aviation, les chars de combat, l'artillerie lourde,

l'artillerie anti-avions, les gaz de combat, l'automobile, la télégraphie sans fil, etc., on peut affirmer que ce n'est qu'en comprimant fortement les dépenses militaires dans le cadre des effectifs votés par les Chambres et en mettant l'outillage de l'armée à hauteur des nécessités modernes du combat, qu'il a été possible de maintenir à la disposition de la Nation une armée capable d'assurer sa défense tout en réduisant en fait les dépenses proportionnelles de plus de 18 millions.

Au surplus, il convient de signaler :

1° Que le quart des effectifs en solde est utilisé en Allemagne occupée et qu'il doit être ristourné de ce chef au Gouvernement belge une somme forfaitaire annuelle de 102,000,000 de francs qui, en toute justice, devrait venir en déduction des charges imposées à la Nation sous la rubrique « Défense Nationale » ;

2° Qu'il est prévu de même (art. 88 du Budget des Voies et Moyens) pour remboursement par l'Allemagne, des traitements, soldes, indemnités du personnel militaire de la Commission interalliée de contrôle,
une somme de fr. 700,000 »

3° Que, du chef de cessions diverses, certains services de l'armée procureront au Trésor une recette (art. 82 du Budget des Voies et Moyens) évaluée à 8,125,000 »

Fr. 128,835,519 »

Dans ces conditions, on peut dire que les dépenses ordinaires de l'armée, prévues pour 1924, se réduisent en réalité à :

$$\begin{array}{r} 486,197,225 \\ - 128,835,519 \\ \hline \text{fr. } 357,361,706 \end{array}$$

Et si l'on tient compte de la puissance d'achat du franc belge, ce total représente une dépense d'avant-guerre de :

$$\frac{357,361,706}{4} = 89,340,426 \text{ francs.}$$

Vues sous ce jour, les charges militaires ordinaires prévues pour 1924 ne sont supérieures que de 25 % environ à celles de 1913, malgré l'augmentation considérable de la puissance numérique et efficace de l'armée.

*
* *

Comme la Commission spéciale avait en outre émis l'avis que le Département devait réduire de plus en plus le personnel et supprimer autant que possible les locations d'immeubles, M. le Ministre de la Défense Nationale lui a fait savoir que tous ses efforts constants se dirigeaient vers ce but et qu'il s'y consacrait person-

nellement. C'est ainsi que la réduction de personnel acquise au cours de l'année 1923 concerne 447 employés du Département et de ses services extérieurs, et que le programme de réduction pour l'année 1924, programme dont les conséquences sont inscrites dans les chiffres du Budget, comporte au minimum la suppression de 250 autres employés du Département.

En ce qui concerne les immeubles occupés par les services du Département, M. le Ministre de la Défense Nationale a pu évacuer et mettre à la disposition du Département compétent les immeubles suivants :

Rue de Stassart, n° 22; avenue de Galilée, n° 5; rue du Congrès, n° 21 et rue des Alexiens, n° 82, et le programme de 1924 comporte en plus et au minimum, l'évacuation des immeubles suivants : rue du Châtelain, n° 46; rue des Comédiens, n° 51; rue de Loxum, n° 16 et rue de Liedekerke, n° 112. Enfin, d'autres évacuations seront envisagées ultérieurement, et en ce moment déjà, on procède à l'évacuation de l'immeuble de la rue du Châtelain.

*
* *

La Commission Spéciale a envisagé avec une extrême prudence et une grande réserve les compressions qui pourraient être faites éventuellement dans les armes et services; et lorsqu'on a soulevé le point des dépenses énormes imposées par la cavalerie, des membres ont fait remarquer que depuis la guerre, cette arme a été réduite dans de considérables proportions et qu'il serait excessivement dangereux, si pas absolument impossible, de la diminuer encore.

En effet, la cavalerie de *corps d'armée* a été réduite, de 6 régiments à 4 escadrons montés, à 4 régiments à 3 escadrons dont 2 escadrons montés et 1 escadron de mitrailleurs.

La cavalerie *d'armée* ou division légère a été réduite, de 6 régiments à 5 escadrons (dont un de mitrailleurs), à 5 régiments à 5 escadrons (dont un de mitrailleurs).

En somme, la cavalerie a vu réduire son nombre d'unités de 54 escadrons montés (cavaliers et mitrailleurs) à 37 escadrons montés, soit une réduction de plus de 30 % des troupes à cheval.

Si cette réduction a été motivée par des considérations d'ordre budgétaires, elle a surtout été inspirée par l'expérience de la guerre, dont on ne peut cependant pas tirer de conclusion absolue quant au rôle et à la force de la cavalerie, à cause de la longue période de stabilisation.

L'arme de la cavalerie conserve un rôle indiscutable dans l'ensemble de l'action stratégique et tactique. Mais ce rôle tel qu'on le concevait en 1914 et même au cours de la campagne, s'est transformé du fait de la puissance des armes à feu, de l'accroissement et du perfectionnement de l'aviation, des chars de combat, des autos-canon et autos-mitrailleuses, etc.

Ce sont ces divers facteurs qui ont motivé les réductions des unités montées, mais il serait dangereux d'aller plus loin dans cette voie.

La cavalerie doit pouvoir entrer en action dès le début de la mobilisation; or, une troupe montée ne se crée pas ou ne se constitue pas de toutes pièces à ce

moment. Les unités de cavalerie doivent être fortement encadrées et avoir, dès le début, une cohésion suffisante; ces deux desiderata ne peuvent être atteints avec des réservistes et des chevaux de réquisition; certaines nations en ont fait la cruelle expérience au début de la guerre.

Le développement de l'automobilisme a pour effet de réduire considérablement, et aura sans doute comme conséquence, de supprimer dans quelque temps les ressources en chevaux de selle aptes à la réquisition au moment de la mobilisation.

Il est donc indispensable que la presque totalité des unités montées de cavalerie nécessaires en temps de guerre existent dès le temps de paix; leur effectif du temps de paix devant, lors de la mobilisation, être *complété* par des réservistes et des chevaux de réquisition.

Ce principe a rendu obligatoire l'existence, dès le temps de paix, de la cavalerie destinée aux V^e et VI^e corps d'armée qui seront créés au moment de la mobilisation; c'est le V^e régiment de la division légère qui se dédoublera au moment opportun pour constituer la cavalerie de ces deux corps.

Une unité montée de cavalerie ne se constitue pas de toutes pièces. Aussi, la plus grande partie des unités légères de réserve, aussi bien dans la cavalerie de corps d'armée que dans la cavalerie d'armée, et qui deviendront actives au moment de la mobilisation, sont des unités cyclistes.

Le cavalier conservera toujours l'avantage de pouvoir passer partout; c'est le seul élément capable de fournir un service d'éclaireur rapide; le cycliste est lié aux routes; son rayon d'investigation est très limité.

Toute troupe constituée, même les troupes légères cyclistes, doivent être éclairées de loin et de près par la cavalerie.

D'ailleurs, une troupe de cavalerie tient le terrain qu'elle occupe, peut le défendre et l'interdire plus ou moins à l'ennemi, ce que ne peut réaliser l'aviation qui jouera surtout un rôle de reconnaissance.

Cavalerie de Corps d'armée. — Un Corps d'armée comprendra en moyenne trois divisions; sur pied de guerre l'existence de deux escadrons montés et d'un escadron de mitrailleurs montés n'a donc rien d'excessif en égard au front qu'un Corps d'armée peut être appelé à occuper. Cette dotation, qui est un strict minimum, ne permet même pas de donner un escadron à chaque division d'infanterie si le besoin s'en faisait sentir. Si une division d'infanterie reçoit une mission qui peut momentanément l'isoler, il faut la doter d'une fraction de cavalerie équivalente à au moins un escadron; il ne reste dès lors plus qu'un seul escadron monté au Corps d'armée intéressé.

Division légère. — La division légère ne comporte plus que quatre régiments montés à cinq escadrons (dont un de mitrailleurs) réunis en deux brigades.

Cette composition binaire, rendue obligatoire à cause de la réduction de la cavalerie, ne permet guère de combinaisons tactiques et surtout stratégiques.

Elle ne peut que ou être réunie devant le front de l'armée, ou à l'une des ailes, ou être coupée en deux, chaque partie se trouvant vers une aile.

Si une brigade doit, pour une raison quelconque être détachée, il ne reste plus que huit escadrons montés dans la main du commandant de la division.

Or, les fronts couverts par l'armée peuvent être très considérables, surtout au début de la mobilisation; cette étendue est fonction de notre situation géographique.

Si, d'autre part, on compare l'effectif monté de la division légère à l'ensemble des troupes combattantes, nous arrivons à moins de 1 %.

Il faut toujours qu'il existe une proportion raisonnable entre les diverses armées : celle mentionnée ci-dessus ne peut certainement pas être réduite davantage.

Les Français ont maintenu leurs divisions de cavalerie à six régiments.

Et la France, notre grande voisine et alliée, qui nous a donné un si merveilleux exemple d'énergiques compressions de dépenses dans tous les domaines et qui a fait un si formidable effort fiscal pour améliorer sa situation financière n'a pas cru pouvoir, sans danger, toucher encore à ses forces de cavalerie diminuée.

* * *

La Commission Spéciale n'a donc pas insisté sur ce point important. Au surplus, l'augmentation de 2,718,734 francs, inscrite au Budget de 1924, pour les fourrages nécessaires à l'entretien des chevaux, provient de la hausse du prix des denrées.

En 1923, il était prévu, pour 19,884 chevaux, fr. 33,496,551.87 se décomposant comme suit :

10,155 chevaux de selle à fr. 4.45 la ration journalière.

4,616 chevaux de trait léger à fr. 4.75 la ration journalière.

3,433 chevaux de trait moyen à fr. 4.625 la ration journalière.

1,680 chevaux de trait fort à fr. 5.225 la ration journalière.

En tenant compte de l'amendement déposé, pour 1924, il est prévu, pour 16,324 chevaux, fr. 37,379,232.07 se décomposant comme suit :

8,657 chevaux de selle à fr. 6.06 la ration journalière.

6,351 chevaux de trait ordinaire à fr. 6.305 la ration journalière.

1,316 chevaux de trait fort à fr. 7.055 la ration journalière.

1,000 suppléments de nourriture à 62 centimes la ration journalière.

Le Département a fait le plus consciencieux effort pour réduire à l'extrême limite les dépenses relatives à l'achat de chevaux.

Le programme d'achat, de 1924, comportait l'acquisition de 1,070 chevaux. Il fut établi à une époque où il n'était guère possible de tenir compte des effectifs futurs, attendu que rien de précis n'avait encore été fixé à cet égard. Le chiffre de 1,070 chevaux ci-dessus mentionné, fut donc fixé en tablant sur les effectifs existants.

La réduction des effectifs en chevaux, résultat de la réorganisation de l'armée, a permis de ramener, par voie d'amendement, à 150 le nombre de chevaux à acquérir pour la remonte de 1924.

Et lorsque le Budget prévoit une dépense de 500,000 francs pour reprise de chevaux aux officiers montés, votre Rapporteur vous fait observer que ce poste

est la conséquence de la suppression du fonds de remploi (Budget pour ordre de 1923, art. 146. Service de la remonte spéciale des officiers). Les instructions prévoient que tous les chevaux de remonte cédés contre remboursement aux officiers, doivent être remis à la remonte lorsqu'ils cessent de leur appartenir.

Il est logique, dans ces conditions, que les intéressés soient remboursés des fonds versés en paiement de la cession, attendu que leur cheval est remis à l'État.

D'après les nouveaux effectifs prévus pour les montures d'officiers, il a été possible de ramener à 300,000 francs les crédits sollicités pour le remboursement des chevaux cédés aux officiers montés, lors de la reprise de ces chevaux par la remonte.

N'oublions pas enfin, Messieurs, que les prévisions budgétaires pour 1924 ont été établies avant la diminution de la cavalerie et n'ont, par conséquent, pas tenu compte de cette diminution.

Elles ont été basées sur les effectifs du moment et c'est la raison pour laquelle les crédits prévus au projet du budget pour 1924 étaient en augmentation sur ceux de 1923.

Les disponibilités résultant de la réorganisation de l'armée et la réduction de l'effectif en chevaux ont permis de réduire le crédit, par voie d'amendement, à 818,500 francs, soit une réduction de 984,000 francs sur le crédit alloué pour 1923.

La Commission Spéciale devant ces constatations n'a pu que s'incliner et, comme vous l'a dit plus haut, votre Rapporteur, elle a continué à porter ses investigations sur les postes plus importants touchant directement à la défense du pays.

ADMINISTRATION CENTRALE.

Le chapitre relatif à l'Administration centrale a attiré son attention, et des membres ont exprimé l'avis qu'on pourrait trouver dans le chapitre I du Budget des réductions sensibles en supprimant du personnel, chefs de bureau, sous-chefs, commis rédacteur, commis d'ordre, etc.

Le Ministre de la Défense Nationale s'était attaché à cette besogne, au cours de l'année 1923 : 154 agents temporaires ont été licenciés, et 28 commis, sténo-dactylographes et dactylographes permanents démissionnés sur leur demande, n'ont pas été remplacés.

Ces chiffres indiquent suffisamment que la réduction du personnel de l'Administration centrale est poursuivie avec persévérance.

Le chef du Département assure, au surplus que rien ne sera négligé pour amener l'élimination graduelle de tous les éléments temporaires et la compression du personnel permanent, surtout dans les grades inférieurs.

L'Arrêté royal du 12 janvier 1921, n° 8595, qui a fixé le nombre de fonctionnaires de grade élevé n'a pas pris pour base la situation actuelle gonflée momentanément mais la situation d'avant guerre réajustée.

Ces mesures ont donné satisfaction à la Commission Spéciale qui constate que

sous ce rapport le Département de la Défense Nationale est résolument entrée dans une voie excellente.

Les amendements de M. le Ministre proposent d'ailleurs une diminution de 115,684 francs sur le projet primitivement déposé.

*
* *

Des membres de la Commission ont estimé que l'éparpillement des divers services du Département de la Défense Nationale, et par conséquent des bureaux, augmente la besogne, crée du désordre, cause du retard, multiplie les courses et les démarches inutiles et impose un nombre considérable d'employés, huissiers, plantons, etc.

Il y a lieu de remarquer cependant qu'à la suite d'une diminution du personnel dans plusieurs organismes, il a été possible durant les derniers mois de resserrer les services du Département installés dans le bâtiment de la rue de Louvain et de centraliser dans cet hôtel trois services venus d'immeubles occupés en ville. L'hôtel de la rue de Louvain occupé par le Département, est complètement rempli.

Cette compression a permis d'évacuer récemment 4 immeubles, en ville, d'un loyer annuel de 24,000 francs (7,000 + 10,000 + 3,000 + 4,000) et de supprimer 4 garçons de course (militaires), 2 hommes de peine temporaires, 3 soldats chargés de l'entretien du chauffage et 4 nettoyeuses temporaires.

Ces efforts de centralisation sont poursuivis.

*
* *

Quant au nombre de sous-officiers et de soldats détachés au Cabinet de M. le Ministre il a été diminué de 15 hommes depuis l'année dernière.

Le service du Cabinet comprend actuellement 8 sous-officiers et 6 soldats. L'utilité de ce personnel s'explique par ses attributions dont les principales sont :

1° Le fonctionnement de l'Indicateur central du Département qui assure l'entrée et la sortie d'environ 1,100 plis par jour, dont 600 doivent être ouverts pour en assurer le triage (2 sous-officiers, 2 soldats);

2° Le fonctionnement de l'Indicateur du Cabinet qui assure la circulation des pièces et dossiers des 150 affaires qui sont soumises chaque jour au chef du Département par les différents services (2 sous-officiers, 2 soldats);

3° La tenue des archives du cabinet (1 sous-officier);

4° La direction du service de dactylographie (1 sous-officier);

5° L'expédition des plis et dossiers aux divers organismes (1 sous-officier, 1 soldat, 2 motocyclistes);

6° L'aide directe du chef de service (1 sous-officier).

Le personnel du Cabinet fournit des prestations le samedi après-midi et le dimanche matin.

La Commission Spéciale estime qu'il n'y a dans ce poste aucune compression supplémentaire à faire et que sa justification est indiscutable dans les circonstances présentes.

* * *

La Commission avait signalé à M. le Ministre de la Défense Nationale qu'il faudrait, à son avis, diminuer la somme de 614,500 francs affectée aux fournitures de bureau de l'Administration centrale.

Cette somme a été réduite par voie d'amendement à 564,500 francs, c'est-à-dire de 50,000 francs.

Elle se décompose comme suit :

Fournitures de bureau.	fr.	40,000	»
Machines à écrire, à calculer et fournitures qui s'y rapportent .		10,000	»
Papiers et enveloppes		80,000	»
Imprimés, registres, reliures		384,500	»
Menues dépenses (affranchissements, taxes, lavage du linge et autres petites dépenses.		50,000	»
TOTAL. . . . fr.		564,500	»

Les sommes prévues aux quatre premiers postes sont nécessaires pour faire face aux besoins des nombreux services permanents de l'Administration centrale et à la fourniture des imprimés de la mobilisation de l'armée. Toutes les fournitures d'imprimés sont faites par l'imprimerie du Département (Institut cartographique).

La somme de 50,000 francs est destinée à la liquidation des frais de remise et de chargement des correspondances administratives, des frais d'affranchissement des nombreux plis recommandés pour la Belgique et l'étranger, ainsi que de toutes les dépenses non prévues et nécessaires pour assurer la bonne marche des services.

Il est à remarquer que la somme de 564,500 francs est en diminution de 185,500 francs comparativement à celle allouée pour l'exercice 1923. Par rapport au Budget de 1921, la compression se monte à 435,500 francs.

Il y a donc amélioration constante et un effort très louable a été tenté dans le sens des vœux exprimés par la Commission.

* * *

La même constatation peut être faite en ce qui concerne l'éclairage et le chauffage.

La quantité de combustible et de l'éclairage a été réduite proportionnellement aux immeubles supprimés, mais, en raison du prix du charbon (200 francs la tonne au lieu de 155 francs payés en 1922, prix qui avait servi de base pour l'élaboration du Budget de 1923), la somme prévue est indispensable pour assurer le chauffage et l'éclairage des divers services en 1924.

Les prévisions budgétaires pour 1924 ont été établies en tenant compte des réductions éventuelles de certains services. C'est ainsi qu'une diminution de 370,000 francs a été opérée sur l'ensemble des sommes prévues au Budget du Matériel, compte tenu des amendements introduits récemment, comparativement à celles allouées pour l'exercice 1923.

ART. 6, diminution de	fr. 200,000 »
ART. 58 (correspondant à l'art. 107 du Budget extraordinaire de 1923), diminution de	170,000 »
TOTAL.	<u>fr. 370,000 »</u>

* *

Poursuivant l'étude du Budget et des compressions éventuelles à y faire, la Commission s'est préoccupée de trois points importants qui ont attiré l'attention de beaucoup de nos collègues :

- 1° Les locaux occupés par le Département, à l'exclusion des bâtiments militaires;
- 2° Les locaux devenus disponibles en suite de la réorganisation de l'armée;
- 3° Les bâtiments en construction ou à construire en vertu des changements des garnisons consécutives à ladite réorganisation.

Vous trouverez, Messieurs :

1. Aux annexes I, II, III, IV et V, les tableaux renseignant les immeubles loués à l'intervention du service des bâtiments et constructions militaires pour les troupes ou des services de troupe, avec indication du prix de location de chaque immeuble et des charges qu'il entraîne comme contributions, entretien, nettoyeuses, etc., pour Bruxelles et faubourgs; Anvers, Gand, Liège et banlieue de ces villes; Namur, Bruges, Tirlemont, Louvain, Charleroi et Tournai;
2. A l'annexe VI, la liste des garnisons supprimées ou diminuées;
3. A l'annexe VII, la liste des bâtiments en construction ou à construire.

La réorganisation a eu principalement pour résultat de renoncer à la location d'immeubles loués et d'évacuer la presque totalité des baraquements lesquels sont, ou seront vendus, au profit du Trésor.

En réalité, aucun bâtiment militaire en dur n'est disponible, ce qui se conçoit aisément d'ailleurs si l'on tient compte de ce qu'il faut de dépôts et de parcs supplémentaires, et de ce que l'armée actuelle dépasse encore notablement les effectifs de l'armée de 1914, alors que les casernements supplémentaires définitifs sont d'importance relativement minime.

Si, depuis l'armistice, les effectifs élevés de l'armée ont pu être logés, c'est d'abord grâce aux nombreux baraquements provisoires construits dans presque toutes les garnisons, et ensuite du fait qu'en général, les casernes ont été encombrées et surpeuplées au point que, malgré l'occupation, à l'usage de logement pour la troupe, des réfectoires et des combles plus ou moins habitables, les

hommes ont dû souvent employer des lits étagés au détriment des conditions hygiéniques.

La Commission de l'armée a maintes fois reconnu elle-même cette situation défavorable et la Commission Spéciale a émis l'avis qu'il était temps d'y porter remède en profitant de la diminution des effectifs résultant de l'organisation pour donner au soldat tout le confort dont il a dû nécessairement être privé depuis l'armistice.

*
* *

Mais ces questions de constructions de bâtiments militaires sont surtout du ressort du Budget extraordinaire et, à ce sujet, votre Rapporteur signale de nouveau que la Commission Spéciale a demandé, à plusieurs reprises, que le Budget extraordinaire soit joint au Budget ordinaire, afin d'en faire une étude simultanée.

Il est, en effet, particulièrement difficile de se rendre un compte exact de la situation des dépenses, des augmentations ou des diminutions générales, sans avoir sous les yeux les deux documents.

Le Département de la Défense Nationale répond que les proportions budgétaires du Département dûment accompagnées de leurs développements justificatifs établis dans le cadre fixé par le Ministre des Finances, sont transmises annuellement au Département des Finances conformément aux prescriptions de l'article 7 de l'arrêté royal du 10 décembre 1868 portant règlement général sur la comptabilité de l'État.

Il est exact que, comme le stipule l'article 1^{er} de la loi du 15 mai 1846 organique de la comptabilité de l'État, les projets de budgets sont imprimés et distribués aux membres des Chambres législatives, par les soins du Département des Finances et que la question concerne donc ce Département, d'autant plus que les prévisions de recettes et des dépenses extraordinaires font l'objet d'un document unique commun aux différents départements ministériels. La Commission Spéciale ne manquera pas de demander satisfaction à M. le Ministre des Finances pour l'examen du Budget de 1925.

*
* *

Enfin, la Commission a désiré connaître la nécessité du service « Dépouillement de la Presse » et l'utilité de la dépense de 3,000 francs qu'il entraîne.

Le Dépouillement de la Presse consiste en la lecture de 34 quotidiens français, 13 quotidiens flamands, 14 hebdomadaires français et 4 hebdomadaires flamands et de l'annotation des articles se rapportant au Département de la Défense Nationale.

Le Ministre ne peut ignorer les plaintes, critiques ou suggestions relatives à l'organisation défensive du Pays et au bien être du soldat dont la presse se fait l'écho.

Le Bureau de Presse découpe mensuellement une moyenne de 700 articles de presse.

Ce bureau est chargé, en outre, de rédiger et d'envoyer à la Presse toutes les

informations militaires pouvant intéresser les démobilisés, les pensionnés et le public en général.

Il répond aux demandes de renseignements et envoie éventuellement aux journaux, des rectifications à propos d'articles inexacts publiés par eux.

Le Service ne fait pas l'objet d'un article spécial. Il est inscrit à l'article 9 qui comprend les Services photographique et cinématographique de l'Armée, le Service des Cinémas militaires en Armée d'occupation et le Dépouillement de la Presse.

Le crédit de 3,000 francs sert au paiement de l'abonnement et de l'achat des journaux dont il est question ci-dessus; il est en diminution de 500 francs sur celui de 1923.

* * *

Poursuivant l'examen attentif du Budget, la Commission Spéciale a désiré savoir pourquoi, à l'article relatif à l'Institut cartographique militaire, il y avait une augmentation de 66 agents. Votre Rapporteur a donc demandé des explications sur les fluctuations dans le personnel.

Comparativement au Budget voté en 1923, le projet de Budget pour l'exercice 1924 accuse, en effet, une augmentation de 66 agents à l'article 10. Mais il y a lieu de remarquer que le Budget de 1923 ne supportait pas, ainsi qu'il ressort des explications qui vont suivre, les dépenses du personnel de l'imprimerie typographique.

Ce personnel, au nombre de 65 dans le projet de Budget, est donc à déduire de l'augmentation de 66 agent dont il est question ci-dessus.

L'augmentation réelle se traduit ainsi par 1 agent.

Mais il est à considérer que le crédit primitivement inscrit à l'article 10 du projet de Budget de 1924 fait actuellement l'objet d'une proposition d'amendement tendant à ramener ce crédit de 1,930,000 francs à 1,733,800 francs : d'où une diminution de 196,300 francs.

Cet amendement a pour effet de ramener de 225 à 207, d'où une réduction de 18 agents, le nombre d'agents primitivement inscrits au projet de Budget, compte tenu de ce que le personnel de l'imprimerie typographique passe à présent de 65 à 66 unités.

Le tableau produit en annexe à ce Rapport (annexe VIII), qui tient compte dudit projet d'amendement, indique les différences entre les chiffres de 1923 et ceux de 1924.

Au surplus, votre Rapporteur croit utile de vous donner quelques explications complémentaires qui démontreraient nettement la nécessité du crédit de 1,733,800 francs demandé, crédit qui comporte la diminution de 196,300 francs proposée par M. le Ministre de la Défense Nationale dans l'amendement déposé ultérieurement.

* * *

L'*Imprimerie typographique* comprend l'imprimerie proprement dite, un magasin d'imprimés militaires et un magasin de fournitures de bureau. Ces

organismes se suffisent complètement à eux-mêmes, les recettes couvrent les dépenses. En 1923, toutes ces dépenses ont été portées au Budget pour ordre de l'Institut cartographique militaire alimenté pour la plus grande partie par les recettes de l'imprimerie et de ses magasins.

Le personnel était payé sur le Budget pour ordre et ne figurait donc pas à l'article 9 du Budget ordinaire de 1923. Le Budget pour ordre étant supprimé à partir de 1924, il a fallu porter ces dépenses à charge de l'article 10 du Budget ordinaire.

Enfin, on entend par imprévus pour fluctuation dans le personnel de l'imprimerie typographique, une somme permettant de faire face aux éventualités suivantes :

1° *Variation dans le barème régional*, auquel est soumis le personnel ouvrier de l'imprimerie typographique. Les taux des salaires sont déterminés par des conventions entre la Fédération patronale belge des Industries du Livre et la Fédération typographique belge, la Centrale des relieurs, etc.

Ce taux varie avec l'*index number*.

2° *L'augmentation momentanée du personnel*. — L'imprimerie typographique étant gérée de façon industrielle, il n'est jamais gardé un ouvrier au delà des besoins, et le personnel est strictement limité aux nécessités du moment; ceci amène des fluctuations dans les effectifs, soit des diminutions lorsque les commandes sont moins nombreuses, soit des augmentations lorsque les commandes sont nombreuses et urgentes.

3° *L'augmentation de personnel qui peut résulter du remplacement de la main-d'œuvre militaire par des demi-ouvriers et apprentis.*

Il est à remarquer qu'au point de vue dépense, ces augmentations n'ont, en réalité, aucun effet, car s'il y a augmentation de personnel, elle correspond à une augmentation du chiffre d'affaires et la dépense correspondante étant comptée dans le prix de revient, rentre comme recette — auparavant comme fonds de remploi pour l'Institut cartographique — maintenant au Budget des Voies et Moyens.

Permettez-moi, Messieurs, d'ajouter à ces explications relatives à l'Institut cartographique militaire quelques détails nécessaires sur l'emploi de la somme de 5,000 francs inscrite au Budget de 1923 (art. 10b) et d'expliquer pourquoi une somme de 1,500,000 francs est inscrite au même article du Budget de 1924.

Nous ne devons pas oublier, Messieurs, que les dépenses de l'imprimerie typographique frappaient précédemment le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre, actuellement supprimé.

Or, la somme de 5,000 francs inscrite à l'article 10 du Budget ordinaire de 1923 n'a pas été employée. Elle n'y était d'ailleurs inscrite que pour mémoire, afin d'acter l'existence officielle de cette imprimerie créée par arrêté royal et son

droit d'émarger à ce Budget au cas où l'on aurait été obligé d'y recourir par insuffisance de recettes.

La bonne gestion et le bon fonctionnement des ateliers ont permis de ne pas devoir recourir à ce crédit, et la Commission Spéciale le signale avec satisfaction.

En 1923, les dépenses de l'imprimerie typographique (non compris les appointements et salaires) ont été :

Papiers	fr. 528,528 73
Fournitures et reliures	158,002 09
Matériel	71,376 71
Encres et pâtes à rouleaux	2,286 »
Force motrice	10,099 27
Clichés et dessins	9,289 10
Divers	7,209 26
Achat pour le magasin des imprimés militaires et pour le magasin des fournitures de bureau	680,354 05
Mobilier	4,550 »
Part dans l'entretien des bâtiments	15,000 »
Part dans l'éclairage et le chauffage	36,159 »
TOTAL. . . fr.	1,522,849 21

Veuillez noter, Messieurs, que la part de 15,000 francs dans l'entretien des bâtiments en a été retirée et est comprise dans le crédit prévu au litt. *d* de l'article 11 de 1924.

Enfin le crédit primitivement inscrit à l'article 11 du projet de Budget de 1924 fait actuellement l'objet d'une proposition d'amendement tendant à ramener ce crédit de 1,690,000 francs à 1,540,000 francs; d'où une diminution de 150,000 francs.

Cet amendement a notamment pour effet de ramener à 1,275,000 francs le crédit de 1,500,000 francs inscrit sous le litt. *b* de l'article 11.

*
* *

Plusieurs de nos collègues ont désiré savoir pourquoi l'imprimerie lithographique entraînait une dépense de 100,000 francs cette année, au lieu de 50,000 francs portés au Budget de 1923 et pourquoi l'entretien des bâtiments et du mobilier passait de 25,000 francs en 1923 à 50,000 francs en 1924.

En 1923 l'article 10 (correspondant à l'art. 11 *c* en 1924) comprenait 50,000 francs.

Il a été dépensé, en 1923, sur cet article : fr. 36,019.84, les autres dépenses de matières premières et matériel pour l'imprimerie lithographique ayant pu être portées au Budget pour ordre.

Il y a lieu de tenir compte que l'imprimerie lithographique où se fait l'impres-

sion des cartes nécessaires à l'armée, contribuait par ses recettes (cartes vendues au public et travaux lithographiques spéciaux pour l'armée et certains départements ministériels) à alimenter le Budget pour ordre, et c'est pourquoi une grande partie des dépenses de matières premières et de matériel ont été prélevées en 1923 sur ces fonds de emploi.

Pour 1923, les dépenses (non compris les appointements et salaires) ont été de :

Papiers	fr. 60,821 46
Fournitures	78,662 29
Matériel	22,273 93
Divers	12,100 07
Force motrice	10,100 »
Part dans l'éclairage et chauffage	36,158 »
Part dans l'entretien des bâtiments	15,000 »
TOTAL.	fr. 235,193 75

Et de même qu'à l'imprimerie typographique la part de 15,000 francs dans l'entretien des bâtiments en a été retirée et est comprise dans le crédit prévu au litt. *d* de l'article 11 de 1924.

Les dépenses en 1924 seront moins fortes (notamment en ce qui concerne les quantités de papiers à acheter).

C'est pourquoi, en suite de la suppression du Budget pour ordre, il a été porté au litt. *c* de l'article 11 une somme de 100,000 francs devenue 175,000 francs dans le nouveau total de 1,540,000 francs de l'article amendé.

Enfin, en ce qui concerne l'entretien des bâtiments et du mobilier, 50,000 francs contre 25,000 francs en 1923, il faut noter que les 50,000 francs de part des imprimeries typo- et lithographiques dans ces dépenses ne pouvant plus être imputés au Budget pour ordre, ont dû être inscrits à l'article 11 *d*. Il y a donc en réalité une diminution de 5,000 francs.

La Commission Spéciale, devant ces explications que votre Rapporteur a essayé de donner précises et détaillées, s'est déclarée entièrement satisfaite. Elle considère qu'il n'y a, dans ce domaine, aucune compression nouvelle à faire, et que les sommes proposées au Budget actuel sont judicieuses et indispensables à la marche normale de cet important organisme.

*
* *

Comme vous le voyez, Messieurs, la Commission spéciale s'est particulièrement occupée de l'Institut cartographique, des Services photographique et cinématographique de l'Armée et elle a voulu vous éclairer sur leur importance et sur les compressions que le Département pouvait faire dans ce domaine.

Des membres se sont étonnés de voir l'indemnité familiale du personnel de

ces services passer de 1,817 francs en 1913 à 5,124 francs en 1924. Il faut tenir compte du fait que l'indemnité familiale pour 1923 a été calculée sur la base de 50 centimes par jour et par enfant, soit pour les 10 enfants des agents émarquant à l'article 7 en 1923, une somme de fr. 1,817.50.

L'augmentation de 3,307 francs provient de ce que le Conseil des Ministres, dans sa réunion du 16 juillet 1923, a décidé que l'indemnité familiale serait liquidée sur la base de 1 franc par jour et par enfant, au lieu de 50 centimes, soit 365 francs par an et par enfant, ce qui fait pour les 10 enfants, une somme de. fr. 3,650 »

L'année 1924 comptant 366 jours, il a fallu prévoir 1 franc par enfant et par an, en plus, soit pour les 10 enfants. 10 »

Depuis juin 1922, date de la remise des prévisions budgétaires de 1923 et septembre 1923, date des prévisions budgétaires pour 1924, le nombre d'enfants des agents de la Direction des Informations militaires est passé de 10 à 14, soit $366 \times 4 =$ 1,464 »

TOTAL. . . . fr. 5,124 »

* * *

L'examen des dépenses imposées par le Service photographique de l'Armée a provoqué un intéressant échange de vues entre les membres de la Commission qui désiraient connaître clairement l'utilité de cet organisme et sa raison de subsister.

Le Service photographique en 1924 est chargé, au même titre que les années précédentes :

1° De la conservation de la documentation photographique se rapportant à la campagne 1914-1918;

2° De la fourniture de documents photographiques à l'Armée, aux administrations diverses, aux *particuliers*, etc.

3° De la prise de vues ou de la reproduction de documents nécessaires à l'instruction de l'armée ou de certains documents secrets;

4° Le Service photographique est l'auxiliaire du Service cinématographique de l'Armée, pour la fourniture de diapositives pour projections lumineuses (éducation et instruction de la troupe et du cadre).

Le personnel civil de cet organisme a été notablement réduit depuis l'armistice et continuera de l'être.

Les crédits, qui en 1922 étaient de 20,000 francs, sont en 1924 que de 10,000 francs.

En 1923, le Service photographique a fourni aux Corps des troupes, École d'armes, aux militaires, aux fonctionnaires du Département, aux démobilisés des agrandissements des vues du front, des diapositives, des photos pour une somme de fr. 39,533.88, versée au Trésor public à titre de recettes accidentelles. Il a, de plus, fourni à divers organismes de l'armée des diapositives et photographies pour une somme de 6,839 francs.

*
*,

La Commission a exprimé, de même, le désir de savoir quelles furent les productions du service cinématographique de l'armée, comment ont été réparties ces productions, l'usage que le Département en a fait au cours de l'année 1923 et quelles avaient été les ventes de films consenties à des organismes étrangers à l'Armée.

Le Service cinématographique de l'Armée a édité en 1923 les films ci-après :

A. — L'Artillerie	(Métrage)	575 m.
La Journée de la Reconnaissance.	id.	150 m.
Malines	id.	150 m.
Les Environs de Bruxelles. — Waterloo	id.	550 m.
Les Torpilleurs et Marins	id.	390 m.
La Revue de la Victoire	id.	180 m.

Tous ces films ont été intercalés dans les programmes de films éducatifs prêtés aux Corps de l'Armée.

B. — Les Grenades	(Métrage)	188 m.
Quelques renseignements sur l'Artillerie	id.	374 m.
Le Camouflage des Positions d'artillerie	id.	378 m.
Les Photos aériennes	id.	55 m.
Influence de l'Inclinaison des Tourillons	id.	150 m.

Ces films ont été remis aux dix-sept Corps possédant un appareil de projection.

C. — Rupture d'Essieu	(Métrage)	78 m.
--	-----------	-------

Ce film, destiné à l'Artillerie, a été tourné et tiré à une copie, puis envoyé à l'École d'artillerie pour études. Il sera tiré en 1924.

D. — L'Organisation du Service de santé sur le champ de bataille et l'utilisation du Sachet de pansement	(Métrage)	550 m.
---	-----------	--------

Ce film a été tourné à une copie. Il sera livré en 26 copies dans le courant de 1924.

E. — Les Éclaireurs	(Métrage)	309 m.
--------------------------------------	-----------	--------

Ce film est en cours d'exécution. Il a été tournée en 1923 et sera achevé en 1924.

Les films instructifs sont la propriété des Corps et servent à l'instruction technique de la troupe et du cadre.

Le Service cinématographique n'est pas un organisme commercial et ne travaille pas pour l'élément civil.

Le Service cinématographique, en dehors des travaux faits pour les services de l'armée, a fourni sa collaboration gratuite (main-d'œuvre) aux organismes officiels ci-après :

1° Ministère des Affaires étrangères	(Métrage) 6,704 m.
Ministère des Chemins de fer, Services de presse et de publicité	id. 3,001 m.
Ministère des Colonies, Journée coloniale	id. 340 m.
Attaché militaire du Chili	id. 303 m.

2° Services privés auxquels la main-d'œuvre et les produits ont été exceptionnellement fournis, sur autorisation spéciale du Ministre et à titre de propagande :

Comité central industriel	(Métrage) 1,580 » m.
Ville d'Anvers	id. 986 » m.
Foire commerciale de Bruxelles	id. 386 » m.
Ville de Bruxelles	id. 929 » m.
Institut commercial du Hainaut	id. 2,995 » m.
École militaire, Musée d'Artillerie	id. 549 » m.
Ligue contre le Péril vénérien.	id. 86 » m.
Commune de Saint-Gilles	id. 190.50 m.
Asile des Soldats invalides	id. 735 » m.
Œuvre Nationale des Invalides	id. 232 » m.
Musée de la Vie wallonne	id. 185 » m.
Maison Pathé.	id. 1,063 » m.
Maison Gaumont.	id. 1,521 » m.
Agence Générale Cinématographique.	id. 676 » m.
M ^{me} Navana (édition de film)	id. 287 » m.
M ^{me} Bams-de Pauw (cinéma)	id. 690 » m.
M. de Valeriola (édition de film)	id. 24 » m.
Compagnie Vitagraphe (édition de film).	id. 68 » m.
École militaire (prise d'expériences diverses)	id. 1,127 » m.
Service de propagande cinématographique	id. 141 » m.

La valeur des travaux fournis au 2° ci-dessus a été évaluée à fr. 11,437.64, et le montant en a été versé au Trésor public à titre de recette accidentelle.

Le Service cinématographique de l'armée a prêté aux organismes civils, à titre de propagande patriotique, pendant 1923, 409,455 mètres de films composant la collection documentaire du Service.

CHAPITRE II.

TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS DES OFFICIERS : TRAITEMENTS, SOLDES ET ACCESSOIRES DES TROUPES.

Au sujet du litt. f de l'article 12, votre Rapporteur croit nécessaire de vous exposer rapidement, Messieurs, quelques détails sur l'Institut militaire d'Éducation Physique.

La Commission permanente a visité cet établissement militaire : votre rapporteur avait été chargé de dresser un rapport sur l'inspection faite ; mais les avis des membres étant fort partagés sur le but, l'utilité de la dépense occasionnée et les résultats obtenus, je n'ai pas cru devoir insister auprès de la Commission Spéciale sur mes conclusions personnelles entièrement favorables à cet établissement, alors que plusieurs membres en étaient résolument adversaires.

Au surplus, M. le Ministre a réduit la dépense, comme je l'ai dit plus haut et l'a comprimée de 303,000 francs ce qui donne satisfaction à ceux de nos collègues qui estiment trop élevée la somme primitive inscrite au Budget.

Les membres de la Commission désiraient surtout se rendre compte du but pratique poursuivi, du nombre d'élèves suivant les cours et du nombre de professeurs, de la nécessité de deux médecins attachés à l'établissement, de la durée des études et de la dépense annuelle.

Ils ont vu sur place le fonctionnement des services : ils se sont rendu compte de l'excellence de l'enseignement donné et sans faire état de ses idées personnelles, votre rapporteur vous donne donc les explications suivantes :

But pratique poursuivi par l'Institut militaire d'éducation physique.

1° Le but poursuivi par l'Institut militaire d'Éducation Physique, tel qu'il est prévu dans le Règlement organique annexé à l'arrêté royal n° 9064^{bis} du 30 mars 1921, s'énonce comme suit :

1. Assurer la préparation des maîtres de tous degrés chargés de l'éducation physique dans l'armée.
2. Spécialiser les médecins militaires.
3. Contribuer au développement des exercices et jeux sportifs dans l'armée.
4. Organiser un laboratoire de recherches en vue de faire progresser la science de l'Éducation Physique et de ses applications.

L'enseignement donné à l'Institut militaire d'Éducation Physique est un « Enseignement normal ». Il procède de la méthode pédagogique de Linc et sert de base à celui qui se donne dans les corps de troupe.

L'éducation physique du soldat comporte la gymnastique éducative ; la gymnastique d'application et des sports.

Le caractère de chacune de ces parties de l'Éducation Physique précise les buts poursuivis.

La gymnastique éducative assure l'assouplissement indispensable au soldat et le développe s'il est insuffisamment formé.

La gymnastique d'application prépare l'homme et l'adapte particulièrement aux exercices professionnels de son arme. Elle comprend :

L'escrime et le combat à la baïonnette.

L'escrime et le combat au poignard (pour certain nombre d'hommes seulement).

L'emploi du sabre.

L'entraînement rationel à la marche, la course, les sauts, la progression en terrain bouleversé, la reptation, les escalades.

La montée au mât.

Les manœuvres de force et les exercices de coltinage pour certaines armes.

Les sports, contribuent au développement des qualités physiques. Judicieusement choisis et appropriés, ils exaltent le caractère, développent les facultés morales de l'homme et leur valeur collective.

Ils constituent en outre, des dérivatifs aux exercices professionnels et à la vie de caserne.

La méthode expérimentale doit être introduite dans le domaine de l'Éducation Physique de manière à substituer des données positives aux résultats de la simple observation et à des considérations purement descriptives. Les recherches nécessaires à cette expérimentation sont assurées par le *laboratoire* de l'Institut.

D'autre part, ce laboratoire étudie les applications militaires possibles de la biométrie. A l'exemple de ce qui s'est fait en Amérique, au cours de la guerre, il travaille à l'établissement de tests ayant pour but d'établir une méthode de sélection rapide destinée à répartir les miliciens suivant leurs aptitudes.

Enfin, comme but pratique de l'Institut militaire d'Éducation Physique, on peut ajouter la formation de rééducateurs physiques. C'est aux diplômés de l'École normale de Gymnastique et d'Escrime qu'il a été fait appel, pendant la guerre par toutes les formations sanitaires s'occupant de la rééducation physique des blessés convalescents. De nos jours encore, à l'Hôpital de Woluwé, ce sont des diplômés de l'Institut qui sont chargés de cette partie humanitaire de l'après-guerre.

Nombre d'élèves.

Officiers	{	Première année	46
		Deuxième année.	12
Sous-officiers	{	Gymnastique. {	Première année 63
			Deuxième année 8
	{	Escrimes. {	Première année. 10
			Deuxième année 12
			Troisième année 7
	{	Sports. {	Deuxième année 4

Nombre de professeurs.

Officiers	5 dont 1 médecin.
Civils	Néant.
Nombre de maître civil	1
Nombre de moniteurs militaires (sous-officiers) :	
Pour la gymnastique	6
Les escrimes	7
Les sports	2

4° Nombre d'heures de cours pour chacun d'eux :

Journellement de 7 $\frac{1}{2}$ à 8 heures au minimum (préparation comprise).

5° Nécessité de deux médecins à l'Institut :

Un des deux médecins est professeur et chargé de l'enseignement de l'anatomie et de la physiologie théoriques et pratiques dans leurs rapports avec l'éducation physique, de l'hygiène et des cours d'analyse des mouvements.

Le second est chargé de la direction du laboratoire. Ses fonctions ont été définies ci-dessus.

Les deux médecins sont, en outre, chargés du service médical de l'Institut, de visiter les officiers (et leurs familles pour les mariés) malades et d'assurer le service médical d'un secteur de la ville.

Le nombre d'heures de cours du médecin professeur est de 7 $\frac{1}{2}$ à 8 heures par jour au minimum (préparation comprise).

6° Durée des études :

a) *Précédemment*, avant la guerre et depuis 1902 (l'Institut s'appelait alors : « École normale de gymnastique et d'escrime. Cette école fut créée en 1885), les cours pour les sous-officiers étaient d'une durée d'un an pour la gymnastique et les escrimes ; les mieux doués faisaient une seconde année en vue d'obtenir le brevet du grade supérieur. Les cours pour officiers étaient des cours d'information d'une durée de trois mois, les élèves n'étant ni cotés, ni soumis à aucun examen. Les officiers, pour suivre ces cours, devaient acquérir, avant d'entrer à l'établissement, un programme déterminé de connaissance d'anatomie, de physiologie et d'hygiène.

Après la guerre, les anciens diplômés de l'École normale de gymnastique et d'escrime ayant à peu près tous disparu, il a fallu pourvoir d'urgence les corps de moniteurs de gymnastique et, quitte à donner à ces moniteurs une instruction insuffisante, des cours provisoires d'une durée de six mois ont été organisés, les meilleurs éléments pouvant faire un deuxième cours de six mois.

Pour les moniteurs d'escrime, des cours de trois années ont été organisés en faisant appel d'abord aux rares porteurs de diplômes qui existaient encore, pour les perfectionner en un ou deux ans, les nouveaux éléments devant parcourir le cycle des trois années.

(b) *Actuellement*, depuis 1922, les anciennes durées de cours ont été reprises pour les sous-officiers et des cours plus complets ont été organisés pour les officiers.

L'Institut délivre en ce moment les diplômes suivants :

Aux officiers :

Instructeur d'Éducation Physique après un cours de 10 mois.

Professeur d'Éducation Physique après un deuxième cours de 10 mois.

Aux sous-officiers :

Prévôt de gymnastique, d'escrime ou de sports après 10 mois de cours.

Maître de gymnastique, d'escrime ou de sports après un deuxième cours de 10 mois.

Premier maître d'escrime après un troisième cours de 10 mois.

7° Dépense annuelle :

a) Traitements et indemnités des officiers et professeurs, sous-officiers et soldats attachés à l'établissement.

Les officiers et sous-officiers attachés à l'établissement touchent les mêmes traitement, solde et indemnités que ceux en service à la troupe. Ils ont, en plus, une indemnité se montant à :

1,500 francs pour le commandant de l'Institut.

1,200 francs pour les professeurs.

800 francs pour les adjudants moniteurs.

300 francs pour les autres sous-officiers moniteurs, soit :

13,200 francs d'indemnité spéciale pour l'ensemble du personnel enseignant militaire.

Le maître civil a un traitement annuel de 12,832 francs toutes indemnités comprises.

Le personnel élève est détaché des corps. Il continue à percevoir les mêmes allocations (solde, indemnité, nourriture) que celle qui lui étaient allouées dans leur unité. Aucune indemnité spéciale ne leur est accordée.

b) *Frais qu'entraîne l'établissement* : 73,614 francs pour l'année 1924.

8° Dépenses pour construction, ameublement, etc., de la nouvelle salle de gymnastique.

Le devis pour la construction de la nouvelle salle de gymnastique s'élève à 138,000 francs.

Aucun devis n'a encore été établi pour l'appropriation des engins de l'ancienne salle dans la nouvelle et le complément de ceux-ci.

Vous trouverez, Messieurs, à l'annexe IX (tableaux A, B et C) le détail des dépenses relatives au personnel.

L'Institut reçoit tous les ans la visite des élèves de l'École normale d'Instituteurs de la ville de Bruxelles qui viennent se documenter sur les principes d'enseignement et se mettre au courant des méthodes de mensuration employées au laboratoire.

De même, il a été appelé à donner des démonstrations devant les élèves du

cours provincial du Brabant. Il a reçu la visite des élèves du Cours provincial organisé par la province du Hainaut et de l'École d'œuvres sociales de la ville d'Anvers.

En 1920, l'Institut militaire d'Éducation Physique a été appelé à Tourcoing pour y donner une démonstration devant toutes les sociétés de gymnastique du département du Nord.

Le colonel Campbell, directeur de l'Éducation Physique de l'armée anglaise, à la suite d'une visite faite à l'Institut, a demandé et obtenu du Ministre de la Défense Nationale l'autorisation pour l'un de ses officiers de venir pendant huit jours suivre les travaux et voir l'organisation du laboratoire, afin de pouvoir installer un service analogue en Angleterre.

Le commandant de l'École de Gymnastique et d'Escrime de l'armée hollandaise a envoyé l'un de ses médecins à Bruxelles, afin de se mettre en rapport avec le docteur Govaerts pour l'organisation d'un laboratoire.

Et lors de la fondation à Bruxelles, en 1923, de la Fédération internationale de Gymnastique éducative, l'Institut a été appelé à donner une démonstration devant les délégués des sept pays représentés; il y a obtenu un grand et légitime succès comme dans toutes les démonstrations données déjà dans quantité de fêtes publiques.

Enfin, comme des membres de la Commission spéciale ont demandé ce qu'était exactement le Laboratoire de Physiologie et de Chimie attaché à l'Institut militaire d'Éducation Physique, je crois devoir signaler qu'à la méthode empirique qui a jusqu'à présent prévalu, le plus souvent, en éducation physique, il convenait de substituer la méthode expérimentale et si possible, la méthode analytique, de manière à substituer des données positives aux résultats de la simple observation et de considération purement descriptives.

Les recherches nécessaires, à cette fin, sont assurées par le Laboratoire de l'Institut militaire d'Éducation Physique dont votre rapporteur a parlé plus haut.

CHAPITRE III.

HÔPITAUX ET PHARMACIES MILITAIRES.

Messieurs, vous aurez sans doute éprouvé comme certains membres de la Commission Spéciale, une émotion et une réelle inquiétude en lisant à l'article 14 des amendements proposés par M. le Ministre de la Défense Nationale, sous la rubrique « Chapitre III, Hôpitaux et Pharmacies militaires », une diminution de 2,947,000 francs provenant de la compression des dépenses.

Il est inutile de vous dire que la Commission Spéciale a chargé votre Rapporteur de s'informer auprès de M. le Ministre de la Défense Nationale et de lui procurer tous les renseignements détaillés sur la portée de cette importante réduction. Celle-ci, après un examen minutieux, a été reconnue judicieuse. Elle n'affecte en aucun point les soins à donner aux malades en traitement; elle est le résultat appréciable d'une compression normale, consciencieuse et justifiée et de transformations que la stricte économie recommandée dans tous les domaines imposait au Département.

Au surplus, voici comment se répartit la réduction :

1° Litt. a. — Frais d'hospitalisation, économie à résulter par la modification partielle apportée dans l'emploi de certaines denrées	fr. 82,000 »
2° Litt. b. — Réduction à opérer sur les achats d'objets du culte	10,000 »
3° Litt. c. — Réduction de 15 % sur les crédits mis à la disposition des hôpitaux pour exécuter les travaux d'entretien locatif	160,000 »
4° Litt. d. — Réduction sur achats de matériel hospitalier	45,000 »
5° Litt. e. — A. Économie de 5,000 francs à réaliser par diverses restrictions apportées dans la délivrance des appareils orthopédiques, des produits pharmaceutiques, par la restitution des fioles vides, limitation des doses maxima et des spécialités : suppression des eaux minérales, etc.	2,600,000 »
B. Réduction de 1,800,000 francs sur le montant des 3,000,000 de francs prévus pour cession de médicaments à d'autres départements	
C. Économie de 300,000 francs résultant de la diminution du nombre des médecins agréés faisant le service dans les corps ou hôpitaux ou brigades de gendarmerie	
6° Litt. g. — Quelques gros travaux d'entretien seront remis à l'année prochaine, d'où une réduction de	50,000 »

La Commission estime que le Département procède ainsi que le font actuellement tous les particuliers sérieux qui veulent sincèrement diminuer leur train de vie et s'imposer les restrictions indispensables dans la crise dont chacun souffre aujourd'hui. C'est une question de vie ou de mort, et l'État, en donnant l'exemple de la compression dans les moindres détails de ses budgets, fait œuvre courageuse de bon sens et de patriotisme.

. * .

Des membres de la Commission Spéciale ont désiré connaître combien il y a encore de tuberculeux belges à Montana et ce que leur hospitalisation a coûté en 1923.

Il y a à Montana, Messieurs, dans les villas de *Preux* et *Jeanne d'Arc*, 43 lits à la disposition du Service de santé de l'armée belge, pour y hospitaliser les tuberculeux, dont les soins lui incombent.

Ces lits sont, en général, toujours occupés.

Le total général des dépenses, en 1923, a été en francs belges : fr. 489,677.98.

Au 31 décembre 1923, il restait 39 malades en traitement.

L'hospitalisation des militaires et des ex-militaires à Montana, qui est une conséquence de la guerre, est excessivement onéreuse pour le Trésor, puisqu'elle nécessite une exportation annuelle et sans compensation de fr. 136,423.70 suisses.

La Commission ne fait aucune observation sur cette dépense que la Belgique s'impose avec toute la reconnaissance qu'elle doit à nos vaillants soldats de la Grande Guerre.

CHAPITRE IV.

ACADÉMIE MILITAIRE.

La Commission Spéciale s'est occupée du chapitre consacré au Musée de l'Armée et elle s'est intéressée aux explications données par certains membres sur l'œuvre considérable créée au Parc du Cinquantenaire par M. Leconte, conservateur permanent du Musée, secondé par un personnel d'élite.

Elle a été unanime à rendre hommage à la science, à l'initiative, au zèle et à l'inlassable activité de celui qui a fait du Musée de l'Armée un monument unique à la gloire de la Belgique et de ses enfants les plus héroïques.

Le Musée de l'Armée a été visité par plusieurs membres de la Commission de la Défense Nationale.

Il développe ses immenses collections dans de vastes locaux bien éclairés, bien disposés, parfaitement entretenus mais très insuffisamment chauffés.

Tous nos compatriotes devraient aller voir cet ensemble inestimable de souvenirs glorieux; ils en reviendraient pleins de fierté pour la traditionnelle vaillance du peuple belge; et ils comprendraient mieux les prodiges d'endurance et d'héroïsme qui valurent de tout temps à la Belgique sa haute réputation dans le monde entier.

La Commission estime que l'État ne peut se désintéresser de la grande œuvre nationale élevée au Palais du Cinquantenaire et qu'il doit au contraire la soutenir et l'encourager de toutes façons.

Les collections constituées en grande partie par des dons généreux et la collaboration de patriotes désintéressés doivent être mises à l'abri des injures du temps et de l'humidité.

Il y a urgence à faire au Musée de l'Armée l'installation du chauffage central afin de préserver les trésors accumulés dans ces immenses locaux.

Ces travaux sont du domaine du Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.

A une demande tendant à faire installer ledit chauffage dans les halls occupés par le Musée royal, M. le Ministre des Travaux publics a suggéré, en présence du coût élevé de cette installation, le placement, aux frais du Département de la Défense Nationale, de foyers au charbon.

Le Département de la Défense Nationale répond que les besoins de compression ne lui permettent pas d'augmenter actuellement les crédits déjà prévus pour le chauffage du Musée.

La Commission Spéciale considère que se serait une faute impardonnable de ne pas prendre des mesures urgentes pour éviter les dégats produits par l'insuffisance du chauffage, et elle demande à M. le Ministre de la Défense Nationale d'augmenter les crédits nécessaires à l'entretien permanent de foyers plus nombreux, en attendant la possibilité d'installer le chauffage central réclamé.

Ne pas veiller à la conservation des merveilles rassemblées dans le Musée de l'Armée serait un acte d'imprévoyance grave qui découragerait les donateurs et mettrait, en peu d'années, dans un état pitoyable les superbes collections de l'État.

La Commission estime, de plus, qu'il n'y a pas lieu de réduire actuellement le personnel ni de comprimer les dépenses pour achats de collections. Celles-ci sont activement recherchées par des amateurs étrangers, qui les enlèvent à prix d'or alors que le conservateur permanent a souvent réussi à s'en procurer dans les conditions les plus avantageuses.

CHAPITRE V.

ARMEMENT, CHARROI ET HARNACHEMENT DE L'ARMÉE.

Messieurs, vous n'êtes pas sans avoir lu les articles de la Presse lorsqu'on a annoncé que M. le Ministre de la Défense Nationale proposait, par voie d'amendement à son Budget, une réduction de 8,100,000 francs sur le chapitre V, consacré à l'armement, au charroi et à l'harnachement de l'armée.

Certains journaux ont lancé un cri d'alarme et ont laissé croire au public que cette importante compression visait les armements nécessaires et les approvisionnements indispensables, et qu'elle mettait ainsi en danger immédiat la sécurité du pays. La Commission Spéciale pense que nos compatriotes se sont émus à tort et elle a chargé votre Rapporteur de la renseigner sur la diminution projetée de 8,100,000 francs

ART. 23.

Approvisionnements de l'artillerie, armement, charroi et harnachement de l'armée.

La réduction de 3 millions de francs apportée aux prévisions de cet article est due au fait que certaines fabrications et certains achats envisagés ont pu être reportés à des exercices ultérieurs ou même supprimés. L'activité des établissements en a été diminuée, ce qui a permis aussi de réduire le personnel employé. Cette réduction se répartit de la manière suivante :

Fonderie royale des canons.

Diminution de 950,000 francs provenant d'une réduction de personnel (160 ouvriers).

Arsenal de construction.

Diminution de 535,000 francs provenant d'une réduction de personnel (84 ouvriers).

Manufacture d'armes de l'État.

Diminution de fr. 552,754,30 provenant d'une réduction de personnel (95 ouvriers).

Grand Parc d'armée

Diminution de fr. 147,245.70.

Le personnel prévu actuellement répond seulement aux nécessités actuelles et son total ne tient plus compte des chiffres organiques antérieurement prévus.

Ateliers de fabrications de munitions.

Diminutions de 815,000 de francs provenant d'une réduction de personnel (166 journaliers).

ART. 24.

La diminution de 4,000,000 francs proposée par voie d'amendement, se répartit comme suit :

Litt. d. — *Grand parc d'armée.* — Diminution de 373,250 francs sur les achats d'objets et matériel destinés aux unités et services de l'armée. Une partie de ces achats prévus a pu être réservée provisoirement.

Litt. e. — *Ateliers de fabrications de munitions.* — Diminution de 3,626,705 francs provenant de la réduction des achats, dans l'industrie privée, de cartouches d'infanterie. Il a été possible de se contenter cette année d'une partie seulement des achats prévus.

Approvisionnement, charroi automobile, etc.

(1,000,000 de francs).

ART. 25.

La diminution de 100,000 francs provient notamment :

1° De la réduction du personnel « employé » par suite de la création de la Compagnie administrative des Établissements du charroi automobile et portant sur :

3 employés et 3 dactylographes et 1 veilleur de nuit.

2° De ce que les emplois de comptable et de commis principal à l'usine de réparation du charroi automobile ne seront pas conférés en 1924;

3° De la suppression du parc de triage et de réserve en suite de la réorganisation de l'armée.

ART. 26.

La diminution de 1,000,000 de francs se justifie :

1° Par la réduction de l'utilisation du charroi automobile à l'armée d'occupation;

2° Par l'ajournement de la revision d'une partie du matériel automobile spécial (tracteurs, etc.);

3° Par la suppression du parc de triage et de réserve en suite de la réorganisation de l'armée.

*
* * *

La Commission Spéciale a porté toute son attention sur les dépenses occasionnées par le charroi automobile de l'armée et elle a désiré connaître quel était, pour 1923, le nombre de voitures voyageurs, camions, ambulances, tracteurs et motocyclettes en usage et qu'elle était leur affectation réelle.

L'inventaire qui suit donne les chiffres au 1^{er} janvier 1923 et au 1^{er} janvier 1924.
L'affectation correspond à cette dernière date :

1° Voitures voyageurs :

Au 1^{er} janvier 1923 : 117 Au 1^{er} janvier 1924 : 101

Affectation :

58 voitures en Allemagne (y compris les voitures du Détachement belge de la Ruhr et des Commissions militaires interalliées de contrôle).

2 à l'Aéronautique militaire.

4 à l'École des Services automobiles.

14 pour les Services des sépultures militaires.

1 aux Ateliers de fabrications des munitions de Zwijndrecht.

10 au Corps de transports automobiles.

12 en réserve de remplacement ou en réparations.

N. B. — Les voitures du Corps de transports automobiles ne peuvent être utilisées que par autorisation expresse du Département pour les exercices de cadre, voyages d'État-Major, etc.

Une circulaire ministérielle du 17 janvier 1924, n° 76 du *Bulletin Officiel*, trop longue à reproduire dans ce rapport édicte les règles à observer en ce qui concerne l'emploi du charroi automobile.

Ces règles sont excessivement sévères et assurent l'économie la plus stricte : des feuilles de route, sur lesquelles les chauffeurs inscrivent l'heure d'arrivée au service utilisant le véhicule et l'itinéraire exact des déplacements effectués, permettent un contrôle efficace et permanent : la surveillance de la consommation de carburants se fait sans relâche dans tous les services.

2° Camions automobiles :

Au 1^{er} janvier 1923 : 489 Au 1^{er} janvier 1924 : 456

Affectation :

166 en Allemagne (y compris les camions du Détachement belge de la Ruhr).

38 à l'Aéronautique militaire.

14 à l'École des services automobiles.

65 à la Division d'artillerie d'armée.

13 au Régiment des troupes de transmission (dont 8 en Allemagne).

15 au Régiment des chars de combat.

2 au Régiment des chemins de fer.

1 à l'Usine des réparations du charroi automobile.

19 au Service des sépultures militaires.

4 au Service de récupération.

46 dans les compagnies actives du Corps des transports; à la Fonderie royale des canons; aux Ateliers de fabrication de munitions, etc.

73 en réserve ou en réparation.

3° Ambulances automobiles :

Au 1^{er} janvier 1923 : 87 Au 1^{er} janvier 1924 : 87

Affectation:

32 ambulances en Allemagne (y compris celles du Détachement de la Ruhr).

23 Hôpitaux militaires de Belgique.

1 Ateliers de fabrications de West-Roosebeck.

11 à l'Aéronautique militaire.

7 dans les divers garages du Corps de transports automobiles pour services extraordinaires.

12 en réserve ou en réparation.

4° Tracteurs :

Au 1^{er} janvier 1923 :

85 tracteurs LATIL pour l'artillerie lourde.

52 tracteurs divers pour l'artillerie lourde.

1 tracteur CLETRAC, à chenilles, pour l'artillerie portée.

146 tracteurs d'équipage automobile de pont.

10 tracteurs d'aviation.

Au 1^{er} janvier 1924 :

Mêmes chiffres que ci-dessus sauf 13 tracteurs divers (tracteurs de récupération) ont été déclassés.

5° Motocyclettes :

Au 1^{er} janvier 1923 : 161 Au 1^{er} janvier 1924 : 132

Affectation :

81 en Allemagne (y compris celles du Détachement belge de la Ruhr).

15 au Corps de transport automobile (service du Ministère) de l'E. M. G. A. ; des commandants de Corps d'armée de la division légère ; de l'Institut cartographique militaire et de la Manufacture d'armes.

4 à l'Aéronautique.

2 au Régiment de chars de combat.

30 en réserve ou en réparation à l'usine (dont 10 spécialement destinées aux liaisons pendant les périodes de manœuvres, au camp, les exercices de cadre, etc.).

N. B. --- Dans les nombres ci-dessus n'ont pas été compris les véhicules spéciaux, tels que : autos-pompes, autos-canon (12), autos-mitrailleuses (25), voitures techniques spéciales, etc.

Suppressions :

16 voitures de voyageurs ont été supprimées, ce sont :

les voitures des Commandants de D. A. de Belgique,
les voitures de la Division de cavalerie,
les voitures de la Position fortifiée d'Anvers et de leurs quartiers généraux (12),
la voiture du Grand parc de campagne,
celle du Ministère,
celle du Chef de l'État-major de la 1^{re} armée,
et une voiture de l'Aéronautique.

33 camions ont été supprimés, à la suite de la réorganisation, les besoins des diverses garnisons en fait de transports ayant été modifiés.

Certains de ces camions (14) ont été utilisés pour en faire des voitures de construction de télégraphistes, nécessaires aux troupes de transmission.

Les compressions judicieuses faites dans cet article donnent entière satisfaction à la Commission Spéciale.

* * *

Une question a préoccupé la Commission de la Défense Nationale qui désirait savoir si, à l'heure présente, tous les services de transports automobiles dans l'armée belge pouvaient être assurés en cas de mobilisation.

Tous les services de transports automobiles sont dès aujourd'hui assurés.

Dans ce but le Département de la Défense Nationale a pris les mesures suivantes :

Les administrations communales ont reçu en 1919 une brochure intitulée : *Note additionnelle au Règlement sur les prestations militaires et relative à la réquisition éventuelle du charroi automobile.*

Cette brochure, *non confidentielle*, édicte les règles à observer pour recenser et classer tout le charroi automobile existant dans la commune, de telle sorte que l'on peut connaître en tout temps la situation exacte dans chaque localité.

Indépendamment de ce recensement les mesures sont prises pour assurer en temps voulu la réquisition des véhicules nécessaires.

Le contrôle de ces mesures d'exécution est fait régulièrement.

Grâce à ces dispositions, l'armée est assurée de pouvoir disposer de tout le charroi automobile qui lui est indispensable au moment de la mobilisation,

* * *

La Commission Spéciale a désiré savoir si le Département de la Défense Nationale faisait les contrats d'achat d'essence pour une année et dans l'affirmative avec quelles sociétés ces contrats étaient passés — à quels prix et dans quelles conditions.

Le Département de la Défense Nationale ne fait pas de contrats d'achat d'essence pour automobile pour une année.

Les contrats d'achat d'essence se font, en principe, par adjudication pour un trimestre, maximum.

Les adjudications annoncées au *Bulletin des adjudications*, etc., sont portées spécialement à la connaissance des *sept seules* firmes s'occupant du commerce des essences en Belgique, savoir :

La Belgian Benzine Cy, à Bruxelles.

L'Alliance, à Anvers.

La Continentale Petroleum Cy, à Anvers.

L'American Petroleum Cy, à Anvers.

Purfina, à Anvers.

L'Union Petroleum Cy, à Bruxelles.

La Gities Oil Storage Cy, à Anvers.

Depuis le début du deuxième trimestre de 1923 et ce, afin de contrecarrer les projets des firmes pétrolifères qui prétendaient faire payer, à l'armée, l'essence fournie, notablement plus cher qu'au civil, les adjudications se font au point de vue du prix sur la base suivante : le prix côté à l'armée doit être à tout moment *au maximum* le prix de gros *consenti au civil*.

Pour l'année 1923, les firmes suivantes ont été déclarées adjudicatrices :

Janvier 1923 : *Alliance*.

Février 1923 : *Alliance*.

Mars 1923 : Prix inacceptable (1 franc le litre environ).

Marchés de gré à gré passés avec différents garagistes au prix du jour *très bas* à ce moment là (prix moyen payé : 65 centimes le litre).

2^e trimestre 1923 : *Belgian Benzine Cy*.

3^e trimestre 1923 : *Belgian Benzine Cy*.

4^e trimestre 1923 : *Cities Service Oil Storage Cy*.

Le prix moyen payé pour le litre d'essence en 1923 est de : fr. 1.06.

De même la Commission Spéciale a manifesté le désir de connaître comment les achats d'huile, de graisse, de carbure, de bandages et de pneumatiques se faisaient au Département de la Défense Nationale.

Les achats d'huile, graisse et carbure se font par la voie d'adjudication publique.

Toutefois, il n'y a pas été mis de carbure en adjudication depuis que la délivrance de cette matière a été reprise par le Grand parc d'armée. Les stocks existants proviennent encore du magasin spécial des essences (1922).

Les contrats d'achat de pneumatiques et de bandages se font en principe par adjudications publiques (sauf les cas d'urgence dûment justifiés).

En principe aussi, les pneumatiques et bandages sont achetés pour les besoins d'un semestre.

Des spécifications techniques insérées dans les cahiers des charges ou annexés

aux avis d'adjudication, font connaître aux fournisseurs éventuels les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les articles demandés. La désignation des adjudications se fait chaque fois que possible à la suite d'essais mécaniques et d'essais pratiques qui montrent quels sont les articles *les plus avantageux*, c'est-à-dire dont le prix de revient par kilomètre est le plus bas.

* .

Et puisque le chapitre V du Budget a attiré l'attention spéciale des membres de la Commission, votre Rapporteur croit nécessaire de vous donner ci-après quelques renseignements détaillés sur la manufacture d'armes de l'État, sur son personnel et les fonctions qu'il remplit :

L'agent technique principal (en permanence à la manufacture d'armes de l'État), au traitement de 12,400 francs, a dans ses attributions le contrôle des fabrications; l'entretien et le contrôle des instruments vérificateurs pour l'interchangeabilité des pièces; la direction de la formation des armuriers de corps; l'épreuve professionnelle à faire subir à tout ouvrier qui veut devenir qualifié.

Les trois agents techniques principaux (en permanence à la manufacture d'armes de l'État), aux traitements de 12,000 francs, 11,500 francs ou 10,500 francs, ont la direction des ateliers suivants : réparations et transformations des armes automatiques; fabrications, réparations, transformations des trépiers et affûts-traineaux pour mitrailleuses; réparations et transformations des caissettes métalliques pour munitions, matières, etc.; le montage en blanc des armes neuves, polissage et réparation des bois; montage des armes neuves, fusils et carabines; remise à neuf des fusils, carabines, pistolets et revolvers ou la direction de l'atelier d'usinage des pièces d'armes nécessaires aux fabrications et aux rechanges.

Les 20 agents techniques (en permanence ou par intermittence à la manufacture d'armes de l'État) dirigent les ateliers de menuiserie et de modelage, d'outillage, d'estampage et de forge, y compris les électriciens, monteurs et calibreurs, le bureau de dessins et études, le bureau de fabrication et de réparation du travail, les ateliers d'usinage du bois, de fabrication des accessoires pour armes blanches (sabres et baïonnettes), les ateliers de trempe et soudure autogène, de limes (finition des pièces), de bronzage, de polissage, moulage et réfection des chargeurs, la transformation des mitrailleuses Maxim allemandes, ainsi que la transformation des fusils mitrailleuses français au calibre belge.

Certains d'entre eux commandent un groupe mobile d'armuriers pendant les périodes de tir et de manœuvres.

Pendant leur présence à la manufacture d'armes, ils dirigent l'atelier de garnissage des machines et l'atelier d'usinage des canons, hausses et accessoires du manchon.

Enfin, certains de ces agents dirigent spécialement l'Atelier-École où se forment les armuriers des corps, et ils donnent les cours sur les armes de guerre, tandis que d'autres sont spécialement chargés des réceptions.

Parmi les agents techniques, certains ont un service extérieur se rapportant à l'armement des troupes, mais ils ne sont jamais à la manufacture d'armes. Ils

dirigent des ateliers de réparations des troupes non endivisionnés annexés au Grand Parc d'Armée ou des ateliers régionaux à Gand, Anvers, Liège, Contich, Bruxelles ou en Allemagne occupée.

Les agents techniques touchent des indemnités familiales variant de 570 à 1,665 francs.

* .

Des membres de la Commission ont demandé comment sont accordés les primes de bonis et de rendement à la manufacture d'armes, et ils ont désiré avoir des détails sur cette partie de l'article 23 du Budget.

La prime de rendement est basée, soit sur l'économie de temps, soit sur la production, soit sur l'économie de matières premières.

Elle est accordée par le Directeur de l'établissement sur proposition des ingénieurs compétents et elle est fixée comme suit :

a) De 0 à 15 % du salaire, réellement attribué à l'ouvrier, pour les ouvriers de toutes catégories ne travaillant ni à l'entreprise, ni à la production.

b) De 0 à 25 % du salaire réellement attribué à l'ouvrier, pour tous les autres ouvriers.

Le système des primes est en application à la manufacture d'armes de l'État depuis le 1^{er} juin 1920.

Une amélioration du rendement de cet établissement ayant été constatée, ce système a été appliqué dans tous les établissements où il se justifiait le mieux, mais à titre d'expérience; c'est la raison pour laquelle il n'a pas été généralisé.

Cette expérience continue.

* .

La Commission Spéciale a aussi désiré savoir les raisons qui ont motivé l'augmentation du personnel au grand parc de campagne (39) et aux parcs divisionnaires et parc du polygone de Brasschaet.

Le personnel du Grand Parc d'Armée a été réduit à 508 par compression de dépenses; le montant du crédit sollicité à l'article 23 du Budget ordinaire de 1924 pour cet organisme a été ramené à fr. 2,487,371.30, soit une diminution de fr. 147,245.70 comprise dans celle de 3,000,000 de francs qui fait l'objet de l'amendement déposé.

Quant au personnel des parcs divisionnaires et parc du polygone de Brasschaet, il a dû être augmenté par suite de la réorganisation de l'armée. En effet, il a été créé en plus :

Le Parc de la Division légère;

Le Parc de la Division d'Artillerie d'Armée et les Parcs divisionnaires des 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e et 16^e divisions d'infanterie de réserve.

* . *

La Commission a chargé votre Rapporteur de la renseigner de façon précise sur les approvisionnements de toute nature et frais généraux inscrits à l'article 24 (pp. 56 et 57), litt. a, b, c, d, f, et h.

Comme les renseignements détaillés sont fort longs, vous les trouverez aux annexes sous le n° XXI.

En ce qui concerne la somme de 1 million de francs inscrite à l'article 24, litt. h, du projet de budget ordinaire pour l'exercice 1924, elle constitue le reliquat existant au 31 décembre 1923 à l'article 151 (supprimé) du Budget pour ordre et qui est versé au Budget des voies et moyens de 1924.

Les recettes de cet article proviennent de la vente à des industries belges des machines des ateliers d'artilleries du Havre.

Cette vente a été consentie pour permettre, à ces industriels, d'acquérir *immédiatement après l'armistice*, des machines en bon état en vue de la remise en activité des industries nationales.

Il fut bien entendu que le produit de cette vente servirait à acheter, à mesure des besoins, d'autres machines pour nos établissements d'artillerie.

Toutes les acquisitions de ce genre, nécessaires pour une période de mobilisation, n'ont pas encore pu être effectuées, l'étude de mobilisation des établissements d'artillerie venant seulement d'entrer dans une phase active.

Il est donc indispensable de maintenir, au moins au Budget ordinaire de 1924, les ressources qui figuraient à l'article 151 prémentionné.

* *

La Commission Spéciale s'est préoccupée, comme l'année dernière, de la question si importante des études et des essais pour la recherche d'un carburant national. Des membres ont demandé quels travaux avaient été faits en Belgique pendant le cours de l'année 1923 pour arriver à une solution concluante et quelle part le Département de la Défense Nationale avait prise à ces travaux.

La Commission des Carburants a porté son attention sur tous les procédés capables de fournir un carburant remplaçant l'essence et le pétrole, sans même attacher une trop grande importance au prix de revient.

Le mélange *alcool-benzol* a été longuement étudié au laboratoire avec le plus grand soin en ce qui concerne ses propriétés physico-chimiques suivant les dosages du mélange.

Sauf quelques modifications légères à apporter aux moteurs et la condition d'employer de l'alcool anhydre, ce mélange peut procurer un excellent carburant. Mais le prix de revient en temps de paix est supérieur à celui de l'essence, et en temps de guerre on aurait un tel besoin d'alcool, pour la fabrication des poudres notamment, que là on peut considérer ce mélange comme donnant la solution complète du problème.

Le procédé Bencius qui consiste à faire du pétrole en partant du charbon gras a aussi été étudié avec le plus grand soin au laboratoire.

Ce procédé présente une grande valeur scientifique et peut être industrialisé. Il est de nature à nous fournir des quantités fort appréciable de pétrole ou d'essence, mais son industrialisation ne peut être l'œuvre du Gouvernement; des sociétés financières belges étudient d'ailleurs l'exploitation des brevets *Bencius*.

Quoi qu'il en soit, ce procédé qui doit retenir très sérieusement l'attention,

ne pourrait fournir qu'une partie de l'essence et n'est pas non plus une solution complète du problème.

L'attention de la Commission des Carburants a également été retenue par le procédé MAILHE qui forme du pétrole en chauffant des huiles végétales ou animales avec du chlorure de zinc. Ce procédé n'est qu'à ses débuts et les études de MAILHE seront suivies avec soin car peut-être l'huile de palme et les diverses huiles du Congo pourraient-elles fournir l'essence.

La Commission se propose d'étudier d'une façon complète et scientifique l'application du gaz pauvre en remplacement de l'essence à la traction des camions lourds automobiles. Un gazomètre vient d'être acheté pour commencer cette étude.

L'emploi des gaz pauvres, s'il pouvait se généraliser à la traction des camions lourds, serait de nature à économiser une assez grande quantité d'essence.

En conclusion les travaux de la Commission semblent aboutir à cette déduction qu'il n'y a pas actuellement de carburant vraiment national qui puisse remplacer l'essence et qu'il faut :

1° Faire usage de tous les moyens propres à réduire la consommation de ce produit ;

2° S'assurer en tout temps la disponibilité d'un stock d'essence suffisant pour parer aux événements.

La part prise par le Département de la Défense Nationale dans les travaux de la Commission a consisté dans leur direction, dans l'octroi des crédits nécessaires aux travaux, dans la mise à sa disposition de la Sous-Commission technique et de ses chimistes.

CHAPITRE VI.

BÂTIMENTS ET CONSTRUCTIONS MILITAIRES.

La Commission Spéciale en passant à l'examen du chapitre VI (Bâtiments et constructions militaires) a demandé à votre Rapporteur de lui fournir des précisions sur la compression de ce chapitre, compression atteignant 2,500,000 francs pour les articles 27 et 28.

ART. 27.

La réduction de 500,000 francs proposée par voie d'amendement se répartit répartit comme suit :

1° Litt. a. — Diminution de 49,000 francs environ par suite du barème nouveau dont l'application a eu lieu depuis l'établissement du projet de Budget ;

2° Litt. b. — Diminution de 327,000 francs environ, résultant du licenciement d'un certain nombre d'agents temporaires, licenciement rendu possible par la diminution faite dans les travaux primitivement prévus au Budget extraordinaire ;

3° Cette diminution de temporaires réagit sur les littéra d et e ;

4° De plus, des diminutions ont été opérées sur les littéra g, h et i.

Quant à l'article 28, la réduction de 2 millions de francs, proposée par voie d'amendement, se justifie comme suit :

1° Litt. a. — Diminution de 500,000 francs, résultant de ce que :

a) Une réduction supplémentaire de 200,000 francs a pu être consentie du fait de la diminution des effectifs ;

b) Par mesure de compression, une diminution de 10 % sur les sommes prévues primitivement a été réalisée sur les crédits pour le service d'entretien ordinaire des bâtiments militaires (petites réparations, blanchissages, peinturages, intérieurs, consommation d'eau et d'éclairage, etc.).

2° Litt. b. — Réduction de 1,150,000 francs, provenant de la plus stricte économie dans le gros entretien, qui est limité aux choses strictement indispensables ;

3° Litt. c. — Réduction de 300,000 francs. Des mesures sont prises pour réparer encore les objets en mauvais état, de manière à éviter des achats en renouvellement ;

4° La réduction du litt. a (50,000 fr.) est justifiée de la façon suivante :

1. Dans certaines garnisons, le Département n'est pas propriétaire du stand ; il utilise soit le stand communal, soit des installations faites sur des terrains particuliers. Il n'a pas pu, en effet, songer à *racheter* tous les stands communaux, soit parce que certains sont insuffisants et ne peuvent être agrandis ou appropriés pour les armes automatiques, soit parce que leur acquisition entraînerait des dépenses trop onéreuses.

Il en est ainsi pour les installations d'Ostende, Hasselt, Louvain, Arlon, Alost, Spa, Eupen, Malmédy, et jusqu'en ces derniers temps de Gand et Termonde.

Dans ces localités, le Département a, en général, à sa charge, outre un prix de location, la totalité ou la majorité des frais d'utilisation, d'entretien et d'appropriation des installations.

Les dépenses globales à résulter de ce chef étaient estimées à un maximum de 95,000 francs.

2. Les sommes payées pour subventions ou cotisations sont les suivantes :

Comité électrotechnique : 1,000 francs.

Comité belge de Standardisation : 3,000 francs qui ont été réduits à 1,000 francs.

3. Le total du 1. et 2., ci-dessus, s'élève à 100,000 francs, en chiffre rond, mais il est à noter que la plupart des stands du pays sont fréquentés par des sociétés civiles diverses, moyennant le paiement, en général, de rétributions minimales destinées à compenser les dépenses supplémentaires résultant de ce chef.

Jusque fin 1923, ces sommes étaient versées au Budget pour ordre (art. 149 en 1923) et étaient donc récupérées par le Département.

La décision prise de supprimer ce Budget pour ordre dès 1924 et de verser directement ces sommes au Trésor, a amené pour le Département une charge supplémentaire annuelle estimée à 100,000 francs, et c'est ainsi que le littéra e de l'article 28 a dû être porté à 200,000 francs.

Quoi qu'il en soit, tenant compte de ce que les estimations données ci-dessus sont des maxima, le montant de ce littéra a été réduit à 150,000 francs.

Cette diminution de 50,000 francs est comprise dans celle de 2,000,000 de francs que fait l'objet de l'amendement proposé à l'article 28.

Ces quelques détails étant donnés sur la réduction proposée par M. le Ministre de la Défense Nationale, votre rapporteur, répondant à de nombreuses questions posées par la Commission Spéciale, croit devoir vous renseigner sur tout ce qui concerne le Service des Bâtiments et Constructions militaires.

L'organisation de ce service est compris de façon suivante, qui est d'ailleurs celle qui a toujours existé et qui a donné d'excellents résultats :

A l'Administration centrale : la 5^e Direction générale.

Par circonscription : une direction circonscriptionnaire des bâtiments et de constructions militaires.

Chaque direction circonscriptionnaire est divisée en directions, en principe, il y a une direction par province, sauf dans les provinces d'Anvers, de Liège et du Brabant, où l'importance du service en nécessite plusieurs; par contre, les provinces de Namur et de Luxembourg ne forment qu'une direction.

Chaque direction est divisée en sections et comprend des places détachées.

Les directeurs circonscriptionnaires et les directeurs sont, en principe, des officiers; ils ont sous leurs ordres, tant au siège des directions, que dans certaines places détachées : des officiers adjoints, quand c'est possible, et un *personnel civil permanent*, composé :

- a) D'adjoints techniques (correspondant aux conducteurs des Ponts et Chaussées);
- b) D'adjoints administratifs (correspondant aux chefs de bureau et commis des Ponts et Chaussées;
- c) De dessinateurs;
- d) De surveillants.

Outre ces agents permanents, il existe des employés temporaires en nombre très variable suivant les nécessités momentanées des entreprises.

Pour compléter l'organisation des Bâtiments et Constructions militaires, il a été nécessaire de créer en plus un service d'électricité, composé d'un officier et de quelques ingénieurs, afin de remplacer dans tous les établissements militaires l'éclairage au pétrole ou au gaz par l'éclairage électrique.

L'exposé succinct qui précède était nécessaire pour permettre à votre Rapporteur de répondre plus facilement et plus clairement aux différentes questions de la Commission Spéciale lui avait posées.

Des membres ont estimé qu'il y aurait moyen de faire de larges diminutions dans les dépenses relatives aux Bâtiments militaires et spécialement en ce qui concerne le personnel qui comporte 654 agents.

Ce nombre paraît, à première vue, sensiblement trop élevé et, pour pouvoir l'admettre, il est indispensable de connaître la mission qui lui est dévolue.

Dans l'exposé de l'organisation du service des Bâtiments et Constructions militaires, il est dit plus haut que les Directeurs circonscriptionnaires et les Directeurs étaient en principe des officiers, et qu'ils avaient sous leurs ordres des officiers adjoints si possible.

En 1913, le Service spécial du Génie, qui s'est transformé en Service des Bâtiments et Constructions militaires, comportait 60 officiers du génie.

Actuellement, pour une besogne même plus importante, la pénurie des cadres ne permet que d'en attribuer 19 au service des Bâtiments et Constructions militaires. Et c'est tout comme personnel militaire.

Il n'y a dans les bureaux, ni employés, ni plantons militaires; l'organisation de l'armée ne le permet pas.

A part les 19 officiers dont il vient d'être question, tous les agents du Service des Bâtiments et Constructions militaires sont des civils.

. . .

Le littéra a) de l'article 27 comprend la personnel civil permanent, subdivisé en personnel des travaux et personnel des bureaux.

Le *personnel des travaux* comprend les adjoints techniques et les surveillants.

Les *adjoints techniques* (anciens adjoints ou gardes du génie) sont au point de vue technique les aides directs des Directeurs et jouent, vis à vis de ceux-ci, un rôle sensiblement égal à celui des conducteurs des Ponts-et-Chaussées vis à vis des ingénieurs.

Ce sont ceux qui sont en liaison continuelle avec les occupants et leur mission comprend notamment :

Études relatives aux projets de construction, d'amélioration et de gros entretien de tous les Bâtiments militaires, quels qu'ils soient.

Élaboration des projets, cahiers des charges, métrés.

Conduite et surveillance de tous les travaux.

Opérations graphiques. Réception des matériaux et des fournitures. Tenue des attachements. Gestion du matériel de casernement. Service des installations électriques. Service des plantations, des eaux, de la voirie, de l'évacuation des immondices dans les camps.

Surveillance des zones de servitudes militaires : examen des demandes d'autorisation de bâtir; contrôle des constructions.

Police du Domaine militaire pour laquelle ils sont assermentés (loi du 29 mars-8 avril 1806).

Les *Surveillants* sont les aides directs des adjoints techniques et sont répartis suivant les besoins.

* * *

Le *personnel des bureaux* comprend les adjoints administratifs et les dessinateurs.

Les *Adjointes administratifs* sont au point de vue du service administratif, vis-à-vis des Directeurs des Bâtiments et Constructions militaires, ce que les adjoints techniques et les surveillants sont au point de vue technique. Leur mission comprend notamment :

Établissement et expédition de toutes les pièces administratives : copie, reproduction et expédition de toutes les pièces du service technique (cahiers des charges, métrés, etc.);

Établissement et expédition de toutes les pièces de comptabilité et liquidation des entreprises;

Païement des dépenses inférieures à 500 francs, paiement du personnel, tenue des registres de comptabilité;

Établissement des prévisions budgétaires;

Correspondance avec les occupants, les autorités militaires et civiles, tenue des indicateurs, tenue et classement des archives.

Quant aux dessinateurs, leur présence est justifiée par les attributions du service qui ont été citées plus haut.

. . .

L'arrêté ministériel, en date du 1^{er} août 1923, pris en suite de l'arrêté royal en date du 31 juillet 1923, relatif au statut du personnel civil, a fixé les chiffres suivants comme *maximum* du nombre d'agents dans les différents cadres :

Adjointes techniques	115
Adjointes administratifs	120
Dessinateurs	35
Surveillants	180

Les nombres réels sont fixés chaque année par le Ministère dans le Budget. C'est ainsi que pour 1924, ces nombres sont respectivement 105, 110, 30 et 155. Ils sont en-dessous des besoins réels créés par l'importance des travaux en cours.

C'est pourquoi 120 employés civils temporaires figuraient encore au littéra *b* de l'article 27 du projet de Budget non amendé. Ils comprennent des employés pour les travaux.

Le nombre de ces employés temporaires varie suivant l'importance des travaux figurant au Budget extraordinaire, car en principe le personnel permanent doit suffire à la besogne courante et aux travaux du Budget ordinaire.

La répartition des 654 agents prévus au projet non amendé est indiqué aux annexes n° 10 et 11. Le détail des traitements demandé pour les 400 agents permanents aux annexes n° 15, mais ils sont mis en rapport avec le nouveau barème adopté après l'envoi du projet de budget.

Par mesure de compression et en présence des diminutions importantes qui sont envisagées sur le Budget extraordinaire, par voie d'amendement, le chiffre de 120 employés temporaires est réduit à 66; le personnel temporaire des bureaux est licencié en premier lieu; celui des travaux le sera successivement d'après l'avancement des entreprises.

Le 2° du littera *b* comprend 72 ouvriers (plantations, camps, électriciens, etc...) détaillés à l'annexe n° XII.

Parmi ces ouvriers, les éclusiers des ouvrages hydrauliques militaires d'Anvers, les ouvriers chargés de la surveillance et de l'entretien de certaines digues du Bas-Escaut se justifient d'eux-mêmes. Les ouvriers des plantations de la voirie ainsi que les électriciens et mécaniciens, sont indispensables dans les agglomérations comme les camps qui sont de petites villes de 8,000 à 30,000 habitants, assurant leur éclairage, leur distribution d'eau, leur service de voirie, d'égoûts, d'entretien de parcs, etc. De même, il faut des électriciens ou des mécaniciens dans les places où existent des centrales de production ou de transformation de courant, ainsi que des installations mécaniques pour la fourniture de l'eau.

Par mesure de compression, le chiffre de 72 est réduit à 60 par voie d'amenement.

Le 3° du littera *b* comprend 26 plantons, concierges, etc., détaillés à l'annexe n° XIII.

Les plantons, concierges, hommes de peine, se justifient par le fait que le Service des Bâtiments et Constructions militaires ne peut disposer de soldats et qu'il faut garder, nettoyer les bureaux, allumer les feux, faire les courses, etc.

D'un autre côté, certains ouvrages de première ligne des positions fortifiées, ne sont plus occupés par la troupe (pour laquelle ils ne constituaient d'ailleurs qu'un casernement défectueux). Il n'est pas possible de les faire garder par des soldats, ce qui serait néfaste pour leur instruction; il faut donc placer un gardien dans ces ouvrages, si on ne veut pas les voir livrés au pillage comme ce fut le cas à l'armistice, dans l'intervalle entre le départ des troupes allemandes et l'arrivée des troupes belges.

Le littera *c* de l'article 27 comprend le personnel des stands de tir (voir annexe n° XIV).

Il y avait 19 permanents au Tir National de Bruxelles, lors de l'établissement du projet de budget; actuellement 3 de ces permanents ont démissionné.

Mais ces permanents ont été repris au Département de l'Intérieur avec le Tir National. Les nouvelles dispositions qui ont été prises par le Gouvernement pour la mise en disponibilité permettra d'en licencier quelques uns.

Les temporaires des stands se justifient comme suit :

Le Département a repris les stands dans certaines villes. Mais ces établissements, lorsqu'ils sont en dehors des Bâtiments militaires, ne peuvent rester sans surveillance; de là, la nécessité, ou bien de reprendre avec le stand, le *gardien* qui y existait, ou bien d'en engager un quand il n'y en avait plus.

* * *

Votre Rapporteur en arrive enfin à vous expliquer, Messieurs, la nécessité des dépenses prévues pour la rémunération des ingénieurs, architectes, géomètres, assurant leur collaboration aux bâtiments et constructions militaires; et pour les

indemnités pour travaux extraordinaires, indemnités de déplacement, etc., portés à l'article 27, littéra *g*, *h*, et *i*.

Litt. *f*. — Comme il a été dit plus haut, le Service des Bâtiments et Constructions militaires ne comprend que 19 officiers du Génie contre 60 en 1923. Il est clair que dans ces conditions il aurait été impossible de marcher. Les adjoints techniques ne peuvent pas suppléer complètement au manque d'officiers du Génie, de même que les Ponts et Chaussées ne pourraient fonctionner s'ils n'avaient que des conducteurs. Le Département a pu heureusement conserver le concours précieux de 11 officiers du Génie pensionnés pendant ou après la guerre, qui assurent leur collaboration au titre d'ingénieurs, contre une indemnité égale à la différence entre le montant de leur pension et le traitement de leurs collègues de l'active.

Mais il a fallu, en plus, engager temporairement quelques ingénieurs, surtout pour l'électrification des casernes et des établissements militaires; tout était en effet à faire ou à refaire dans ce domaine.

*
* * *

En ce qui concerne la collaboration d'architectes, elle ne se présente que rarement; elle se justifie dans certains cas spéciaux comme à Spa, où il faut pouvoir donner aux constructions un aspect en concordance avec le paysage.

Enfin, le Service des Bâtiments et Constructions militaires est parfois forcé de recourir aux services d'un géomètre juré, pour établir des plans terriers ou des procès-verbaux de bornage lors d'expropriation de terrains, pour éviter toute discussion ultérieure.

Il n'est pas possible actuellement de faire des diminutions sur le poste du litt. *f*; tous les travaux adjugés sur le Budget de 1923 sont en cours.

Litt. *g*. — *Indemnités pour travaux supplémentaires ou extraordinaires.*

1° Une indemnité annuelle est réglementairement allouée aux agents gestionnaires (200 francs pour les gestionnaires en deniers; 25 francs pour les gestionnaires en matières);

2° Des travaux supplémentaires sont dans certains cas urgents, imposés aux agents du Service des Bâtiments et Constructions militaires en dehors des heures de bureau, ces prestations supplémentaires sont fournies, notamment en fin d'année, pour l'établissement des pièces relatives à des adjudications qui ne peuvent souffrir de retard;

3° Enfin, une indemnité est parfois allouée pour des travaux spéciaux sortant des attributions ordinaires; exemple : les vacations des agents travaillant dans les commissions d'acquisition ou d'expropriation d'immeubles en collaboration avec des fonctionnaires d'autres départements.

Par exemple, la somme de 50,000 francs, primitivement prévue, a été ramenée à 35,000 francs pour l'ensemble du litt. *g*.

Litt. h. — *Indemnités de déplacement du personnel civil temporaire, etc.*

Émargent à ce littéra, les officiers pensionnés conservés au titre d'ingénieur, le personnel du service d'électricité (sauf l'officier directeur) et parfois des surveillants temporaires. Ces voyages sont justifiés par les inspections, les visites des travaux, les études à faire pour l'élaboration des projets, etc.

Il faut y ajouter également quelques voyages faits par les experts de la Commission interministérielle des incendies.

En 1923, le montant des sommes dépensées à cet effet s'est élevé à 37,021 francs.

Par amendement, la somme de 69,300 francs a été ramenée à 38,000 francs pour le litt. h.

Vous trouverez enfin ci-dessous, Messieurs, le détail du poste retenu au litt. i :

1° Chauffage des bureaux.	fr. 90,000 »
2° Achat de fournitures : imprimés, enveloppes, papier, encre, papier à dessiner, papier calque, crayons de dessin, etc., fournitures pour machines à écrire, papier « stencil », etc.	76,000 »
3° Brosses, torchons, etc., pour le nettoyage des bureaux . . .	7,000 »
4° A payer aux services des postes : frais d'expéditions recommandées et frais résultant des liquidations par chèques postaux	3,000 »
5° A payer aux services des téléphones : redevances d'abonnements et de communications	9,000 »
6° Entretien du matériel de bureau : machines à écrire, duplicateurs, etc.	10,000 »
7° Abonnement aux publications réglementaires et achat de livres spéciaux	3,000 »

Permettez-moi de vous faire remarquer qu'il n'est pas alloué de frais de bureau forfaitaires dans les Services des Bâtiments et Constructions militaires.

Par amendement, la somme de 200,000 francs a été ramenée à 180,000 francs pour le litt. i.

Vous trouverez à l'annexe XV le relevé détaillé des traitements du personnel civil des Bâtiments et Constructions militaires.

Remarque générale sur l'article 27.

Une diminution de 500,000 francs a été réalisée sur l'ensemble de l'article par voie d'amendement.

CHAPITRE VIII.

AÉRONAUTIQUE MILITAIRE.

MESSIEURS,

Ce chapitre VIII a particulièrement retenu l'attention de la Commission Spéciale, surtout après les articles alarmants de la Presse; et elle a voulu avoir, de M. le Ministre de la Défense Nationale, des explications complètes sur la portée des compressions visant l'aéronautique militaire, l'armement et l'équipement des troupes.

M. le Ministre a bien voulu assister à une séance de la Commission Spéciale et il a répondu aux diverses questions qui lui avaient été posées.

L'année 1924 est pour la Nation une année excessivement critique au point de vue financier : le Gouvernement a formellement décidé de comprimer les Budgets de tous les Départements; il fallait faire un effort suprême dans tous les domaines, et le Département de la Défense Nationale, comme vous le disait votre Rapporteur au début de son travail, s'est attaché, comme les autres, à réduire les dépenses dans la plus large mesure compatible avec la sécurité de la Belgique.

Cette besogne a pris plusieurs mois d'études attentives et prudentes; toutes les autorités compétentes ont été consultées; tous les chefs responsables ont émis leur avis et ce n'est qu'après une mise au point méticuleuse que M. le Ministre de la Défense Nationale a proposé au Gouvernement la série d'amendements à son Budget soumise à vos délibérations.

Les armements répondent aux besoins du moment; l'habillement et l'équipement de même.

M. le Ministre nous en a donné la plus formelle assurance; on n'a pas arrêté la constitution des réserves : on les a simplement reportées sur un plus grand nombre d'années.

L'aviation militaire, proprement dite, n'est pas compromise par les mesures de compression, comme on l'a assez inconsidérément fait croire ces temps derniers. Les diminutions ont surtout porté sur la construction de hangars et sur la constitution de la réserve générale. Il s'en suit que l'aide à l'aéronautique civile s'en trouvera, cette année, quelque peu diminuée.

Au surplus, Messieurs, vous trouverez plus loin, dans l'examen détaillé des articles, au Chapitre VIII, des renseignements précis sur l'achat de matériel aéronautique de renouvellement et sur les approvisionnements de toute nature.

Ils vous permettront de juger de l'opportunité des mesures prises.

Une partie des membres de la Commission Spéciale approuve les compressions proposées par M. le Ministre de la Défense Nationale. Certains membres ont fait leurs réserves.

CHAPITRE IX.

SERVICE DU COUCHAGE.

La Commission Spéciale s'est étonnée de ce que, l'importance du service de couchage ayant diminué depuis 1923, le personnel avait au contraire augmenté.

Malgré la réduction des effectifs prévus en 1924, le personnel ouvrier, et principalement le personnel féminin, a dû être augmenté du fait que le matériel de couchage, dont la majeure partie encore constitué par du matériel de guerre, exige des travaux d'entretien de plus en plus nombreux.

Les travaux de réparations sont poussés à l'extrême en vue d'éviter l'achat de matériel neuf, vu les conditions très défavorables des marchés.

La nouvelle réduction du crédit à l'article 37, ramené de 3,165,000 francs à 2,690,000 francs, ne permettra d'ailleurs l'achat, en 1924, d'aucun objet de toilerie (draps de lit, enveloppes de sommier et de traversin).

D'autre part, les buanderies actuellement en voie d'achèvement aux magasins de couchage du camp de Béverloo et de Liège, seront mises en exploitation au cours de l'année 1924, ce qui nécessitera du personnel complémentaire, mais vu les efforts qui seront tentés pour réduire le personnel de l'ensemble des établissements du couchage, de nouvelles propositions faites, réduisent les prévisions de dépenses à l'article 36 à 1,365,200 francs, soit une réduction de 100,000 francs.

* .

D'accord avec M. le Ministre de la Défense Nationale et les officiers de son Département, la Commission permanente s'est toujours préoccupée du sort de nos soldats, de leur bien être et des améliorations qu'il était possible d'apporter à leur logement et à leur nourriture.

Nous devons reconnaître et dire bien haut, Messieurs, que de sérieux efforts ont été faits dans ce sens depuis l'armistice, et qu'à l'heure actuelle, le soldat belge est très convenablement équipé, logé et nourri.

Le Département de la Défense Nationale a créé une école pour cuisiniers militaires et il a édité l'an dernier à l'usage de ces derniers un petit manuel pratique fort bien compris, simple, clair et précis qui forme un excellent recueil de recettes de préparation de repas pour la troupe et le mess. Ce recueil, comme le dit l'avant-propos, est un aide mémoire pour les cuisiniers ayant fait leur apprentissage à l'École susdite et un guide excellent pour tous ceux qui ont le désir d'améliorer les repas de nos soldats. Il est en outre un guide pour les gradés subalternes et les officiers chargés des ménages qui y trouvent des directives utiles à la préparation des repas, à l'emploi économique des denrées et à leur mise en préparation.

La Commission spéciale a désiré connaître combien de cuisiniers militaires ont été formés à l'École depuis sa création et où ils ont été répartis; plusieurs de nos collègues s'étonnant de ne pas en rencontrer plus dans les cuisines de troupe lors des visites de la Commission permanente.

Votre Rapporteur possède tous les renseignements au sujet de la répartition des cuisiniers militaires sortis de l'École. Elle semble bien longue pour être publiée dans ce rapport, et vous l'excuserez, Messieurs, s'il se borne à vous dire que :

- 37 hommes ont satisfait aux épreuves de la section supérieure, et
- 113 aux épreuves de la section inférieure;
- 18 hommes sont actuellement en stage et n'ont pas encore terminé leur instruction.

La section supérieure qui formait des cuisiniers pour les hôpitaux militaires, les mess d'officiers et de sous-officiers a été supprimée en juillet 1923. Les apprentis cuisiniers de cette catégorie reçoivent aujourd'hui l'instruction professionnelle dans les mess d'officiers.

La section inférieure qui forme des cuisiniers pour la troupe subsiste seule aujourd'hui.

L'École pour cuisiniers ne procède à aucune répartition de ses élèves entre les corps. Ce sont ces derniers qui lui envoient leurs candidats cuisiniers à mesure des places disponibles (on ne peut donner pratiquement une bonne instruction professionnelle qu'à 18 élèves au maximum simultanément) et l'École les leur renvoie au bout de trois mois d'instruction.

Par des appels périodiques aux corps, l'Inspection générale des Services de l'Intendance assure le recrutement des élèves.

Les résultats pratiques sont indéniablement bons. Non seulement l'École forme pratiquement des cuisiniers, mais elle sert en même temps de modèle pour l'organisation d'un ménage de troupe, appareils de cuisine, méthode de travail, préparation des aliments, etc.

Si on se reporte à ce qu'était l'alimentation de la troupe avant la guerre, on doit constater qu'un grand progrès a été réalisé. Certes, toutes les cuisines ne sont pas parfaites, mais, dans la plupart des casernes du pays, on peut dire qu'on a réalisé tout ce qu'on a pu. Des cuisines d'unités de faibles effectifs isolés et des cuisines dans les camps d'instruction ne sont peut-être pas encore ce qu'elles devraient être au goût de notre époque, mais les améliorations se poursuivent sans cesse selon les disponibilités financières.

Il est à remarquer que l'armée ne perd pas tout le fruit de l'instruction professionnelle donnée à un élève cuisinier quand celui-ci quitte l'armée. En effet, il faut à l'armée un nombre élevé de cuisiniers en temps de guerre et les élèves qui ont passé par l'École en question constitueront un appoint non négligeable pour cet effectif de cuisiniers.

Le Département de la Défense Nationale constate, hélas, que beaucoup d'élèves quittent le service; c'est regrettable, évidemment, mais le remède est difficile à trouver. On n'admet à l'École, en règle générale, que des volontaires ou des miliciens désireux de se rengager, de façon à n'instruire que des hommes désireux de faire carrière dans les fonctions de cuisinier.

Malheureusement on n'en trouve pas toujours. Les causes qui influent sur le

rendement du volontariat pour l'armée ont leur répercussion sur le recrutement des cuisiniers.

Afin d'arriver à retenir ou à attirer à l'armée plus de volontaires pour exercer les fonctions de cuisinier, on étudie en ce moment la possibilité d'autoriser les anciens militaires inaptes au service armé à se rengager. C'est là une excellente mesure.

*
* *
*

En continuant l'examen détaillé du Budget, la Commission Spéciale s'est arrêtée à l'article relatif à l'habillement des troupes et visant plus spécialement la fabrique militaire de chaussures et l'atelier de confection des vêtements de Roulers.

Des membres ont prié votre Rapporteur de se renseigner sur le personnel, la production et les résultats de ces établissements.

La Fabrique militaire de chaussures a un personnel comprenant :

- 3 officiers, dont le directeur.
- 7 sous-officiers.
- 59 soldats, dont un rengagé.
- 1 expert.
- 80 ouvriers ou apprentis, dont 3 placés sans allocation militaire.
- 45 ouvrières ou apprenties.

Salaires.

Les soldats miliciens ne perçoivent que les allocations dues à toutes les troupes. Les ouvriers sont payés d'après un barème régional de salaires proportionnel la production.

La somme prévue pour cet objet en 1924 s'élève au total de 525,000 francs.

Production et résultats.

La Fabrique militaire de chaussures comprend trois sections :

1° Le service de réception et d'expertise de tous les cuirs pour chaussures de l'armée et la gestion du magasin de cuirs ;

2° L'atelier de découpe mécanique de toutes les pièces nécessaires, non seulement à la confection des chaussures neuves, mais aussi à celles nécessaires pour les réparations à effectuer dans les corps ;

3° L'atelier de confection de bottines neuves dont la production atteint actuellement une moyenne de 600 paires par journée de travail.

Cette production devra, dans la limite des crédits accordés, être portée progressivement jusqu'à environ 900 paires par jour, jusqu'à ce que l'on ait constitué la réserve de mobilisation.

La Commission permanente, lors des visites faites en 1923 dans les établissements industriels de l'armée, a toujours insisté pour que le Département adopte partout la comptabilité industrielle.

Celle-ci est appliquée depuis le 1^{er} janvier 1923 à la fabrique de Roulers.

Le premier bilan doit être établi à la date du 31 décembre 1923. Ce travail est en cours : il sera terminé bientôt.

L'atelier de confection des vêtements, dont la mise en marche a été envisagée au cours de l'année 1924, ne fonctionne pas encore.

Les études relatives au matériel à acquérir ne sont pas terminées, et, de plus, l'État doit posséder, au préalable, un stock de tissus permettant de garantir l'approvisionnement régulier des ateliers dès la mise en marche.

La précarité des ressources de l'habillement n'a pas encore permis de constituer cette réserve.

Une réduction de 100,000 francs a été apportée à l'article 38 du Budget, le personnel prévu n'ayant pas été engagé à la date du 1^{er} janvier 1924.

CHAPITRE XII

DÉTACHEMENT DES TORPILLEURS ET MARINS.

Dans le Rapport sur le Budget de la Défense Nationale pour 1923, votre Rapporteur a donné un long exposé relatif au Détachement des torpilleurs et Marins. Il n'y reviendra donc plus cette année.

Les torpilleurs sont actuellement presque tous à Bruges. Les sorties en mer ont commencé au mois de mars de cette année, lorsque l'instruction a été suffisamment avancée.

Vous savez tous, Messieurs, comment nos torpilleurs ont dû gagner Bruges ; la presse vous a donné au sujet de ce voyage des détails sur lesquels votre Rapporteur passe rapidement.

Une partie des superstructures de ces unités a dû être démontée à Anvers pour arriver à destination et il a fallu les remettre en état pour leur permettre de prendre la mer.

Le transfert à Bruges de toutes les unités flottantes est fait en grande partie et sera terminé très prochainement.

Lorsque l'instruction du personnel sera au point et que les bateaux seront réparés, ceux-ci prendront la mer à tour de rôle pour la mise au point du matériel, la mise au point des machines, les essais de vitesse, et la vérification des lignes de mouillage et des engins de sauvetage.

Immédiatement après les essais, commencera l'instruction maritime du personnel mécanicien et des matelots de pont, école de canotage, accoutumance à la mer du personnel dont une partie n'a pas encore navigué.

Vers le milieu de 1924, les torpilleurs navigueront par section de deux.

A partir d'août 1924 ils navigueront par escadrille pour atteindre la discipline de la navigation en groupe.

Ce n'est qu'en 1925 qu'auront lieu les exercices de combat entre escadrilles, le tir à la mer, et le lancement des torpilles. Il faut pour exécuter ce programme que l'entraînement à la mer soit réalisé.

L'amendement déposé par M. le Ministre de la Défense Nationale propose une diminution d'un million de francs sur le crédit demandé au projet de Budget.

Ce crédit est destiné à former du personnel et à entretenir le matériel flottant existant.

Les unités dont nous disposons *actuellement* (torpilleurs et vedettes) permettront de constituer après achèvement de leur remise en état :

- 1° Une escadrille de 3 torpilleurs de 250 tonnes.
- 2° Une escadrille de 3 torpilleurs de 150 tonnes.
- 3° Une escadrille de 10 vedettes.

Ces unités pourront coopérer utilement à la défense de la côte, soit pour garder nos barrages de mines, soit pour attaquer à la torpille (exclusivement réservé aux torpilleurs) les navires ennemis qui échapperaient à l'action de notre artillerie de côte, soit à détruire les mines sous-marines.

Nos torpilleurs pourraient également convoier et protéger les bateaux qui assureraient le ravitaillement de l'armée mobilisée.

Il est à remarquer enfin, que ce matériel est nettement insuffisant pour assurer à lui seul la défense de la côte.

La Commission spéciale a chargé votre rapporteur de poser à M. le Ministre de nombreuses questions sur le détachement des torpilleurs et marins.

M. le Ministre s'est empressé de lui faire parvenir des réponses détaillées et complètes.

Le développement déjà si considérable de ce rapport ne permet pas de vous les soumettre entièrement dans toute leur ampleur et leurs précisions.

Ces questions visaient surtout à la convention d'armistice qui accordait à la Belgique des torpilleurs et d'autres navires, sur les unités vendues, sur l'étendue et le coût des réparations effectuées, sur l'état actuel des torpilleurs, sur leurs munitions actuelles et sur leur prix, et sur le programme d'instruction individuelle et collective donnée au détachement.

Votre rapporteur a communiqué les réponses de M. le Ministre à ceux des membres que la question intéressait plus particulièrement. Ils auront l'occasion d'en faire usage lors de la discussion du Budget.

SURETÉ MILITAIRE.

Messieurs, la Commission Spéciale s'est préoccupée de la sécurité de nos troupes de l'armée d'occupation et la Commission permanente, sous la conduite éclairée de son Président, M. Pirmez, s'est rendue en Allemagne occupée pour visiter les cantonnements, se rendre compte sur place de la vie du soldat, de ses occupations, des devoirs et des charges qui lui incombent et des mesures prises par le Département de la Défense Nationale pour assurer à nos troupes le bien-être maximum, juste compensation des fatigues considérables que les circonstances leur imposent parfois là-bas.

Notre honorable collègue, M. Brifaut, a bien voulu dresser le rapport de cette importante visite.

La place me manque, hélas, pour le reproduire ici; mais tous les membres de la Commission permanente peuvent vous assurer que rien n'est négligé par le Département de la Défense Nationale pour faciliter la tâche, parfois bien lourde, de nos troupes en Allemagne occupée, et pour donner aux soldats belges des preuves constantes de votre attention et de votre bienveillance la plus large.

Dans le rapport que j'ai eu l'honneur de faire l'année dernière, au nom de la Commission Spéciale chargée de l'examen du Budget, j'ai donné des détails très précis sur le rôle de la sûreté militaire à l'armée d'occupation. Ce service était en réorganisation à cette époque et le Département de la Défense Nationale s'y appliquait en accord avec le Département de la Justice.

M. le Ministre, interrogé à ce sujet, a bien voulu répondre :

« Le Service de la sûreté militaire de l'armée d'occupation en Allemagne peut être considéré actuellement comme étant au point. A la suite d'une série de mesures que j'ai ordonnées, les membres de cet organisme ont été spécialisés entre trois fonctions différentes : le service de contre-espionnage, relevant directement du commandement de l'armée; le service divisionnaire de sûreté territoriale, relevant des commandants de division, et le service de la police judiciaire — concurremment avec la gendarmerie — à la disposition des parquets de justice militaire.

» Le personnel de sûreté est bon dans l'ensemble. La spécialisation et l'expérience acquise ont amélioré sensiblement sa valeur technique et son rendement, qui sont satisfaisants. Il faut tenir compte qu'à l'origine — fin 1919 — la sûreté a dû être constituée — sauf un nombre minime d'anciens fonctionnaires de la guerre demeurés à l'armée — d'éléments n'ayant qu'une formation professionnelle sommaire et des aptitudes peu développées.

D'autre part, le commandant de l'armée d'occupation a poursuivi l'épuration — du point de vue moral — de ce personnel composite, et il y a réussi.

» Je dois faire observer que, faute d'avoir pu donner un statut définitif au personnel, c'est à dire, en nommer les membres fonctionnaires de l'État à vie, leur situation demeurera précaire; ces emplois ne sont pas stables, puisqu'ils dépendent de la durée de l'occupation belge en Allemagne et l'on conçoit que la valeur de l'organisme doit s'en ressentir; les départs volontaires ont été nombreux.

» J'ajouterai, en ce qui concerne les charges budgétaires, que d'accord avec le commandant de l'armée d'occupation, je viens de proposer, par voie d'amendement, de réduire le nombre global des fonctionnaires de 150 à 130. »

* * *

La Commission Spéciale a chargé votre Rapporteur de se documenter sur le service du contrôle du casernement à l'armée d'occupation et de lui fournir un exposé sur l'utilité et le but des dépenses provoquées par cet organisme.

Le Service du contrôle du casernement a, dans la zone réservée à l'Armée d'occupation belge, des missions sensiblement analogues à celles que remplit en Belgique le Service des Bâtiments et Constructions militaires (B. C. M.).

Il est chargé notamment :

- a) De faire des études (projets, estimations, plans d'occupation, etc.) que nécessitent les besoins du casernement des troupes et de l'installation des services de l'Armée d'occupation belge.
- b) D'ordonner aux administrations allemandes après approbation des autorités militaires compétentes, les divers travaux et fournitures reconnus nécessaires.
- c) De surveiller leur exécution et de procéder à leur réception.
- d) D'assurer l'entretien des « bâtiments d'occupation » conformément aux instructions sur la matière.
- e) De faire fournir et entretenir par le Reich, et de gérer au moyen de magasins régionaux, le mobilier, ainsi que les objets de casernement et le matériel nécessaires aux troupes et services.
- f) De tenir conformément aux instructions en vigueur, la comptabilité des prestations ordonnées à l'intervention du Service de contrôle de casernement;
- g) De contrôler la consommation d'eau, de gaz et d'électricité;
- h) De s'assurer de ce que les corps et services prennent soin au mieux des intérêts du Trésor des « Bâtiments d'occupation » (B. O.) dont ils ont l'usage.

Le Service de contrôle de casernement a, de plus, dans ses attributions, le contrôle de la construction de nouvelles routes et l'entretien, ainsi que le repérage des routes existantes, pour autant que ces divers travaux puissent intéresser les armées d'occupation.

Le Service de contrôle de casernement est placé sous la direction du chef du Service du génie au Quartier Général de l'Armée d'occupation belge.

Il comprend :

- 1° Une *direction centrale* sous les ordres du chef du Service du Génie;
- 2° Des commandants, placés chacun sous les ordres d'un directeur de travaux, chef de commandement.

Chaque commandement comprend :

- a) Une *direction centrale*, sous les ordres directs du chef de commandement;
- b) Un certain nombre de sections, ayant chacune à leur tête un sous-directeur de travaux, chef de section.

Dans chaque section est installé un magasin de mobilier où se fait, conformément à l'instruction sur la matière, la réception, la distribution, la gestion et la réparation du mobilier, des objets de casernement et du matériel, en justification dans la section.

Le personnel comprend, de plus :

- a) Des sous-directeurs, adjoints à raison d'un chef du Service du génie, et d'un à chacun des chefs de commandement;
- b) Des employés surveillants, dessinateurs, secrétaires archivistes, comptables et dactylographes actuellement répartis conformément au tableau ci-après.

Tableau de répartition du personnel du S. G. C.

Désignation des services.	Directeurs de travaux.	Sous- Directeurs de travaux.	Surveillants.	Dessinateurs.	Secrétaires- archivistes.	Comptables.	Dacty- lographes
1° Direction centrale	—	1	—	2	1	1	3
2° Commandement d'Aix-la-Chapelle	1	1	1	2	1	2	3
Section d'Aix-la-Chapelle.	—	1	5	—	1	1	1
Section d'Erkelenz	—	1	3	—	1	1	1
Section de Neuss	—	1	3	—	1	1	1
3° Commandement de Crefeld.	1	1	1	2	1	2	3
Section de Crefeld	—	1	3	—	1	1	1
Section de Moers	—	1	5	—	1	1	1
Section de Geldern	—	1	2	—	1	1	1
TOTAUX.	2	9	23	6	9	11	15

Vous trouverez, Messieurs, aux annexes de ce rapport (Annexe XVI), un état fournissant l'explication détaillée de la dépense de 731,982 francs portée au projet du Budget pour 1924.

Il est à remarquer toutefois que ce crédit ayant été diminué de 100,000 francs par voie d'amendement, le personnel est diminué en conséquence.

EXAMEN DES ARTICLES.

CHAPITRE PREMIER.

ADMINISTRATION CENTRALE.

Ce chapitre est en diminution de 661,984 francs pour 1924. Cette diminution provient comme le disent les textes des amendements déposés par M. le Ministre de la Défense Nationale de la réduction du personnel et de la compression des dépenses.

ART. 3. — Cet article est en augmentation de 5,550 francs. Cette majoration est due à l'augmentation normale du traitement de l'ingénieur et à l'octroi d'une indemnité de déplacement à l'ingénieur et au commis ($2 \times 2,400$ francs).

ART. 6, b. — Certains membres de la Commission Spéciale ont pensé qu'il y avait lieu de supprimer beaucoup d'hommes de peine et de nettoyeuses puisqu'on réduisait le nombre des locaux aux services du Département. C'est ce qui se fait effectivement.

Les hommes de peine et les nettoyeuses sont supprimés au fur et à mesure de la réduction du nombre des locaux.

Deux hommes de peine temporaires et 4 nettoyeuses viennent encore d'être remerciés par suite de suppression d'immeubles.

Un amendement réduit de 100,000 francs l'article 6.

ART. 7. — Des membres ont désiré savoir qu'elle a été l'alimentation en ouvrages :

1° Des bibliothèques de garnison des officiers ;

2° Des bibliothèques de la troupe,

et quels ont été les ouvrages fournis.

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu donner une réponse détaillée que vous trouverez aux annexes de ce rapport sous le n° XVII.

Au surplus, M. le Ministre a ramené à 295,000 francs le chiffre de 395,000 francs primitivement demandé.

ART. 10. — Un membre a demandé quel était le nombre de militaires détachés en dehors du personnel régulier à la 4^e Direction générale et quelles étaient les attributions de ces hommes.

Il a, de plus, désiré savoir quelles étaient les fonctions des 9 huissiers du personnel administratif.

Monsieur le Ministre a répondu :

« A. Le nombre de militaires détachés à la 4^e Direction générale (Institut cartographique militaire) en dehors du personnel régulier, s'élève à 62.

» Ces militaires remplissent les fonctions suivantes :

» Copiste, dessinateur, imprimeur et aide-imprimeur, lithographe, typographe, imprimeur et aide-imprimeur, typographe-pédaliste, receveur de feuille, emballer, magasinier, électricien, mécanicien, planton, cuisinier, menuisier, homme de peine.

» B. — Le nombre des huissiers a été réduit de 9 à 7. Une proposition d'amendement au Budget sera formulée en conséquence.

» Un des huissiers est en même temps concierge, deux autres sont messagers-encaisseurs, les quatre remplissent les fonctions d'huissier, près du Directeur général, au secrétariat et dans les directions »

. . .

Un autre membre de la Commission a désiré savoir la nécessité de 3 employés nouveaux non pourvus d'une nomination et recrutés par suite de l'extension de service et la nécessité de 3 nouveaux dessinateurs cartographes-graveurs et d'un nouveau photographe permanent.

M. le Ministre a bien voulu nous répondre :

« Il n'y a pas de nouvel employé non pourvu de nomination; l'article 9 du Budget de 1923 portait 6 de ces employés, mais le personnel (direction, employés et personnel ouvrier) de l'imprimerie typographique n'était pas porté à cet article, étant payé sur le Budget pour ordre. Le Budget pour ordre étant supprimé à partir de 1924, il a fallu porter au Budget ordinaire toutes les dépenses de l'imprimerie typographique — laquelle vit de ses propres ressources — et notamment les 3 employés de bureau précités qui ont été inscrits à leur place dans le personnel administratif, ce qui porte de 6 à 9 le nombre de ces agents; mais il y a d'autre part réduction par voie d'amendement, de 2 employés, ce qui ramènera le nombre à 7. »

Nécessité de 3 nouveaux cartographes-graveurs. — Il n'est plus prévu que 44 de ces employés, soit 7 de moins qu'en 1923.

Nécessité d'un nouveau photographe permanent. — Il n'y a pas de nouveau photographe permanent.

L'article 9 du Budget de 1923 porte 3 photographes permanents.

L'article 11 du Budget de 1924 porte :

1 chef des ateliers de photographie;

2 photographes permanents, changement qui est conforme à l'arrêté ministériel, n° 12537, du 31 novembre 1922, pris en exécution de l'arrêté royal, n° 14037, du 20 novembre 1922 créant l'emploi de chef des ateliers de photographie.

Des membres, enfin, ont demandé quelles étaient les fonctions des 23 agents du personnel civil militarisé.

M. le Ministre nous a fait savoir que ces 23 agents sont :

- 1 mécanicien.
- 5 imprimeurs (lithographes).
- 1 magasinier.
- 3 aides-relieurs.
- 7 aides-imprimeurs (lithographes).
- 6 ponceurs.

Ces agents, recrutés sous l'empire de l'article 100 de la loi sur la milice de 1902, n'ont pas consenti à se réengager comme ouvriers militaires « sans allocations militaires ».

Cet article 10 est en diminution de 196,300 francs sur la somme primitivement inscrite au projet.

ART. 11. — *Observation* : Un membre a désiré savoir comment on avait évalué à 2,000,000 de francs les recettes qui alimentaient le fonds supprimé et il a demandé des détails.

M. le Ministre a bien voulu répondre :

« Les recettes versées comme fonds de remploi, au Budget pour ordre, ont été en 1923 :

Pour l'imprimerie typographique . . . fr.	1,827,412	02
Pour l'imprimerie lithographique . . .	196,325	60
TOTAL. . . fr.	2,023,737	62

» Comme elles ont résulté du travail normal des imprimeries et de la vente normale des cartes, l'on peut estimer une recette de même importance pour l'année 1924, soit 2,000,000 de francs en chiffre ronds, à verser à l'article 82 du Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1924.

» La compression des dépenses ramène le crédit prévu pour l'article 11 à 1,540,000 francs; soit une diminution de 450,000 francs. »

CHAPITRE II.

TRAITEMENTS ET INDEMNITÉS DES OFFICIERS.

Traitements, soldes et accessoires des troupes.

Ce chapitre est en diminution de 5,027,000 francs. M. le Ministre de la Défense Nationale a détaillé les raisons de cette compression dans les amendements qu'il a déposés. (Annexe III, au n° 137.)

ART. 12. — Mais des membres de la Commission spéciale ont demandé des détails précis sur les indemnités fixes du bureau (1 million de francs) et sur le poste « liquidation de factures des dépenses de bureau des autorités qui ne

bénéficient pas d'indemnités fixes » (400,000 francs). Ils avaient émis l'avis que la somme globale de 2,035,000 francs pouvait être considérablement réduite.

M. le Ministre a bien voulu répondre que la somme de 1 million de francs prévue ne pouvait être diminuée et votre Rapporteur a joint en annexe (annexe n° XVIII) le relevé donnant la répartition de cette somme.

M. le Ministre ajoute qu'un amendement a été introduit pour ramener à 200,000 francs le poste « liquidation sur factures des dépenses de bureau des autorités ne bénéficiant pas d'indemnités fixes ».

Votre Rapporteur a placé en annexe (n° XIX) le détail de ces dépenses, détail qui vous permettra, Messieurs, de suivre leur justification.

Quant aux sommes de 625,000 francs et 10,000 francs concernant respectivement le chauffage et l'éclairage des bureaux, il ne peut être prévu de diminution à l'heure actuelle; car, si des bureaux ont été supprimés, le prix du charbon et de l'éclairage, par contre, a beaucoup augmenté.

*
* * *

Des membres ne trouvent pas suffisantes les explications données dans la colonne « observations » sur la majoration de 6,279,303 francs. Celle-ci est, en effet, de 6,517,015 francs sur les traitements et indemnités des officiers assimilés. Ils ont demandé la raison de l'augmentation :

1° Pour charges-militaires.	fr. 10,585,600 »
2° Pour cabinet de consultation	85,400 »
3° Pour « indemnité de premier équipement aux sous-officiers promus sous-lieutenants »	161,000 »
4° Pour « indemnités familiales »	765,830 »

et, enfin, d'où venait la différence de 5,265,000 francs à 83,485 francs au paragraphe « indemnité de tenue et d'équipement (auditeur-greffier, etc.) », page 100.

M. le Ministre a bien voulu répondre :

« L'augmentation de 6,279,303 francs représente la différence entre les augmentations et diminutions de divers postes de l'article 12. Elle provient, en ordre principal, de l'augmentation des allocations des officiers, et notamment :

1° Des augmentations normales de traitement (triennales aux officiers subalternes, biennales aux officiers généraux et supérieurs) ;

2° De l'augmentation du taux de l'indemnité familiale ;

3° De la création de l'indemnité pour charges militaires (arrêté royal du 15 février 1923), remplaçant les indemnités de logement, de tenue et d'équipement et destinée à pourvoir aux charges spéciales de la profession d'officier (équipement, tenue, changements de garnison, séjours au camp, etc.).

» Par contre, certains postes sont en diminution (Service de l'Administration, éducation physique, etc.).

» Deux amendements ont ramené cette augmentation à 1,252,303 francs :

1° *L'indemnité pour charges militaires* (arrêté royal du 15 février 1923, n° 14604) a remplacé les indemnités de logement, de tenue et d'équipement, qui figuraient au Budget de 1923, respectivement pour 10,160,600 francs et 5,265,000 francs ;

2° *Cabinet de consultation* : cette majoration résulte de ce que le nombre de médecins sera supérieur en 1924, comparativement à 1923, année pendant laquelle le chiffre organique des médecins n'était pas atteint ;

3° *Indemnité de premier équipement* : augmentation du nombre d'officiers de réserve à admettre en 1924 ;

4° *Familiale* : cette indemnité a été portée de fr. 0.50 à 1 franc à partir du 1^{er} juillet 1923 ;

5° *L'indemnité de tenue et d'équipement* qui figure, en 1924, pour une somme de 83,485 francs, est celle qui est payée à l'armée d'occupation, aux auditeurs, greffiers, aumôniers qui sont astreints au port de l'uniforme militaire.

» Cette indemnité, comprise dans l'indemnité pour charges militaires en ce qui concerne les officiers, doit apparaître aux Budgets pour les assimilés dont il s'agit, qui ne reçoivent pas l'indemnité pour charges militaires. »

Cette réponse de M. le Ministre complétait au surplus les détails ci-après, répondant à une autre question posée par un de nos collègues dans le même ordre d'idées :

1° *Les traitements des officiers généraux et supérieurs* ont été augmentés à la date du 1^{er} mars 1923 (arrêté royal du 15 février 1923, n° 14614) ;

2° *L'indemnité pour charges militaires* a remplacé les indemnité de logement et de tenue et d'équipement. Elle a pour but de pourvoir aux charges spéciales de la profession d'officier : charges d'habillement et d'équipement, de changements de garnison, de séjour dans les camps, etc. ;

3° L'augmentation de l'indemnité pour cabinet de consultation résulte de ce que le nombre de médecins sera supérieur en 1924, comparativement à 1923, année pendant laquelle le chiffre organique des médecins n'était pas atteint ;

4° Chaque officier, possédant un cheval en propriété, perçoit une indemnité d'amortissement de 25 francs par mois ;

5° La majoration du crédit prévu pour l'indemnité de premier équipement provient de l'augmentation du nombre d'officiers de réserve à nommer en 1924 ;

6° L'indemnité familiale a été portée le 1^{er} juillet 1923 de fr. 0.50 à 1 franc par jour et par enfant à charge âgé de moins de 21 ans et ne disposant pas de salaire ou de ressources personnelles supérieures à 1 franc par jour.

Plusieurs membres ont demandé que le littéra f de l'article 12 soit subdivisé et qu'il soit donné plus de détails afin que le Parlement puisse se rendre un compte plus exact de l'utilité des dépenses.

M, le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu envoyer à la Commission les deux relevés suivants :

Relevé n° 1.

<i>Institut militaire d'éducation physique.</i>		93,366 francs au lieu de 100,366 francs (voir p. 34 du Budget).
Équipements et matériels nécessaires pour la pratique de la gymnastique.	42,771 »	247,771 francs au lieu de 536,771 francs (voir p. 103 du Budget).
Équipements et matériels nécessaires pour la pratique des escrimes (baïonnettes, poignards de combat)	95,000 »	
Équipements et matériels nécessaires pour l'en- traînement à la marche, à la course, à la pro- gression en terrain bouleversé, aux sauts, à la réception, aux escalades, aux lancements, etc.	70,000 »	
Équipements et matériels nécessaires pour les exercices collectifs et les sports	40,000 »	
Frais résultant de la pratique de la gymnas- tique, des escrimes, des exercices et jeux sportifs et des sports. Entretien des équipements et des matériels	80,000 »	198,000 francs au lieu de 205,000 francs (voir p. 103 du Budget).
Frais d'organisation et de déplacement pour les épreuves dans les corps d'armée, dans l'armée et à l'étranger.	58,000 »	
Abonnements aux bassins de natation pour la formation de moniteurs de natation dans les corps de troupes	60,000 »	

Total des deux derniers postes : 445,771 au lieu de 741,771 francs.

Total général : 539,137 au lieu de 842,137 francs d'où une diminution de 303,000 francs.

Relevé n° 2.**I. — Institut militaire d'éducation physique.**

B. — Laboratoire de physiologie et de chimie biologique (au lieu de 15,000 francs) fr. 10,000 »

D. — Abonnements aux bassins de natation (au lieu de 5,000 francs) 3,000 »

Total : 66,614 francs (au lieu de 73,614 francs).

Total général : 93,366 francs (au lieu de 100,366 francs).

II. — Équipement et matériel d'éducation physique pour les corps, les établissements d'instruction et les camps.

A. — Équipements et matériels d'éducation physique pour les corps, les établissements d'instruction et les camps . . . fr. 247,771 »
(au lieu de 536,771 francs).

B. — Entretien des équipements et des matériels ci-dessus. — Frais d'organisation et de déplacement pour épreuves à l'intérieur des corps et des divisions et à l'étranger : frais d'administration résultant de la pratique et de l'éducation physique. — Abonnements aux bassins de natation pour la formation de moniteurs de natation dans les corps de troupe 198,000 »
(au lieu de 205,000 francs).

Total du littéra *f* de l'article 12 fr. 539,137 »
au lieu de 842,137 francs, soit une diminution de 303,000 francs).

* * *

Art. 12. — La Commission a désiré savoir pourquoi, malgré les demandes réitérées au Département de la Défense Nationale, celui-ci s'obstine à répartir dans les divers chapitres les dépenses relatives à l'entretien des bâtiments militaires. Ainsi à l'article 12, litt. *i*, page 104 du Budget, il y a 422,000 francs prévus pour l'entretien des bâtiments militaires (École des pupilles de l'armée).

M. le Ministre a répondu :

« Toutes les dépenses relatives aux écoles pupilles sont groupées sous le même littéra, afin de mieux faire ressortir au Budget, le coût de ces établissements d'instruction.

» Il en est de même pour l'École militaire, l'École de guerre, les Écoles d'armes, l'École des troupes du Service de santé et l'École des sous-lieutenants de réserve des services administratifs.

» Au surplus, je ne puis que me référer à la question faite l'an dernier à la même question posée à l'occasion de l'examen du Budget de 1923 (Voir page 44 du document n° 221, Chambre des Représentants, séance du 16 mars, Rapport fait, au nom de la Commission Spéciale par M. de Burlet).

» J'ajouterai que dans les réductions de l'article 12 proposées récemment par voie d'amendement, le litt. i figure pour 160,000 francs dont 100,000 francs pour le poste de 422,000 francs dont il s'agit. »

Art. 12h. — Un membre a demandé ce qu'était le « Service de la Musique ».

Réponse. — Un amendement a été introduit pour ramener les dépenses du service de la musique à 30,000 francs.

L'armée possède 25 musiques militaires. Il est donc prévu 1,200 francs par musique pour faire face aux dépenses ci-après :

- a) Renouvellement et entretien des instruments de musique appartenant à l'État ;
- b) Acquisition de cahiers, papiers de musique, partitions, programmes de concerts et d'annonces ;
- c) Acquisition des étuis en cuir destinés à renfermer les cahiers de musique ;
- d) Renouvellement et entretien du matériel, tel que pupitres, armoires, etc.

CHAPITRE III.

HÔPITAUX ET PHARMACIES MILITAIRES.

Art. 15. — Cet article est en diminution de 115,077 francs : elle sera réalisée par la diminution qui a été ou sera effectuée sur l'effectif du personnel subalterne employé dans les hôpitaux militaires.

. . .

Un membre de la Commission a désiré avoir des explications sur le primo des observations relatives à l'article 15. Il a demandé quel était le montant de la dépense ainsi rattachée et intervenant dans la majoration.

M. le Ministre a répondu :

« Traitements et salaires des infirmières, des ouvriers et ouvrières attachés à l'Hôpital militaire de Woluwe (y compris les ateliers d'orthopédie) »

Infirmières	fr. 179,600	»
Ouvriers	258,000	» (dont 237,560 pour les ateliers d'orthopédie).
Ouvrières	12,720	»
Total	fr. 450,320	»

» Des membres de la Commission ont demandé le détail de l'indemnité de résidence inscrite à l'article 15 b. »

M. le Ministre a fait savoir que :

« L'indemnité de résidence est attribuée aux infirmières, aux ouvriers et ouvrières :

Infirmières fr.	15,170 »
Ouvriers (y compris 1 chef d'atelier et 3 contre- maîtres)	62,640 »
Ouvrières	34,160 »
TOTAL fr.	111,970 »

Toutes les diminutions apportées aux articles :

16 (45,900 francs)

17 (30,800 francs)

18 (15,000 francs)

ont été admises par la Commission Spéciale sans observation.

CHAPITRE IV.

ACADÉMIE MILITAIRE.

ART. 21 et 22. — La Commission insiste pour qu'il ne soit pas donné suite aux diminutions de 15,000 francs et de 5,000 francs proposées dans ces articles. Votre Rapporteur en a donné les motifs dans les considérations générales.

Les observations concernant les réductions apportées sur les articles 23 et 24 figurent également au début de ce rapport.

Vous trouverez, Messieurs, aux Annexes sous le n° XXI, le détail des dépenses concernant chacun de ces établissements militaires.

CHAPITRE V.

ARMEMENT, CHARROI ET HARNACHEMENT DE L'ARMÉE.

ART. 25. — Des membres de la Commission ayant désiré savoir s'il était bien nécessaire de conserver trois dactylographes au Magasin d'approvisionnement du charroi automobile et deux sténo-dactylographes à l'Usine de réparation du charroi automobile,

M. le Ministre a répondu :

« La réduction du nombre de dactylographes du Magasin d'approvisionnement du charroi automobile et de l'Usine de réparation du charroi automobile fait l'objet de toute mon attention.

» En ce qui concerne les dactylographes du Magasin d'approvisionnement du charroi automobile, il est à noter que deux des trois dactylographes sont

d'anciens employés qui établissent directement les pièces administratives relatives notamment à la comptabilité en matières (factures, récépissés, etc.) de cet établissement.

» Il ne serait pas avantageux de remplacer ces dactylographes par des commis d'artillerie qui devraient consacrer une grande partie de leur temps à la dactylographie. En effet, les appointements des dactylographes sont inférieurs aux appointements des commis d'artillerie.

» En ce qui concerne l'Usine de réparations du charroi automobile, on a essayé de remplacer les dactylographes civils par des militaires des services auxiliaires; on a dû renoncer à cette solution, étant donné qu'il n'était pas possible d'avoir la certitude que des militaires dactylographes pourraient être fournis régulièrement à cet établissement.

» Cependant, la création de la Compagnie administrative des établissements du charroi automobile permettra d'affecter à ceux-ci des miliciens ayant exercé les fonctions de dactylographes et de licencier un dactylographe civil au Magasin d'approvisionnement du charroi automobile et deux sténo-dactylographes à l'Usine de réparation du charroi automobile. »

Un amendement réalisant ces modifications a été déposé.

ART. 26. — Des membres ont demandé si parmi les approvisionnements nécessaires aux services désignés sous les lettres *a, b, c, d*, il y en avait qu'on achetait à l'étranger.

M. le Ministre a bien voulu répondre :

« En principe, les services dépendant de la Direction du Charroi Automobile ne passent *aucune* commande à l'étranger »

» Toutefois, il y a lieu de noter qu'en matière d'automobile, toutes pièces de rechange destinées à des véhicules de marques étrangères, *proviennent de l'étranger* et ne peuvent provenir que de là; quel que soit donc le fournisseur belge, avec lequel un marché pour de telles pièces est conclu, les marchandises qu'il fournit sont de provenances étrangères.

» Il en va de même pour les produits ou matières entrant dans la construction des voitures, tels que roulements à billes, roues à voile plein, garnitures de frein, etc., pour ne citer que quelques exemples. Il n'existe en Belgique aucune firme capable de produire les objets et les matières en question.

» Cependant, chaque fois que possible (possibilités techniques), nous nous libérons de l'obligation d'utiliser des pièces de rechange d'origine étrangère en les faisant fabriquer par l'Usine de Réparation du Charroi Automobile. Les pièces sont achetées brutes chez des *usinières belges* et finies à l'usine précitée.

» Quoi qu'il en soit, il a été acheté en 1922 pour 200,000 francs de pièces et matières d'origine étrangère; en 1923 pour 500,000 francs. Cette augmentation pour 1923 résulte de l'épuisement des stocks anciens.

» De ce qui a été dit ci-dessus, il résulte qu'il n'y a pas moyen de remplacer les pièces ou matières d'origine étrangère par des pièces ou matières identiques d'origine belge. »

Art. 29. — Cet article est en diminution de 100,000 francs proposée par voie d'amendement. Elle se justifie comme suit :

a) *Bataillon de Pontonniers*. — La diminution de 6,065 francs, opérée sur ce poste, dérive d'un réajustement du crédit nécessaire en prenant les traitements, salaires et indemnités exactes qui devront être payés pendant l'année.

b) *Régiment des troupes de transmission*. — La réorganisation de l'armée n'a plus prévu qu'un seul service technique pour tout le régiment, ce qui permettra de licencier une partie du personnel. Après réajustement des traitements et salaires, il a été obtenu ainsi une diminution de 30,784 francs.

c) *Régiment du Chemin de fer*. — Il y a une augmentation de 1,802 francs résultant de la nécessité de majorer le montant prévu pour les primes et indemnités de déplacement du machiniste-instructeur et de prévoir une indemnité pour l'agent de l'Administration des chemins de fer de l'État, chargé de l'instruction de la signalisation.

d) *Parc du Génie de l'armée*. — Économie réalisée : 64,953 francs par le licenciement pendant le courant de l'année des employés temporaires, d'un chef d'équipe et d'une partie des manœuvres non spécialisés.

Art. 30, en diminution de 250,000 francs dont la justification s'établit comme suit :

a) *Bataillon de Pontonniers*. — Diminution de 5,000 francs sur les dépenses normales d'entretien.

b) *Régiment des troupes de transmissions*. — Diminution de 150,000 francs par suite de la condensation en un seul des deux services techniques du bataillon T et du bataillon T. S. F., suite à la réorganisation, par un nouveau regroupement des postes de T. S. F. en service, à l'A. O. et dans la Ruhr, et en réduisant les dépenses pour l'entretien.

c) *Régiment du Chemin de fer*. — Augmentation de 6,000 francs pour tenir compte de l'augmentation constante des prix du matériel de chemin de fer.

d) *Parc du Génie d'armée*. — Diminution de 101,000 francs. Il a été possible de réduire les programmes d'acquisitions et de supprimer la dépense prévue pour le déplacement des ateliers de ce service.

CHAPITRE VI.

BÂTIMENTS ET CONSTRUCTIONS MILITAIRES.

Art. 27 et 28. — Des détails suffisamment longs ont été donnés par votre Rapporteur dans les considérations générales au début de ce rapport.

Mais certains membres ayant demandé quels étaient les bâtiments militaires compris dans le littéra a de l'article 28 et quels sont ceux qui n'y entraînent pas, M. le Ministre de la Défense Nationale s'est empressé de donner la réponse ci-après :

Les bâtiments militaires compris sous le litt. a de cet article sont ainsi que le

mentionne le libellé, tous les bâtiments à l'usage des services de troupes : casernements, dépôts et parcs divisionnaires, etc.

N'entrent donc pas dans cette catégorie, les bâtiments des services à *gestion propre*, à savoir :

1° Les établissements d'instruction : École de guerre, École militaire, École d'armes, Écoles de pupilles;

2° Les établissements d'artillerie : fonderie de canons, manufacture d'armes, arsenaux, dépôt de munitions d'armée, grand parc de campagne, pyrotechnie, arsenal de construction, parcs d'armée;

3° Les établissements du service cartographique militaire;

4° Les établissements du service de santé : hôpitaux, pharmacies;

5° Les établissements de l'intendance : boulangeries, boucheries, magasins à fourrages, magasin central d'habillement, magasins de couchage, fabrique de conserves.

* . *

Des membres ont demandé si la dépense inscrite à l'article 28 c était justifiée et si les appareils et engins gymnastiques de l'Institut d'Éducation Physique ne suffisaient pas en ce moment.

M. le Ministre a fait la réponse suivante :

« L'Institut militaire d'Éducation Physique forme les moniteurs et les instructeurs, mais il ne peut suffire à l'enseignement de la gymnastique à tous les soldats de l'armée. Ceux-ci sont exercés dans leur garnison et caserne respectives, par les moniteurs et les instructeurs formés comme il est dit ci-avant; ils doivent donc disposer dans les casernes de gymnases bien outillés.

» Le Budget extraordinaire de 1923 (art. 103^{bis}) a comporté, au nombre des moyens nécessaires pour favoriser l'instruction intensive des troupes, la constitution du complément de gymnases nécessaires à cet effet.

» Presque toutes ces installations fonctionnent actuellement ou sont en voie d'organisation. Il est donc indispensable que le Budget ordinaire prévoie une somme pour le renouvellement des engins de gymnastique en usage, au même titre que pour le renouvellement de tous les autres objets mobiliers utilisés par la troupe dans tous les casernements du pays. »

CHAPITRE VIII.

AÉRONAUTIQUE MILITAIRE.

ART. 31. — Cet article subit une réduction de 200,000 francs provenant des effectifs réels connus en 1924 et inférieurs à ceux prévus en avril 1923, date des prévisions budgétaires pour 1924.

ART. 32. — Les réductions opérées sur l'article 32 n'ont pas porté sur les frais d'entretien du matériel aéronautique ni sur les frais de formation de pilotes. Le crédit permet l'acquisition en 1924 de six avions d'école et de cinquante avions d'escadrille.

ART. 32a. — Des membres demandent que le Département de la Défense Nationale détaille les « frais généraux » et les « approvisionnements de toute nature ».

Ils demandent le détail des aménagements prévus pour 1924 et de l'entretien des installations techniques qui justifieraient une dépense de 9,100,000 francs. soit :

2,150,000 francs d'augmentation sur 1923.

M. le Ministre a donné les réponses ci-après :

Frais généraux et approvisionnements de toute nature.

Aménagement et entretien des installations techniques :

1° Frais d'entretien de 227 avions d'escadrille à 25,000 fr.	5,675,000	»
Frais d'entretien de 80 avions d'école à 12,500 francs	1,000,000	»
2° Combustible	1,425,000	»
3° Aérostation	800,000	»
4° Entretien et aménagement des installations techniques	200,000	»
TOTAL. . . . fr.	9,100,000	»

ART. 32b. — La Commission Spéciale a demandé des précisions sur le littéra *b* de cet article. Elle a désiré connaître nettement à quoi allaient servir les 8,100,000 francs prévus — quels appareils seraient achetés, comment les achats se faisaient — sur le rapport de quelle autorité et à quels constructeurs on faisait appel en l'occurrence.

M. le Ministre a bien voulu donner les réponses suivantes :

Achat de matériel aéronautique de renouvellement.

Le montant de ce littéra sert uniquement à renouveler les avions en service, sans en augmenter le nombre. Chaque année, environ un tiers des avions en service doit être renouvelé, la vie d'un avion étant d'environ 3 années.

Le crédit actuellement demandé permettra l'achat de :

6 avions d'école,
50 avions d'escadrille.

Les firmes ayant sorti un type nouveau d'avion sont invitées à présenter l'avion à leurs frais à l'Aéronautique militaire.

Une Commission d'examen nommée par le Commandant de l'Aéronautique militaire étudie et essaie l'avion.

A la suite de cet examen, le Commandant de l'Aéronautique militaire transmet un rapport à la Direction de l'Aéronautique.

La Direction de l'Aéronautique, se basant sur le rapport du Commandant de l'Aéronautique militaire, soumet des propositions au Ministre.

Pour les achats de 1924, le choix s'est fixé :

a) Sur l'avion d'école de la firme belge d'aviation d'Anvers, Stampe et Vertongen, qui construira elle-même ces avions.

b) Sur les avions d'escadrille Nieuport C. 29 et Ansaldo.

Les types d'avions Nieuport et Ansaldo sont déjà en service à l'Aéronautique militaire. Ils seront construits en licence par la Société anonyme belge de Constructions aéronautiques.

ART. 33. — La diminution de 200,064 francs, proposée par voie d'amendement, porte sur les litt. *a* et *b*, et provient de ce que le personnel supplémentaire prévu pour 1924 ne sera pas recruté au cours de cette année.

ART. 33*b*. — La Commission Spéciale s'est demandé à quoi servaient les quarante manœuvres et gardiens renseignés à ce littéra.

A. — *Manœuvres.*

Les manœuvres sont utilisés

1° Aux travaux d'entretien des installations des aérodromes civils (entretien de l'assiette du terrain, hangars, postes de T. S. F., etc.);

2° A la surveillance des installations pendant le jour;

2° A fournir l'aide aux navigateurs aériens prévue par les instructions établies en suite des accords internationaux (dépannages, entrées et sorties des appareils des hangars);

4° Manœuvrer les moyens de signalisation et de balisage.

Nombre de manœuvres existant actuellement :

Aérodrome de Bruxelles	9
Aérodrome d'Ostende	7
Aérodrome d'Anvers	6
TOTAL.	<u>22</u>

Ces fonctions sont dévolues à un personnel civil.

B. — *Gardiens de nuit.*

Les fonctions dévolues aux veilleurs de nuit consistent dans le gardiennage général des installations et du matériel de l'aéronautique civile, bureaux, hangars, postes de T. S. F., postes de radiogoniométrie, etc., dans les aérodromes de Bruxelles, Anvers et Ostende.

En plus, en raison des taxes spéciales perçues de ce chef, leur surveillance doit s'étendre aux avions des particuliers garés dans les abris communs. Enfin, il leur incombe de respecter les consignes spéciales à observer en cas d'atterrissage d'appareils après la fermeture des aérodromes.

L'éloignement des divers services de toute garnison, leur dissimulation et le

fait de leur dépendance des chefs d'aérodrome civil, seuls responsables, ne permet pas d'envisager l'emploi de militaires pour assurer ce service de garde.

Nombre de gardiens de nuit existant actuellement :

Aérodrome de Bruxelles	4
Aérodrome d'Ostende	4
Aérodrome d'Anvers	2
Laboratoire de Rhode-Saint-Genèse	2
TOTAL.	12

ART. 33 c. — La dépense réelle du littéra c de cet article pour 1923 s'élève à fr. 23,946 49

Elle se répartit comme suit :

Frais de déplacement à l'occasion de voyages d'inspection du réseau aérien belge	fr. 5,673 77
Réception d'un poste de Téléphonie Sans Fil en Hollande, le 31 janvier 1923	1,849 60
Réunion de la Sous-Commission juridique de la C. I. N. A. à Paris, le 13 février 1923	303 98
Frais de voyage et séjour des membres de la C. I. N. A. à Paris, le 25 mai 1923	1,635 75
Frais de voyage et séjour des membres de la C. I. N. A. à Londres, le 24 juin 1923	6,687 73
Frais de voyage et séjour des membres de la Conférence Anglo-Franco-Belge à Paris, le 18 décembre 1923	1,866 04
Frais de voyage et séjour des membres de la C. I. N. A. à Rome, le 24 octobre 1923	5,929 62

ART. 34. — La diminution de 1,700,000 francs prévue par l'amendement déposé par M. le Ministre de la Défense Nationale se décompose comme suit :

Littéra a.	fr. 1,250,000 »
Littéra d.	250,000 »
Littéra e.	145,000 »
Littéra f.	55,000 »

a) Il a été possible de postposer la construction d'un hangar sur élevé à Anvers et de réduire l'aménagement au point de vue installations des aérodromes de Haren et Anvers (*aérogares*, locaux pour douane, etc.).

d) La création d'une section technique d'essai d'avions en vol n'est pas réalisée cette année.

e) Les subventions accordées, par suite de la nécessité de comprimer les dépenses, sont réduites de 145,009 francs.

f) Le crédit a été réduit. Celui primitivement demandé prévoyait la formation de 100 élèves chiffre qui n'a pu être atteint jusqu'ici.

Art. 34. — Un membre a posé les questions suivantes :

a) L'État compte-t-il organiser des lignes aériennes et lesquelles, ou s'il s'agit de subsidier des entreprises prévues : quelles sont ces entreprises?

b) Quelles étaient les lignes aériennes existantes en juillet 1923 et quelles sont celles en exploitation actuellement?

c) Quel est le nombre d'avions belges en état de vol existant actuellement à la *Sabena*?

d) Quel est le nombre des pilotes belges formés par la *Sabena* depuis que cette société a été formée avec intervention de l'État?

e) Quelle est l'importance des subsides attribués en 1923 à chacune des écoles civiles d'aviation en Belgique?

Quelle est la base de cette attribution?

Quel est le nombre des pilotes belges formés par ces écoles en 1923?

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu faire parvenir à la Commission les réponses ci-après :

a) L'État ne compte pas organiser de lignes aériennes.

Il s'agit actuellement de subsidier la Société anonyme belge pour l'Exploitation de la Navigation aérienne.

b) Ligne aérienne existante en juillet 1923 : la Société anonyme belge pour l'Exploitation de la Navigation aérienne assurant les transports entre Lympe (Londres) et Bruxelles.

Les Entreprises générales d'Aéronautique de Gosselies ont effectué des voyages, sur commande, entre Charleroi et Bruxelles et Charleroi-Ostende.

Aucune ligne aérienne n'est exploitée actuellement.

Le trafic de la *Sabena* est suspendu par suite des difficultés de diverses natures que rencontrait son exploitation et du rendement insuffisant.

Cette société étudie la réalisation de la mise en exploitation d'une nouvelle ligne aérienne Rotterdam-Anvers-Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg et Bâle.

Nombre d'avions belges en état de vol existant actuellement à la *Sabena* : 8.

La *Sabena* est une société de transports et ne forme pas de pilotes.

Importance des subsides attribués en 1923 :

A l'École civile d'aviation de *Gosselies* . . . fr. 733,000 »

A l'École civile d'aviation de *Deurne*. . . . 167,000 »

Base d'attribution de ces crédits :

16,000 francs pour vingt heures de vol; 6 francs d'indemnité de nourriture par journée de présence à l'école.

En 1923. — Nombre de pilotes belges formés par les écoles civiles subsidiées :

1° A l'École de Gosselies . . . 14

2° A l'École de Deurne . . . 10 (viennent seulement en 1924 de conquérir leur brevet. Ont suivi le cours en 1923.)

ART. 34 a. — La Commission Spéciale a désiré connaître le détail des sommes dépensées en 1923 pour l'organisation des lignes aériennes.

La réponse à cette question étant longue et complète, votre Rapporteur a cru bon de la placer en Annexe à ce Rapport sous le n° XX.

ART. 34 c. — La Commission a demandé à votre Rapporteur des détails sur la cartographie aérienne et les progrès dans cet ordre d'idée?

La Cartographie aérienne a pour but :

- 1° L'établissement de cartes spéciales pour la Navigation aérienne ;
- 2° L'établissement de cartes, plans et cadastre.

Cartes spéciales pour la navigation aérienne.

La Convention aérienne internationale prévoit deux sortes de cartes :

a) La carte générale (échelle voisine du 1/1000 000°).

La Belgique doit établir les feuilles du Congo belge, travail que sera facilité par les reconnaissances photographiques de la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (*Sabena*) dans la Colonie.

d) La carte normale aéronautique de l'échelle 1/200 000°. Celle-ci est en cours d'exécution. L'Aéro-Club de Belgique en collaboration avec l'Administration de l'Aéronautique a obtenu l'autorisation de faire établir cette carte par l'Institut cartographique militaire. La feuille Anvers sortira d'ici peu.

Une liste des aérodromes belges, avec cartes et plans de ceux-ci, a déjà été distribuée plusieurs fois par l'Administration de l'Aéronautique aux intéressés.

Application de la photographie aérienne à la cartographie.

Jusqu'ici peu d'applications de ce procédé cartographique avaient été faites en Belgique.

Récemment une société vient de se fonder, ayant pour objet les applications industrielles de la photographie aérienne, et plus particulièrement l'établissement de plans, levés cadastraux, etc.

Cette société, la C. A. B. (Compagnie aérienne belge), travaille en liaison avec la S. A. B. E. N. A. et avec la Compagnie française.

CHAPITRE IX.

NOURRITURES DES TROUPES, FOURRAGES ET AUTRES PRESTATIONS.

ART. 35. — Cet article est ramené à 93,599,200 francs, soit avec une diminution de 4,376,800 francs.

La justification détaillée de cette réduction se trouve à l'Annexe III du document parlementaire, n° 157. (Amendements présentés par le Gouvernement en date du 22 février 1924, pages 12 et 13.

ART. 36 et 37. — Sont respectivement en diminution de 100,000 francs et de 475,000 francs justifiés par la réduction du personnel et la réduction des dépenses prévues pour achats d'objets neufs.

La Commission a demandé des explications sur l'emploi de la charge temporaire de 100,000 francs inscrite au Budget de 1923.

Il lui a été répondu, par M. le Ministre :

« Ce crédit avait été accordé pour le remplacement de 2,000 couvertures dont le Gouvernement avait fait don aux sinistrés de Smyrne.

» Par suite de la hausse des laines, il n'a pu être acheté que 1,500 couvertures avec ce crédit. »

ART. 38. — Cet article est en diminution de 100,000 francs, parce que l'atelier de confection des vêtements dont la mise en marche avait été envisagée au cours de l'année 1924, ne fonctionne pas encore, le personnel prévu n'a pas été engagé le 1^{er} janvier dernier. D'où la réduction budgétaire de 100,000 francs.

ART. 39. — L'article 39 est en diminution de 2,000,000 de francs. Le Département de la Défense Nationale ayant reconnu possible de se contenter pour l'instant d'un approvisionnement plus restreint.

En cas de nécessité absolue, ce qui viendrait à manquer serait provisoirement prélevé sur les réserves.

ART. 40. — La Commission a désiré savoir à combien s'élevait la dépense :

- a) Pour achat de combustibles à l'armée ;
- b) Pour frais de transports détaillés ;
- c) Loyers, entretien et amélioration des bâtiments et services d'exploitation.

De quels bâtiments il était question dans cet article.

La réponse suivante a été faite par M. le Ministre :

- a) 13,000,000 de kilogrammes à 150 francs la tonne en moyenne,
soit fr. 1,950,000 »
- b) Transport de 1,300 wagons à 100 francs en moyenne 130,000 »
- c) Entretien et amélioration des bâtiments, etc. 30,000 »
- d) Il n'y a plus de loyer de bâtiments à payer, tous les services étant actuellement logés dans des bâtiments appartenant à l'État.

ART. 41. — La justification de la diminution de 2,894,000 francs est faite sous l'amendement proposé (n° 157, p. 14).

CHAPITRE X.

TRANSPORTS, INDEMNITÉS DE DÉPLACEMENT ET DE DÉMÉNAGEMENT.

ART. 42, 43 et 44. — Les amendements déposés par le Gouvernement, concernant ces articles sont justifiés dans le Document parlementaire, n° 157, p. 15 :

- a) Au sujet de l'article 42 b, un membre a demandé à combien s'élèvent les

frais de transport par chemin de fer des troupes, changements de garnison, manœuvres, etc. ;

b) A combien s'élève la somme globale des réductions accordées aux militaires voyageant en chemin de fer (75 % de réduction).

M. le Ministre a répondu :

a) Les frais de transport par chemin de fer, pour déplacement des troupes à l'occasion des changements de garnison, manœuvres, etc. sont évalués, pour l'année 1924 à 4,000,000 de francs.

b) Cette question concerne M. le Ministre des Chemins de fer à qui une demande a été transmise par votre Rapporteur.

ART. 43. — Un membre a demandé le détail des dépenses faites en 1923 pour les postes de l'article 43 (litt. a, b, et c).

Les dépenses faites à charge de l'article 41 du Budget de 1923 (indemnité de déplacement, etc.) sont les suivantes :

Litt. a	fr. 1,216,495 23
Litt. b	592,000 »
Litt. c	475,000 »
TOTAL.	fr. 2,283,495 23

Il est à remarquer que toutes les dépenses de 1923 à imputer sur l'article du Budget se rapportant aux « indemnités de déplacement » ne sont pas encore liquidées, notamment : le coût des billets spéciaux fournis respectivement par l'Administration des chemins de fer de l'État et par la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux (à imputer sur le litt. a).

Il est à présumer que, lors de la clôture de l'exercice 1923, soit le 31 décembre 1924, le montant des crédits non utilisés s'élèvera à environ 275,000 francs non absorbés par le litt. c.

ART. 45b (nouveau) et 46. — Le crédit de 150,000 francs demandé par M. le Ministre aux amendements du 22 février dernier (Document 157, A, 45b) et l'augmentation de 30,000 francs portée à l'article 46 sont expliqués dans le Document en question.

CHAPITRE XII.

DÉPENSES DIVERSES ET DÉPENSES IMPRÉVUES.

ART. 48. — Votre Rapporteur a traité des articles concernant le détachement des torpilleurs et marins dans les considérations générales.

Des membres de la Commission Spéciale ont demandé le détail du poste de 450,000 francs inscrit au littéra *b* :

Ces 450,000 francs se répartissent de la façon suivante :

1° Soldes, accessoires et indemnités au personnel de la mission navale française	fr. 403,000 »
2° Frais de remboursement (frais de change et de correspondance pour les officiers et gradés ayant été ou étant en stage en France	6,500 »
3° Acquisition d'appareils de précision permettant au service technique du C. T. M. de procéder en tout temps à l'examen succinct et rapide d'un produit sans devoir s'adresser à un laboratoire officiel	15,500 »
4° École : acquisition d'appareils nautiques et instruments de mesures, de livres classiques, de cartes et fournitures classiques .	25,000 »
TOTAL. . . . fr.	450,000 »

Des membres ont demandé où se font les exercices.

Les exercices d'instruction individuelle ont lieu à bord du croiseur « *École* » ou à la plaine. Ils comportent : l'instruction individuelle du fantassin, le matelotage, les exercices de nage, la signalisation, la chauffe, la conduite des machines, etc.

S'il s'agit d'exercices à la mer, ceux-ci ne commenceront qu'au début du mois de mars et auront lieu au large devant nos côtes et dans nos eaux territoriales.

L'instruction est donnée à bord du croiseur « *École* ». L'arrivée du d'*Entrecasteaux* a porté le nombre d'instructeurs étrangers de 17 à 26.

Des membres ont demandé en quoi consistaient les travaux de plongée.

Ceux-ci consistent à faire descendre à l'eau des scaphandriers, soit pour examiner une coque, une hélice, un gouvernail ayant subi des avaries sans qu'il y ait nécessité de faire entrer le bateau en cale sèche, soit encore pour rechercher la position exacte d'un bateau qui a coulé et qu'il faut renflouer.

Nous n'avons pas encore de scaphandriers au C. T. M., mais nos efforts tendent à en recruter.

ART. 49, 50 et 51. — Votre Rapporteur a donné, dans la première partie de son rapport, tous les détails relatifs à ces trois articles.

La diminution est de 1,000,000 de francs pour l'article 49,

150,525 francs pour l'article 50

et de 100,000 francs pour l'article 51.

La Commission Spéciale est unanime à approuver ces compressions normales.

ART. 52. — Un membre de la Commission a demandé comment il était possible de porter :

a) De 8,400 francs en 1923 à 45,000 francs en 1924 la dépense inscrite au Budget de 1923 pour location des embarcations ;

b) De 77,532 francs en 1923 à 150,000 francs en 1924 les matières d'exploitation ;

c) De 35,868 francs à 60,000 francs les salaires et de 25,200 francs à 40,000 francs l'entretien et divers.

M. le Ministre de la Défense Nationale a bien voulu répondre :

1. — Location d'embarcations.

Les 45,000 francs, demandés pour location d'embarcations, répondent à l'usage de 10 canots à moteurs à fr. 12.25 de moyenne par jour = fr. 122.50 par jour, soit fr. 44,712.50 pour l'année.

La somme a été portée à 45,000 francs, chiffre rond.

2. — Matières d'exploitation.

Les 150,000 francs, prévus pour matières d'exploitation, se justifient par :

1° 120,600 kilogrammes d'essence, comptés à fr. 1.20.	fr.	144,720	»
2° 3,600 kilogrammes d'huile, comptés à fr. 1.50	.	5,400	»
3° 1,140 litres pétrole, comptés à fr. 0.60.	.	685	»
4° 240 kilogrammes graisse, comptés à 1 franc.	.	240	»
TOTAL.		fr.	151,044

La somme a été réduite à 150,000 francs, chiffre rond.

3. — Salaires.

Les 60,000 francs prévus pour salaires du personnel allemand, se répartissent comme suit, le salaire journalier d'un conducteur mécanicien ayant été calculé sur une base de 15 francs par jour, celui d'un mousse sur la base de 7 francs par jour :

1° 10 conducteurs mécaniciens à 15 francs par jour, soit	
150 francs par jour.	fr. 54,750 »
2° 2 mousses à 7 francs par jour, soit 14 francs par jour	5,110 »

Le chiffre de 59,860 francs a été arrondi à 60,000 francs.

4. — Entretien et divers.

Les 40,000 francs prévus au projet de Budget pour entretien et divers comprennent 10 canots à moteur à 4,000 francs, pour :

1° Réparations éventuelles et revision-indispensable à la coque et au moteur, au cours de l'année ;

2° Matières d'entretien, savon, soude, peinture, cordages, outillages;

3° Pavillons belges et flammes. Commission interalliée de navigation de campagne;

4° Éclairage des cabines, feux de position et signaux, chauffage, etc.

Art. 53. — En diminution de 14,958 francs par amendement. Cette diminution est expliquée dans le document n° 157.

Des membres ayant demandé comment se répartissait, en 1923, l'indemnité pour perte de chevaux et ce qui était la quote-part du Département dans l'Office des Imprimés.

Votre rapporteur a reçu de M. le Ministre de la Défense Nationale les explications suivantes :

1° Le montant des indemnités pour perte de chevaux allouées, en 1923, se répartit comme suit :

A un capitaine commandant-adjoint d'état-major	fr.	1,250	»
A un lieutenant		1,100	»
A un capitaine vétérinaire		900	»
TOTAL.	fr.	3,250	»

2° C'est la somme représentant la partie des dépenses d'administration (imputable au Ministère de la Défense Nationale) de l'Office central des Imprimés, institué auprès du Ministère des Chemins de fer (arrêté royal du 1^{er} mars 1923, *Moniteur belge*, n° 64-65).

Ce dernier Département a fait savoir que cette avance s'élèverait à la somme de 15,748 francs pour 1924.

Mais afin de ne pas avantager l'Administration des Chemins de Fer du chef de l'extension de son service des imprimés aux autres Départements, il a été décidé de maintenir à sa charge les dépenses qu'elle supportait antérieurement pour ce service.

L'intervention du Département de la Défense Nationale dans la différence existant entre ces dépenses et les frais actuels,

s'élève à	fr.	2,790	»
soit une diminution de.		12,958	»

que l'on voit apparaître dans la justification de l'amendement se rapportant à l'article 53 (voir page 17 de l'annexe III, au document n° 157). Chambre des Représentants, session de 1923-1924.

DEUXIÈME SECTION. — DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.**CHAPITRE XIII.****SERVICES DIVERS.**

ART. 54. — Un membre avait posé au sujet de cet article les questions suivantes :

a) Sur quelle base est accordée l'indemnité temporaire et mobile de vie chère?
b) Quel est le taux de cette indemnité pour les différentes catégories de fonctionnaires et militaires?

c) Cette indemnité ne forme-t-elle pas double emploi avec :

- 1° L'indemnité familiale ;
- 2° L'indemnité spéciale de séjour à l'armée d'occupation ;
- 3° L'indemnité de marche ;
- 4° L'indemnité de séparation ;
- 5° L'indemnité pour charges militaires ;
- 6° L'indemnité de logement ;
- 7° L'indemnité pour perte de chevaux ;
- 8° L'indemnité d'amortissement ;
- 9° L'indemnité pour charge de famille ;
- 10° L'indemnité de voyage ou de mission.

M. le Ministre a adressé à votre rapporteur les réponses ci-après :

a et b). L'indemnité mobile de vie chère a été fixée aux taux ci-après par une circulaire du 11 juillet 1920 de M. le Premier Ministre, applicable à tous les fonctionnaires et agents, mariés ou célibataires, des Départements ministériels :

- 1° 1,200 francs par an lorsque les bénéficiaires comptent au moins 21 ans d'âge et deux années de service effectif ;
- 2° 900 francs lorsque les bénéficiaires ne réunissent pas les deux conditions d'âge et de service stipulé au 1° ;
- 3° 600 francs l'an pour les agents féminins faisant partie du personnel ouvrier.

L'indemnité de vie chère est augmentée ou diminuée suivant le renchérissement ou l'abaissement du coût de la vie tel qu'il est constaté par les index-numbers publiés périodiquement par le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

La majorité ou la dégression s'opère par tiers correspondants à 60 unités de l'index-number (comme pour l'ensemble du pays).

Les taux susmentionnés correspondaient aux chiffres de l'index 421 à 488.

Pour le personnel de l'armée, l'indemnité mobile correspondant à ces chiffres a été fixée à 100 francs par mois pour les officiers, quel que soit leur état civil, et à 60 francs par mois pour les militaires subalternes appointés, mariés ou assimilés, ainsi que pour les volontaires de carrière soldés, mariés ou assimilés aux mariés.

Pour les militaires subalternes appointés, il a été tenu compte de ce qu'ils touchent déjà, s'ils sont mariés, un supplément provisoire d'allocations et, d'une manière générale, de ce que tous appointés et soldés sont habillés aux frais de l'État.

c) L'indemnité mobile de vie chère, allouée indistinctement aux célibataires comme aux mariés ou assimilés, ne forme nullement double emploi avec l'indemnité familiale qui n'est allouée qu'aux seuls militaires ou agents civils mariés ou assimilés ayant la charge d'enfants âgés de moins de 21 ans sans ressources.

Le double emploi n'existe pas d'avantage en ce qui concerne l'*indemnité spéciale de séjour à l'A. O. (supplément de solde)*, qui permet aux militaires de rang subalterne de faire face aux dépenses supplémentaires que comporte le séjour de l'A. O.;

L'indemnité de marche, idem en ce qui concerne les officiers;

L'indemnité de séparation, laquelle est payée par nuit d'absence aux militaires mariés devant séjourner hors de leur garnison en Belgique ou à l'A. O.;

L'indemnité pour charges militaires aux officiers, qui a remplacé les indemnités de logement, de tenue et d'équipement et qui a pour but de pourvoir aux charges spéciales de la profession d'officier : charges d'habillement, d'équipement, de changement de garnison, de séjour dans les camps, etc.

L'indemnité de logement, allouée aux volontaires de carrière mariés,

L'indemnité d'amortissement, aux officiers ayant un cheval en propriété;

L'indemnité pour perte de chevaux, aux officiers propriétaires de leur monture, qui perdent celle-ci par suite d'accident survenu en service;

L'indemnité de voyage ou de mission, aux militaires de rang subalterne qui se déplacent pour le service;

L'indemnité pour charge de famille, qui était allouée aux militaires mariés, et vient d'ailleurs d'être supprimée. Elle est toutefois maintenue transitoirement, aux miliciens de la classe 1922, actuellement encore sous les armes.

ART. 56. — Cet article est en diminution de 200,580 francs.

ART. 58. — En diminution de 100,000 francs provenant de la réduction du personnel et de la compression des dépenses.

ART. 60. — Est en diminution de 160,000 francs.

Les malades et blessés quittent cet établissement après guérison ou rééducation professionnelle et sont alors rendus à la vie civile.

Le crédit de 34,000 francs prévu au projet de budget avait été évalué en juin 1923; les départs nombreux au cours du 2^e semestre 1923 permettent de ramener ce crédit à 151 francs.

ART. 62. — En diminution de 153,000 francs résultant de la compression des dépenses.

La réduction est due aux modifications apportées dans l'emploi de certaines denrées, à la diminution des dépenses de gros entretien, d'entretien locatif et à des économies effectuées sur le remplacement du matériel hospitalier.

ART. 63 et 65. — Les compressions inscrites à ces articles sont justifiées dans le document 157.

ART. 67. — La Commission Spéciale s'est étonnée de la dépense considérable (3,902,000 francs) inscrite pour le service des sépultures militaires.

Le projet déposé tout d'abord portait effectivement pour l'article 67 un total de 3,902,000 francs. Ce chiffre a été ramené par projet d'amendement du 22 février 1924 à 2,900,000 francs en envisageant une réduction des dépenses pour l'aménagement à titre définitif des cimetières militaires belges, en reportant certains travaux à un exercice ultérieur, et en réduisant le personnel.

ART. 67. — Un membre ayant demandé en quoi consistait l'entretien des cimetières allemands et combien de temps encore cet entretien allait durer, M. le Ministre de la Défense Nationale a répondu

L'article 225 du Traité de Versailles stipule que : « les Gouvernements alliés » et associés et le Gouvernement allemand feront respecter et entretenir les » sépultures des soldats et marins inhumés sur leurs territoires respectifs. »

En vertu de cet article, le Gouvernement belge doit entretenir les cent vingt mille tombes allemandes se trouvant en Belgique.

Ledit Traité ne fixant pas de laps de temps pendant lequel cet entretien est à notre charge, des négociations ont été engagées avec le Reich, de commun accord avec nos alliés français et britanniques, pour régler la question. Ces négociations entamées dans le courant de 1924, n'ont pas encore abouti; l'on espère arriver à une solution pour cette année.

En attendant, le Département de la Défense Nationale continue à faire entretenir les tombes allemandes dans un état décent.

D'autres membres ayant désiré savoir pour combien de temps les frais d'occupation temporaires des terrains affectés aux cimetières allemands seraient imposées à la Belgique, et où se trouvaient ces cimetières.

M. le Ministre a bien voulu répondre :

« La durée de l'occupation temporaire dépendra forcément du résultat des négociations dont il est fait mention à la réponse précédente.

» Les cimetières militaires où sont inhumés les allemands sont au nombre de 250. Ils se subdivisent en cimetières où ne sont inhumés que des allemands

et en cimetières mixtes où reposent également des alliés. Le dernier cas est fréquent pour les nécropoles militaires créées par les ex-ennemis dans la partie centrale du pays.

» Dans les 250 cimetières militaires mentionnés ci-avant, on en compte 158 dans la Flandre occidentale, dont la majorité purement allemands, 43 dans le sud du Luxembourg dont le plus grand nombre sont franco-allemands; le reste est disséminé dans le restant du pays à proximité des lieux où des combats furent livrés en 1914. »

ART. 67, littéra c. — Un membre a demandé comment est répartie la somme de 300,000 francs et quelles dispositions avaient été adoptées pour l'entretien des tombes allemandes, qui en était chargé et quelle rétribution était accordée aux ouvriers désignés pour ces soins.

M. le Ministre de la Défense Nationale a répondu :

« La somme de 300,000 francs se répartit comme suit :

Travaux d'entretien des tombes et des allées des cimetières.	230,000
Entretien des clôtures et des croix	10,000
Renouvellement périodique des croix	40,000
Frais de surveillance	20,000

» Les tombes allemandes, en territoire belge, au nombre de 120,000 environ, sont réparties dans les cimetières militaires, dont la majorité en Flandre occidentale et dans le sud du Luxembourg, ainsi que, en nombre très variables, dans de très nombreux cimetières communaux se trouvant dans toute l'étendue du pays.

» L'entretien est effectué par contrat. Il est confié, pour les cimetières militaires, à des ouvriers, autant que faire se peut, des anciens combattants, de préférence invalides; pour les tombes allemandes des cimetières communaux, l'on a traité avec les fossoyeurs ou avec des particuliers qui ont consenti à faire cette besogne.

» La redevance payée est fixée par tombe; elle est de 2 francs en moyenne quoique étant parfois dépassée là où il y a peu de tombes par lieu de sépulture. Les paiements sont effectués par quinzaine, par mois, par trimestre ou même par année suivant l'importance de l'allocation consentie aux contractants. »

ART. 67, litt. a. — La Commission estime qu'à l'heure actuelle 4 architectes, 3 dessinateurs, 9 dactylographes et 71 employés sont exagérés.

Les nombres ci-dessus sont réduits par le projet d'amendement déposé par le Gouvernement (2 dessinateurs et 8 employés).

Les nombres ci-contre sont déjà réduits par le projet d'amendement rappelé ci-avant de 2 dessinateurs et de 8 employés.

Cette réduction s'accroîtra encore au cours de l'année, au fur et à mesure de l'avancement des travaux et des questions à liquider par le Service des Sépultures militaires.

Le Service des Sépultures militaires emploie encore, à titre temporaire, 4 architectes, pour assurer la surveillance des travaux en cours d'exécution et pour dresser les projets d'aménagement des cimetières belges dont la construction est prévue pour être effectuée au cours de 1924.

Le nombre de ces agents pourra vraisemblablement être réduit à deux en 1925.

*
.

La Commission Spéciale vous propose, Messieurs, l'adoption du Budget tel qu'il vous est présenté.

Le Rapporteur,
DE BURLET.

Le Président,
MAURICE PIRMEZ.

BUDGET DE LA DÉFENSE NATIONALE

ANNEXES AU RAPPORT

ANNEXE I.

SERVICES DES BATIMENTS ET

Tableau renseignant les immeubles loués à l'intervention du Service des bâtiments et prix de location de chaque immeuble et des charges qu'il

LOCALITÉS.	SITUATION DES BATIMENTS LOUÉS.	OCCUPANTS.	MONTANT DES LOYERS. -
Bruxelles	Rue Belliard, 240.	Bureau du service des B. C. M.	9,950 »
Bruxelles	Rue Royale, 105.	Bureau de l'E. M. de la place et de la province et d'un commandant de D. I. de 2 ^e armée.	Trois premières années : 8,900 » Trois suivantes : 9,900 » Trois suivantes : 10,900 »
Bruxelles	Boulevard de Waterloo, 30.	Mess et bibliothèque de la garnison.	Trois premières années : 38,500 » Trois suivantes : 40,000 » Trois suivantes : 41 500 »
Bruxelles	Boulevard d'Anvers, 49.	Service du corps de transport automobile de Bruxelles.	10,000 »
Ixelles	Rue Victor Greyson, 3.	Logement d'un fonctionnaire de l'État.	1,540 »
Ixelles	Rue Sans-Souci, 42.	Bureau de l'I. G. S. I. et du service des liquidations et révisions.	4,500 »
Schaerbeek	Rue du Progrès, 86.	Bureau de l'I. G. S. I.	1,550 »
Schaerbeek	Place des Gueux, 11.	Bureau du C. B. C. M. du Brabant et du S. E. B. C. M.	8.000 »
Etterbeek	Rue Louis Hap, 223.	Bureau de E. M./4 C. A. et de la circonscription.	14,000 »
Saint-Josse-ten-Noode .	Rue de la Pacification, 67.	Commandant de la 2 ^e armée.	2,000 »
Liège	Quai des Pêcheurs, 29.	Bureau de la circonscription et du commandant de la D. I.	3,000 »
Mons	Rue Verte, 13.	Bureau de l'E. M. de la place et de la province.	1.200 »
Bruges.	Rue du Pont-de-la-Tour, 1.	Services de la place et de la province.	2.600 »
Gand	Néant.	—	—
Anvers.	Néant.	—	—
Tournai	Néant.	—	—
Charleroi	Néant.	—	—
Tirlemont.	Néant.	—	—
Namur.	Néant.	—	—

CONSTRUCTIONS MILITAIRES

constructions militaires pour les troupes ou des services de troupes; avec indication du entraîne comme contributions, entretien, nettoyeuses, etc.,

CHARGES.		DATE DE L'EXPIRATION DES BAUX.	Observations.
CONTRIBUTIONS.	DIVERS ET ENTRETIEN.		
218 83	1,000 »	Au 31 janvier 1929.	Maintien nécessaire.
376 51	1,500 »	Au 31 décembre 1929. Bail pour trois années consécutives.	Idem.
		Au 31 décembre 1929. Bail pour neuf années consécutives.	Idem.
2,056 30	400 »	Au 30 novembre 1929.	Idem.
Aucune taxe réclamée a ce jour.	—	Au 30 juin 1924.	Sera résilié pour la date ci-contre.
Néant.	—	Est résilié pour le 31 décembre 1924.	
287 70	500 »	Au 14 juin 1929.	Maintien nécessaire.
26 11	600 »	Au 14 juin 1929. Résiliable à toute époque, moyennant préavis de trois mois.	Cet immeuble appartient à l'Administration des Domaines.
Néant.	1,000 »	Au 19 janvier 1929.	Maintien de la location encore nécessaire.
897 90	1,400 »	Au 30 avril 1928.	Idem.
122 05	400 »	Au 31 décembre 1928.	Idem.
Aucune taxe n'a encore été réclamée jusqu'à ce jour.	1,200 »	Au 31 décembre 1928.	Maintien nécessaire.
Néant.	250 »	Au 30 novembre 1928.	Maintien de la location encore nécessaire.
Néant.	1,100 »	Indéterminée. Résiliation de part et d'autre au bout de chaque terme de trois ans sur un préavis de trois mois.	Nous ne disposons pas dans la place de Bruges de locaux néces- saires pour y installer ces ser- vices qui doivent être maintenus dans leur situation actuelle.
Néant.	—	—	—
Néant.	—	—	—
Néant.	—	—	—
Néant.	—	—	—
Néant.	—	—	—
Néant.	—	—	—

ANNEXE II.

ADMINISTRATION

*Tableau renseignant les immeubles occupés par le Département de la Défense Nationale
du prix de location de chaque immeuble et des charges qu'il*

Numéros d'ordre.	Adresses des immeubles occupés par les services de l'Administration centrale.	Nombre de locaux.	Prix de location.	Chauffage.
			Francs.	Francs.
1	Rue de la Loi, 2 et rue de Louvain, 1	184	Propriété de l'État.	56,193 »
2	Rue du Méridien, 10	47	Id.	19,903 »
3	Avenue Galilée, 3	43	Id.	13,030 »
4	Avenue d'Auderghem, 15	18	14,000 »	10,943 »
5	Place des Barricades, 13 et rue du Nord, 65 67	30	15,000 »	9,641 »
6	Rue Boduognat, 15	34	18,000 »	9,201 »
7	Rue de Liedekerke, 112	14	8,200 »	6,995 »
8	Rue de la Charité, 15	35	18,000 »	12,321 »
9	Rue de la Charité, 37.	9 y compris 2 grandes salles.	12,000 »	5,554 »
10	Rue du Châtelain, 46	20 dont 2 grandes salles.	18,000 »	5,603 »
11	Rue Ducale, 95	15	7,500 »	6,023 »
12	Rue Marie-Thérèse, 51	11	4 500 »	4,596 »
13	Rue du Marteau, 58	12	3,000 »	3,966 »
14	Rue Souveraine, 40	20	12,000 »	9,822 »
15	Chaussée de Wavre, 351	14 dont 6 dans baraquement.	3,800 »	3,945 »
16	Rue de la Révolution, 2	14	12,000 »	5,418 »
17	Rue des Comédiens, 51	16 grands.	21,000 »	6,113 »
18	Avenue de Cortenberg, 21	9	5,000 »	4,632 »
19	Rue du Commerce, 75	12	8,000 »	4,432 »
20	Rue du Trône, 61	12	6,000 »	3,347 »
21	Rue de Berlaumont, 30	5	5,000 »	2,698 »
22	Rue de Berlaumont, 10	27	15,000 »	10,041 »
23	Avenue Galilée, 17	5	4,000 »	3,382 »
24	Rue de Loxum, 16.	5	4,800 »	3,320 »
25	Rue du Pôle, 1.	15	9,000 »	4,500 »

CENTRALE.

à Bruxelles et dans les faubourgs (bâtiments militaires non compris) avec indication entraîne comme contributions, entretien, nettoyeuses, etc.

Charges diverses (base de l'exercice 1923).				Observations.
Éclairage.	Eaux.	Téléphones.	Nettoyeuses (entretien).	
Francs.	Francs.	Francs.	Francs.	
28,886 »	5,342 »	5,242 »	26,624 »	Les contributions sont payées par le Département de l'Agriculture et des Travaux publics.
5,008 »	574 »	2,008 »	7,002 »	
3,758 »	288 »	1,354 »	7,215 »	
1,104 »	117 »	2,174 »	1,663 »	Nettoyage fait par des soldats.
1,305 »	656 »	1,168 »	5,087 »	
1,865 »	261 »	1,206 »	5,467 »	
1,059 »	84 »	388 »	3,127 »	Sera supprimé prochainement.
3,307 »	310 »	1,059 »	6,215 »	
903 »	Propriétaire.	494 »	2,843 »	
1,174 »	564 »	579 »	4,436 »	Sera supprimé prochainement.
800 »	139 »	540 »	3,856 »	
1,963 » ⁽¹⁾	373 »	336 »	1,755 »	⁽¹⁾ Consommation supplémentaire d'électricité pour l'édition des films.
883 »	86 »	325 »	2,273 »	
1,134 »	357 »	665 »	4,645 »	
1,019 »	653 » ⁽¹⁾	325 »	2,257 »	⁽¹⁾ Consommation complémentaire d'eau pour lavage des plaques photographiques.
1,407 »	140 »	372 »	2,556 »	
680 »	149 »	451 »	3,794 »	
363 »	50 »	316 »	1,738 »	Sera supprimé prochainement.
774 »	»	875 »	2,484 »	
736 »	63 »	325 »	1,777 »	
292 »	»	»	342 »	
2,149 »	423 »	536 »	6,426 »	
558 »	202 »	465 »	1,638 »	
571 »	124 »	536 »	1,558 »	Sera supprimé prochainement.
600 »	100 »	450 »	2,500 »	

ANNEXE III.

*Tableau renseignant les immeubles loués pour les services des établissements
et des charges qu'il entraîne comme*

LOCALITES.	SITUATION DES IMMEUBLES.	OCCUPANTS.		
			Montant des loyers.	
Ixelles	Halles d'Ixelles, rue de la Crèche.	Vides.	20,000	»
Ixelles	Albert Hall, 367, chaussée de Waterloo.	Magasin Central d'habillement de l'armée.	50,000	»
Anvers	Rue Sandéus, 70.	Magasin pour les tabacs.	120,000	»
Anvers	Rue de Gand, 17.	Magasin à fourrages.	60,000	»
Anvers	Quai 81 du Port.	Magasin de viande congelée de l'armée.	723,000	»
Gand	Rue Saint-Pierre, 1.	Magasin régional du couchage.	12,000	»

de l'intendance, avec indication du prix de location de chaque immeuble
contributions, entretien, nettoyeuses, etc.

CHARGES.			Observations.
Contributions.	Assurance des bâtiments.	Entretien (réparations locatives).	
»	»	»	Ont été loués jusqu'au 15 juin 1924, pour emmagasiner les approvisionnements du magasin central d'habillement de l'armée. Les démarches faites auprès de l'administration communale, propriétaire de l'immeuble, en vue de la résiliation du bail, n'ont pas abouti.
771 »	864 50	300 »	Loué jusqu'au 14 août 1926 pour contenir les approvisionnements de vêtements du magasin central d'habillement de l'armée.
»	2.500 »	»	Cet immeuble servait jadis pour les grains et de bureaux pour l'intendance circonscriptionnaire d'Anvers. Le bail expire le 31 décembre 1924 et ne sera pas renouvelé.
»	3,000 »	»	Le bail expire le 31 décembre 1924 et si les prévisions se réalisent, il ne sera pas nécessaire de le renouveler, car les services de l'intendance étudient le moyen d'utiliser les installations de Brasschaet, pour desservir Anvers.
»	»	»	Deux salles louées dans les installations frigorifiques de l'Etat (Ministère de l'Industrie et du Travail - Ancien Ravitaillement).
»	500 »	»	Ces immeubles sont loués à la ville pour des termes successifs de trois ans, depuis le 1 ^{er} janvier 1899, date à laquelle l'Etat a repris le service du couchage de l'armée. Ce bail a été renouvelé le 1 ^{er} janvier courant. Conformément aux clauses du contrat de location, toutes les contributions sont à charge du preneur. Jusqu'à ce jour, aucune somme n'a été payée de ce chef.

ANNEXE IV.

Tableau renseignant les immeubles loués à l'intervention du service de l'artillerie

LOCALITÉS.	SITUATION DES IMMEUBLES LOUÉS.	OCCUPANTS.
Bruges	Trois pièces d'un immeuble, sis 19, rue des Dominicains.	Bureaux de l'État Major du 2 ^e groupe du grand parc d'armée.
Muysen lez-Malines.	Un terrain appartenant à la société anonyme « Rateau ».	Compagnie du parc du Bataillon de télégraphistes.
Anvers	Un terrain appartenant à Dumont et consorts à Anvers.	Parc du génie d'armée.
Anvers	Un terrain appartenant à Ziegler frères, à Anvers.	Parc du génie d'armée.
Anvers	Un terrain appartenant à la ville d'Anvers.	Parc du génie d'armée.
Anvers	Un terrain appartenant aux héritiers M ^{me} V ^e Verspreewen, à Anvers.	Parc du génie d'armée.
Forêt d'Houthulst	Un terrain appartenant à M. Cateau de Pattin, à Bruxelles.	Dépôt de munitions d'Houthulst.
Forêt d'Houthulst	Un terrain appartenant à M ^{me} V ^e de Theux, à Bruxelles.	Dépôt de munitions d'Houthulst.
Forêt d'Houthulst	Un terrain appartenant à Barbier, à Lophen.	Dépôt de munitions d'Houthulst.
Forêt d'Houthulst	Un terrain appartenant à M ^{me} Lagrange, à Gits.	Dépôt de munitions d'Houthulst.

pour les établissements, services techniques et parcs d'artillerie,

CHARGES.			Observations.
MONTANT DES LOYERS.	CONTRIBUTIONS.	DIVERS ET ENTRETIEN.	
200 francs par mois.	—	—	
fr. 13,252.50 par an.	Toutes charges comprises.		
11,220 francs par an.	Toutes charges comprises.		
4,596 francs par an.	Toutes charges comprises.		
fr. 8,397.60 par an.	Toutes charges comprises.		
2,568 francs par an.	Toutes charges comprises.		
22,293 francs par an.	Toutes charges comprises.		
fr. 8,230.05 par an.	Toutes charges comprises.		
fr. 3,493.58 par an.	Toutes charges comprises.		
fr. 4,924.35 par an.	Toutes charges comprises.		

ANNEXE V.

Tableau renseignant les immeubles loués pour les services des établissements du charroi automobile.

Location.	Situation des immeubles loués.	Occupants.	Montant du loyer.	Contributions.	Entretien.	Observations.
Jette-Saint-Pierre.	Un terrain situé rue Ongena.	Usine de réparations du charroi automobile.	4.800 »	»	»	Propriétaire : M. Robaert, habitant avenue Richard Neybergh, 51, à Laeken.

LISTE
DES
GARNISONS SUPPRIMÉES OU DIMINUÉES

ANNEXE VI.

Liste des garnisons supprimées ou diminuées.

PLACES.	DIMINUTIONS OU SUPPRESSIONS.	AUGMENTATIONS OU COMPENSATIONS.	BÂTIMENTS DISPONIBLES.
Gand	2 régiments d'infanterie. 1 régiment du génie.	1 bataillon de mitrailleurs 1 batterie d'infanterie.	La caserne Albert (nouveau séminaire) louée à la province a été remise à cette dernière. Les baraquements du Sterre seront vendus.
Termonde	1 bataillon d'infanterie.	1 dépôt et 1 parc de division d'infanterie.	L'hôpital militaire sera remis au Ministère des Sciences et des Arts.
Salut-Nicolas	2 bataillons d'infanterie.	Magasin général hospitalier.	Néant.
Audenarde	1 école de sous-officiers d'artillerie.	1 dépôt et 1 parc de division d'infanterie.	Néant.
Malines	1 régiment d'infanterie. 1 école de sous-officiers de la division d'artillerie d'armée. 2 bataillons d'infanterie.	1 école centrale de sous-officiers d'artillerie. 1 dépôt de troupes d'artillerie d'armée.	Néant. Néant.
Anvers	Les quelques réductions sont à peu près compensées.		Divers baraquements seront vendus; de plus, quelques forts dont l'occupation peu hygiénique avait été reconnue indispensable, vu les forts effectifs, seront disponibles.
Arlon	1 bataillon d'infanterie.		Les bâtiments du camp de Schoppach et de l'hôpital sont vendus.
Philippeville	1 école de sous-officiers d'artillerie.	1 dépôt de division d'infanterie (partie). 1 parc de division d'infanterie.	

Dinant	1 école de sous-officiers d'infanterie.	1 dépôt de division d'infanterie (partie).	L'immeuble loué (Sundén) a été remis au propriétaire.
Saint-Troudt	1 régiment de cavalerie.	1 dépôt et 1 parc de division d'infanterie.	Les baraquements ont été vendus.
Saint-Vith	1 compagnie d'infanterie.		Les locaux disponibles tant que durera l'occupation en Allemagne seront en majeure partie occupés par des butins et des armes de troupes de l'armée d'occupation.
Liège.	1 régiment d'artillerie. 1 groupe de cavalerie. 1 compagnie de corps de transports. 1 école de sous-officiers d'artillerie.	1 groupe d'aéronautique.	La caserne de l'école destinée à servir de dépôt pour l'aéronautique a été remise provisoirement à la ville pour abriter des sans-logis.
Nivelles.	1 école de sous-officiers d'infanterie.		La caserne de l'infanterie servira provisoirement à l'usage de dépôt.
Louvain.	1 bataillon cycliste.	1 compagnie cycliste du génie.	Le casernement baraqué sera vendu.
Tervueren	1 régiment du génie.		Le casernement baraqué sera vendu.
Wavre	1 bataillon cycliste.		
Diest.	Corps de correction.	1 dépôt et 1 parc de division d'infanterie.	
Mons	1 école de sous-officiers d'artillerie de la division d'artillerie d'armée. 1 régiment d'infanterie. 1 régiment d'artillerie. 1 régiment de cavalerie.	1 régiment de cavalerie de la division légère.	Les baraquements des camps de Casteau, à Maisières, seront vendus.
Ath	2 bataillons d'infanterie.	1 dépôt et 1 parc de division d'infanterie.	
Namur	2 bataillons d'infanterie. 2 groupes d'artillerie. 1 compagnie de corps de transports.	1 dépôt et 1 parc de division d'infanterie. 1 dépôt de corps d'armée.	Les baraquements évacués seront vendus.

ANNEXE VII.

Liste des bâtiments en construction ou à construire.

PLACES.	Entreprises en cours ou récemment adjugées.	Entreprises projetées pour 1924.
Bruges	Construction d'un parc-annexe. — Construction d'un bloc de bataillon (caserne des Apostolines). — Aménagement de hangars (corps de torpilleurs et marins).	Appropriation de logements (caserne des Chartreux).
Adinkerke		Première entreprise du parc des troupes de chemin de fer (avec casernement).
Jabbeke	Parc des pontonniers	—
Gand	Agrandissement de la caserne des troupes du corps de chars de combat. — Hangar pour voitures au parc divisionnaire.	—
Termonde	Hangar pour voitures au parc	—
Saint-Trond	Bâtiments complémentaires pour le parc et le dépôt.	Achèvement du dépôt et du parc de Division d'infanterie (D. I.).
Spa	Construction d'une caserne de cavalerie	Achèvement de la caserne de cavalerie.
Lanien	Hangar pour parc d'artillerie de Division d'infanterie (D. I.).	Magasin à munitions pour le dépôt de Division d'infanterie (D. I.).
Malmédy	Construction d'une caserne pour un bataillon d'infanterie.	Achèvement de la caserne d'infanterie.
Eupen	Agrandissement de la caserne d'infanterie	—
Etterbeek	Installation pour les troupes du C. T. Automobile.	Agrandissement du parc divisionnaire.
Tervueren	Agrandissement de la caserne du génie cycliste.	—
Diest	Construction et appropriation d'un parc et d'un dépôt de Division d'infanterie (D. I.).	—
Vilvorde	Construction d'un parc des troupes de transmission.	—
Mons	Construction d'une écurie pour 124 chevaux.	—
Philippeville		Construction d'un parc de Division d'infanterie (D. I.).
Gembloux	Construction d'un parc et d'un dépôt de Division d'infanterie (D. I.).	—
Namur	Construction de hangars pour harnais et parcs à voitures.	—
Anvers	Construction de hangars pour voitures et matériel.	—
Hoogboom	Construction du casernement du régiment des troupes de chemin de fer.	Idem. (Continuation.)
Divers	Construction de stands, tunnels, de manèges, d'auvents d'exercice, de gymnases, etc., en vue de favoriser l'instruction intensive des troupes.	Idem.

ANNEXE VIII.

	1923	1924 (Compte tenu du projet d'amendement.)	AUGMENTATION.	DIMINUTION.
Personnel administratif.				
Commis rédacteur	1	2	1 (a)	»
Employés non pourvus d'une nomination recrutés par suite d'extension de service.	6	7	1	»
Dactylographes	4	3	»	1
Dactylographes temporaires	1	2	1	»
Huissiers	9	7	»	2
Fonctionnaires et employés.				
Dessinateurs cartographes, graveurs et des- sinateurs lithographes	51	44	»	7
Topographes non pourvus de nomination.	4	2	»	2
Collationneurs	6	5	»	1
Calculateurs non pourvus d'une nomina- tion.	2	»	»	2
				12
Militaires placés sans allocations militaires				
Ouvriers qualifiés	23	22	»	1
Journaliers ou manœuvres spécialisés . .	2	4	2 (b)	»
Journaliers ou manœuvres non spécialisés.	10	3	»	7
			6	
Personnel de l'imprimerie typographique.				
Directeur	»	1	66 c)	
<i>Barème gouvernemental :</i>				
Ouvriers qualifiés	»	7		
Manœuvres spécialisés	»	3		
Manœuvres non spécialisés	»	2		
<i>Barème régional :</i>				
Chef d'atelier	»	1		
Premiers ouvriers	»	29		
Ouvriers et ouvrières qualifiés	»	17		
Demi-ouvriers	»	3		
Apprentis	»	3		

(a) Le commis rédacteur en fonctions a été placé en disponibilité pour motifs de santé, il a fallu en désigner un deuxième pour remplir ces fonctions.

(b) Augmentation de deux manœuvres spécialisés (chauffeurs pour le chauffage central) venant de la catégorie des manœuvres non spécialisés.

L'augmentation indiquée n'en est en réalité pas une.

ANNEXE IX.

I. — TABLEAU A. — *Dépenses mensuelles (personnel)*.

Traitements (b). Indemnités. — Soldés.	Effectifs.	Traitements mensuels a) (1).	Soldes et indemnités par mois.	Salaires par mois.	Indemnités de vie chère.	Indemnités de moniteur.	Indemnités pour frais de bureaux (par mois).	Indemnités de résidence a); familiale b); et de consul- tation c); par mois.	TOTAUX.	TOTAUX GÉNÉRAUX.
Officiers permanents	9	9,000 »	»	»	900 »	625 » c)	62 50	»	10,587 50	»
Officiers élèves	56	45,000 »	»	»	5,600 »	»	»	»	50,600 »	»
Sous-officiers appointés permanents	49	9,000 »	»	»	4,800 » a)	400 » c)	»	»	9,400 »	»
Sous-officiers élèves appointés	64	25,000 »	»	»	»	»	»	»	26,800 »	»
Sous-officiers et élèves soldés	46	»	3,500 »	»	»	»	»	»	3,500 »	»
Ouvriers salariés journaliers	8	»	»	3,500 »	675 »	»	»	»	4,175 »	»
Ouvriers militarisés permanents	9	4,000 »	»	»	1,000 »	»	»	»	5,000 »	»
Maître-civil	1	833 33 d)	»	»	100 »	»	»	a) 194 d) a) { a) 60 b) 31 c) 100	1,224 33	»
DÉPENSES MENSUELLES. . . . fr.									441,286 82	441,286 83

a) Que pour les appointés et soldés mariés.

b) Dans les traitements mensuels compris indemnités pour *charges militaires*, indemnité *officiers monté*, indemnité *amortissement*, indemnité *Cabinet de consultation*, etc., (pour les officiers) et *chevrons de front*, *D. M.* indemnité *familiale*, etc., pour les appointés.

c) Sont compris dans le projet du Budget de 1924 pour l'Institut.

d) Sont compris dans le Budget de l'Institut.

(1) Compte a été tenu de l'interruption des cours pendant environ un mois et demi.

II. — TABLEAU B — Dépenses mensuelles. (Divers.)

	Nourriture (I. N.) ; par mois.	Indemnité de ménage par mois.	Réparations à l'habillement et chaussures par mois.	Totaux.
Soldes, indemnité, nourriture.	250	1200	»	1450
Habillement	»	»	170	170
Casernement e)	»	»	»	200
Dépenses mensuelles				1820

e) Crédit alloué pour la deuxième caserne d'artillerie (pour le bâtiment de l'Institut 1,200 francs par an; crédit alloué pour la caserne de cavalerie 1,200 francs par an pour la Compagnie administrative se trouvant dans cette caserne).

TABLEAU C. — Dépenses annuelles.

I. — TABLEAU A. — (Personnel). fr. 113,106 83 (f)

II. — TABLEAU B. — (Divers) + 1,820 »

114,926 83 (f)

× 12

1,379,121 96 (1)

III. — Dépenses relatives au Budget de l'Institut (annuelles) :

a) Équipement et matériel d'éducation physique pour le personnel enseignant et élèves	fr. 49,614 »
b) Laboratoire de physiologie et de chimie biologique	15,000 »
c) Ouvrages, cours et films pour l'enseignement. Bibliothèque	4,000 »
d) Bassin de natation (celui qui fonctionnera à la caserne de cavalerie). <i>Estimation du Génie, entretien et nécessaire</i> (pour le compte de toute la garnison)	45,000 »
	113,614 00

(f) Représentent la dépense mensuelle.

(1) Compte a été tenu de l'interruption des cours pendant environ un mois et demi.

ANNEXE X.

Tableau donnant la répartition des 654 agents, employés et ouvriers
des Services des Bâtiments et Constructions militaires.

Répartition du personnel des travaux.

TABLEAU I. — Adjointes techniques et surveillants.

DIRECTIONS ET SECTIONS des Bâtiments et Constructions militaires.	Emploi :			
	Adjointes techniques	Surveillants		Nombre total.
		perma- nents.	tempo- raires.	
1^{re} Direction circonscriptionnaire.				
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires de la Flandre Occidentale :</i>				
Bruges, Ostende et la côte, Houthulst, Courtrai, Ypres, Wevelghem, Aertrijcke, Jabbeke, Thielt, Roulers, Ploegsteert et zone de l'Yser	9	9	9	18
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires de la Flandre Orientale.</i>				
Gand, Alost, Audenaerde, Termonde, Saint-Nicolas. . .	6	14	3	17
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires du Hainaut.</i>				
Mons. Casteau, Ath, Charleroi, Tournai	8	10	6	16
2^e Direction circonscriptionnaire.				
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires d'Anvers agglomération.</i>				
Anvers (ville et enceinte), Ancienne deuxième ligne Nord et Sud, Anciens forts 1 à 8	10	19	4	23
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires Anvers-Est.</i>				
Anciens ouvrages de première ligne de la Position fortifiée d'Anvers (1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e secteurs), Hoogboom, Lierre, Contich, Malines, Camp de Brasschaet . . .	11	20	3	23
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires Anvers-Ouest.</i>				
Anciens ouvrages de première ligne de la Position fortifiée d'Anvers (4 ^e , 5 ^e et 6 ^e secteurs). Dépôt de Saint-Bernard, Zwijsendrecht, Cruybeke, Burght . .	6	14	4	18
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires de Beverloo.</i>				
Camp de Beverloo	8	12	6	18
A REPORTER	58	98	35	133

DIRECTIONS ET SECTIONS des Bâtiments et Constructions militaires,	Emploi :			
	Adjoints techniques	Surveillants		
		perma- nents.	tempo- raires	Nombre total.
REPORT	58	98	35	133
3^e Direction circonscriptionnaire.				
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires de Liège (rive gauche).</i>				
Liège (rive gauche), Position fortifiée de Liège (rive gauche), Hasselt, Saint-Trond, Saffraenberg	7	10	2	12
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires de Liège (rive droite).</i>				
Liège (rive droite), Position fortifiée de Liège (rive droite), Spa, Verviers, Malmédy, Saint-Vith, Eupen, Huy, Marneffe, Marchin, Landen, Camp d'Elsenborn	10	10	13	23
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires de Namur et de Luxembourg.</i>				
Namur, Position fortifiée de Namur, Gembloux, Dinant, Philippeville, Mariembourg, Arlon, Bouillon	9	15	3	18
4^e Direction circonscriptionnaire.				
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires de Bruxelles-Nord.</i>				
Laeken, Petit-Château, Boulangerie militaire, Haeren, Ecole militaire, Prince Baudouin, Tir national . . .	4	6	4	10
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires de Bruxelles-Sud.</i>				
Etterbeek, Casernes, Etablissements d'Intendance, Parc de Campagne, Etablissement du Service sani- taire et de l'Institut cartographique militaire . . .	5	8	4	12
<i>Direction des Bâtiments et Constructions militaires du Brabant.</i>				
Diest, Schaffen, Louvain, Tirlemont, Gossoncourt, Vilvorde, Relegchem, Wavre, Nivelles, Tervueren . .	7	8	6	14
5^e Direction générale du Département.				
Service d'électricité	5	»	1	1
TOTAUX GÉNÉRAUX	105 (Litt. A.)	155 (Litt. A.)	68 (Litt. B.)	223
	TOTAL 328			

ANNEXE XI.

TABLEAU II. — *Personnel des bureaux.*

Adjointe administratifs et dessinateurs.

(Chefs de bureau; sous-chefs; gestionnaires en deniers justiciables devant la Cour des Comptes;
rédacteurs; archivistes et copistes.)

[illegible]

Bâtiments et constructions militaires.

Personnel ouvrier.

[illegible]

ANNEXE XIII.

Bâtiments et constructions militaires (suite).

Gardiens d'ouvrages, plantons, hommes de peines, etc.

INDICATION DE LA DIRECTION CIRCONSCRIPTIONNAIRE.	OUVRAGES.	Gardiens d'ou- vrages.	Bureaux de direction des bâtiments et constructions militaires.	Plantons, hommes de peine, etc.
<i>1^{re} Direction circonscriptionnaire.</i>	Camp de Casteau . . .	1	Gand. Bruges.	2 1
	Fort de Kessel . . .	1	Anvers.	3
	Redoute de Masenhove . . .	1	»	»
	Fort de Broechem. . . .	1	Beverloo.	1
	Redoute d'Audaen.	1	»	»
<i>2^e Direction circonscriptionnaire.</i>	Fort de Saint-Philippe . . .	1	»	»
	Redoute de Lauwershoek.	1	»	»
	Redoute de Landmolen . . .	1	»	»
	Fort de Haesdonck . . .	1	»	»
	Fort de Berendrecht . . .	1	»	»
<i>3^e Direction circonscriptionnaire.</i>	Fort de Embourg	1	Liège.	2
	Direction de Liège, rive droite { Fort de Boncelles	1	»	»
	{ Fort de Chaudfontaine . . .	1	»	»
Direction de Namur et du Luxembourg.	{ Fort de Saint-Héribert . . .	1	»	»
	{ Fort de Marchevelette . . .	1	»	»
<i>4^e Direction circonscriptionnaire.</i>	Néant.	»	Bruxelles.	2
TOTAL		15	TOTAL	11
TOTAL : 26 plantons et gardiens (invalides de guerre) portés au 3 ^e du litt. B.				

Bâtiments et constructions militaires (suite).

Indication de la Direction circonscriptionnaire des bâtiments et constructions militaires.	Énumération des stands.	Gar- diens.	Mécani- ciens.	Electri- ciens.	Menui- siers.	Chef mar- queur.	Mar- queurs.	Observations.
<i>1^{re} Direction circonscriptionnaire.</i>								
Flandre Orientale . . .	Gand . . .	»	»	1	»	»	»	
	Ostende . .	»	»	1	»	»	»	
Flandre Occidentale . . .	Bruges . .	1	»	»	»	»	»	
	Courtrai . .	1	»	»	»	»	»	
	Mons . .	1	»	»	»	»	»	
Hainaut	Tournai . .	1	»	»	»	»	»	
	Charleroi . .	1	»	»	»	»	»	
<i>3^e Direction circonscriptionnaire.</i>								
Namur et Luxembourg . .	Namur . .	1	»	»	»	»	»	
<i>4^e Direction circonscriptionnaire.</i>								
Brabant	Louvain . .	1	»	»	»	»	»	
	Nivelles . .	1	»	»	»	»	»	
Bruxelles	Tir national.	2	1	1	1	1	10	
	TOTAUX . .	10	1	3	1	1	10	
TOTAL GÉNÉRAL : 26 agents des stands de tir portés au littéra c de l'article 27.								

ANNEXE XV.

*Relevé des traitements détaillés du personnel civil des bâtiments
et constructions militaires. (Art. 27, litt. A.)*

1° Adjointes techniques.*En chef :*

1 à 14,800 »	14,800 »	
3 à 14,200 »	42,600 »	
5 à 13,600 »	68,000 »	
4 à 13,200 »	52,800 »	
1 à 13,000 »	13,000 »	
		191,200 »
14		

Principaux de 1^{re} classe :

2 à 12,600 »	25,200 »	
1 à 12,200 »	12,200 »	
3 à 12,000 »	36,000 »	
3 à 11,800 »	35,400 »	
6 à 11,400 »	68,400 »	
		177,200 »
15		

Principaux de 2^e classe :

9 à 10,700 »	96,300 »	
3 à 10,300 »	30,900 »	
1 à 10,100 »	10,100 »	
		137,300 »
13		

Adjointes de 1^{re} classe :

3 à 9,400 »	28,200 »	
1 à 9,300 »	9,300 »	
1 à 9,200 »	9,200 »	
4 à 9,000 »	36,000 »	
5 à 8,600 »	43,000 »	
		125,700 »
14		

Adjointes de 2^e classe :

4 à 8,100 »	32,400 »	
40 à 7,700 »	308,000 »	
		340,400 »
44		

Adjointes de 3^e classe :

5 à 6,400 »	32,000 »	32,000 »
-------------	----------	----------

TOTAL pour 105 adjointes techniques**1,003,800 »**

2° Adjoint administratifs.*Adjoint administratifs en chef :*

1 à 11,600 »	11,600 »	
1 à 11,200 »	11,200 »	
4 à 10,800 »	43,200 »	
4 à 10,400 »	41,600 »	
2 à 10,000 »	20,000 »	
1 à 5,600 »	5,600 »	
1 à 5,200 »	5,200 »	
14		138,400 »

Adjoint principaux de 1^{re} classe :

1 à 9,900	9,900 »	
1 à 9,750	9,750 »	
3 à 9,500	28,500 »	
3 à 9,000	27,000 »	
8		75,150 »

Adjoint principaux de 2^e classe :

12 à 8,500 »	102,000 »	
10 à 8,000 »	80,000 »	
22		182,000 »

Adjoint de 1^{re} classe :

7 à 7,300 »	51,100 »	51,100 »
-----------------------	----------	----------

Adjoint de 2^e classe :

1 à 6,700 »	6,700 »	
6 à 6,100 »	36,600 »	
1 à 5,700 »	5,700 »	
8		49,000 »

Adjoint de 3^e classe :

1 à 5,500 »	5,500 »	
50 à 5,300 »	265,000 »	
51		270,500 »

TOTAL pour 140 adjoints administratifs. 766,150 »

3° Dessinateurs.*En chef :**Principaux de 1^{re} classe :*

2 à 10,000 »	20,000 »	20,000 »
------------------------	----------	----------

Principaux de 2^e classe :

2 à 8,500 »	17,000 »	
8 à 8,000 »	64,000 »	
10		81,000 »

De 1^{re} classe :

3 à 7,300 »	21,900 »	21,900 »
-----------------------	----------	----------

De 2^e classe :

2 à 6,100 »	12,200 »	
13 à 5,700 »	74,100 »	
15		86,300 »

TOTAL pour 30 dessinateurs. 209,200 »

4° Surveillants.*En chef :*

2 à 9,000 »	18,000 »	
4 à 8,600 »	34,400 »	
1 à 8,450 »	8,450 »	
1 à 8,300 »	8,300 »	
2 à 8,200 »	16,400 »	
		85,550 »
10		

Principaux de 1^{re} classe :

1 à 8,100 »	8,100 »	
1 à 7,700 »	7,700 »	
		15,800 »
2		

Principaux de 2^e classe :

2 à 7,100 »	14,200 »	
18 à 6,900 »	124,200 »	
6 à 6,800 »	40,000 »	
		179,200 »
26		

De 1^{re} classe :

1 à 6,800 »	6,800 »	
6 à 6,600 »	39,600 »	
2 à 6,500 »	13,000 »	
3 à 6,300 »	18,900 »	
4 à 6,200 »	24,800 »	
2 à 6,100 »	12,200 »	
11 à 5,900 »	64,900 »	
2 à 5,700 »	11,400 »	
2 à 5,300 »	10,600 »	
		202,200 »
33		

De 2^e classe :

1 à 5,800 »	5,800 »	
3 à 5,700 »	17,100 »	
1 à 5,400 »	5,400 »	
45 à 5,300 »	238,500 »	
34 à 5,100 »	168,300 »	
		435,100 »
84		

TOTAL pour 155 surveillants	918,850 »
---------------------------------------	-----------

ANNEXE XVI.

Libellé de l'article 51.	Explication détaillée de la dépense de 731,982 francs.
a) Traitements et indemnités des directeurs et sous-directeurs des travaux :	
2 directeurs de travaux à 12,000 francs . . . fr. 24,000	Les directeurs de travaux sont assimilés, en ce qui concerne leur traitement, aux majors du Génie, soit donc : Traitement net, 1,000 francs par mois ou 12,000 francs par an, soit pour 2 directeurs de travaux . . . fr. 24,000
9 sous-directeurs de travaux à 6,120. . . . 55,080	Les sous-directeurs de travaux sont assimilés, en ce qui concerne leur traitement, aux sous-lieutenants du Génie, soit donc : Traitement net pour sous-directeurs 510 francs par mois ou 6,120 francs par an, soit pour 9 sous-directeurs de travaux . . . fr. 55,080
Indemnités pour charges militaires 44,820	1 ^o Indemnités pour charges militaires des directeurs : 405 francs par mois (les mêmes que pour un major du Génie) ou 4,860 francs par an, soit pour 2 directeurs de travaux. . . . 9,720
	2 ^o Indemnités pour charges militaires des sous-directeurs 325 francs par mois (les mêmes que pour un sous-lieutenant du Génie marié) ou 3,900 francs par an, soit pour 9 sous-directeurs de travaux mariés. . . . 35,100
	SOIT AU TOTAL . . . fr. 44,820
Indemnités de marche . . . 26,646	1 ^o Indemnité de marche d'un directeur de travaux, égale à celle d'un major du Génie, soit 9 francs par jour, ou 3,294 francs par an, soit pour 2 directeurs de travaux. . . . 6,588
	2 ^o Indemnité de marche d'un sous-directeur de travaux, égale à celle d'un sous-lieutenant du Génie, soit 7 francs par jour ou 2,562 francs par an, soit pour 9 sous-directeurs de travaux . . . 23,048
	SOIT AU TOTAL. . . fr. 29,646
Indemnité de séparation. . . 16,836 170,382	1 ^o Indemnité de séparation d'un directeur de travaux, égale à celle d'un major du Génie, soit 5 francs par jour, ou 1,830 francs par an, soit pour 2 directeurs de travaux. . . . 3,660
	2 ^o Indemnité de séparation d'un sous-directeur de travaux marié, égale à celle d'un sous-lieutenant du Génie, soit 4 francs par jour, ou 1,464 francs par an, soit pour 9 sous-directeurs de travaux mariés 13,176
A REPORTER. . . . fr. 170,382	SOIT AU TOTAL. . . fr. 16,836

b) Salaire des surveillants de travaux,
dessinateurs-comptables, secrétaires-
archivistes et dactylographes :

23 surveillants de travaux (6,000 à
6,300 fr.) fr. 141,000

6 dessinateurs (5,400 fr. à
5,700 fr.) 34,200

11 comptables (5,400 fr. à
5,700 fr.) 61,500

A REPORTER . . . fr. 236,700 170,382

1° Salaire initial d'un surveillant de tra-
vaux : 500 francs par mois ou
6,000 francs par an, soit pour 23 sur-
veillants de travaux 138,000

2° Augmentations biennales de 25 francs
par mois à partir du 1^{er} juillet 1924, ou
150 francs pour l'année, soit pour
5 surveillants de travaux ayant deux
années de service à cette date . . . 750

3° Augmentations biennales de 25 francs
par mois à partir du 1^{er} janvier 1924,
ou 300 francs par an, soit pour
8 surveillants de travaux ayant deux
années de service à cette date . . . 2,400

fr. 141,150

1° Salaire initial d'un dessinateur : 450 fr.
par mois ou 5,400 francs par an, soit
pour 6 dessinateurs fr. 32,400

2° a) Augmentations biennales de 25 francs
par mois à partir du 1^{er} janvier 1924,
ou 300 francs par an, soit pour 3 des-
sinateurs ayant deux années de service
à cette date 1,500

b) Augmentations biennales de 25 francs
par mois à partir du 1^{er} juillet 1924, ou
150 francs pour l'année, soit pour
1 dessinateur ayant deux années de
service à cette date 150

c) 2° Augmentations biennales de 25 fr.
par mois à partir du 1^{er} juillet 1924,
ou 150 francs pour l'année, soit pour
un dessinateur ayant quatre années de
service à cette date 150

SOIT AU TOTAL . . . fr. 34,200

1° Salaire initial d'un comptable : 450 fr.
par mois ou 5,400 francs par an, soit
pour 11 comptables fr. 59,400

2° a) Augmentations biennales de 25 francs
par mois à partir du 1^{er} janvier 1924,
ou 300 francs par an, soit pour
5 comptables ayant deux années de
service à cette date 1,500

b) Deux augmentations biennales de
25 francs par mois à partir du 1^{er} jan-
vier 1924, ou 600 francs par an pour
1 comptable ayant quatre années de
service à cette date 600

SOIT AU TOTAL . . . fr. 61,500

REPORT fr. 236,700	170,382		
9 secrétaires-archivistes (5,400 à 5,700 fr.)	51,450		
		1° Salaire initial d'un secrétaire-archiviste : 450 francs par mois ou 5,400 francs par an, soit pour 9 secrétaires-archivistes fr.	48,600
		2° a) Augmentations biennales de 25 francs par mois à partir du 1 ^{er} janvier 1924, ou 300 francs par an, soit pour 6 secrétaires-archivistes ayant deux années de service à cette date	1,800
		b) 2° Augmentation biennale de 25 francs par mois, à partir du 1 ^{er} juillet 1924, ou 150 francs pour l'année soit, pour 1 secrétaire-archiviste ayant 4 années de service à cette date fr.	150
		c) Deux augmentations biennales de 25 francs par mois à partir du 1 ^{er} janvier 1924, ou 600 francs par an, pour 1 secrétaire-archiviste ayant 4 années de service à cette date	600
		SOIT AU TOTAL fr.	51,450
15 dactylographes (4,800 à 5,700) fr. 73,200	361,200	1° Salaire initial d'un dactylographe : 400 francs par mois ou 4,800 francs par an, soit pour 15 dactylographes fr.	72,000
		2° a) Augmentations biennales de 25 francs par mois à partir du 1 ^{er} janvier 1924, ou 300 francs par an, soit pour 2 dactylographes ayant 2 années de service à cette date	600
		b) Deux augmentations biennales de 25 francs par mois à partir du 1 ^{er} janvier 1924, ou 600 francs par an pour 1 dactylographe ayant 4 années de service à cette date	600
		SOIT AU TOTAL fr.	73,200
c) Indemnité familiale fr.	37,332	L'indemnité familiale est fixée à 4 francs par jour et par enfant, ou 366 francs par an; soit pour 80 enfants d'employés subalternes et 22 enfants des directeurs et sous-directeurs ou au total 102 enfants	37,332
d) Indemnité spéciale de séjour à l'Armée d'Occupation fr.	163,968	L'indemnité de séjour à l'Armée d'Occupation est fixée à 7 francs par jour, ou 2,562 francs par an, pour toutes les catégories d'employés, soit donc pour 64 employés	163,968
	732,882		
A DÉDUIRE : 1/2 % pour médicaments (approximativement)	900	Cette retenue n'est faite qu'à ceux des fonctionnaires et employés qui ont demandé à bénéficier des soins médicaux.	
	fr. 731,982		

ANNEXE XVII.

EXAMEN DES ARTICLES.

ART. 7.

Liste des ouvrages envoyés en 1923 aux Bibliothèques de garnison.

1° OFFICIERS.

Nombre de Bibliothèques pour officiers : 33.

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exem- plaires.	Répartition.	Date d'expédi- tion.	Prix par exemplaire.
<i>Daxlet</i> . . .	Manuel de littérature française.	4	A Bruges.	24-1-23	7.50
<i>Lefèvre.</i> . . .	Notions littéraires à l'usage des candidats à l'Ecole militaire.	4	Id.	24-1-23	17.50
<i>Fonck</i>	Mes combats	4	Id.	27-2-23	7.75
<i>Feyler</i>	Le problème de la guerre . . .	4	Id.	27-2-23	10.35
<i>France (ministère de la guerre).</i>	Instruction générale sur le tir de l'artillerie.	17	Bruxelles, Anvers, Na- mur, Liège, Gand, Mons, Crefeld, Bruges, Malines, Aix-la-Chapelle, Tour- nai, Louvain, Lierre, Tirlemont, Brasschaet, Elsenborn, München, Gladbach.	1-3-23	7 »
<i>Attaché militaire français.</i>	L'Indochine	2	Beverloo, Brasschaet .	15-3-23	Don.
	Le Maroc	2	Id.	15-3-23	Don.
	L'Algérie	2	Id.	15-3-23	Don.
<i>École militaire</i> .	Fortification de campagne, 1 ^{re} partie : étude d'ensemble (texte).	33	A toutes les bibliothè- ques : 1 exemplaire.	20-3-23	
	Deuxième partie. Etude d'en- semble (planches).	33	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	20-3-23	
<i>École militaire.</i> .	Fortification permanente ter- restre.				
Id.	Deuxième partie. Etude d'en- semble (texte).	33	id.	id.	
Id.	Deuxième partie. Etude d'en- semble (planches).	33	id.	id.	
<i>Mirquet</i>	Cours de savoir vivre	4	à Anvers.	5-4-23	2 50
<i>Chomé.</i>	Cours de diction	4	id.	id.	8.00
<i>Picard.</i>	Code civil annoté.	1	id.	id.	6.00

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exem- plaires.	Répartition.	Date d'expédi- tion.	Prix par exemplaire.
<i>Gambetta</i> . . .	Uskub	1	id.	id.	16 50
<i>Mangin</i> . . .	Comment finit la guerre . . .	1	à Liège.	id.	17.25
<i>Kurt</i>	La Patrie belge	1	id.	id.	1 20
<i>France (École mi- litaire.</i>	Cours de tactique, t. I . . .	1	id.	id.	
<i>Id.</i>	Cours de tactique, croquis . .	1	id.	id.	
<i>Tên Bosch</i> . .	L'école électrotechnique . .	8	1 exemplaire à Bru- xelles, Anvers, Namur, Liège, Gand, Mons, Bruges, Aix-la-Chapelle.	5-4 23	30 00
<i>Ley</i>	Cours d'art militaire. Stratégie et tactique générale.	33	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	17-4-23	10.10
<i>Id.</i>	L'épopée belge dans la grande guerre 1914-1918.	7	1 exemplaire à Bru- xelles, Anvers, Gand, Liège, Mons, Aix-la- Chapelle, Beverloo.	25-4-23	85.00
<i>Weber</i>	Histoire ancienne	1	à Beverloo.	15-5-23	Don.
<i>Id.</i>	Histoire grecque	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	Histoire romaine	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	Histoire du moyen-âge, t. I-II .	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	Histoire moderne, t. I-II-III-IV.	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	Histoire contemporaine 1830- 1872, t. I-II-III-IV.	1	id.	id.	id.
<i>Winaud-Aerts</i> .	Waterloo	1	id.	id.	id.
<i>Louque</i>	Psychologie du combat d'in- fanterie.	1	id.	id.	id.
<i>Boucher</i>	L'offensive contre l'Allemagne.	1	à Beverloo.	15-5-23	Don.
<i>Schwartz</i> . . .	Examen critique de la cam- pagne 1815 en Belgique.	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	La défense d'Anvers en 1914 .	1	id.	id.	id.
<i>Cruyplants</i> . .	Les conscrits de 1813	1	id.	id.	id.
<i>(Belgique).</i> . .	Correspondance relative à la guerre d'Afrique.	1	id.	id.	id.
<i>Pourveur</i> . . .	'Autour d'un conflit Russie- Japon.	1	id.	id.	id.
<i>Cruyplants</i> . .	Participation des Belges aux campagnes des Indes néer- landaises.	1	à Brasschaet.	id.	id.
<i>Delcommune</i> . .	Notre voyage au Congo, 1920 .	1	id.	id.	id.
<i>Schrymakers</i> . .	Le Mexique	1	id.	id.	id.
<i>Le Hon</i>	L'homme fossile en Europe. .	1	id.	id.	id.

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exem- plaires.	Répartition.	Date d'expédi- tion.	Prix par exemplaire.
<i>Navez</i>	La question des fortification de Flessingue.	1	id.	id.	id.
<i>Timmermans</i>	Tirailleurs belges	1	id.	id.	id.
<i>Juste</i>	La rivalité de la France et de la Prusse, 1757-1871.	1	à Eisenborn.	id.	id.
<i>Banning</i>	« Les traités de 1815 et la Belgique ».	1	id.	id.	id.
<i>Lauwers</i>	Le Congo belge et le pangermanisme colonial.	1	id.	id.	id.
<i>Nothomb</i>	L'Alliance Belgique-Luxembourg.	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	La question du Limbourg (avec 2 cartes).	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	La protection du Limbourg.	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	Dissertation sur la participation des troupes des Pays-Bas.	1	id.	id.	id.
<i>E. R.</i>	La frontière française N. et l'invasion allemande.	1	id.	id.	id.
<i>Banning</i>	La Belgique au point de vue militaire et international.	1	id.	id.	id.
<i>Collyns</i>	Emploi des compagnies cyclistes.	1	id.	id.	id.
<i>Daille</i>	La bataille de Montdidier . . .	8	1 exemplaire à Bruxelles, Anvers, Namur, Liège, Gand, Mons, Bruges, Aix-la-Chapelle.	17-5-23	17.25
<i>Boucherie</i>	Histoire du corps de cavalerie Bordet.	12	1 exemplaire à Bruxelles, Anvers, Namur, Liège, Mons, Bruges, Aix-la-Chapelle, Saint-Trond, Spa, Clèves, Ter-vueren.	15-5-23	8.60
<i>Culman</i>	Tactique générale d'après l'expérience de la guerre.	2	à Bruxelles.	12-6-23	23 »
<i>Van Kalken</i>	Histoire de Belgique. . . .	33	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	15-6-23	15
<i>Richer</i>	Abrégé d'histoire générale. . .	11	A Bruxelles, Anvers, Namur, Liège, Gand, Mons, Crefeld, Bruges, Aix-la-Chapelle, Tournai, Jülich.	15-6-23	23
<i>Carton de Wiart.</i>	Pourquoi n'irais-tu pas au Congo ?	33	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	23-6-23	1 »
<i>Id.</i>	Le Président Millerand dans le Nord-Africain.	1	Deverloo.	7-7-23	Don.
<i>Cruyplants</i>	Histoire de la cavalerie belge.	1	id.	id.	id.

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exem- plaires.	Répartition.	Date d'expédi- tion.	Prix par exemplaire.
<i>Duille</i>	La bataille de Montdidier	1	id.	id.	id.
<i>Le Henaff</i>	Le rôle militaire des chemins de fer.	1	id.	id.	id.
<i>Delcommune</i>	L'avenir du Congo belge me- nacé.	1	id.	id.	id.
<i>Martinet</i>	Léopold 1 ^{er} et l'intervention française en 1831.	1	id.	id.	id.
<i>De Heusch</i>	La Guerre russo-japonaise	1	id.	id.	id.
<i>Navez</i>	La campagne de 1815	1	Brasschaet.	id.	id.
<i>Id.</i>	Les champs de bataille histo- riques de la Belgique.	1	id.	id.	id.
<i>Iewandowski</i>	Comment l'Allemagne a su se faire payer.	1	id.	id.	id.
<i>Duille</i>	La bataille de Montdidier	1	id.	id.	id.
<i>Navez</i>	La défense de la Belgique	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	Le Président Millerand dans le Nord-Africain.	1	id.	id.	id.
<i>de Laroïere</i>	Panthéon militaire	1	id.	id.	id.
<i>Navez</i>	Les Belges à Waterloo	1	Elsenborn.	id.	id.
<i>Wauthex</i>	Notice historique sur les chas- seurs Chasteler en 1830.	1	Elsenborn.	7-7-23	Don.
<i>Gérard</i>	L'infanterie cycliste	1	id.	id.	id.
<i>Duille</i>	La bataille de Mondidier	1	id.	id.	id.
<i>Coupaye</i>	La Ruhr et l'Allemagne	1	id.	id.	id.
<i>Lebon</i>	L'évolution des peuples. . . .	1	id.	id.	id.
<i>Lumet</i>	Pasteur	1	id.	id.	id.
<i>Chareton</i>	Les corps francs dans la guerre moderne.	1	id.	id.	id.
<i>Van Neck</i>	Waterloo illustré.	1	id.	id.	id.
<i>Bernaert</i>	Fastes militaires belges. . . .	1	id.	id.	id.
<i>Navez</i>	Waterloo	1	id.	id.	id.
<i>Daye</i>	L'empire colonial belge	1	à Liège	id.	7.75
<i>Boucher</i>	Les lois éternelles de la guerre	33	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	9-7-23	7 »
<i>Michiels et Laude</i>	Notre Colonie.	33	id.	id.	5 »
—	L'Opinion.	3	à Beverloo, Brasschaet, Elsenborn.	10-7-23	Don.
<i>Devèze</i>	Aujourd'hui	1	à Bruxelles.	30-7-23	id.
<i>E. M. A. et C.</i>	Cours d'artillerie - armement, 2 ^e partie. Addendum. Le fu- sil mitrailleur mod. 1915.	87	aux bibliothèques.	31-7-23	0.25

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exemplaires.	Répartition.	Date d'expédition.	Prix par exemplaire.
<i>Lejeune</i>	Cours de mathématique, 2 ^e partie. Eléments de calcul des probabilités.	33	aux bibliothèques 1 exemplaire.	id.	5 »
<i>Tréguier</i>	Ce que l'infanterie doit connaître de l'artillerie.	1	à Liège.	13-8-23	5.75
<i>Roger</i>	L'artillerie dans l'offensive.	1	à Anvers.	13-8-33	24 »
<i>Vallois</i>	La topographie dans l'artillerie.	1	id.	id.	3 »
<i>Gousseault</i>	Les principes essentiels du règlement de manœuvre d'infanterie.	1	id.	id.	4.75
<i>Von Kluck</i>	La marche sur Paris	1	id.	id.	10.80
<i>Percin</i>	Les erreurs du haut commandement.	1	id.	id.	8.10
<i>Vanderlinden</i>	Quatre derniers siècles. Moyen-âge.	1	id.	id.	5 »
<i>Id.</i>	Histoire de l'antiquité		id.	id.	7.50
<i>Id.</i>	L'époque contemporaine	1	id.	id.	7.50
<i>Percin</i>	Le massacre de notre infanterie.	1	id.	id.	8.10
<i>Palat</i>	La grande guerre sur le front occidental.	33	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	13-8-23	28.75
<i>Lucas</i>	L'évolution des idées tactiques en France et en Allemagne pendant la guerre 1914-1918.	33	id.	id.	15 »
<i>Lucas</i>	Produits commerciables : farines; pommes de terre; cornes; os et bois; animaux.	33	id.	23-8-23	1.30
<i>Lucas</i>	Carnegie Hero Fund 1922	44	id.	24-8-23	Don.
<i>Lucas</i>	Carnegie Hero Fund 1922	70	id.	27-8-23	Don.
<i>Noël</i>	Lecture des cartes topographiques.	1	à Anvers.	6-9-23	Bon.
<i>Schmitz-Nieuw-land.</i>	L'invasion allemande dans les provinces de Namur et de Luxembourg.	35	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	7-9-23	11.50
<i>Hanguillard</i>	La volonté de vaincre en action.	33	id.	id.	6 »
<i>Passagez</i>	Traité de chimie élémentaire.	44	2 exemplaires à Bruxelles, Anvers, Namur, Liège, Gand, Mons, Crefeld, Bruges, Aix-la-Chapelle, Tournai, Julich. 1 exemplaire aux autres bibliothèques.	id.	15 »
<i>Paquet</i>	Fonctionnement interne d'un 2 ^e bureau en campagne.	10	Bruxelles, Anvers, Gand, Bruges, Liège, Aix-la-Chapelle, Mors, Namur, Mons, Tournai.	1-9-23	24 »

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exem- plaires.	Répartition.	Date d'expédi- tion.	Prix par exemplaire.
<i>Hanotaux</i>	La bataille de la Marne, t. I et II.	1	à Anvers.	27-9-23	37.50
<i>Palat</i>	La philosophie de la guerre.	1	id.	id.	15 »
<i>Rothé</i>	Les applications de la T. S. F.	1	id.	id.	15 »
<i>Gulton</i>	Télégraphie et téléphonie sans fil.	1	id.	id.	6.25
<i>Galli</i>	L'offensive française de 1917.	1	id.	id.	5 »
<i>Mirguet et Perga- meni.</i>	La guerre mondiale au point de vue belge.	1	id.	id.	0 75
<i>Union militaire des voyages.</i>	Liste des hôtels et commer- çants accordant des réduc- tions aux officiers français et alliés :				
	1 ^{re} Côte d'azur	66	2 exemplaires par bibliothèque.	8-10-23	Don
	2 ^{re} Station d'été	66	id.	id.	Don.
<i>J. R.</i>	Foch. Essai de psychologie	1	à Liège.	20-10-23	7 50
<i>Gavet</i>	L'art de commander	1	A Liège.	20-10-23	6 25
<i>Herr</i>	L'artillerie. Ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle doit être.	28	Aux bibliothèques, sauf Saint-Nicolas, Ver- viers, Ath, Saint-Trond, Spa	23-10-23	22 50
<i>Pelecier</i>	Un raid de cavalerie.	11	A Bruxelles, Anvers, Liège, Namur, Bruges, Tervueren, Mons, Lou- vain, Brasschaet, Aix- la-Chapelle, Clèves	7-12-12	
<i>de Pierrefeu</i>	Plutarque a menti	1	A Anvers	id.	9 00
<i>Id.</i>	12 photographies.	12	6 à Beverloo et 6 à Elsenborn.	id.	Don.
<i>Stinghlambert</i>	Zeebrugge	28	1 exemplaire à toutes les bibliothèques (cer- taines bibliothèques étant supprimées).	30-12-23	3 50
<i>Maury</i>	Cours de topographie. Texte et atlas.	28 28	id. id.	id. id.	19.45 19.95
<i>Gallies</i>	L'art de faire des prisonniers	28	id.		8 40
<i>Engeraud</i>	Le secret de la frontière	1	A Anvers	id.	25 20
<i>Léon Daudet</i>	Les hécatombes de 1914-1918	1	id.	id.	8.40
<i>Gustave Lebon</i>	Les opinions et croyances	1	id.	id.	9 00
<i>Id.</i>	Hier et demain	1	id.	id.	6 00
<i>Id.</i>	Le déséquilibre du monde	1	id.	id.	9 00
<i>Général Buat</i>	Hindenburg et Ludendorff stratèges.	6	Anvers, Gand, Mons, Aix-la-Chapelle, Bru- xelles, Liège.	id.	24.00

*Liste des ouvrages envoyés en 1923 aux Bibliothèques de garnison.***2° TROUPE.****Nombre de Bibliothèques pour la troupe : 33.**

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exem- plaires.	Répartition.	Date d'expédi- tion.	Prix uni- taire.
	Les écrivains belges morts à la guerre.	33	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	26-1-23	10 »
Jouret . . .	Histoire de la Grande guerre en Belgique.	1	à Bruges.	27-2-23	10 »
Pirenne . . .	Les vainqueurs de l'Yser . . .	1	id.	27-2-23	5.75
Vannier . . .	La Clarté française . . .	1	id.	id.	6.50
Van Es-Rheinbach.	Broutilles de captivité . . .	33	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	2-3-23	2 »
Anseele Van Marreweghe.	Het Vaderland . . .	38	id.	id.	10 »
Dameau . . .	40 chansons du temps passé.	33	id.	29-3-23	3 »
Id.	2 cahiers I-II	33	id.	id.	3 »
Harry	Le secret de la Victoire. . .	33	id.	6-4-23	2 »
Hubert et Neujean.	Rossignol	33	id.	6 4-23	6 30
Depester . . .	Nos héros et nos martyrs de la Grande guerre.	33	id.	id.	6 60
Bentzon . . .	Jacqueline.	1	à Brasschaet.	15-5-23	Don.
Nothomb . . .	Histoire belge du Grand-Duché de Luxembourg.	1	id.	id.	id.
Claeseneer. . .	Le Grand-Duché de Luxembourg pittoresque.	1	id.	id.	id.
Id.	La Belgique 1830-1905 . . .	1	id.	id.	id.
Id.	Musée des Familles	1	id.	id.	id.
Id.	Album souvenir des fêtes royales de Tournai.	1	id.	id.	id.
Deroulède. . .	Chants du soldat.	1	à Elsenborn.	id.	id.
Brialmont. . .	Notice sur Emile Banning . .	1	id.	id.	id.
Bertram	Les Belges à Londres	1	id.	id.	id.
Leclercq	Histoire d'une statue	1	id.	id.	id.
Thys	L'expansion coloniale belge .	1	id.	id.	id.
de Longpré . .	Le prisonnier mystérieux . .	1	id.	id.	id.
Loomans	Huit mois de captivité chez les indiens au Mexique.	1	id.	id.	id.

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exem- plaires.	Répartition.	Date d'expédi- tion.	Prix uni- taire.
<i>Remon.</i>	L'honneur Magda	1	à Beverloo.	15-5-23	Don.
<i>Mailly.</i>	Récits patriotiques et moraux.	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	La Patrie belge 1830-1905 . . .	1	id.	id.	id.
<i>Moke.</i>	Le gneux des Bois	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	Le gneux des mers	1	id.	id.	id.
<i>Id.</i>	Paris Charmant	1	id.	id.	id.
<i>Wauters Otlet.</i>	Manuel de la Bibliothèque publique.	33	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	17-5-23	4 »
<i>Boonen.</i>	Van plezante menschen. . . .	33	id.	id.	4 »
<i>Beyens.</i>	La Belgique pendant la guerre.	33	id.	id.	6 »
<i>Come.</i>	Le lieutenant Camille Dardenne.	33	id.	13-6-23	1 »
<i>Borsu.</i>	Les sources	33	id.	id.	4 »
<i>Mouvel.</i>	Nouveau traité de comptabilité.	33	id.	id.	8 »
<i>Carton de Wiart.</i>	Pourquoi n'irais-tu au Congo	1	id.	29-6-23	1 »
<i>Id.</i>	L'œuvre coloniale du roi en Afrique.		à Elsenborn.	7-7-23	Don.
<i>Van Neck.</i>	1870-1871 illustré	1	id.	id.	id.
<i>Ned.</i>	L'énergie belge	1	id.	id.	id.
<i>Michiels Laude.</i>	Notre Colonie.	33	1 exemplaire à toutes les bibliothèques.	11-7-23	5 »
<i>Id.</i>	Le Congo belge	75	Bruxelles 5, Anvers 3, Namur 3, Beverloo 4, Brasschaet 3, Elsen- born 3 et 2 exem- plaires aux autres bi- bliothèques.	id.	Don.
<i>Id.</i>	Belgisch Congo	75	id.	id.	id.
<i>Carton de Wiart</i>	Mes vacances au Congo . . .	33	1 exemplaire à toutes les Bibliothèques.	13-8-23	7 75
<i>Le Lieutenant de Mahieu</i>	Notes et souvenirs de guerre .	33	id.	id.	5 50
<i>Id.</i>	Carnegie Hero Fund 1922 . .	33	id.	4-9-23	Don.
<i>Schmitz Nieuwland.</i>	L'invasion allemande dans les provinces de Namur et Luxembourg, VI.	33	id.	10 9-23	11.50
<i>Tasnier.</i>	Nouveaux récits de guerre . .	33	id.	id.	7.50
<i>Id.</i>	Oostende onder de Duitsche Bezetting.	1	à Ostende	20-10-23	15.00

Auteurs.	Titres.	Nombre d'exem- plaires.	Répartition.	Date d'expédi- tion.	Prix uni- taire.
<i>Thiry</i>	Soldats belges à l'armée russe	28	aux Bibliothèques (5 bibliothèques étant supprimées).	29-10-23	6 50
<i>Id.</i>	La Belgique, vie technique, industrielle-agricole et colo- niale	28	id.	30-12-23	10 00
<i>Recouly</i>	La Ruhr	28	id.	id.	8 75
<i>De Ridder</i>	Littérature Flamande contem- poraine.	28	id.	id.	10 00
<i>Dedeken</i>	Het huisje onder de Linden	28	id.	id.	4 00
<i>Got</i>	Face à la Mort	28	id.	id.	8 40
<i>De Backer.</i>	Van Wee en Glorie	28	id.	id.	5 00
<i>Rostand</i>	Cyrano de Bergerac	1	à Anvers.	id.	8 10
<i>Samain</i>	Le chariot d'or	1	à Anvers.	id.	8 40
<i>Id.</i>	Au Jardin de l'Infante	1	à Anvers.	id.	8 40
<i>Id.</i>	Polyphème	1	à Anvers.	id.	8 40
<i>Vincent d'Indy</i>	César Franck	1	à Anvers.	id.	8 40
<i>Frament</i>	Le filleul inconnu	1	à Anvers	id.	6 00

ANNEXE XVIII.

ART. 12.

SERVICE DE L'ADMINISTRATION.

Liquidation des dépenses de bureau sur production de factures :

I. — *En Belgique :*

Les inspecteurs généraux

Les directeurs des régions fortifiées.

Les Commissions militaires des pensions et réformes.

La Commission militaire d'appel des pensions et allocations.

Les services en voie de liquidation.	{	Dépôt des invalides de guerre.
		Bureau centralisateur.

II. — *Armée d'occupation*

Service de l'artillerie et du génie.

Contrôle du casernement.

Intendance.

Aumônerie.

Télégraphie militaire.

Topographie militaire.

Télégraphie sans fil.

Commandants de S. S. et des Segments.

Commandants de place et de cantonnement.

Garde du Quartier-Général.

Troupes d'étapes.

Bureaux de documentation.

Camp d'internement de Rheindahlen.

Agence des colis.

État-Major du détachement de Duisbourg-Ruhrort.

Les officiers comptables de la Commission Interalliée des chemins de fer de campagne.

Id. de la Commission Interalliée de navigation de campagne.

Id. de la Haute Commission Interalliée des Territoires rhénans.

Compagnie de la Commission Interalliée de Navigation de campagne.

Compagnie de contrôle.

1^{er} peloton du personnel des gares.Parc du Corps de transports (4^e Division d'armée.)

Pour l'ensemble de ces services (montant approximatif). . . . fr. 200,000 »

ANNEXE XIX.

ART. 12.

SERVICE DE L'ADMINISTRATION.

Indemnités fixes de bureau.

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année.
Troupes de la 1^{re} Armée.			
Commandants de l'artillerie de C. A.	4	600 »	2,400 »
Commandants de l'infanterie de D. I.	8	600 »	4,800 »
Chef d'E. M. d'un Commandant de C. A.	4	2,300 »	9,200 »
Chef d'E. M. d'un Commandant de D. I.	8	900 »	7,200 »
Intendant de C. A.	4	1,800 »	7,200 »
Médecin de C. A.	4	300 »	1,200 »
<i>Chefs de corps ou autorités qui en exercent les attributions :</i>			
Infanterie	24	2,000 »	48,000 »
Artillerie de D. I.	8	1,800 »	14,400 »
Artillerie de C. A.	8	1,300 »	10,400 »
Régiments légers.	4	1,000 »	4,000 »
Génie	4	1,800 »	7,200 »
Corps médical	4	—	—
Corps d'intendance (voir Intend. C. A.)	—	—	—
Corps de transports	4	1,200 »	4,800 »
Bataillons de mitrailleurs	8	600 »	4,800 »
Dépôts de C. A.	4	1,200 »	4,800 »
<i>Commandants de bataillons (groupes actifs) :</i>			
Infanterie : 24 régiments à 3 bataillons	72	175 »	12,600 »
Artillerie de D. I. et C. A. : 16 régiments à 2 groupes	32	175 »	5,600 »
Cavalerie : 4 régiments à 4 groupes	4	175 »	700 »
Génie : 4 régiments à 3 bataillons.	12	175 »	2,100 »
<i>Commandants de bataillons (groupes de réserve et de cadres) :</i>			
Artillerie : 16 régiments à 1 groupe	16	100 »	1,600 »
Cavalerie : 4 régiments à 1 groupe	4	100 »	400 »
Génie :			
4 régiments à 1 bataillon réserve	4	100 »	400
4 régiments à 1 bataillon cadres	4	100 »	400 »

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année.
<i>Unités administratives actives :</i>			
<i>Infanterie :</i>			
24 régiments à 12 compagnies actives.	288	450 »	129,600 »
24 régiments à 1 E. M.	24	300 »	7,200 »
24 régiments à 1 compagnie dépôt	24	600 »	14,400 »
<i>Artillerie :</i>			
16 régiments à 4 batteries	64	450 »	28,800 »
16 régiments à 1 E. M.	16	150 »	2,400 »
16 régiments à 1 batterie dépôt.	16	600 »	9,600 »
<i>Cavalerie :</i>			
4 régiments à 3 escadrons	12	450 »	5,400 »
4 régiments à 1 E. M.	4	150 »	600 »
4 régiments à 1 escadron dépôt.	4	600 »	2,400 »
<i>Génie :</i>			
4 régiments à 6 compagnies.	24	450 »	10,800 »
4 régiments à 1 E. M.	4	150 »	600 »
4 régiments à 1 compagnie dépôt	4	600 »	2,400 »
Corps médical	—	—	—
Corps d'intendance : 4 corps à 1 compagnie.	4	600 »	2,400 »
<i>Corps des transports :</i>			
4 régiments à 3 compagnies.	12	450 »	5,400 »
4 régiments à 1 compagnie dépôt	4	600 »	2,400 »
Bataillon militaire : 8 bataillons à 3 compagnies	24	450 »	10,800 »
Batteries d'infanterie	8	450 »	3,600 »
Ecoles des sous-officiers d'infanterie	4	450 »	1,800 »
Dépôts	4	600 »	2,400 »
<i>Unités de réserve et cadres :</i>			
Artillerie : 16 régiments à 3 groupes.	80	150 »	12,000 »
Cavalerie : 4 régiments à 4 escadrons	16	150 »	2,400 »
Génie : 4 régiments à 4 bataillons	32	150 »	4,800 »
Corps des transports : 4 régiments à 3 compagnies	20	150 »	3,000 »
Officiers d'équipement et d'armement dans les dépôts.	8	500 »	4,000 »
<i>Officiers payeurs trésoriers :</i>			
Infanterie	24	1,800 »	43,200 »
Artillerie	16	1,700 »	27,200 »
Cavalerie	4	1,000 »	4,000 »

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année.
<i>Officiers payeurs trésorier (suite) :</i>			
Génie	4	1,800 »	7,200 »
Corps médical	1	2,000 »	2,000 »
Corps d'intendance	1	2,000 »	2,000 »
Corps des transports	3	1,600 »	4,800 »
Id.	1	1,800 »	1,800 »
Dépôts	4	1,300 »	5,200 »
<i>Officiers payeurs chefs de service :</i>			
Cavalerie	4	500 »	2,000 »
Bataillon mitrailleur	8	500 »	4,000 »

Les troupes d'armée.

Chef d'E.-M. du commandant de la division légère . . .	1	1,800 »	1,800 »
Commandant de la 1 ^{re} brigade légère	1	600 »	600 »
Commandant de la 2 ^e brigade légère	1	800 »	800 »
Intendant divisionnaire	1	300 »	300 »
Commandant de la division artillerie d'armée	1	1,200 »	1,200 »
Commandant d'une brigade d'artillerie d'A. R.	2	800 »	1,600 »
Commandant de la brigade aéronautique	1	800 »	800 »
Commandant de la brigade des troupes techniques du génie	1	600 »	600 »

Chefs de corps ou autorités qui en exercent les attributions :

Division légère :

Cavalerie	5	1,000 »	5,000 »
Autos-canon mitrailleurs	1	450 »	450 »
Chasseurs-cyclistes	1	2,000 »	2,000 »
Artillerie à cheval	1	1,800 »	1,800 »
Bataillon cyclistes du génie	1	600 »	600 »
Dépôt	1	800 »	800 »

Division d'artillerie d'armée :

Artillerie	1	1,800 »	3,900 »
Dépôt	1	1,000 »	1,000 »
Artillerie (suite)	1	2,000 »	2,000 »
Id.	1	1,800 »	1,800 »

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année.
<i>Chefs de corps ou autorisés qui en exercent les attributions (suite) :</i>			
Aéronautique militaire	1	2,000 »	2,000 »
Id.	1	1,600 »	1,600 »
Id.	1	1 800 »	1,800 »
Dépôt de l'aéronautique	1	500 »	500 »
Chars de combat	1	1,000 »	1,000 »
<i>Brigade des troupes techniques du génie :</i>			
Troupes de transmission	1	2,000 »	2,000 »
Régiment de chemin de fer	1	2,000 »	2,000 »
Bataillon pontonniers	1	600 »	600 »
Torpilleurs et marins	1	1,500 »	1,500 »
Compagnie-transport automobile	1	800 »	800 »
<i>Commandants de groupes (bataillons actifs) :</i>			
<i>Division légère :</i>			
Cavalerie : 5 régiments à 2 groupes	10	150 »	1,500 »
Chasseurs cyclistes : 1 régiment à 3 groupes	3	175 »	525 »
Artillerie à cheval : 1 régiment à 3 groupes	3	175 »	525 »
<i>Division d'artillerie d'armée :</i>			
<i>Artillerie :</i>			
3 régiments à 2 groupes	13	175 »	2,275 »
1 régiment à 7 groupes			
1 régiment à 4 groupes			
<i>Aéronautique militaire :</i>			
1 régiment à 4 groupes	9	200 »	1,800 »
1 régiment à 3 groupes			
1 régiment à 2 groupes			
Chars de combat : 1 régiment à 2 bataillons	2	150 »	300 »
<i>Brigade de troupes techniques du génie :</i>			
Troupes de transmission : 1 régiment à 2 bataillons	2	200 »	400 »
Régiment de chemin de fer : 1 régiment à 3 bataillons	3	175 »	525 »
<i>Commandants de groupes (bataillons de réserve ou cadres) :</i>			
<i>Division légère :</i>			
Cavalerie : 5 régiments à 6 groupes	6	100 »	600 »
Chasseurs cyclistes : 1 régiment à 3 groupes	3	100 »	300 »

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année
<i>Commandants de groupes (bataillons de réserve ou cadres) (suite) :</i>			
<i>Division d'artillerie d'armée :</i>			
Artillerie : 5 régiments à 10 groupes	10	400 »	4,000 »
Chars de combat : 1 régiment à 1 groupe	1	400 »	400 »
<i>Division des troupes techniques du génie :</i>			
Troupes de transmission : 1 régiment à 3 bataillons .	3	400 »	300 »
Chemins de fer : 1 régiment à 4 bataillons	4	400 »	400 »
<i>Unités administratives actives :</i>			
<i>Division légère :</i>			
<i>Cavalerie :</i>			
5 régiments à 25 escadrons	25	450 »	11,250 »
5 régiments à 1 E.-M.	5	450 »	750 »
5 régiments à 1 escadron, dépôt	5	500 »	2,500 »
<i>Chasseurs cyclistes :</i>			
1 régiment à 9 escadrons	9	450 »	4,050 »
1 régiment à 4 E.-M.	4	450 »	450 »
1 régiment à 1 escadron, dépôt	1	600 »	600 »
<i>Artillerie à cheval :</i>			
1 régiment à 5 batteries	5	450 »	2,250 »
1 régiment à 1 E.-M.	1	450 »	450 »
1 régiment à 1 batterie, dépôt	1	600 »	600 »
Bataillon cyclistes du génie : 1 bataillon à 2 compa- gnies	2	450 »	900 »
Dépôt	1	450 »	450 »
<i>Division d'artillerie d'armée :</i>			
<i>Artillerie :</i>			
3 régiments à 12 batteries	12	450 »	5,400 »
3 régiments à 1 E.-M.	3	450 »	450 »
3 régiments à 1 batterie, dépôt	3	600 »	1,800 »
1 régiment à 9 batteries	9	450 »	4,050 »
1 régiment à 1 E.-M.	1	450 »	450 »
1 régiment à 1 batterie, dépôt	1	600 »	600 »
1 régiment à 1 batterie, école	1	450 »	450 »
1 régiment à 6 batteries	6	450 »	2,700 »
1 régiment à 1 E.-M.	1	450 »	450 »
1 régiment à 1 batterie, dépôt	1	600 »	600 »

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année.
<i>Unités administratives actives (suite) :</i>			
<i>Division d'artillerie d'armée (suite) :</i>			
École des sous-officiers d'artillerie	1	450 »	450 »
Dépôt	1	450 »	450 »
<i>Chars de combat :</i>			
1 régiment à 3 compagnies actives	3	450 »	1,350 »
1 régiment à 1 compagnie de dépôt	1	400 »	400 »
1 régiment à 1 compagnie d'ouvriers	1	150 »	150 »
1 régiment à 1 compagnie d'ateliers	1	150 »	150 »
<i>Aéronautique militaire :</i>			
1 régiment à 14 escadrilles	14	450 »	6,300 »
1 régiment à 1 escadrille de dépôt	1	250 »	1,000 »
1 régiment à 9 escadrilles	9	450 »	4,050 »
1 régiment à 3 escadrilles de parc	3	250 »	750 »
1 régiment à 6 escadrilles	6	450 »	2,700 »
1 régiment à 2 escadrilles de parc	2	250 »	500 »
<i>Brigade des troupes techniques du génie :</i>			
<i>Troupes de transmission :</i>			
1 régiment à 8 compagnies actives	8	450 »	3,600 »
1 régiment à 1 peloton de colombier	1	300 »	300 »
1 régiment à 1 compagnie de dépôt	1	450 »	450 »
1 régiment à 1 compagnie de parc	1	150 »	150 »
1 régiment à compagnie technique	1	150 »	150 »
<i>Chemins de fer :</i>			
1 régiment à 11 compagnies actives	11	450 »	4,950 »
1 régiment à 1 compagnie de dépôt	1	150 »	150 »
1 régiment à 1 compagnie de parc	1	150 »	150 »
<i>Bataillon de pontonniers :</i>			
1 bataillon à 2 compagnies actives	2	450 »	900 »
1 bataillon à 1 compagnie de dépôt	1	300 »	300 »
<i>Torpilleurs et marins :</i>			
1 corps à 5 compagnies actives	5	450 »	2,250 »
1 corps à 1 compagnie de dépôt et école	1	450 »	450 »
1 dépôt des équipages	1	500 »	500 »
1 base de la flotille	1	250 »	250 »
1 flotille fluviale	1	500 »	500 »
1 flotille côtière	1	500 »	500 »
<i>Corps des transports automobiles :</i>			
1 régiment à 2 compagnies actives	2	450 »	900 »
1 régiment à 1 compagnie de dépôt	1	450 »	450 »

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année.
<i>Unité de réserve et cadres :</i>			
Cavalerie : 5 régiments à 15 escadrons	15	150 »	2,250 »
Chasseurs cyclistes : 1 régiment à 9 escadrons	9	150 »	1,350 »
<i>Artillerie :</i>			
1 régiment à 5 batteries, 1 régiment à 8 batteries, 1 régiment à 3 batteries.	18	150 »	2,700 »
1 régiment à 14 batteries.	14	150 »	2,100 »
1 régiment à 24 batteries.	24	150 »	3,600 »
Chars de combat : 1 régiment à 3 compagnies	3	150 »	450 »
Troupes de transmission : 1 régiment à 13 compagnies.	13	150 »	1,950 »
Chemins de fer : 1 régiment à 17 compagnies	17	150 »	2,550 »
Bataillon de pontonniers : 1 bataillon à 2 compagnies.	2	150 »	300 »
Corps des transports automobile : 1 régiment	5	150 »	750 »
<i>Officiers d'armement dans les dépôts :</i>			
2 dépôts	2	500 »	1,000 »
<i>Officiers du service de l'équipement dans les dépôts :</i>			
4 dépôts	4	500 »	2,000 »
<i>Officiers payeurs trésoriers :</i>			
<i>Division légère :</i>			
Cavalerie	5	1,300 »	6,500 »
Artillerie à cheval	1	1,700 »	1,700 »
Dépôt	1	1,000 »	1,000 »
Chasseurs cyclistes	1	1,800 »	1,800 »
<i>Division d'artillerie d'armée :</i>			
Artillerie	5	1,300 »	6,500 »
Id.	1	2,000 »	2,000 »
Id.	1	1,500 »	1,500 »
Dépôt	1	1,000 »	1,000 »
Chars de combat	1	1,600 »	1,600 »
Aéronautique militaire.	1	2,000 »	2,000 »
<i>Troupes techniques du génie :</i>			
Chemins de fer	1	1,800 »	1,800 »
Troupes de transmission	1	1,800 »	1,800 »
Torpilleurs et marins.	1	1,300 »	1,300 »
Corps des transports automobile	1	1,000 »	1,000 »

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année.
<i>Officiers payeurs chefs de service :</i>			
Bataillon cyclistes du génie	1	400 »	400 »
Bataillon pontonniers	1	500 »	500 »
Torpilleurs et marins	1	500 »	500 »
Dépôt de l'aéronautique	1	500 »	500 »
Troupes de la 2^e Armée.			
<i>Commandant d'une D. I. de réserve chargé du commandement d'une province et du commandement supérieur de la Place où il réside :</i>			
Anvers.	1	3,000 »	3,000 »
Bruxelles	1	3,000 »	3,000 »
Gand et Liège	2	2,500 »	5,000 »
Mons et Namur	2	2,300 »	4,600 »
<i>Commandant d'un régiment de réserve chargé en même temps du commandement d'une province et du commandement supérieur de la Place où il réside :</i>			
Hasselt, Arlon, Bruges	3	1,800 »	5,400 »
Chef d'E.-M. de l'inspecteur général de la 1 ^{re} armée.	1	1,000 »	1,000 »
<i>Chefs de corps ou autorités qui en exercent les attributions:</i>			
Infanterie	24	600 »	14,400 »
Bataillons de mitrailleurs	8	250 »	2,000 »
Artillerie	12	600 »	7,200 »
Dépôts.	8	400 »	3,200 »
<i>Commandants de bataillon (groupe) :</i>			
Infanterie : 24 régiments à 3 bataillons	72	100 »	7,200 »
Artillerie :			
8 régiments à 4 groupes	32	100 »	3,200 »
4 régiments à 3 groupes	12	100 »	1,200 »
<i>Commandants d'unité :</i>			
Infanterie :			
24 régiments à 12 compagnies.	288	150 »	43,200 »
24 régiments à 1 compagnie de dépôt	24	300 »	7,200 »
Bataillons de mitrailleurs : 8 bataillons à 3 compagnies.	24	150 »	3,600 »

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux	Montant par année.
<i>Commandants d'unité (suite):</i>			
<i>Artillerie :</i>			
8 régiments à 12 batteries	96	150 »	14,400 »
4 régiments à 9 batteries	36	150 »	5,400 »
12 régiments à une batterie de dépôt	12	300 »	3,600 »
Batteries d'infanterie	8	150 »	1,200 »
Officiers du service de l'équipement dans les dépôts	8	500 »	4,000 »
Trésoriers	8	1,200 »	9,600 »

Écoles et corps autonomes.

Chefs de corps :

Ecole de guerre	1	1,500 »	1,500 »
Id. militaire	1	5,000 »	5,000 »
Id. d'infanterie	1	2,200 »	2,200 »
Id. d'artillerie	1	2,100 »	2,100 »
Id. de cavalerie	1	2,000 »	2,000 »
Id. du génie	1	1,500 »	1,500 »
Id. des services auto.	1	800 »	800 »
Institut militaire d'éducation physique	1	300 »	300 »
Ecole des officiers (S. S.)	1	500 »	500 »
Id. des troupes (S. S.)	1	800 »	800 »
Id. du service administratif	1	500 »	500 »
Id. des sous-officiers de l'artillerie de campagne	1	500 »	500 »
Id. centrale scientifique	1	500 »	500 »
Id. des pupilles	1	2,000 »	2,000 »
Id. de repérage artillerie	1	500 »	500 »
Dépôt de remonte	1	1,300 »	1,300 »
Compagnie de discipline	1	500 »	500 »

Commandant de groupe :

Ecole militaire	1	175 »	175 »
---------------------------	---	-------	-------

Commandants des unités administratives :

Ecole militaire	1	450 »	450 »
Id. d'infanterie	1	450 »	450 »
Id. d'artillerie	1	450 »	450 »
Id. de cavalerie	1	450 »	450 »
Id. du génie	1	450 »	450 »

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année.
<i>Commandants des unités administratives (suite) :</i>			
École d'automobiles	1	450 »	450 »
Id. d'éducation physique	1	450 »	450 »
Id. des troupes (S, S.)	1	450 »	450 »
Id. des pupilles	1	800 »	1,600 »
Dépôt de remonte	1	450 »	450 »
<i>Officiers payeurs trésoriers :</i>			
Ecole militaire	1	1,800 »	1,800 »
Id. d'infanterie	1	1,800 »	1,800 »
Id. des pupilles	1	1,800 »	1,800 »
Dépôt de remonte	1	1,300 »	1,300 »
<i>Officiers payeurs chefs de service :</i>			
Ecole d'artillerie	1	500 »	500 »
Ecole de cavalerie	1	500 »	500 »
Id. du génie	1	500 »	500 »
Id. d'automobiles	1	500 »	500 »
Id. d'éducation physique	1	500 »	500 »
Id. des pupilles	1	500 »	500 »
Troupes des établissements du Service d'intendance.			
<i>Intendants dirigeant les services de manutention :</i>			
<i>1^{re} circonscription militaire :</i>			
Gand	1	1,200 »	1,200 »
Bruges	1	700 »	700 »
Mons	1	700 »	700 »
Tournai	1	700 »	700 »
<i>2^e circonscription militaire :</i>			
Anvers (1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e service)	3	800 »	2,400 »
Malines	1	700 »	700 »
Beverloo	1	700 »	700 »
<i>3^e circonscription militaire :</i>			
Liège	1	1,200 »	1,200 »
Elsenborn	1	700 »	700 »
Namur	1	700 »	700 »
<i>4^e circonscription militaire :</i>			
Bruxelles (1 ^{er} et 2 ^e service)	2	900 »	1,800 »
Louvain	—	—	—
Chef de la trésorerie militaire	1	1,400 »	1,400 »
Troupes des établissements du Service de santé.	—	—	—

**Troupes des établissements de l'artillerie
et du génie.**

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année.
	—	—	—
<i>Chefs de corps ou autorités qui en exercent les attributions :</i>			
Grand parc de campagne	1	1,800 »	1,800 »
Parc du génie d'armée	1	600 »	600 »
Usine réparation du charroi automobile	1	600 »	600 »
<i>Unités administratives actives :</i>			
Troupes des établissements de fabrication	4	450 »	1,800 »
<i>Groupes :</i>			
P. G. A.	8	450 »	3,600 »
Batterie dépôt	1	600 »	600 »
Usine du charroi automobile	1	450 »	450 »
<i>Groupes :</i>			
G. P. A.	2	175 »	350 »

Commandements et services territoriaux.

Chef d'E.-M. d'un commandant de circonscription.	4	800 »	3,200 »
Commandant d'un bureau de recrutement	13	800 »	10,400 »
Commandant d'un bureau de recrutement chargé en même temps du commandement de la Place où il réside :			
Malines, Louvain, Tournai, Charleroi.	4	1,400 »	5,600 »
Ostende, Courtrai, Termonde, Alost, Audenaerde, Wavre, Verviers, Huy.	8	1,200 »	9,600 »
Commandant de la Place :			
Brasschaet, Elsenborn	2	1,100 »	2,200 »
Lierre, Tirlemont, Ath, Vilvorde, Tervueren, Diest.	6	450 »	2,700 »
Commandant de la Place :			
Nivelles, Eupen-Malmédy, Saint-Bernard, Contich, Saint-Trond, Bouillon, Dinant, Philippeville, Vieux-Dieu, Landen, Gembloux, Borsbeek, Aelghem, Schaffen, Wevelghem, Muysen, Gossencourt, Beveren-Waes, Marnette, Bierset-Awans, Asch	19	150 »	2,850 »
Commandant de Place et du camp de Beverloo	1	1,600 »	1.600 »
Commission militaire des pensions et réformes :			
Bruxelles, Anvers, Gand, Liège	—	—	—

Formations spéciales de l'A. O. :

Autorités bénéficiant d'une indemnité fixe de bureau.	Nombre.	Taux.	Montant par année
<i>Corps des Transports :</i>			
Chief de corps	1	1,800 »	1,800 »
Unités administratives actives	10	450 »	4,500 »
Compagnie de dépôt	1	600 »	600 »
Compagnies de réserve	3	150 »	450 »
Trésorier	1	2,000 »	2,000 »
Officiers payeurs chef de service	1	500 »	500 »
<i>Corps d'intendance :</i>			
Intendant commandant	1	1,000 »	1,000 »
Unités administratives actives	2	600 »	1,200 »
Indemnités de caisse et imprévus	—	—	29,200 »
TOTAL GÉNÉRAL			fr. 4,000,000 »

ANNEXE XX.

ART. 34a.

Ci-après ce détail :

Contrat de location de deux postes émetteurs à l'Observatoire d'Uccle fr.	14,000 »
Abonnement au réseau téléphonique de différents postes de l'Aéronautique civile . . .	2,021 80
Commande n° 1337 à la firme Nossent : Fournitures de bureau à l'Aérodrome civil de Haren	735 15
Commande n° 1366 à la firme Brackx : Fournitures de brouettes à l'Aéronautique civile d'Ostende	1,130 »
Commande n° 1367 à la firme Radio-Electrique : Fourniture de valves à l'Institut royal de météorologie, à Uccle	3,575 »
Commande n° 1369 à la firme Geisler : Fourniture de fil de cuivre à l'Institut royal de météorologie, à Uccle	1,249 48
Commande n° 1372 à la firme Brackx : Fourniture d'échelles à l'Aéronautique civile d'Ostende	630 »
Commande n° 1373 à la firme Panesi : Fourniture d'une chèvre à l'Aéronautique civile d'Ostende	560 »
Commande n° 1385 à la firme Henkart : Fourniture de condensateurs à l'Institut royal de météorologie, à Uccle	1,140 »
Abonnement à la revue <i>L'Air</i>	22 75
Commande n° 1397 à la firme Thumas : Fourniture d'objets mobiliers, à l'Aéronautique civile	567 »
Commande n° 1399 à la firme Devocht : Fourniture de cendrée à l'Aérodrome civil d'Ostende	550 »
Commande n° 1413 à la firme Van Linthout : Fourniture de mobilier à l'Aéronautique civile	815 »
Commande n° 1414 à la firme Merlier : Fourniture de classeurs à l'Aéronautique civile. .	650 »
A la Société anonyme « Les Travaux Extérieurs » : Fourniture et placement de portes à un bâtiment de l'Aérodrome civil de Haren.	994 »
Ouverture de crédit (liquidation de menues dépenses)	10,000 »
Commande n° 486 à la firme Vandenberg : Fourniture de bois à l'Aérodrome civil d'Ostende	729 42
Commande n° 1502 à la firme Henkart : Fourniture de petit matériel électrique à l'Institut royal de météorologie, à Uccle	1,140 »
Commande n° 1504 à la firme Tordoir : Fourniture de régulateurs, à l'Aérodrome civil de Haren.	2,560 »
Commande n° 1553 au bataillon de T. S. F. : Fourniture de lampes électriques à l'Institut royal de météorologie, à Uccle	1,155 »
Commande n° 1517 à la Compagnie d'électricité : Fourniture d'articles d'électricité à l'Aérodrome civil d'Ostende	1,500 »
Commande n° 1526 à la firme David : Fourniture de rideaux à l'Aérodrome civil d'Ostende.	1,050 »
Commande n° 1527 à la firme Bosquet : Fourniture de bois à l'Aérodrome de Haeren . .	637 50
Commande n° 1547 à la firme Pottier : Fourniture de batteries d'accumulateurs à l'Aérodrome civil d'Ostende	1,256 40
Ouverture de crédit (liquidation de menues dépenses)	6,000 »
Commande n° 1559 à la firme David : Fourniture et placement de linoléum à l'Aérodrome civil d'Ostende	1,137 50

Commande n° 1475 au Service de l'Aéronautique militaire : Fourniture de caisses d'avions à l'Aérodrome civil de Deurne	fr. 1,400 »
A la Société anonyme belge de Constructions aéronautiques : Fourniture de vis de sûreté à l'Aérodrome civil de Haren	68 25
Commande n° 1596 à la firme Gys : Fourniture d'une charette à l'Aéronautique civil de Deurne	875 »
Ouverture de crédit (liquidation de menues dépenses)	8,000,000 »
Au Gouvernement français. Publications	35 88
Commande n° 1615 à la firme De Keyn : Fourniture d'enduit pour bois à l'Aérodrome civil de Haren	1,273 55
Commande n° 1616 à la firme Pailli : Fourniture de ballonnets à l'Aéronautique civile.	924 40
Commande n° 1620 à la firme Ledoux : Fourniture de rouleaux agricoles à l'Aérodrome civil de Haren	1,550 »
A l'Institut cartographique militaire : Fourniture de cartes de Belgique à l'Aérodrome civil de Haren	661 »
Commande aux services de l'Aéronautique militaire : Fourniture de herses aux aérodromes civils	1,950 »
Commande n° 1634 à la firme Tudor : Fourniture de batteries d'accumulateurs à l'Aérodrome civil de Haren	3,510 5
Commande n° 1594 à la firme Radio-électrique : Fourniture de valves à l'Institut royal de météorologie à Uccle	5,825 »
Commande n° 1619 aux Services de l'Aéronautique militaire : Fourniture de drogueries et matières grasses à l'Aérodrome civil de Haren	1,093 53
Ouverture de crédit. (Liquidation de menues dépenses.)	10,000 »
Commande n° 1606 à l'Administration des Télégraphes : Installation d'un réseau de fils aérien à l'Aérodrome de Haren	10,000 »
Commande n° 1697 aux services de la 7 ^e division générale : Fourniture de combustibles, à l'Aérodrome civil d'Ostende.	1,460 »
A la firme Goemaere : Fourniture de formules pour T. S. F. à l'Aérodrome civil de Haren.	740 »
Au Parc des combustibles : Fourniture de charbon à l'Aérodrome civil de Haren	587 50
Au bataillon de T. S. F. : Fourniture de lampes à cornes à l'Aérodrome civil de Haren.	960 »
Au Parc de matériel de l'Aéronautique militaire : Fourniture de semences à l'Aérodrome civil de Haren	690 »
Terrain pour l'établissement d'un poste de téléphonie sans fil à Laeken	98,150 »
Commande n° 1707 à la Société Radio-électrique : Fourniture de valves à l'Institut royal de météorologie à Uccle	2,725 »
Commande n° 1713 à la firme Klinzner : Fourniture de portes et fenêtres à l'Aérodrome civil de Deurne	610 »
Commande n° 1721 à la firme Gelders : Fourniture de tuyaux en béton à l'Aérodrome civil de Haren	784 »
Ouverture de crédit. (Liquidation de menues dépenses.)	6,015 95
Commande n° 1688 au bataillon de T. S. F. : Fourniture de lampes pour T. S. F. et batteries d'accumulateurs au laboratoire Aérotechnique, à Rhode-Saint-Genèse	10,868 20
A l'inspection de l'enregistrement Stilmant pour vacations achat de terrain	128 »
Au parc de matériel de l'Aéronautique militaire pour fourniture d'eau à l'aérodrome civil, de Haren	867 54
A l'Administration des téléphones et télégraphes : Modifications au poste téléphonique de l'Aérodrome civil de Haren	279 18
Commande n° 1791 à la firme Pottier : Fourniture de batteries d'accumulateurs à l'Aérodrome civil d'Ostende	867 60

Commande n° 1778 à la firme Van Linthout : Fourniture d'une armoire à l'Aérodrome civil	fr 540 »
Commande n° 1797 à la firme Maes : Réfection d'une toiture de hangar à l'Aérodrome d'Ostende.	10,146 »
Commande n° 1805 à la firme Van den Bemden : Fourniture de bois à l'Aérodrome civil d'Ostende.	860 »
Ouverture de crédit. (Liquidation de menues dépenses)	5,000 »
Commande n° 1827 à la firme Colsoel : Fournitures de faucheuses aux Aérodomes civils de Haren et d'Ostende	3,950 »
Commande n° 1684, service de l'aéronautique militaire : Fourniture de toile d'avions à l'Aérodrome civil de Haren	591 25
Commande n° 1715, service de l'aéronautique militaire : Fourniture d'essence, etc., à l'Aérodrome civil d'Ostende	916 50
Commande n° 1755, service de l'aéronautique militaire : Fourniture d'essence, etc., à l'Aérodrome civil de Haren	1,420 »
Commande n° 1838 à la firme Klinzner : Fourniture de mobilier à l'Aérodrome civil de Deurne.	1,194 »
Commande n° 1864 à la firme Monteyne : Fourniture de matières grasses à l'Aérodrome civil d'Ostende	515 »
Commande n° 1888 à la firme Plasman : Fourniture d'une trouée de roues blindées à l'Aérodrome civil d'Ostende	3,995 »
Commande n° 1889 à la firme Boyriven : Fourniture d'extincteurs Knockout à l'Aérodrome civil d'Ostende	4,800 »
Commande n° 1878 service de la 3 ^e D. G. : Fourniture de fil de fer barbelé à l'Aérodrome civil de Deurne	2,000 »
Commande n° 1902 à la firme Verhaeren : Fourniture de piquets de clôture à l'Aérodrome civil de Deurne	660 »
Commande n° 1903 à la firme Lips : Fournitures de coffrets aux Aérodomes civils de Haren et Ostende	550 »
Ouverture de crédit (liquidation de menues dépenses)	9,000 »
Van Damme et Wauters : Travaux de nivellement de la plaine de l'Aérodrome civil de Haren	480,496 10
Au service de la 3 ^e D. G. : Fourniture de lampes pour T. S. F.	5,000 »
Commande n° 1928 à la firme Bosquet : Fourniture de bois à l'Aérodrome civil de Haren	985 06
Commande n° 1935 à la firme Nauwelaers : Fourniture de combustible à l'Aérodrome civil de Haren	4,235 »
A la firme Goemaere : Fourniture de carnets de route pour l'Aéronautique civil.	984 75
Ouverture de crédit (liquidation de menues dépenses)	10,000 »
Commande n° 1860 aux services de l'Aéronautique militaire : Fourniture de drogueries et matières grasses aux Aérodomes civils de Haren et d'Ostende.	1,967 50
Commande n° 1957 aux services de l'Aéronautique militaire : Fourniture de semences à l'Aérodrome civil d'Ostende	1,150 »
Commande n° 1962 à la firme Van den Bemden : Fourniture d'outillage à l'Aérodrome civil de Deurne.	716 55
A la Société anonyme « Les Travaux extérieurs » : Toiture à un hangar d'avion à l'Aérodrome d'Anvers.	22,000 »
Commande n° 1961 à l'American Petroleum Co : Fourniture d'essence à l'Aérodrome civil d'Ostende.	600 »
A la firme Goemaere : Fourniture de carnets de route pour l'Aéronautique civile	984 75

Commande n° 1641 à la firme Klinzner : Fourniture de mobilier à l'Aérodrome civil de Deurne	fr 1,072 »
Commande n° 1970 aux services de l'Aéronautique militaire : Fourniture de matières grasses à l'aérodrome civil de Haren	2,000 »
Commande n° 1972 aux services de la 6 ^e D. G. : Fourniture de mobiliers d'infirmerie à l'Aérodrome civil de Haren	932 40
Commande n° 1980 aux ateliers de constructions électriques de Charleroi : Fourniture d'un câble à l'Aérodrome civil de Haren.	4,500 »
Commande n° 1966 à la firme Salmoiraghi : Fourniture d'un phare à l'Aérodrome civil de Haren.	35,578 23
Commande n° 1994 aux services de la 7 ^e D. G. : Fourniture de coke à l'Aérodrome civil de Haren	3,600 »
Commande n° 2004 à la firme Van Asch : Fourniture de bois	1,605 »
Commande n° 1998 aux services de l'Aéronautique militaire : Fourniture de drains à l'aérodrome civil de Deurne	2,000 »
Commande n° 1997 à la firme Van Remoortel : Fourniture de semences à l'Aérodrome civil d'Anvers	36,890 »
Commande n° 2020 aux ateliers de constructions électriques de Charleroi : Pose d'un câble à l'Aérodrome civil de Haren	4,374 50
Commande n° 2022 à la firme Plasman : Fourniture de 4 roues blindées à l'Aérodrome civil de Deurne (pour tracteur Fordson)	3,995 »
Commande n° 2028 à la firme Devocht : Fourniture de cendrée à l'Aérodrome civil de Haren.	5,137 60
Commande n° 1363 à la Société anonyme belge de constructions aéronautiques : Fourniture de chariot porte-béquille à l'Aérodrome d'Ostende	3.371 01
A la firme Leunartz : Fourniture d'une table à dessiner à l'Aéronautique civile	705 »
Commande n° 2030 à la firme Ledoux : Fourniture d'un rouleau agricole à l'Aérodrome civil de Haren	775 »
Commande à la firme Masquetiaux : Fourniture de trois tonneaux à l'Aérodrome civil de Haren.	544 80
Commande n° 2033. Service de l'Aéronautique militaire : Fourniture de matières grasses, etc., à l'Aérodrome civil de Haren	1,231 »
Ouverture de crédit	8,000 »
Nizet et Stas : Entreprise pour l'éclairage des pylones de T. S. F. aux Aéroports civils de Haren et d'Ostende.	16,120 »
Commande n° 2047 aux services de la 6 ^e D. G. : Fourniture de produits pharmaceutiques à l'Aérodrome civil de Deurne	1,361 66
Commande n° 2048 à la firme Haenen : Fourniture d'une cloche à l'Aérodrome civil de Haren	550 »
Commande n° 2065 aux services de l'Aéronautique militaire : Fourniture de matières grasses et graisses à l'Aérodrome de Deurne	1,784 »
Commande n° 2072 à la firme Pardoncke : Fourniture d'une faucheuse à l'Aérodrome civil de Haren	1,020 »
Commande n° 2079 à la firme Plasman : Fourniture d'une herse à l'Aérodrome civil de Haren.	975 »
Commande n° 2090 aux services de l'Aéronautique militaire : Fourniture de matières grasses à l'Aérodrome de Haren	2,000 »
Wybo. Travaux pour la captation des eaux pluviales des bâtiments de l'Aérodrome civil d'Ostende	12,450 »
Commande n° 2113 à la firme Rasse : Fourniture d'imperméables à l'Aérodrome civil de Haren.	603 »

A la firme Vandenberg : Transport des herbes sur l'Aérodrome civil d'Anvers . . . fr.	840 »
Commande n° 2118 à la firme Opdebeek : Ensemencement de l'Aérodrome de Deurne . .	2,170 »
A l'American Petroleum Co : Fourniture d'essence à l'Aérodrome civil d'Anvers	630 »
Commande n° 2034 au bataillon de T. S. F. : Fourniture de pistolets lance-fusées à l'Aérodrome civil d'Anvers.	1,130 80
Commande n° 2122 à la firme Plasman : Fourniture de deux tracteurs à l'Aérodrome civil de Haren.	30,900 »
Commande n° 2127 aux services de l'Aéronautique militaire : Fourniture d'articles de drogueries, etc., à l'Aérodrome civil de Haren.	2,500 »
Commande n° 2129 à l'Institut cartographique militaire : Fourniture de registres et imprimés à l'Aérodrome civil de Haren.	6,000 »
Commande 2131 à la firme Devocht : Fourniture de cendrée à l'Aérodrome civil d'Ostende.	660 »
Commande n° 2132 à la firme Fabry : Fourniture de carreaux à l'Aérodrome de Haren, .	884 »
Commande n° 2133 à la firme Brackx : Fourniture d'un camion à l'Aérodrome d'Ostende .	3,450 »
Commande n° 2134 à la firme Brackx : Fourniture d'un camion à l'Aérodrome de Haren .	3,450 »
Commande n° 2135 à la firme Brackx : Fourniture d'un camion à l'Aérodrome de Deurne.	3,450 »
Aux services de l'Aéronautique militaire : Fourniture d'eau à l'Aérodrome civil de Haren.	1,329 96
Commande n° 2148 à la firme Gabriels : Fourniture de 100 bidons à essence à l'Aérodrome civil de Haren	930 »
Van Hove : Entreprise pour la construction du poste de téléphonie sans fil à Laeken . .	127,196 53
A l'Administration des télégraphes à Anvers	123 05

ANNEXE XXI.

ART. 24.

Fonderie royale de canons.

Électricité	fr.	192,000	»
Eau		6,000	»
Gaz		7,200	»
Location d'un terrain à Bressoux		7,272	»
Graisse à canons, liquide, pour freins, etc. (pour les régiments)		20,000	»
Combustibles		120,000	»
Entretien des bâtiments		50,000	»
Métaux		250,000	»
Approvisionnements divers		500,000	»
Essences		40,000	»
Imprévus		47,528	»
TOTAL fr.		1.240,000	»

Chars de combat.

a) Frais d'entretien de l'atelier de C. O. Achat de matières premières	5,000	»
b) Achat de combustibles pour forges	3,750	»
c) Combustibles, allocation journalière 100 kil. par jour pour 200 jours	3,000	»
d) Acquisition de rechanges et accessoires pour l'entretien annuel des chars de combat	330,000	»
e) Acquisition de matériel didactique pour le 1 ^{er} bataillon de chars.	12,600	»
f) Imprévus	45,650	»
TOTAL. . . . fr. _____		400,000 »
TOTAL GÉNÉRAL		fr. 1,640,000 »

Arsenal de construction.*Articles de sellerie :*

Cuir divers, 128,000 kilogr. à 20 francs	fr. 2,560,000 »	
Cordages, 30,000 kilogr. à 4 francs	120,000 »	
Mors, boucleteries	80,000 »	
Feutres, étamines, sangles	120,000 »	
Fils	55,000 »	
Outils	12,000 »	
		2,947,000 »
Couvertures de cheval (6,000)	250,000 »	250,000 »

Bois :

Chêne, 900 m ³ à 300 francs	270,000 »	
Frêne, 900 m ³ à 260 francs	234,000 »	
Hêtre, 150 m ³ à 160 francs	24,000 »	
Orme, 800 m ³ à 240 francs	192,000 »	
Tilleul, 20 m ³ à 230 francs	4,600 »	
Sapin, 500 m ³ à 250 francs	125,000 »	
Peuplier, 500 m ³ à 160 francs	80,000 »	
Divers	60,000 »	
		989,600 »

Combustibles :

Charbon pour chaudières, 900 tonnes à 110 francs	99,000 »	
Charbon pour forges, 1,000 tonnes à 150 francs	150,000 »	
Coke lavé 300 tonnes à 200 francs	60,000 »	
Coke de gaz 100 tonnes à 140 francs	14,000 »	
		323,000 »

Métaux :

Fer blanc	54,000 »	
Fers divers, bandages	295,000 »	
Cuivre et laiton	106,000 »	
Divers	25,000 »	
		480,000 »

Quincaillerie :

Boulons, rivets, vis	110,000 »	
Cadenas, serrures	50,000 »	
Clous, pointes	55,000 »	
Divers	35,000 »	
		250,000 »

Maréchalerie :

Ferrures des chevaux. Clous et vis à glace. Outillage	800,000 »	800,000 »
---	-----------	-----------

Divers :

Matériaux, huiles et couleurs	108,000 »	
Electricité, gaz, eau, transports	100,000 »	
Matériel anti-gaz, matériel de bureau de tir, divers	406,000 »	
		614,000 »

TOTAL. . . . fr. 6,653,600 »

Manufacture d'armes de l'État.

20,000 corps de baguette 1889	20,000 »
10,000 huiliers pour trousse F. M. 16 et mitrailleuses	13,000 »
4,500 outils à forer et à rayer les canons	20,000 »
100,000 vis à bois pour plaques de couche	14,000 »
Limes diverses	20,000 »
Huile et graisse (qui ne peuvent être fournis par le Grand parc d'armée	60,000 »
Acier rapide	20,000 »
Force motrice et éclairage (manufacture d'armes et ateliers divisionnaires)	150,000 »
Mèches diverses	5,000 »
Ressorts divers	5,000 »
Gaz	30,000 »
Vis diverses	15,000 »
Charbon de terre et de forge (manufacture d'armes et ateliers divisionnaires)	50,000 »
Meules diverses	20,000 »
Cordes, toiles émerisée, papier verré	20,000 »
Couleurs diverses	5,000 »
Articles de bureau	25,000 »
Objets divers	25,000 »
Entretien des bâtiments	75,000 »
Matériel de tir d'infanterie	100,000 »
Accessoires et rechanges pour fusils et mitrailleuses	80,000 »
Bois pour caisses, caissettes et cibles	20,000 »
Cuivre et zinc	100,000 »
Imprévus	50,000 »

TOTAL. . . . fr. 942,000 »

**Grand Parc de campagne (devenu Grand Parc d'Armée)
(G. P. A).**

Fournitures de matières et objets destinés aux unités et services de l'armée.	927,000 »
Fournitures de bureau et imprimés.	25,000 »
Éclairage et chauffage du Grand Parc d'Armée et des dépôts de munitions et fourniture d'eau	50,000 »
Entretien des bâtiments militaires, casernement des troupes et dépôts de munitions occupés par le matériel et les munitions du Grand Parc d'Armée à Anvers et Bruges et Houthulst.	116,700 »
Frais de douane et de transports.	20,000 »
Abonnement et communications téléphoniques du Grand Parc d'Armée et des dépôts de munitions	8,500 »
Baux des terrains occupés par le Grand Parc d'Armée près du fort n° 6 à Anvers	1,878 50
Bail du terrain occupé par le Grand Parc d'Armée près du fort n° 7	83 20
Baux des dépôts de munitions à Verssenaeere	119 62
Raccordement au chemin de fer de l'État du Grand Parc d'Armée front 11-12 à la gare d'Anvers-Sud, du Dépôt de munitions de Verssenaeere et entretien de ces deux raccords.	6,500 »
Entretien des raccords de la région de Bruges.	100,250 »
Imprévus.	43,966 68
TOTAL. . . . fr.	1,300,000 »

Compte tenu de la proposition d'amendement introduite récemment, d'où une diminution de 373,250 francs sur le crédit de 1,673,250 francs primitivement inscrit sous le *litt. d.*

Ateliers de fabrication de munitions*Munitions d'infanterie :*

A. Réfection des munitions des parcs et dépôts. — Remplacement des charges et des fusées utilisées dans les tirs d'instruction	1,500,000 »
Lester et charger en poudre noir les obus d'instruction. — Convertir en munitions d'instructions des cartouches à obus Delattre de 75	200,000 »
Confection de marrons détonnants et de marrons à leur	350,000 »
Réfection de douilles d'artillerie. — Confection de munitions d'artillerie pour S. et M.	600,000 »
Réparation de caisses et constitution d'une réserve de bois	100,000 »
Combustible et matières pour le fonctionnement de la Centrale et pour le chauffage	280,000 »
Entretien des bâtiments	55,000 »
Matières pour outillage	30,000 »
Fournitures de bureau et d'entretien	50,000 »
Acquisitions diverses pour la Commission d'Inspection des Poudres et Explosifs de guerre	25,000 »
TOTAL.	3,200,000 »

Munitions d'infanterie :

B. 8,000,000 de cartouches à balle pour fusil, carabine, mitrailleuse et fusil mitrailleuse à 485 francs le mille fr.	3,960,000 »
7,000,000 de cartouches en blanc pour fusil, carabine, mitrailleuse et fusil mitrailleuse à 300 francs le mille	2,100,000 »
500,000 cartouches pour pistolet à 120 francs le mille	60,000 »
575,000 cartouches à bourre à 40 centimes.	230,000 »
5,000,000 d'éléments pour tir réduit	423,250 »
100,000 grenades Mills chargées à 5 francs	500,000 »
276,000 grenades V. B. à 5 francs	1,380,000 »
TOTAL. fr.	8,653,250 »
TOTAL GÉNÉRAL. fr.	11,853,250 »

Compte tenu de la proposition d'amendement introduite récemment, d'où une diminution de 3,626,750 sur le crédit de 15,480,000 francs primitivement inscrit sous le littéra c.

Parcs divisionnaires et Parc du Polygone de Brasschaet.

Parc du 1 ^{er} corps d'armée : (matières, etc. pour l'entretien du matériel, charbon, articles de bureau fr.	4,000 »
Parc du 2 ^e corps d'armée (idem)	4,000 »
Parc du 3 ^e corps d'armée (idem)	5,000 »
Parc du 4 ^e corps d'armée (idem)	4,000 »
Parc du 5 ^e corps d'armée de réserve (idem)	3,000 »
Parc de 6 ^e corps d'armée de réserve (idem)	5,000 »
Parc de la division légère (idem)	2,500 »
Parc d'artillerie d'armée (idem)	3,000 »
Parc de la 9 ^e division d'infanterie de réserve (idem)	3,000 »
Parc de la 10 ^e division d'infanterie de réserve (idem)	2,500 »
Parc de la 11 ^e division d'infanterie de réserve (idem)	2,500 »
Parc de la 12 ^e division d'infanterie de réserve (idem)	2,500 »
Parc de la 13 ^e division d'infanterie de réserve (idem)	2,500 »
Parc de la 14 ^e division d'infanterie de réserve (idem)	2,500 »
Parc de la 15 ^e division d'infanterie de réserve (idem)	2,500 »
Parc de la 16 ^e division d'infanterie de réserve (idem)	2,500 »
Parc du Polygone de Brasschaet (idem)	55,000 »
TOTAL fr.	106,000 »

Bataillon de projecteurs.**I. — Achats de rechanges pour :**

Charroi hippomobile et automobile	41,500 »
Projecteurs et appareils d'écoute	40,000 »
Groupes électrogènes à essence.	15,000 »
Matériel électrique (balais, isolants, etc.)	5,000 »
	41,500 »

II. — Achat de matières premières :

Bois, métaux, outils, drogueries, etc., pour maintenir à hauteur les approvisionnements en magasin	30,000 »
--	----------

III. — Achat de matériaux divers (goudron, sable, carton bitumé, etc.), pour l'entretien des bâtiments.

5,000 »

IV. — Force motrice, éclairage, charbon et gaz.

18,000 »

V. — Achat de fournitures classiques pour l'instruction technique, pour la bibliothèque du bataillon.

2,500 »

VI. — Frais de bureaux et divers.

3,000 »

TOTAL. fr. **100,000 »**

(N° 187)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 APRIL 1924.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING VOOR HET DIENSTJAAR 1924 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER DE BURLET.

MIJNE HEEREN,

De Gewone Begrooting van het Ministerie van Landsverdediging voor het dienstjaar 1924 werd dit jaar door de Bijzondere Commissie en door de zes Leden, welke de Afdelingen hadden benoemd, met bijzondere aandacht onderzocht.

Deze studie had tot lange gedachtenwisseling en tot menigvuldige aanmerkingen aanleiding gegeven, en uw Verslaggever was gelast geworden, in den vorm van vragen, aan den achtbaren Minister van Landsverdediging nauwkeurige aanvullende inlichtingen en talrijke uiteenzettingen te verzoeken omtrent zekere op de Begrooting gebrachte uitgaven.

Het Departement ging dadelijk aan 't werk en legde daarbij een bedrijvigheid en een welwillendheid aan den dag waaraan ik gaarne hulde breng bij den aanvang van mijn verslag. Regelmatig kwamen de antwoorden bij de Bijzondere Commissie toe, toen deze vernam dat amendementen van een groot gewicht door den

(1) Begrooting, n° 4-XI.

Amendementen, n° 76, 111 en 157-III.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- a) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Landsverdediging* : de heeren PIRMEZ, voorzitter, BERLOZ, BOVESSE, BRIFAUT, BUYL, DE BURLET, DE GÉRADON, DEYEZE, DU BUS DE WARRAFFE, ECKELERS, ERNEST, FIEULLIEN, HOEN, HUYSHAUWER, MANSART, MARCK, MISSIAEN, PIERCO, RICHARD, THEELEN en VANDENEULEBERTUCKE.
- b) Zes leden door de Afdelingen benoemd : de heeren GOLLIER, COCQ, PATER, VANDEN EYNDE, JANSON en VAN NIEUWENHOVE.

Minister van Landsverdediging gingen ingediend worden en dat, dienvolgens, vele door de Commissie uitgebrachte beschouwingen geen reden van bestaan meer hadden.

De drukpers had het nieuws reeds opgevangen en verstrekke allerlei tegenstrijdige bijzonderheden over de beteekenis der amendementen, over den omvang der besnoeiingen en over de posten die het voorwerp waren van eene strenge en noodzakelijke bezuiniging.

Uw verslaggever had een ruim gedeelte van zijn arbeid voltooid. Hij werd genoopt denzelve te onderbreken, te wachten tot de Bijzondere Commissie in bezit was van de aangekondigde amendementen, tot zij dezelve aan een grondig onderzoek had kunnen onderwerpen en, eindelijk, tot zij van het Departement van Landsverdediging de nieuwe inlichtingen had bekomen welke zij had gevraagd.

Dit is de reden van de vertraging die het verslag van dit jaar heeft ondergaan.

* *

Bij het eerste onderzoek der Begrooting, heeft de Bijzondere Commissie — welke niet naliet haren wil te doen kennen aan de Natie het volmaakte werktuig te bezorgen dat zij behoeft om hare veiligheid te verzekeren en om voor immer den terugkeer der verschrikkingen van 1914 te vermijden — de meening genit dat, in de huidige omstandigheden, de last der uitgaven te zwaar was voor België en dat het Land eene voorzichtige doch strenge vermindering van de voorgestelde lasten eischte.

De Commissie was er blijkbaar niet op gesteld aan de uitgaven te raken, die volstrekt onontbeerlijk werden geacht om het leven van onze soldaten te beschermen, om het materieel te onderhouden, uit te breiden en te verbeteren, hetgeen de beste waarborg is voor hunne veiligheid in het gevecht, om hunne voeding en hunne huisvesting te bevorderen; maar zij hield er aan, in overeenstemming met het hoofd van het Departement van 's Landsverdediging, zekere bijkomende posten te verminderen, zekere uitgaven te besnoeien welke overdreven schenen, zelfs onderscheidene ondergeschikte artikelen te doen wegvallen en aan de Begrooting eene belangrijke en redematige inkrimping te doen ondergaan.

In dezen zin heeft zij gearbeid en hebben de leden der Commissie hunne zienswijze doen kennen omtrent het afschaffen van gehuurde gebouwen waar de diensten van het Departement zijn verspreid en omtrent de bezuinigingsmogelijkheden die kunnen verwezenlijkt worden in onderscheidene gebieden, zooals bijvoorbeeld : de uitgaven veroorzaakt door de oprichting van vliegkampen, het militaire kaarteninstituut, het instituut voor militaire lichamelijke opleiding, het hoofdbestuur, de leveringen van kantoorbehoeften, de garnizoensbibliotheken, de bioscoopdienst van het leger, de dienst der muziekkapellen, de motortrein, de aankoop van benzine, oliën, luchtbanden, wielbanden, smeeroliën, alsmede door allerhande bevoorradingen.

De bijzonderheden van deze beschouwingen zult gij vinden in het onderzoek der artikelen, alsmede in de antwoorden welke de Minister van Landsverdediging op onze vragen heeft verstrekt.

*
*
*

Onnoodig u te zeggen, Mijne Heeren, dat de vraag van algemeen belang, door de Bijzondere Commissie gesteld, de bijzondere aandacht gaande maakt van den Minister van Landsverdediging die, zooals gekend is, den vurigen wensch koestert de militaire uitgaven in te krimpen zoo veel het 's Lands veiligheid toelaat : deze taak hebben trouwens al de Ministers en al de Parlementsleden zich ten doel gesteld : dat is een plicht waaraan niemand, die den naam van Belg waardig is, tijdens de geduchte crisis welke België doormaakt, mag te kort blijven.

In de jongste zittingen heeft het Parlement zich langdurig met 's Lands veiligheid beziggehouden, en door de militiewet en de wet op het contingent hielden wij de inrichting van ons verdedigingsleger omschreven.

De lasten der Begrotingen zijn het onvermijdelijk gevolg van deze beslissingen der Kamers en het is leerrijk thans na te gaan of de Begroting van Landsverdediging voor 1924 zwaarder is dan die van vóór den oorlog.

De Minister van Landsverdediging, die over de zaak werd geraadpleegd, doet ons terecht opmerken dat, op dit gebied, de tegemoetkomingen voor *gewone uitgaven* bevat in de Begroting voor het dienstjaar 1913, onbetwistbaar, door hun aard en door hun tijdstip, het leerrijkste vergelijkingspunt uitmaken.

Nu, de gewone uitgaven op de Begroting van 1913 uitgetrokken, waren definitief vastgesteld op 71,451,545 frank voor een begrootingseffectief van 43,080 manschappen.

Moesten deze sommen worden in verhouding gebracht met een effectief van 76,000 manschappen (effectief van de Begroting voor 1924), dan moet men aannemen dat zij hadden kunnen bereiken :

$$\frac{71,451,545 \times 76,000}{43,080} = 126,051,936 \text{ frank.}$$

Bovendien, moet men deze laatste som ramen in verband met de muntwaarde van 1923 en ze dus wijzigen hetzij naar het laatste index-cijfer (463 %) opgegeven door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid, hetzij naar de hedendaagsche koopkracht van den Belgischen frank in verhouding tot den Zwitserschen frankgoud (0.27) of tot den dollar (0.25).

Onze dunkens, mag men de waardeverhouding tusschen dollar en frank op een vierde stellen en dienvolgens beweren dat de Begroting van 1913 op dien grondslag gewijzigd, feitelijk bedragen zou

fr. $126,051,936 \times 4 =$ fr. 504,207,744 »

Nu, de gewone uitgaven van het ontwerp van Begroting
voor 1924 beloopen slechts tot fr. 486,197,225 »

Dus minder fr. 18,010,519 »

Neemt men nu in acht, dat ons hedendaagsch leger niet enkel de bewapening bezit in verhouding tot de effectieven van vóór den oorlog, gewijzigd door de

wet van 1923 op de militie, maar dat er ook nieuwe, kostelijke bestanddeelen moesten ingevoerd worden om gelijken tred te houden met den vooruitgang der krijgswetenschap : luchtvaart, stormwagens, zware artillerie, geschut tegen de vliegtuigen, stikgassen, automobielwezen, draadloze telegrafie, enz., dan mag men beweren, dat men slechts met de krijgsuitgaven fel in te krimpen binnen het kader der effectieven door de Kamers goedgekeurd en met de toerusting in verhouding te stellen tot de moderne eischen der krijgskunst, men er toe gekomen ter beschikking van de Natie een leger te behouden, waardoor het mogelijk is zijne verdediging te verzekeren, terwijl feitelijk, in evenredigheid, de uitgaven met meer dan 18 millioen werden verminderd.

Bovendien dient men aan te merken :

1^o Dat het vierde der effectieven met soldij in bezet Duitschland dienst doet en uit dien hoofde aan de Belgische Regeering eene jaarlijksche overeengekomen som van 102,000,000 frank moet worden teruggekeerd, som die rechtvaardigerwijs zou moeten afgetrokken worden van de lasten aan de Natie opgelegd onder de benaming « Landsverdediging » ;

2^o Dat eveneens bij artikel 88 van de Begrooting van 's Lands Middelen, als terugbetaling door Duitschland in zake wedden, soldij, vergoedingen voor het militaire personeel der intergeallieerde Toezichtscommissie, eene som wordt voorzien van fr. 700,000 »

3^o Dat, naar aanleiding van onderscheidene overdrachten, sommige diensten van het leger aan 's Rijks Schatkist eene ontvangst bezorgen (art. 82 der Begrooting van 's Lands Middelen), geraamd op. 8,125,000 »

Fr. 128,835,519 »

Onder deze omstandigheden mag men zeggen, dat de gewone legeruitgaven, voor 1924, feitelijk komen te staan op :

486,197,225
— 128,835,519
—
fr. 357,361,706

En zoo men de koopkracht van den Belgischen frank in acht neemt, dan komt deze geheele som overeen met eene vooroorlogsche uitgave van :

$\frac{357,361,707}{4} = 89,340,426$ francs.

In dit daglicht gesteld, staan de gewone krijgsuitgaven voor 1924 voorzien slechts ongeveer 25 t. h. hooger dan die van 1913, ondanks de aanzienlijke verhooging van de getalsterkte en de wezenlijke macht van het leger.

* * *

De Bijzondere Commissie had den wensch uitgedrukt dat het Departement zijn personeel nog meer moest inkrimpen en zooveel mogelijk het huren van gebouwen moest opzeggen. De Minister van Landsverdediging heeft haar laten weten dat zijne pogingen voortdurend naar dit doel waren gericht en dat hij er zich persoonlijk mede bezighield. Zoo werd in den loop van het jaar 1923 het personeel verminderd met 447 bedienden van het Departement en van zijne buitendiensten, en voor 1924 staat op het programma, — de cijfers van de Begrooting wijzen op de gevolgen er van — eene minimum — vermindering van andere 250 beambten van het Departement.

Voor de gebouwen door de diensten van het Departement betrokken, heeft de Minister van Landsverdediging doen ontruimen en ter beschikking stellen van het bevoegde Departement de navolgende gebouwen

Stassartstraat, 22; Galileelaan, 5; Congresstraat, 21 en Cellebroedersstraat, 82, en op het programma voor 1924 staat, op zijn minst genomen, de ontruiming van de volgende gebouwen : Kasteleinstraat, 46; Komediantenstraat, 51; Loxumstraat, 16 en de Liedekerkestraat, 112. Andere ontruimingën zullen later nog worden onderzocht, en nu reeds is men bezig met het huis in de Kasteleinstraat te ontruimen

* * *

Met het onderzoek van de bezuinigingen, die eventueel zouden kunnen gedaan worden in de bewapening en de diensten, is de Bijzondere Commissie uiterst voorzichtig en behoedzaam te werk gegaan. En toen men gewezen heeft op de overdreven uitgaven voor de ruitërij, deden enkele leden opmerken dat sedert den oorlog dit wapen in zoo aanzienlijke verhoudingen ingekrompen werd, dat het zeer gevaarlijk zou zijn, zoo niet heel en al onmogelijk, op dien weg nog verder te gaan.

Inderdaad, de *legerkorps* cavalerie werd gebracht : van 6 regimenten met 4 bereden eskadrons, op 4 regimenten met 3 bereden eskadrons waarvan 2 bereden eskadrons en 1 eskadron mitrailleurs.

De *legercavalerie* of lichte troepen werd gebracht : van 6 regimenten met 5 eskadrons (waarvan 1 eskadron mitrailleurs), op 5 regimenten met 5 eskadrons (waarvan 1 eskadron mitrailleurs).

Alles samen werd het getal eenheden van de cavalerie verminderd van 54 bereden eskadrons (ruiters en mitrailleurs) op 37 bereden eskadrons, hetzij eene vermindering van meer dan 30 t. h. der bereden troepen.

Al werd deze inkrimping gemotiveerd door beschouwingen van financieelen aard, toch vloeide zij hoofdzakelijk voort uit de ondervinding van den oorlog, waaruit men evenwel geene absolute besluiten trekken kan wat betreft de rol en de kracht van de ruitërij, daar deze te lang is stil gebleven.

De cavalerie, als wapen, blijft onbetwistbaar eene rol vervullen in het geheel van de strategische en tactische actie. Maar deze rol, zooals hij opgevat werd in 1914 en zelfs tijdens den veldtocht, is gewijzigd ten gevolge van de kracht

der vuurwapens, den aangroei en de verbetering van den vliegdiens, van de strijdwapens, van de auto-kanons en auto-mitrailleurs, enz.

Dit zijn de verschillende factoren die de vermindering der bereden eenheden verklaren, maar het zou gevaarlijk zijn op dien weg verder te gaan.

De cavalerie moet onmiddellijk in 't veld kunnen treden van zoodra de mobilisatie aanvangt; welnu, een bereden troep wordt niet zoo maar in eens gevormd op dit oogenblik. De cavalerie-eenheden moeten sterk geëncadreerd zijn en van 't begin af eene voldoende samenwerking hebben. Daartoe komt men niet met reservisten en requisitiepaarden. In enkele landen heeft men daarvan de noodlottige ondervinding opgedaan in 't begin van den oorlog.

De ontwikkeling van het automobielwezen heeft voor gevolg op aanzienlijke wijze het getal paarden te verminderen die zouden kunnen gerequireerd worden bij de mobilisatie, en zal dit waarschijnlijk heelemaal afschaffen.

Het is dus volstrekt noodig dat reeds op vredevoet al de bereden cavalerie-eenheden bestaan die er in oorlogstijd noodig zijn, terwijl hun getal op vredevoet bij de mobilisatie moet *aangevuld* worden door de reservisten en de requisitiepaarden.

Door dit beginsel is het noodzakelijk geworden reeds van in vredestijd de cavalerie te bezitten bestemd voor het V^e en VI^e legerkorps die op het oogenblik der mobielmaking zullen opgericht worden; het is het V^e regiment van de lichte divisie dat op het gepaste oogenblik zal gesplitst worden om de cavalerie van deze twee korpsen te vormen.

Eene bereden cavalerie-eenheid wordt zoo maar niet ineens gevormd. Daarom ook bestaan meest al de lichte reserve-eenheden, zoowel in de cavalerie van het legerkorps als in de legercavalerie, en die tot den actieven dienst overgaan bij de mobielmaking, uit cyclisten-eenheden.

De cavalerist zal altijd het voordeel behouden overal door te kunnen; hij is de eenige om een snellen verkenningsdienst in te richten. De cyclist moet de wegen volgen, zijn verkenningsgebied is zeer beperkt.

Elke geregelde troep, zelfs lichte cyclisten troepen, moeten van na en ver door de cavalerie worden voorgelicht.

Ten andere, een cavalerietroep behoudt het terrein dat hij bezet, kan het verdedigen, kan het min of meer aan den vijand ontzeggen, wat de vliegdiens, die vooral eene verkenningsrol spelen zal, niet doen kan.

Legerkorps-cavalerie. — Een legerkorps zal gemiddeld drie divisies omvatten; het bestaan van twee bereden eskadrons en een eskadron bereden mitrailleurs is dus op oorlogsvoet niet overdreven, ter aanzien van het front dat een legerkorps kan geroepen zijn te bezetten. Het is een strikt minimum, en het laat zelfs niet toe een eskadron toe te voegen aan elke infanteriedivisie indien de noodzakelijkheid zich daartoe deed gelden. Krijgt eene infanteriedivisie eene opdracht die haar tijdelijk kan isoleeren, zoo moet men er een cavalerietroep aan toevoegen tenmiste gelijk aan een eskadron; dan blijft er nog slechts een eskadron over voor het betrokken Legerkorps.

Lichte divisie. — De lichte divisie telt slechts nog vier bereden regimenten van vijf eskadrons (waarvan een eskadron mitrailleurs), vereenigd in twee brigades.

Deze tweeledige samenstelling waartoe men gedwongen was door de vermindering van de cavalerie, laat bijna geene tactische en vooral strategische ondernemingen mogelijk.

Zij kan alleen nog ofwel voor het legerfront vereenigd zijn, of op een der vleugels, of in twee gesneden met aan elken vleugel eene helft.

Wanneer eene brigade voor de eene of andere reden moet afgescheiden worden, dan blijven er nog slechts acht bereden eskadrons ter beschikking van den bevelhebber der divisie.

Welnu, de door de legers beslagen gevechtsliniën kunnen zeer groot zijn, vooral in den beginne van de mobilisatie; deze uitgestrektheid is het gevolg van onzen geographischen toestand.

Indien men, anderzijds, het bereden effectief van de lichte afdeeling vergelijkt met het geheel van de strijdende troepen, komen wij tot minder dan 1 t. h.

Het is altijd noodig dat er een redelijke verhouding bestaat tusschen de onderscheidene legers : het bovenvermelde mag voorzeker niet meer ingekort worden.

De Franschen hebben hunne cavalerie-afdeelingen op zes regimenten behouden.

En Frankrijk, onze groote geboort en geallieerde, dat ons zulk een wonder voorbeeld heeft gegeven van inkrimping der uitgaven op alle gebied en dat zulk een overgroote fiskale bedrijvigheid heeft aan den dag gelegd om zijn financieelen toestand te verbeteren, achtte dat het niet zonder gevaar kon raken aan zijne reeds verminderde cavalerie-effectieven.

. . .

De Bijzondere Commissie drong op dit belangrijk punt niet aan. Overigens, de vermeerdering van 2,718,734 frank, op de Begrooting voor 1924 gebracht voor het paardenvoeder, is te wijten aan de prijsverhooging der eetwaren.

In 1923, werd er fr. 33,496,551.87 geraamd voor 19,884 paarden, onderverdeeld als volgt :

10,155 rijpaarden tegen fr. 4.45 per dagelijksch rantsoen.

4,616 lichte trekpaarden tegen fr. 4.75 per dagelijksch rantsoen.

3,433 gemiddelde trekpaarden tegen fr. 4.625 per dagelijksch rantsoen.

1,680 sterke trekpaarden tegen fr. 5.225 per dagelijksch rantsoen.

Rekening houdende met het voor 1924 ingediende amendement, wordt er fr. 37,379,232.07 geraamd voor 16,324 paarden, onderverdeeld als volgt :

8,657 rijpaarden tegen fr. 6.06 per dagelijksch rantsoen.

6,351 gewone trekpaarden tegen fr. 6.305 per dagelijksch rantsoen.

1,316 sterke trekpaarden tegen fr. 7.055 per dagelijksch rantsoen.

1,000 voedseltoeslagen tegen fr. 0.62 per dagelijksch rantsoen.

Het Departement heeft gedaan al wat het kon om de uitgaven voor den aankoop van paarden tot de uiterste grens te verminderen.

Het aankoopprogramma voor 1924 omvatte den aankoop van 1,070 paarden.

Het werd opgemaakt toen het nog niet mogelijk was rekening te houden met de toekomstige effectieven, aangezien daaromtrent nog niets was beslist geworden. Het boven vermeld aantal van 1,070 paarden werd dus vastgesteld rekening houdende met de bestaande effectieven.

De inkorting van de paardeneffectieven, tengevolge van de herinrichting van het leger, maakte het mogelijk bij wege van amendement tot 150 te brengen het aantal paarden die voor de remonte van 1924 moesten aangekocht worden.

En wanneer de Begrooting eene uitgave voorziet van 500,000 frank voor het terugkopen van paarden aan de bereden officieren, doet uw verslaggever u aanmerken dat deze post het gevolg is van de afschaffing van het wederbeleggingsfonds (Begrooting voor Order van 1923, art. 146. Dienst der bijzondere remonte van de officieren). De onderrichtingen voorzien dat al de remontepaarden, tegen terugbetaling aan de officieren afgestaan, aan de remonte moeten terugkeeren wanneer zij ophouden aan hen te behooren.

In deze omstandigheden is het logisch dat de belanghebbenden terugbetaling krijgen van de gelden gestort ter betaling van het afstaan van hun paard, aangezien het aan den Staat wordt teruggegeven.

Volgens de nieuwe effectieven voorzien voor de officierspaarden, was het mogelijk tot op 300,000 frank de credieten te verminderen aangevraagd voor de terugbetaling der aan de bereden officieren afgestane paarden bij het overnemen dezer paarden door de remonte.

Laat ons, ten slotte, niet vergeten, Mijne Heeren, dat de begrootingsramingen voor 1924 zijn gemaakt geworden vóór de vermindering der cavalerie en dat dienvolgens daarin met deze vermindering geen rekening werd gehouden.

Zij werden gegrond op de effectieven van dat oogenblik en dit is de reden waarom de credieten voorzien op het begrootingsontwerp voor 1924 in vermeerdering waren op die van 1923.

De beschikbaarheden wegens de herinrichting van het leger en de vermindering van het paardeneffectief hebben toegelaten het crediet, bij wege van amendement, tot op 818,500 frank te verminderen, of eene vermindering van 984,000 frank op het voor 1923 toegekende crediet.

Ten aanzien van deze bevindingen, heeft de Bijzondere Commissie daarin moeten berusten en, zooals uw verslaggever het reeds zegde, heeft zij verder hare onderzoekingen uitgestrekt tot de meer belangrijke posten die rechtstreeks 's Lands verdediging raken.

HOOFDBESTUUR.

Het hoofdstuk betreffende het Hoofdbestuur heeft hare aandacht getrokken en sommige leden hebben de meening geopperd dat men in hoofdstuk I der Begrooting merkelijke verminderingen zou kunnen vinden met personeel, te weten : bureeloversten, onder-oversten, klerk redacteurs, ordeklerken, enz. af te schaffen.

De Minister van Landsverdediging was, in den loop van 1923, met dit werk

begonnen : 154 tijdelijke agenten werden naar huis gezonden, en 28 bestendige klerken, steno-dactylo's en dactylo's, die hun ontslag hadden ingediend, werden niet vervangen.

Deze cijfers toonen genoegzaam dat de vermindering van het personeel van het Hoofdbestuur voortdurend wordt nagestreefd.

Het hoofd van het Departement verzekert, overigens, dat niets zal worden verwaarloosd om tot een geleidelijke uitschakeling te komen van al de tijdelijke agenten, en de bestendige zooveel mogelijk te verminderen vooral in de lagere graden.

Het Koninklijk besluit van 12 Januari 1921, n^o 8595, waarbij het aantal ambtenaren van hoogen graad werd vastgesteld, is daarbij niet uitgegaan van den huidige tijdelijk gezwollen toestand, maar wel van den aangepasten vooroorlogischen toestand.

Deze maatregelen hebben voldoening geschonken aan de Bijzondere Commissie die vaststelt dat het Departement van 's Landsverdediging onder dit opzicht vast beraden een goeden weg is opgegaan.

De amendementen van den Minister stellen overigens eene vermindering voor van 115,684 frank op het eerst ingediende ontwerp.

*
* * *

Sommige leden der Commissie waren van gevoelen dat de verspreiding van de onderscheidene diensten van het Departement van Landsverdediging en, dienvolgens van de bureelen, het werk vergroot, wanorde verwekt, vertraging veroorzaakt, de onnoodige boodschappen en bemoeiingen vermenigvuldigt en een aanzienlijk getal van bedienden, deurwaarders, plantons, enz., noodig maakt.

Er dient, overigens, in aanmerking te worden genomen, dat tengevolge van eene vermindering van personeel in onderscheidene diensten, het tijdens deze jongste maanden onmogelijk is geweest de diensten van het Departement, welke zich in het gebouw der Leuvensestraat bevonden, samen te dringen en in dit hotel drie diensten te centraliseeren, die vroeger gebouwen in de stad betrokken. Het hotel der Leuvensestraat, door het Departement betrokken, is bomvol.

Dank zij deze samendringing, kon men onlangs 4 gebouwen in de stad ontruimen, met een jaarlijkschen huurprijs van 24,000 frank (7,000 + 10,000 + 3,000 + 4,000) en 4 loopjongens (militairen), 2 tijdelijke dienstmannen, 3 soldaten belast met het onderhoud der vuurhaarden en 3 tijdelijke schoonmaaksters afschaffen.

Deze centralisatie wordt voortgezet.

*
* * *

Het getal onderofficiers en soldaten gehecht aan het cabinet van den Minister werd, sinds verleden jaar, met 15 man verminderd.

De dienst van het Cabinet omvat thans 8 onderofficieren en 6 soldaten. Het nut van dit personeel blijkt uit zijne bevoegdheden waarvan de voornaamste zijn :

1^o De werking van den Hoofdaanwijzer van het Departement welke het in- en uitgaan verzekert van ongeveer 1,100 dienstbrieven per dag waarvan er 600 moeten worden opengemaakt om het sorteeren te verzekeren (2 onderofficieren, 2 soldaten);

2^o De werking van den Aanwijzer van het Cabinet die den omloop verzekert van de stukken en bundels der 150 zaken die elken dag aan het hoofd van het Departement door de onderscheidene diensten worden onderworpen (2 onderofficieren, 2 soldaten);

3^o Het houden van de archiefstukken van het Cabinet (1 onderofficier);

4^o Het bestuur van den dienst der dactylographie (1 onderofficier);

5^o De verzending der dienstbrieven en dossiers aan de onderscheidene diensten (1 onderofficier, 1 soldaat, 2 motocyclisten);

6^o De onmiddellijke helper van den dienstoverste (1 onderofficier).

Het personeel van het Cabinet werkt ook den Zaterdag namiddag en den Zondag voormiddag.

De Bijzondere Commissie is van gevoelen dat deze post geene nieuwe vermindering dult en dat zijne rechtvaardiging in de huidige omstandigheden onbesproken is.

*
* * *

De Commissie had den Minister van Landsverdediging er op gewezen dat, naar hare meening, het noodig was de som van 614,500 frank bestemd voor de bureelbenoodigdheden van het Hoofdbestuur in te krimpen,

Deze som werd bij wege van amendement verminderd op 564,500 frank, dus met 50,000 frank.

Zij is onderverdeeld als volgt :

Bureelbenoodigdheden	fr.	40,000	»
Schrijfmachines, rekenmachines en leveringen die zich daarop betrekken		10,000	»
Papier en briefomslagen		80,000	»
Drukwerk, registers, inbindingen		384,500	»
Geringe uitgaven (frankeering, taxes, wasschen van het linnen en andere kleine uitgaven).		50,000	»
TE ZAMEN		fr.	<u>564,500</u> »

De sommen voorzien op de eerste vier posten zijn noodzakelijk om de noodwendigheden te bestrijden van talrijke bestendige diensten van het Hoofdbestuur en voor de levering der druksels voor de legermobilisatie. Al de leveringen van

drukwerk worden gedaan door de drukkerij van het Departement (Kaarten-instituut).

De som van 50,000 frank is bestemd om de kosten van bestellen en aan-teekenen der bestuursbriefwisseling, de frankeerkosten der talrijke aangeteekende dienstbrieven voor België en het buitenland, alsmede voor al de onvoorziene uitgaven noodig om den goeden gang der diensten te verzekeren.

Het valt te bemerken dat de som van 564,500 frank verminderd werd met 185,500 frank in vergelijking met die welke toegekend werd voor het dienstjaar 1923. Ten opzichte van de Begrooting voor 1924, bedraagt de inkrimping 435,500 frank.

Er is dus voortdurende verbetering en een zeer lofwaardige poging is er gedaan geworden in den zin van de wenschen door de Commissie geuit.

* * *

Hetzelfde kan worden vastgesteld voor wat betreft de verlichting en de verwarming.

De verwarmings- en de verlichtingskosten werden verminderd in evenredigheid met de afgeschafte gebouwen, doch wegens den prijs der steenkolen (200 frank in plaats van 155 frank betaald in 1922, welke prijs als grondslag had gediend voor het opmaken der Begrooting voor 1923), is de geraamde som onontbeerlijk om de verwarming en de verlichting der onderscheidene diensten in 1924 te verzekeren.

De begrootingsramingen voor 1924 werden opgemaakt, rekening houdende met de eventueele verminderingen van sommige diensten. Alzoo werd een vermindering van 370,000 frank bewerkstelligd op het geheel bedrag der sommen voorzien op de Begrooting van het materieel, in aanmerking nemende de onlangs ingediende amendementen, in vergelijking met die toegekend voor het dienstjaar 1923.

ART. 6, vermindering van	fr.	200,000	»
ART. 58 (overeenstemmende met artikel 107 der Buitengewone Begrooting voor 1923), vermindering van		170,000	»
TE ZAMEN.		fr.	370,000
			»

* * *

De Commissie, die de studie der Begrooting en der eventueel daaraan toe te brengen besnoeiing voortzette, hield zich bezig met drie voornamelijk punten die de aandacht van vele onzer collega's gaande maakten :

- 1° De lokalen door het Departement betrokken, met uitsluiting van de militaire gebouwen ;
- 2° De lokalen beschikbaar geworden wegens de herinrichting van het leger ;
- 3° De in opbouw zijnde of op te richten gebouwen uit reden van de garnizoensveranderingen wegens gezegde herinrichting.

De herinrichting had inzonderheid voor gevolg, af te zien van de huur van gehuurde vaste goederen en zooveel mogelijk al de barakkementen te ontruimen welke ten bate van de Schatkist verkocht of zullen verkocht worden.

In werkelijkheid, is geen enkel militair gebouw in harde bouwstoffen beschikbaar, hetgeen licht verstaanbaar is zoo men er mede rekening houdt dat er bijkomende opslagplaatsen en parken van noode zijn, en dat het huidige leger nog aanzienlijk de effectieven van 1914 overtreft, hoewel de bijkomende vaste kazerneeringen van tamelijk gering belang zijn.

Indien, sinds den wapenstilstand, de hooge legereffectieven konden onder dak worden gebracht, dit is vooreerst te danken aan de talrijke voorloopige barakkementen opgericht in bijna al de garnizoenen, en vervolgens omdat, in 't algemeen, de kazernen zoodanig gevuld en overbevolkt zijn geweest dat, ondanks de bezetting, ten behoeve van logeering der troepen, min of meer bewoonbare eetzaal en zolders zijn moeten gebruikt worden en dat dan nog vaak de manschappen boven elkaar geplaatste bedden hebben moeten betrekken, tegen de vereischten der hygiëne in.

De Commissie voor het leger heeft herhaaldelijk dezen ongunstigen toestand erkend en de Bijzondere Commissie heeft de meening geuit dat het tijd was dit te verhelpen met gebruik te maken van de vermindering der effectieven ten gevolge van de herinrichting, om aan ieder soldaat al het gemak te geven dat hij sedert den wapenstilstand heeft moeten ontberen.

. . .

Doch deze quæstiën van oprichting van militaire gebouwen behooren vooral tot het gebied van de Buitengewone Begrooting en, dienaangaande, wijst uw verslaggever er opnieuw op, dat de Bijzondere Commissie herhaaldelijk heeft gevraagd dat de Buitengewone Begrooting zou gevoegd worden bij de gewone Begrooting ten einde gelijktijdig te kunnen bestudeerd worden.

Het is, inderdaad, bijzonder moeilijk zich een juist denkbeeld te geven van den toestand der uitgaven, der verhoogingen of der verminderingen in 't algemeen, zonder de beide stukken onder het oog te hebben.

Het Departement van Landsverdediging antwoordt, dat de begrootingsverhoudingen van het Departement, op behoorlijke wijze vergezeld van hunne rechtvaardigende toelichtingen opgemaakt binnen het kader door den Minister van Financiën vastgesteld, jaarlijks worden overgemaakt aan het Departement van Financiën naar luid van het bepaalde bij artikel 7 van het Koninklijk besluit dd. 10 December 1868 houdende het algemeen reglement op de Staatscomptabiliteit.

Het is juist, zooals wordt bepaald door het eerste artikel der wet van 15 Mei 1846 tot regeling van de Staatscomptabiliteit, dat de begrootingsontwerpen worden gedrukt en aan de leden der Wetgevende Kamers worden uitgedeeld door de zorgen van het Departement van Financiën en dat de quæstie dus dit Departement betreft, des te meer, daar de ramingen van de buitengewone uitgaven en ontvangsten het voorwerp uitmaken van een enkel stuk dat gegeven is aan de onderscheidene ministerieele departementen. De Bijzondere Commissie

zal niet nalaten aan den Minister van Financiën voldoening te vragen voor het onderzoek der Begrooting van 1925.

. * .

Eindelijk, heeft de Commissie de noodzakelijkheid willen kennen van den dienst : « Opnemen en doorlezen der bladen » en de rechtvaardiging der uitgave van 3,000 frank dienaangaande.

Het opnemen en het doorlezen der bladen strekte zich uit over 3½ Fransche dagbladen, 13 Vlaamsche dagbladen, 14 Fransche en 4 Vlaamsche weekbladen en het aantekenen der artikelen welke het Departement van Landsverdediging aanbelangen.

De Minister mag niet onwetend zijn van de klachten, kritieken of raadgevingen betreffende de inrichting van 's Lands verdediging en betreffende het welzijn van den soldaat, welke in de pers tot uiting komen.

Het Persbureel knipt maandelijks gemiddeld 700 dagbladartikelen uit.

Dit bureel is daarenboven gelast al de militaire inlichtingen, die de gedemobiliseerden, de gepensionneerden en het publiek in 't algemeen kunnen aanbelangen, op te stellen en naar de bladen te sturen.

Het beantwoordt de aanvragen om inlichtingen en zendt, eventueel, aan de bladen terechtwijzingen omtrent door hen gegeven onjuiste artikelen.

De dienst komt niet onder een bijzonder artikel voor. Hij staat vermeld bij artikel 9 dat omvat de Photographische en Kinematographische diensten van het Leger, den Dienst der militaire kinema's bij het Bezettingsleger en het opnemen en doorlezen der bladen.

Het crediet van 3,000 frank dient voor de betaling van het abonnement en den aankoop der dagbladen hierboven vermeld; het bedraagt 500 frank minder dan dat van 1923.

. * .

Haar aandachtig onderzoek der Begrooting verder voortzettende, wenschte de Bijzondere Commissie te vernemen waarom, bij het artikel, het militaire Kaarten-instituut betreffende, er een vermeerdering was van 66 beambten. Uw verslaggever heeft dus uitlegging gevraagd omtrent de schommelingen in het personeel.

In vergelijking met de Begrooting in 1923 goedgekeurd, toont het Begrootingsontwerp voor het dienstjaar 1924, inderdaad, eene vermeerdering van 66 beambten bij artikel 10. Er valt echter te bemerken dat de Begrooting van 1923 niet de uitgave bevatte van het personeel der *drukkerij*.

Dit personeel, volgens de Begrooting 65 man sterk, moet worden afgetrokken van de bovenvermelde vermeerdering van 66 beambten.

De eigenlijke vermeerdering is dus slechts van 1 beambte.

Doeh er moet worden aangemerkt dat het crediet, in den beginne bij artikel 10 van het Begrootingsontwerp voor 1924 ingeschreven, thans het voorwerp uitmaakt van een amendement dat er toe strekt dit crediet van 1,930,000 frank op 1,733,800 frank te brengen : vandaar eene vermindering van 196,300 frank.

Dit amendement heeft voor gevolg het aantal eerst op het Begrootingsontwerp

gebrachte beambten te brengen van 225 op 237, *van daar eene vermindering van 18 beambten*, rekening houdende met het feit dat het personeel der drukkerij thans van 65 tot 66 eenheden overgaat.

Daarenboven acht uw verslaggever het nuttig u eene bijkomende verklaring te geven, welke duidelijk de noodzakelijkheid aantoont van het aangevraagde crediet van 1,733,800 frank door den Minister van Landsverdediging voorgesteld in het amendement dat hij nadien heeft ingediend.

* *

De *drukkerij* omvat de eigenlijke drukkerij, een magazijn van militaire drukwerken en een magazijn van bureelbenoodigdheden. Deze inrichtingen staan geheel op hun eigen, de ontvangsten dekken de uitgaven. In 1923 werden al deze uitgaven gebracht op de Begrooting voor order van het Militaire Kaarten-instituut die, grootendeels, gestijfd wordt door de ontvangsten van de drukkerij en van dezer magazijnen.

Het personeel werd betaald op de Begrooting voor order en kwam dus niet voor op artikel 9 van de Gewone Begrooting voor 1923. Daar de Begrooting voor order van af 1924 was afgeschaft geworden, moesten deze uitgaven gebracht worden ten laste van artikel 10 der Gewone Begrooting.

Eindelijk, verstaat men door onvoorziene uitgaven wegens schommelingen in het personeel der drukkerij, eene som die toelaat de volgende mogelijkheden te dekken :

1^o *Wijzigingen in het gewestelijk barema*, waaraan het arbeidend personeel der drukkerij is onderworpen. Het bedrag der salarissen wordt bepaald door overeenkomsten tusschen het Belgisch Werkgeversverbond van het boekbedrijf en het Belgisch Drukkersverbond, de Centrale der inbinders, enz.

Dit bedrag verandert met het *index-number*.

De tijdelijke vermeerderingen van het personeel. De drukkerij wordt op industriele wijze beheerd, doch wordt er geen werkman gehouden meer dan volstrekt onmisbaar is, en het personeel wordt streng beperkt tot de behoeften van het oogenblik; dit brengt schommelingen te weeg in de effectieven, hetzij verminderingen wanneer de bestellingen minder talrijk zijn, hetzij vermeerderingen wanneer de bestellingen talrijk en dringend zijn.

3^o De vermeerdering van het personeel welke kan voortvloeien uit de vervanging van de militaire werkkrachten door halfwerklieden en leergasten.

Het valt te bemerken dat in zake van uitgaven, deze vermeerderingen, in wezenlijkheid, geen gevolg hebben; want zoo er vermeerdering is van personeel, dan is er ook vermeerdering van het zakencijfer en de overeenstemmende uitgave, die berekend wordt in den kostenden prijs, keert terug als ontvangst — vroeger als wederbeleggingsfonds voor het Kaarteninstituut — thans op de Begrooting van 's Lands Middelen.

Laat mij toe bij deze uitleggingen, betreffende het Militair Kaarteninstituut

eenige bijzonderheden te voegen omtrent het gebruik der som van 5,000 frank gebracht op de Begrooting van 1923 (art. 10*b*) en te zeggen waarom eene som van 1,500,000 frank gebracht is op hetzelfde artikel der Begrooting van 1924.

* * *

Wij moeten niet vergeten dat de uitgaven der drukkerij eertijds de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order, die thans is afgeschaft, bezwaarde.

Welnu, de som van 5,000 francs, vermeld bij artikel 10 der Gewone Begrooting voor 1923 is niet gebruikt geworden. Zij stond er overigens niet op vermeld dan voor memorie, ten einde akte te geven van het officieel bestaan dezer drukkerij welke was opgericht bij Koninklijk besluit en van haar recht op die Begrooting betaald te worden in geval men zou verplicht zijn dit middel te gebruiken wegens ontoereikende ontvangsten.

Dank zij het goede beheer en de goede gang der werkhuisen, moest men dit crediet niet inroepen en de Bijzondere Commissie wijst daarop met voldoening.

In 1923 waren de uitgaven van de drukkerij (de wedden en bezoldigingen niet inbegrepen) als volgt :

Papier	fr.	528,528 73
Benoodigdheden en inbinden		158,002 09
Materieel		71,376 71
Inkt en cylinderdeeg		2,286 »
Beweegkracht		10,099 27
Gietafdrukken en teekeningen		9,289 10
Allerlei		7,209 26
Aankoop voor het magazijn der militaire drukwerken en voor het magazijn der bureelbenoodigdheden		680,354 05
Meubelen		4,550 »
Aandeel in het onderhoud der gebouwen		15,000 »
Aandeel in de verlichting en de verwarming		36,159 »
TE ZAMEN.		<u>1,522,849 21</u>

Gelieft aan te merken, Mijne Heeren, dat het aandeel van 15,000 frank in het onderhoud der gebouwen daarvan werd afgenomen en begrepen is in het crediet voorzien bij litt. *d* van artikel 11 van 1924.

Eindelijk, maakt het aanvankelijk in artikel 11 van het Begrootingsontwerp voor 1924 voorziene crediet het voorwerp uit van een amendement strekkende om dit crediet van 1,690,000 frank terug te brengen tot 1,540,000 frank; vandaar eene vermindering van 150,000 frank.

Dit amendement heeft namelijk voor gevolg het crediet van 1,500,000 frank vermeld bij litt. *b* van artikel 11 op 1,275,000 terug te brengen.

* * *

Onderscheidene onzer collega's wenschten te weten waarom de drukkerij, dit jaar, eene uitgaaf vergde van 100,000 frank in plaats van 50,000 frank gebracht op de Begrooting van 1923 en waarom het onderhoud der gebouwen en der meubelen van 25,000 frank in 1923 tot 50,000 frank in 1924 is overgegaan.

In 1923 bevatte artikel 10 (overeenstemmende met art. 11 *c* in 1924) 50,000 frank.

In 1923, werd op dit artikel uitgegeven : fr. 36,019.84, daar de overige uitgaven van grondstoffen en materieel voor de drukkerij zijn kunnen overgebracht worden op de Begrooting voor order.

Het is noodig in aanmerking te nemen dat de drukkerij, waar de kaarten voor het leger worden gedrukt, door hare ontvangsten (kaarten verkocht aan het publiek en bijzondere drukwerken voor het leger en sommige ministerieele departementen) bijdroeg om de Begrooting voor order te stijven, en dit is de reden waarom een groot gedeelte der uitgaven voor grondstoffen en materieel, in 1923, op deze wederbeleggingsfondsen werden afgenomen.

Voor 1923 waren de uitgaven (de wedden en bezoldigingen niet inbegrepen) als volgt :

Papier	fr.	60,821 46
Leveringen		78,662 29
Materieel		22,273 93
Allerlei		12,100 07
Drijfkracht		10,100 »
Aandeel in de verlichting en de verwarming		36,158 »
Aandeel in het onderhoud der gebouwen		15,000 »
TE ZAMEN		fr. 235,193 75

En evenals in de drukkerij, werd het aandeel van 15,000 frank voor het onderhoud der gebouwen opgegeven en is begrepen in het crediet voorzien bij litt. *d* van artikel 11 voor 1924.

De uitgaven in 1924 zullen minder groot zijn (voornamelijk wat de aan te koopen hoeveelheid papier betreft).

Daarom werd, wegens het afschaffen van de Begrooting voor order, op litt. *c* van artikel 11 een som gebracht van 100,000 frank, welke 175,000 frank is geworden in het nieuw totaal van 1,540,000 frank van het gewijzigd artikel.

Eindelijk, betreffende het onderhoud der gebouwen en der meubelen, 50,000 frank tegen 25,000 frank in 1923, moet worden aangestipt, dat aangezien de 30,000 frank aandeel der typo- en lithographische drukkerijen in deze uitgaven niet meer kunnen aangerekend worden op de Begrooting voor order, zij moesten gebracht worden op artikel 11 *d*. In werkelijkheid is er dus eene vermindering van 5,000 frank.

Deze verklaringen, welke uwe verslaggever nauwkeurig en omstandig heeft pogen te geven, schonken aan de Bijzondere Commissie volledige voldoening. Deze is van oordeel dat, op dit gebied, geen nieuwe inkrimping meer mogelijk is en dat de sommen, op de onderhavige Begrooting voorgesteld, rechtmatig en onontbeerlijk zijn voor den normalen gang van deze belangrijke inrichting.

* * *

Zooals gij ziet, Mijne Heeren, heeft de Bijzondere Commissie zich inzonderheid bezig gehouden met het Kaarteninstituut, de photo- en kinematographische diensten van het leger en heeft zij U willen inlichten omtrent hunne belangrĳheid en omtrent de besnoeiingen welke het Departement op dat gebied kon verrichten.

Sommige leden waren verwonderd dat de gezinsvergoeding van het personeel dezer diensten van 1,817 frank in 1923 is gestegen tot 5,124 frank in 1924. Men moet rekening houden met het feit dat de gezinsvergoeding voor 1923 berekend is geworden op den grondslag van 50 centiem per dag en per kind, zijnde, voor de tien kinderen der beampten die betaald werden op artikel 7 in 1923, eene som van fr. 1.817.50.

De verhooging van 3,307 frank is het gevolg van de beslissing in den Ministerraad van 16 Juli 1923 getroffen om de gezinsvergoeding uit te keeren op den voet van 1 frank per dag en per kind, in plaats van 50 centiem, of 365 frank per jaar en per kind, wat voor de 10 kinderen een totaal oplevert van fr. 3,650 »

Daar 1924 een dag meer telde, moest men 1 frank per kind en per jaar meer voorzien, of voor de 10 kinderen. 10 »

Sedert Juni 1922, op welken datum de begrootingsramingen voor 1923 werden neergelegd, en September 1923, datum van de begrootingsramingen voor 1924, is het aantal kinderen van de beampten in het Bestuur der Militaire Informatiediensten met vier toegenomen ($10 + 4$) of $366 \times 4 =$ 1,464 »

TE ZAMEN. fr. 5,124 »

* * *

Het onderzoek van de uitgaven opgelegd door den Photographischen Dienst van het Leger lokte een belangwekkend debat uit onder de leden der Commissie die met klaarheid het nut van dit organisme en zijne reden van bestaan wenschten te kennen.

In 1924, is de Photographische Dienst, zoo als in de vorige jaren, belast met :

1^o Het bewaren der photographische documentatie betreffende den oorlog 1914-1918;

2^o Het leveren van photographische documenten aan het Leger, aan onderscheidene besturen, aan *particulieren*, enz.

3^o Het nemen van aanzichten of het overdrukken van documenten, noodig voor de legeropleiding, of van zekere geheime stukken;

4^o De Photographische Dienst staat den Kinematographischen Dienst van het Leger ter zijde voor het leveren van diapositieven voor lichtbeelden (opvoeding en opleiding van den troep en het kader).

Het burgerpersoneel van dit organisme werd sedert den wapenstilstand aanzienlijk verminderd en zal nog meer verminderd worden.

De credieten die, in 1922, 20,000 frank bedroegen, beloopten, in 1924, de som van 10,000 frank.

In 1923, heeft de Photographische Dienst aan het Korps der Troepen, de Wapenschool, de militairen, de ambtenaren van het Departement, de gedomobiliseerden, vergrootte aanzichten geleverd van het front, diapositieven, foto's voor een bedrag van fr 39,533.88 dat, als toevallige ontvangst, in de Schatkist werd gestort. Daarenboven, heeft hij aan onderscheidene diensten van het leger diapositieven en fotos geleverd voor de som van 6,839 frank.

*
*
*

De Commissie drukte eveneens den wensch uit te weten wat door den Kinematografischen Dienst van het Leger werd opgeleverd, hoe deze producties werden verdeeld, welk gebruik het Departement daarvan heeft gemaakt in den loop van 1923 en welke verkooping van films werden toegestaan aan inrichtingen vreemd aan het Leger.

De Kinematographische Dienst van het Leger heeft in 1923 de volgende films uitgegeven :

A. — De Artillerie	(Metermaat)	575 m.
De Dag der Erkenntenis	id.	150 m.
Mechelen	id.	150 m.
Omstreken van Brussel, — Waterloo	id.	550 m.
Torpedosoldaten en mariniers	id.	390 m.
De Revue der Zegepraal	id.	180 m.

Al deze films behoorden tot het programma der opvoedingsfilms aan de Legerkorpsen in leen gegeven.

B. — De Grenaden	(Metermaat)	188 m.
Eenige inlichtingen over de Artillerie	id.	374 m.
De Bemanteling der Artilleriestellingen	id.	378 m.
De Luchtphotos	id.	55 m.
Invloed van de Overhelling der tappen.	id.	150 m.

Deze films werden verstrekt aan de zeventien Korpsen welke een projectietoestel bezitten.

C. — Asbreuk	(Metermaat)	78 m.
------------------------	-------------	-------

Deze film, voor de Artillerie bestemd, werd afgedraaid om er een afdruk van te nemen, vervolgens voor studie gezonden naar de Artillerieschool. Hij zal in 1924 worden afgeleverd.

D. — De Inrichting van den Gezondheidsdienst op het slagveld en benutting van het verbandpakje	(Metermaat)	550 m.
--	-------------	--------

Deze film werd afgedraaid om er een afdruk van te nemen. Hij zal met 26 kopijen worden afgeleverd in den loop van 1924.

E. — De Verkenningdienst.	(Metermaat)	309 m.
-----------------------------------	-------------	--------

Deze film wordt thans afgewerkt. Hij werd afgedraaid in 1923 en zal voltooid worden in 1924.

De onderwijsfilms zijn het eigendom van de Korpsen en dienen voor de technische opleiding van den troep en van het kader.

De Kinematographische Dienst is geen handelsinrichting en werkt niet voor de burgers.

Buiten de werken gemaakt voor de legerdiensten, heeft de Kinematographische Dienst zijne kosteloze medewerking verleend (arbeiders) aan de navolgende officieele inrichtingen :

1° Ministerie van Buitenlandsche Zaken	(Metermaat)	6,701	» m.
Ministerie van Spoorwegen, Diensten der Druk- pers en der Publiciteit.	id.	3,001	» m.
Ministerie van Koloniën. Koloniale dag	id.	340	» m.
Militaire attaché van Chili	id.	303	» m.
2° Private diensten aan dewelke het personeel en de producten uitzonderlijk werden geleend op bijzondere machtiging van den Minister en bij wijze van propaganda :			
« Comité central industriel »	(Metermaat)	1,580	» m.
Stad Antwerpen	id.	986	» m.
Jaarbeurs van Brussel	id.	386	» m.
Stad Brussel	id.	929	» m.
« Institut commercial du Hainaut »	id.	2,995	» m.
Militaire School. Artillerie-muzeum	id.	549	» m.
Bond tegen het Venerisch gevaar	id.	86	» m.
Gemeente Sint-Gillis	id.	190.50	m.
Tehuis voor Invalide soldaten	id.	735	» m.
Nationaal werk der Invaliden	id.	232	» m.
« Musée de la Vie wallonne »	id.	185	» m.
Firma Pathé	id.	1,063	» m.
Firma Gaumont	id.	1,521	» m.
Algemeen Kinema-agentschap	id.	676	» m.
Mevr. Navana (filmuitgave)	id.	287	» m.
Mevr. Bams-de Pauw (kinema)	id.	690	» m.
M ^r de Valeriola (filmuitgave)	id.	24	» m.
Compagnie Vitigraphe (filmuitgave)	id.	68	» m.
Militaire School (opgave van onderscheidene proefnemingen)	id.	1,127	» m.
Dienst der kinematographische propaganda	id.	141	» m.

De waarde der in 2° hierboven verstrekte werken werd geraamd op fr 11,437. 64 en het bedrag er van werd gestort in de Openbare Schatkist bij wijze van toevallige ontvangst.

De Kinematographische Dienst van het leger heeft, bij wijze van vaderlandsche propagande, gedurende het jaar 1923, aan de burgerinrichtingen 409,455 meter films geleend, welke de documentatie-collectie van den Dienst uitmaken.

HOOFDSTUK II.

JAARWEDDEN EN VERGOEDINGEN DER OFFICIEREN : JAARWEDDEN, SOLDE
EN BIJHOORIGHEDEN DER TROEPEN.

Betreffende litt. f van artikel 12, acht uw verslaggever het noodig u vlug eenige bijzonderheden te verschaffen omtrent het Militaire Instituut van Lichamelijke Opleiding.

De Bestendige Commissie heeft deze militaire inrichting bezocht : uw verslaggever was belast geworden over dat bezoek een verslag op te maken ; doch daar het advies der leden zeer verdeeld was over het doel, het nut der veroorzaakte uitgave en de bekomen uitslagen, dacht ik niet bij de Bijzondere Commissie te moeten aandringen over mijne persoonlijke besluitselen welke gansch voordeelig zijn voor deze inrichting, wanneer verscheiden leden er volstrekt tegen gekant waren.

Overigens, de Minister heeft, zooals ik het hooger heb gezegd, de uitgave besnoeid met 303,000 frank, hetgeen voldoening geeft aan degenen onzer collega's die de aanvankelijk op de Begrooting gebrachte som overdreven vonden.

De leden van de Commissie wenschten zich inzonderheid te vergewissen over het nagestreefde practisch doel, het aantal leerlingen die de leergangen volgen en het aantal leeraars, over de noodzakelijkheid twee geneesheeren aan de inrichting te hechten, den duur der studiën en de jaarlijksche uitgave.

Zij hebben de werking der diensten ter plaatse kunnen nagaan : zij hebben zich rekenschap gegeven van het uitmuntend onderwijs dat er wordt gegeven en, zonder zijne persoonlijke gedachten te willen opdringen, geeft uwe verslaggever u dus de volgende ophelderingen :

**Practisch doel door het Militair Instituut voor Lichamelijke Opleiding
nagestreefd.**

1^o Het doel dat nagestreefd wordt door het Militair Instituut voor Lichamelijke Opleiding, zooals het wordt voorzien in het organiek Reglement gehecht aan het Koninklijk besluit n^o 9064^{bis} van 30 Maart 1921, luidt als volgt :

1. De opleiding verzekeren van de meesters van alle graden belast met de lichamelijke opvoeding in het leger.
2. De militaire geneesheeren specialiseeren.
3. Bijdragen tot de toeneming der oefeningen en sportspelen in het leger.
4. Een opsporingslaboratorium inrichten ten einde de wetenschap der Lichamelijke Opvoeding en dezer toepassingen te bevorderen.

Het onderwijs in het Militair Instituut voor Lichamelijke Opleiding gegeven is een « Normaal Onderwijs ». Het gaat uit van de pedagogische methode van LING en dient als grondslag voor datgene wat in de troepenkorpsen wordt gegeven.

De lichamelijke opleiding van den soldaat omvat de opvoedende gymnastiek ; de toepasselijke en de sportgymnastiek.

De nagestreefde doeleinden worden door den aard van elk dezer gedeelten der Lichamelijke Opvoeding nader bepaald.

De *opvoedkundige gymnastiek* verzekert de noodige veerkracht van den soldaat en ontwikkelt zijn lichaam zoo hij onvoldoende gevormd is.

De *toepasselijke gymnastiek* leidt den soldaat op en maakt bijzonder geschikt voor de vakkundige oefeningen van zijn wapen. Zij omvat :

Het schermen en het vechten met de bajonnet.

Het schermen en het vechten met den dolk (alleen voor een zeker aantal manschappen).

Het gebruik van den sabel.

De redematige oefening in het marcheeren, het loopen, het springen, het vooruitgaan op omgewoeld terrein, het kruipen, het klimmen.

Het mastklimmen.

De krachtoefeningen en de oefeningen in het zakken dragen voor sommige wapens.

De *sport* bevordert de ontwikkeling van het lichaam. Wanneer een redematige keuze in de oefeningen wordt gedaan, stalen deze het karakter, ontwikkelen de zedelijke hoedanigheden van de manschappen en dezer gemeenschappelijke waarde.

Bovendien brengen zij afwisseling in de beroepsoefeningen en het kazerneleven.

De proefondervindelijke methode moet worden ingevoerd in het domein van de Lichamelijke Opleiding in zoo verre dat de uitslagen der eenvoudige opmerking en de zuiver beschrijvende beschouwingen worden vervangen door positieve gegevens. De opzoekingen tot deze proeven vereischt worden verstrekt door het *laboratorium* van het Instituut.

Anderdeels onderzoekt dit laboratorium de mogelijke militaire toepassingen in zake Biométrie of levensduur. Met Amerika's voorbeeld tijdens den oorlog aan de hand, zoekt dit laboratorium naar proeven tot het vaststellen van eene uitlezing-methode waardoor de manschappen spoedig volgens hunne geschiktheden kunnen worden ingedeeld.

Ten slotte kan als practisch doel aan het Militaire Instituut voor Lichamelijke Opvoeding nog worden toegevoegd de vorming van lichamelijke wederopleiders. Tijdens den oorlog werden de gediplomeerden der Normaalschool voor Gymnastiek en Schermkunst aangesproken door al de inrichtingen van den gezondheidsdienst die zich bezighielden met de lichamelijke wederopleiding der aan de beterhand zijnde gekwetsten. Heden ten dage ook zijn het de gediplomeerden van het Instituut die in het Gasthuis van Woluwe belast zijn met dit liefdadig naoorlogsch werk.

Getal leerlingen.

Officieren	{	Eerste jaar	46
		Tweede jaar	12
Onderofficieren.	{	Gymnastiek.	{
		Eerste jaar	63
		Tweede jaar	8
	{	Schermkunst	{
		Eerste jaar	10
		Tweede jaar	12
	{	Derde jaar	7
		Sport	{
		Tweede jaar	4

Getal leeraars.

Officieren	5 waaronder 1 geneesheer.
Burgerlijken	Niemand.
Getal burgerlijke meesters	1

Getal militaire monitoren (onderofficieren) :

Voor de gymnastiek	6
Voor de schermkunst	7
Voor de sport	2

4° Getal lesuren voor elk van hen :

Minstens 7 $\frac{1}{2}$ tot 8 uren daags met inbegrip van de voorbereiding.

5° Twee geneesheeren worden vereischt in het Instituut :

Een van beide geneesheeren is leeraar en belast met het onderwijs in de ontleedkunde en de theoretische en practische physiologie in verband met de lichamelijke opleiding, met de hygiëne en de ontleding der bewegingen.

De andere is belast met het bestuur van het laboratorium. Zijne ambtsbezigheden werden hooger reeds omschreven.

Beide geneesheeren zijn bovendien belast met den medischen dienst van het Instituut, met het bezoek ten huize bij de zieke officieren en dezer gezinsleden indien zij gehuwd zijn, alsmede met den medischen dienst van een sector der stad.

Het getal lesuren voor den geneesheer-leeraar bedraagt minstens 7 $\frac{1}{2}$ tot 8 uur per dag, met inbegrip der voorbereiding.

6° Duur der studiën :

a) *Eertijds*, vóór den oorlog en sedert 1902, toen heette het Instituut « Normaaalschool voor gymnastiek en schermkunst ». (Deze school werd opgericht in 1885), bedroegen de leergangen voor de onderofficieren den duur van één jaar voor de gymnastiek en de schermkunst; de meestbegaafden voegden er een tweede jaar bij tot het bekomen van het brevet van den hooger grad. Voor de officieren waren de leergangen eenvoudige lessen tot onderricht met een termijn van drie maanden, doch zonder toekenning van punten noch examen. Om deze lessen te kunnen volgen moesten de officieren, alvorens toegelaten te worden, een bepaald programma doormaken over de ontleedkunde, de physiologie en de gezondheidsleer.

Vermits na den oorlog de vroegere gediplomeerden van de Normaaalschool voor gymnastiek en schermkunst schier allen verdwenen waren, moest men bij hoogdringendheid zorgen voor monitoren in de gymnastiek en, verplicht zijnde

zich te bepalen bij een onvoldoende onderricht voor deze monitoren, werden voorloopige leergangen met een termijn van zes maanden ingericht; de meest-begaafden konden een tweeden leergang van zes maanden volgen.

Voor de monitoren in de schermkunst, werden leergangen met een duur van drie jaren ingericht : vooreerst werden de zeldzame overblijvende gediplomeerden aangesproken om dezen in een of twee jaren tijds te volmaken; de nieuwe leerlingen moesten den termijn van drie jaren doormaken.

b) *Heden ten dage*, dus sedert 1922, werd de vroegere duur der leergangen voor de onderofficieren terug in voege gebracht en meer volledige leergangen voor de officieren ingericht.

Door het Instituut worden thans de volgende diploma's afgeleverd :

Aan de officieren, het diploma van :

Onderrichtgever in de Lichamelijke Opleiding, na een leergang van 10 maanden.

Leeraar in de Lichamelijke Opleiding, na een tweeden leergang van 10 maanden.

Aan de onderofficieren, het diploma van :

Provoost in de gymnastiek, de scherkunst of de sport, na een leergang van 10 maanden.

Gymnastiek-, scherm- of sportmeester, na een tweeden leergang van 10 maanden.

Eerste schermmeester, na een derden leergang van 10 maanden.

7^e Jaarlijksche uitgaven :

a) Wedden en vergoedingen der officieren en leeraren, onderofficieren en soldaten aan het Instituut gehecht.

De officieren en onderofficieren aan het Instituut gehecht, trekken dezelfde wedde, soldij en vergoedingen als zij die bij den troep dienst doen. Bovendien hebben zij eene vergoeding van :

1,500 frank voor den commandant van het Instituut.

1,200 frank voor de professoren.

800 frank voor de adjudanten-monitor.

300 frank voor de andere onderofficieren-monitor, te weten :

13,200 frank bijzondere vergoeding voor geheel het onderwijzend personeel.

De burgerlijke meester heeft, alle vergoedingen inbegrepen, eene jaarlijksche wedde van 12,852 frank.

De leerlingen staan buiten hunne eenheden. Zij trekken dezelfde uitkeeringen (soldij, vergoeding, voeding) als in hunne eenheid. Geene bijzondere vergoeding hoegenaamd wordt hun toegekend.

b) *Kosten voor het Instituut* : 73,614 frank voor het jaar 1924.

8° *Uitgaven voor den bouw, de meubilering, enz., van de nieuwe gymnastiekzaal.*

Het bestek voor den bouw der nieuwe gymnastiekzaal beloopt 138,000 frank.

Geen bestek werd tot nog toe opgemaakt tot het geschiktmaken der toestellen van de oude zaal ten behoeve der nieuwe en om ze aan te vullen.

Het Instituut ontvangt jaarlijks het bezoek van de leerlingen der Normalschool voor onderwijzers der stad Brussel, die inlichtingen komen nemen over de onderwijsbeginselen en zich op de hoogte stellen van de meetmethode die in het laboratorium wordt gebruikt.

Eveneens werd het Instituut aangesproken om schijnbewegingen uit te voeren voor de leerlingen van den provincialen leergang van Brabant. Het kreeg het bezoek van de leerlingen van den provincialen leergang van Henegouw en van de School voor Maatschappelijke Werken der stad Antwerpen.

In 1920 werd het Militaire Instituut voor Lichamelijke Opleiding naar Toerkonje geroepen om er een schijnbeweging uit te voeren voor al de gymnastiekmaatschappijen van het Noorder-Departement.

Naar aanleiding van een bezoek aan het Instituut, heeft kolonel Campbell, bestuurder van de Lichamelijke Opleiding in het Engelsch leger, van den Minister van Landsverdediging de toelating bekomen om een zijner officieren gedurende acht dagen de werkzaamheden te laten volgen en de inrichting van het laboratorium na te gaan met het doel een dergelijken dienst in Engeland in te richten.

De commandant der Gymnastiek- en Schermschool van het Hollandsch leger heeft een zijner geneesheeren naar Brussel gezonden om zich, met het oog op de oprichting van een laboratorium, in betrekking te stellen met docter Govaerts.

In 1923, bij de oprichting van den Internationalen Bond voor Opleidende Gymnastiek, te Brussel, werd het Instituut aangesproken om demonstratie's te doen voor de afgevaardigden der zeven vertegenwoordigde landen; het heeft er grooten en rechtmatigen bijval genoten zooals, trouwens, bij al de demonstratie's reeds op tal van volksfeesten gegeven.

En vermits, ten slotte, sommige leden van de Bijzondere Commissie hebben gevraagd wat het eigenlijk was, het Laboratorium van Physiologie en van Scheikunde dat gehecht is aan het Militaire Instituut voor Lichamelijke Opleiding, meen ik er te moeten op wijzen dat de empirische methode, welke tot nog toe in zake Lichamelijke Opleiding veelal den voorrang had genoten, plaats moest maken voor de proefondervindelijke methode en, zoo mogelijk, voor de ontledingmethode, in zoo verre dat de uitslagen der eenvoudige opmerking en der zuiver beschrijvende beschouwingen zouden vervangen worden door positieve gegevens.

De daartoe vereischte opzoekingen worden gedaan door het Laboratorium van het Militaire Instituut voor Lichamelijke Opleiding, waarover uwe verslaggever hooger heeft gesproken.

HOOFDSTUK III.

MILITAIRE HOSPITALEN EN APOTHEKEN.

Mijne Heeren, ongetwijfeld hebt gij, evenals sommige leden der Bijzondere Commissie, eene ware ongerustheid gevoeld bij het lezen van artikel 14 der amendementen door den Minister van Landsverdediging voorgesteld onder de rubriek « Hoofdstuk III, Krijgsgasthuizen en Apotheken », waar eene vermindering wordt gevraagd van 2,947,000 frank wegens inkrimping der uitgaven.

Het is overbodig u te zeggen, dat uwe Bijzondere Commissie aan uwen verslaggever opdracht heeft gegeven, bij den Minister van Landsverdediging al de vereischte inlichtingen in te winnen over deze belangrijke vermindering. Na ernstig onderzoek, werd de vermindering billijk bevonden. Zij betreft in geen deele de zorgen toe te dienen aan de in behandeling zijnde zieken; zij is het waardeerbaar gevolg van eene normale, gewetensvolle en gebillijkte inkrimping alsmede van hervormingen, welke door de strenge bezuiniging, op alle gebied aangeprezen, aan het Departement werden opgelegd.

Deze vermindering omvat het volgende :

1^o Litt. a. — Kosten van hospitaaldienst, bezuiniging te maken wegens gedeeltelijke wijziging in het verbruik van sommige eetwaren. fr. 82,000 »

2^o Litt. b. — Besparing te doen op het aankopen van voorwerpen voor den eeredienst 10,000 »

3^o Litt. c. — Vermindering 15 t. h. op de credieten ter beschikking gesteld van de gasthuizen tot uitvoering van sommige onderhoudswerken in gehuurde lokalen 160,000 »

4^o Litt. d. — Vermindering op het aankopen van gasthuismaterieel 45,000 »

5^o Litt. e. — A. 5,000 frank besparing te doen op onderscheidene beperkingen in het afleveren van toestellen voor heilgymnastiek, van artseneijkundige producten, door middel van het terugbrengen der leegte fleschjes, van beperking in de maxima-dosis en de specialiteiten : afschaffing van minerale waters, enz.

B. 1,800,000 frank vermindering op de 3,000,000 frank voorzien voor het afleveren van geneesmiddelen aan andere departementen. 2,600,000 »

C. 300,000 frank besparing wegens vermindering van het getal aangenomen geneesheeren den dienst waarnemend in de korpsen en gasthuizen of de gendarmeriebrigades

6^o Litt. g. — Sommige aanzienlijke onderhoudswerken worden verdaagd tot aanstaande jaar, waaruit eene vermindering van 50,000 »

De Commissie is van gevoelen dat het Departement handelt zooals heden ten

dage al de ernstige particulieren doen, die openhartig wenschen hunne levens-trein te verminderen en zich de onontbeerlijke beperkingen opleggen in de crisis waaronder iedereen thans lijdt. Dat is een quæstie van leven of dood, en wanneer de Staat het voorbeeld geeft van de inkrumping in de minste onderdeelen zijner begrootingen, geeft hij een moedig voorbeeld van gezond verstand en van vaderlandsliefde.

*
* * *

Sommige leden van de Bijzondere Commissie wenschten te weten hoevele Belgische teringlijders nog te Montana zijn en hoeveel hunne hospitaalverzorging in 1923 heeft gekost.

Te Montana, Mijne Heeren, zijn er in de villa's « Preux » en « Jeanne d'Arc », 43 bedden ten behoeve van den Gezondheidsdienst van het Belgische leger, om er de teringlijders te verzorgen.

Deze bedden zijn over het algemeen nog bezet.

In 1923, beliep de geheele uitgave in Belgische franks : fr. 489,677.98.

Den 31^e December 1923, waren er nog 39 zieken in behandeling.

De hospitalisatie der militairen en ex-militairen, te Montana, die een gevolg is van den oorlog, is zeer zwaar voor 's Rijks Schatkist, vermits zij jaarlijks een uitvoer van fr. 136,423.70 Zwitsersche franks, en wel zonder vergoeding, vereischt.

De Commissie doet geene opmerking over deze uitgave welke België zich oplegt in een gevoel van dankbaarheid, dat ons land verschuldigd is aan onze dappere soldaten van den grooten oorlog.

HOOFDSTUK IV.

MILITAIRE ACADEMIE.

De Bijzondere Commissie heeft zich beziggehouden met het hoofdstuk aan het Legermuseum gewijd en belang gesteld in de uitleggingen door sommige leden verstrekt over het aanzienlijk werk dat in het Jubelpark tot stand werd gebracht door den heer Leconte, de bestendige conservator van het Museum, die door een uitstekend personeel wordt ter zijde gestaan.

Eenparig heeft zij hulde gebracht aan de wetenschap, den ondernemingsgeest, den iever en de onvermoeibare bedrijvigheid van hem die van het Legermuseum een eenig monument heeft gemaakt, België en zijne heldhaftigste kinderen ter eer.

Het Legermuseum kreeg het bezoek van onderscheidene leden der Commissie van Landsverdediging.

De ontzaglijke verzamelingen zijn tentoongesteld in ruime zalen die wel verlicht, wel geordend, fijn onderhouden doch onvoldoende verwarmd zijn.

Al onze medeburgers zouden dezen onwaardeerbaren schat van ons roemvol verleden moeten gaan bezichtigen; zij zouden er van terugkomen met de fierheid in 't hart voor de aloude dapperheid van het Belgische volk; en zij zouden beter de wonderen van weerstandsvermogen en heldhaftigheid verstaan, waardoor

België's naam te allen tijde over gansch de wereld zoo hoog heeft geschitterd.

De Commissie is van gevoelen, dat de Staat zich niet onverschillig mag toonen tegenover het groot nationaal werk dat in het Paleis van het Jubelpark werd tot stand gebracht en dat hij integendeel het op alle mogelijke wijzen moet steunen en aanmoedigen.

De verzamelingen die grootendeels bestaan uit milde giften vanwege de medewerking van onbaatzuchtige vaderlanders moeten beschut worden tegen de vochtigheid en de vernieling des tijds.

Hoog tijd is het, dat in het Legermuseum de centraal-verwarming wordt geplaatst om de schatten die in deze ruime lokalen verzameld zijn te beschermen.

Deze werken vallen onder de bevoegdheid van den Minister van Landbouw en van Openbare Werken,

Antwoordend op eene vraag tot het plaatsen van bedoelde verwarming in de hallen van het Koninklijk Museum, heeft de Minister van Openbare Werken, ten aanzien van de hooge kosten, voorgesteld kolenkachels te plaatsen op de kosten van het Departement van Landsverdediging.

Het Departement van Landsverdediging antwoordt dat het, wegens bezuiniging, niet mogelijk is thans de voorziene credieten ten behoeve van de verwarming van het Museum te verhoogen.

De Bijzondere Commissie meent, dat het eene onvergeeflijke fout wezen zou, de dringende maatregelen niet te nemen om de schade, door onvoldoende verwarming veroorzaakt, te weren, en verzoekt den Minister van Landsverdediging de credieten te verhoogen ten einde een grooter getal bestendige kachels te kunnen orderhouden, in afwachting dat de gevraagde centraal-verwarming kan worden geplaatst.

Moest men het oog niet houden op het behoud der schatten in het Legermuseum bijeen gebracht, dan ware zulks een grove onberadenheid, die de begiftigers zou kunnen ontmoedigen en, na weinige jaren, de prachtige verzamelingen van den Staat is een erbarmelijken toestand zou kunnen brengen.

Bovendien is de Commissie van gevoelen, dat er geen reden bestaat om thans het personeel in zijn getal te beperken noch de uitgaven voor het aankopen van verzamelingen in te krimpen. Deze worden ieverig door vreemde liefhebbers opgezocht die ze tegen hooge prijzen opkopen, terwijl de bestendige Conservator niet zelden er in gelukt is, onder zeer voordeelige voorwaarden aankopen te doen.

HOOFDSTUK V.

BEWAPENING, TREIN EN PAARDENGETUIG VAN HET LEGER.

Mijne Heeren, gewis hebt gij de artikelen in de drukpers gelezen, toen men ter kennis bracht, dat de Minister van Landsverdediging in zijne Begrooting, bij wijze van amendement, eene vermindering van 8,100,000 frank bewerkte op hoofdstuk V betreffende de bewapening, den trein en het paardengetuig van het Leger.

Sommige bladen hieven alarmkreten aan en lieten het publiek gelooven, dat deze aanzienlijke besparing doelde op noodzakelijke bewapeningen en onontbeerlijke uitrustingen, en aldus 's Lands veiligheid onmiddellijk in gevaar bracht.

De Bijzondere Commissie meent dat onze medeburgers zich ten onrechte hebben verontrust en zij heeft uwen verslaggever opdracht gegeven over de voorgestelde vermindering van 8,100,000 frank inlichtingen in te winnen.

ART. 23.

Bevoorrading van de artillerie, bewapening, trein en paardengetuig van het leger.

De vermindering van 3 miljoen op dit artikel wordt toegeschreven aan het feit, dat sommige beoogde fabricaties en sommige aankopen op latere dienstjaren konden verschoven worden of zelfs weggelaten. De bedrijvigheid der inrichtingen werd daardoor verminderd, waardoor ook het personeel in zijn getal kon worden beperkt. Deze vermindering is als volgt samengesteld :

Koninklijke kanonnengieterij.

950,000 frank vermindering wegens inkrimping van personeel (160 werklieden).

Arsenaal.

535,000 frank vermindering wegens inkrimping van personeel (85 werklieden).

Wapenfabriek van den Staat.

Fr. 552,754.30 vermindering wegens inkrimping van personeel (95 werklieden).

Groot legerpark.

Vermindering van fr. 147,245.70.

Het thans voorziene personeel beantwoordt enkel aan de bestaande noodwendigheden en in zijn geheel getal wordt geen acht genomen met de vroeger voorziene organieke cijfers.

Munitiefabrieken.

Vermindering van 815,000 frank wegens inkrimping van personeel (166 daglooners).

ART. 24.

De 4,000,000 frank vermindering bij wijze van amendementen voorgesteld wordt verdeeld als volgt

Litt. d. — *Groot legerpark.* — Vermindering van 373,250 frank op den aankoop van materieel voor de eenheden en diensten van het leger. Een gedeelte van deze voorziene aankopen kon voorloopig worden weggelaten.

Litt. e. — *Munitiefabrieken.* — Vermindering van 3,626,705 frank wegens vermindering van aankoop van infanterie-patronen in de privaatsnijverheid. Dit jaar kon men het stellen met een gedeelte van de voorziene aankopen.

**Bevoorrading van den autotrein, enz.
(1,000,000 frank).**

ART. 25.

De 100,000 frank vermindering komt namelijk voort uit :

1° De vermindering van het bedienden personeel wegens de oprichting van de Bestuurscompagnie der inrichtingen van den autotrein, en betreffende :

3 bedienden, 3 dactylo's en 1 nachtwaker.

2° Het feit, dat de bedieningen van boekhouder en eerste aanwzende klerk in de fabriek tot herstellingwerken van den autotrein, in 1924 niet worden toegekend;

3° De afschaffing van het sorteer- en reservepark wegens de herinrichting van het leger.

ART. 26.

1,000,000 frank vermindering wordt gebillijkt :

1° Wegens minder autogebruik in het bezettingsleger;

2° Wegens verdaging in het herzien van een gedeelte van het bijzonder automobielmaterieel (trekwagens, enz.);

3° Wegens de afschaffing van het sorteer- en reservepark naar aanleiding van de herinrichting van het leger.

* * *

De Bijzondere Commissie heeft gansch hare aandacht gewijd aan de uitgaven wegens den autotrein in het leger en verlangde te kennen : het getal in 1923 in gebruik zijnde reizigersrijtuigen, vrachtwagens, ziekenwagens, trekwagens en motocycletten, met hunne werkelijke bestemming.

Onderstaand inventaris geeft de cijfers op 1 Januari 1923 en op 1 Januari 1924. De bestemming is voor dezen laatsten datum gegeven :

1° *Personenwagens* :

Op 1 Januari 1923 : 117. Op 1 Januari 1924 : 101.

Bestemming :

58 rijtuigen in Duitschland (met inbegrip van de rijtuigen van het Belgisch Ruhrdetachment en de Intergeallieerde Militaire Contrôlecommissiën).

2 bij het Militair Vliegwezen.

4 bij de School voor Autodiensten.

14 voor den Dienst der Militaire Grafsteden.

1 voor de werkplaatsen voor munitieaanmaak te Zwijndrecht.

10 bij het Autovervoerkorps.

12 in reserve voor vervanging of herstelling.

N. B. — De rijtuigen van het Autovervoerkorps mogen slechts benuttigd worden met uitdrukkelijk toelating van het Departement, voor kaderoefeningen, stafreizen, enz.

Een ministerieel rondschrijven van 17 Januari 1924, n^o 76 van het *Bulletin Officiel*, te lang om in dit verslag te worden opgenomen, bepaalt de regelen voor het gebruik van den autotrein.

Deze regelen zijn zeer streng en steunen op de grootste bezuiniging : een doelmatige en bestendige contrôle is mogelijk met de geleibiljetten, waarop de geleiders het uur van aankomst bij den dienst moeten vermelden, alsook de juiste afgelegde reis : toezicht over brandstof wordt voortdurend in al de diensten uitgeoefend.

2^o Motorvrachtwagens.

Op 1 Januari 1923 : 489. Op 1 Januari 1924 : 456.

Bestemming :

166 in Duitschland (met inbegrip van de vrachtwagens van het Belgisch Ruhrdetachment).

38 bij het Militair Vliegwezen.

14 bij de school voor Autodiensten.

65 bij de Legerartillerie-divisie.

13 bij het Regiment Seintroepen (waarvan 8 in Duitschland).

15 bij het Regiment Stormwagens.

2 bij het Regiment Spoorwegen.

1 bij de Herstellingswerkplaats voor den autotrein.

19 bij den Dienst der Militaire Grafsteden.

4 bij den Herinzamelingsdienst.

46 in de actieve compagnieën van het Vervoerkorps; bij de Koninklijke geschutgieterij; bij de Werkplaatsen voor Munitie-aanmaak, enz.

73 in reserve of in herstelling.

3^o Auto-ambulances.

Op 1 Januari 1923 : 87. Op 1 Januari 1924 : 87.

Bestemming :

32 ambulances in Duitschland (met inbegrip van die van het Ruhrdetachment).

23 Militaire Hospitalen in België.

1 Werkplaatsen te West-Roozebeke.

11 bij het Militaire vliegwezen.

7 in de verschillende bergplaatsen van het Autovervoerkorps, voor buitengewone diensten.

12 in reserve of in herstelling.

4° Tractoren :

Op 1 Januari 1923 :

85 Latil tractoren voor de zware artillerie.

32 verschillende tractoren voor de zware artillerie.

1 Cletrac tractor, op rupsbanden voor de zware artillerie.

146 tractoren voor de vliegende bruggen.

10 tractoren voor het vliegwezen.

Op 1 Januari 1924 :

Zelfde cijfers als hierboven behalve 13 verschillende tractoren (die werden gerecupereerd) en buiten dienst gesteld.

5° Motorrijwielen :

Op 1 Januari 1923 : 161. Op 1 Januari 1924 : 132.

Bestemming :

81 in Duitschland (inbegrepen die van het Belgisch Ruhrdetachment).

15 bij het Autovervoerkorps (dienst van het Ministerie) van E. M. G. A.; van de Legerkorpscommandanten, van de Lichte Divisie; van het militair Landkaart-instituut en van de Wapenfabriek.

2 bij het vliegwezen.

2 bij het Stormwagenregiment.

30 in reserve of in herstelling (waarvan 10 vooral bestemd voor de verbindingen in tijd van legeroefeningen, in het kamp, bij de kaderoefeningen, enz.).

N. B. — In deze cijfers zijn niet begrepen de bijzondere rijtuigen zooals : auto-pompen, auto-kanonnen (12), auto-mitrailleuzen (25) speciale technische rijtuigen, enz.

Afschaffingen :

16 personenwagen werden afgeschaft, nl. :

de rijtuigen van de Commandanten der D. A. in België,

de rijtuigen van de Cavaleriedivisie,

de rijtuigen der Stelling Antwerpen en van hare hoofdkwartieren (12),

het rijtuig van het Groote Veldpark,

dit van Ministerie,

dit van den Stafoverste van het 1^e leger,

en een rijtuig van het Vliegwezen.

33 vrachtwagens werden afgeschaft, tengevolge van de herinrichting, daar de behoeften van de verschillende garnizoenen op het stuk van vervoer werden gewijzigd.

Sommige dezer wagens (14) werden benuttigd om er-rijtuigen-voor de telegrafisten van de seintroepen van te maken.

De oordeelkundige bezuinigingen op dit artikel droegen de volledige voldoening van de Bijzondere Commissie mede.

. * .

Een vraagstuk maakte de aandacht gaande van de Commissie voor Landsverdediging, die wenschte te weten of, voor het oogenblik, al de autovervoerdiensten van het Belgische leger, in geval van mobilisatie, zouden kunnen werken.

Het antwoord op die vraag luidt bevestigend.

Met dit doel heeft het Departement van Landsverdediging de volgende maatregelen genomen :

De gemeentebesturen hebben, in 1919, eene brochure ontvangen getiteld :

Aanvullende nota bij het Reglement op de militaire verstrekkingen met betrekking tot de mogelijke opvoeding van automobielen.

Deze *niet vertrouwelijke* brochure, bepaalt de regelen voor het optellen en rangschikken van al het autogerij dat in de gemeente bestaat, zoodat men, op elk oogenblik, den juisten toestand in elke gemeente kan kennen.

Onaangezien deze optelling, zijn maatregelen getroffen om te allen tijde op het gewenscht oogenblik de noodige rijtuigen op te eischen.

Regelmatig wordt contrôle geoeffend op deze uitvoeringsmaatregelen.

Dank zij deze regeling, is het leger in staat te kunnen beschikken over al het autogerij dat noodig is op het oogenblik der mobilisatie.

. * .

De Bijzondere Commissie verlangde te weten of het Departement van Landsverdediging koopcontracten voor benzine voor een jaar sloot en, zoo ja, met welke maatschappijen, tegen welken prijs en tegen welke voorwaarden.

Het Departement van Landsverdediging sluit geen koopovereenkomsten voor een jaar, voor levering van benzine.

De koopcontracten voor benzine worden, in beginsel, voor ten hoogste een kwartaal in aanbesteding gegeven.

Deze aanbestedingen die worden bekendgemaakt in het *Bulletin des Adjudications*, enz., worden vooral en enkel ter kennis gebracht van *zeven firma's* die zich in België met benzinehandel bezig houden, namelijk :

La Belgian Benzine Cy, te Brussel.

L'Alliance, te Antwerpen.

La Continentale Petroleum Cy, te Antwerpen.

L'American Petroleum Cy, te Antwerpen.

Purfina, te Antwerpen.

L'Union Petroleum Cy, te Brussel.

La Gities Oil Storage Cy, te Antwerpen.

Sedert den aanvang van het tweede kwartaal 1923 en om de plannen der

petroleumfirma's tegen te werken, die door het leger de benzine duurder wilden doen betalen dan door de burgers, geschieden de aanbestedingen, wat den prijs betreft, op den volgenden grondslag : de voor het leger berekende prijs moet op elk oogenblik *ten hoogste* dezelfde zijn als de *grossiersprijs aan de burgers toegeestaan*.

Voor het jaar 1923, werden de volgende firma's gegadigd verklaard :

Januari 1923 : *Alliance*.

Februari 1923 : *Alliance*.

Maart 1923 : Onaanneembare prijs (Ongeveer 1 frank per liter).

Koopen uit de hand gesloten met verschillende bergplaatshouders tegen den zeer lagen prijs van den dag (Gemiddeld betaalde prijs : 65 centiem per liter).

2^e kwartaal 1923 : *Belgian Benzine, Cy.*

3^e kwartaal 1923 : *Belgian Benzine Cy.*

4^e kwartaal 1923 : *Cities Service Oil Storage Cy.*

De gemiddelde prijs voor benzine in 1923 per liter betaald is : fr. 1.06.

Eveneens heeft de Bijzondere Commissie den wensch uitgedrukt te weten hoe bij het Departement van Landsverdediging, olie, vet, brandstof, binnen- en buitenbanden worden aangekocht.

De koopen van olie, vet en motorbrandstof worden openbaar aanbesteed.

Carbid werd echter niet in aanbesteding gegeven sedert het leveren van deze stof opnieuw door bemiddeling van het Groot Legerpark geschiedt. De bestaande voorraden komen nog voort van het Bijzonder Benzinemagazijn (1922).

De contracten voor aankoep van binnen-en buitenbanden worden in beginsel openbaar aanbesteed (behalve de behoorlijk vastgestelde spoedeisende gevallen).

In beginsel ook worden binnen- en buitenbanden voor de behoeften van een halfjaar gekocht.

Technische toelichtingen gevoegd bij de lastkohieren of bij de berichten van aanbesteding, vermelden voor eventueele leveraars de technische voorwaarden waaraan de gevraagde artikelen moet beantwoorden. De aanduiding van de gegadigden geschiedt, zooveel mogelijk, na mechanische en praktische proeven waaruit blijkt welke artikelen *het meest voordelig* zijn, dat wil zeggen waarvan de kostende prijs de laagste is per kilometer.

. * .

En vermits het Hoofdstuk V der Begrooting de bijzondere aandacht heeft gevestigd van de leden der Commissie, zoo heeft uw verslaggever gemeend dat het noodig was hier enkele omstandige inlichtingen te verstrekken over 's Rijks Wapenfabriek, haar personeel en zijn arbeid :

De eerstaanwezend technische beambte (bestendig werkzaam bij 's Rijks wapenfabriek) met een wedde van 12,400 frank, is belast met het toezicht op den aanmaak; het onderhoud en het toezicht op de contrôle-instrumenten voor de

verwisselbaarheid der stukken; het toezicht op de opleiding van de wapenmakers bij de korpsen; het afnemen van de beroepsproef voor elken arbeider die als geschoold wil worden aangezien.

De drie technische eerstaanwezende beambten (bestendig werkzaam bij 's Rijks Wapenfabriek), met wedden van 12,000 frank, 11,500 frank of 10,500 frank zijn belast met de leiding der volgende werkplaatsen : herstelling en wijziging van automatische wapens; aanmaak, herstelling en verandering van drievoeten en affuit-sleden voor mitrailleuzen; herstelling en verandering van metalen kistjes voor munitie, enz.; monteeren der nieuwe wapens zonder hout, polijsten en herstelling van het hout; monteeren der nieuwe wapens, geweren en karabijnen; vernieuwen van geweren, karabijnen, pistolen en revolvers of de leiding van de werkplaats voor aanmaak van de noodige wapenstukken voor het monteeren of de herstellingen.

De 20 technische beambten (bestendig of bij tusschenpoozen werkzaam bij 's Rijks wapenfabriek) besturen de werkplaatsen van schrijnwerkerij en modelleering, uitrusting, smederij, met inbegrip van de electriciens, monteurs en kalibreers, het teeken- en studiekantoor, het bureel voor aanmaak en herstelling van het werk, de werkplaatsen voor houthewerking, aanmaak van bijbehoeigheden voor de blanke wapenen (sabels en bajonetten) de werkplaatsen voor branding en autogene lassching (voltooien der stukken); bronzeering, polijsting, gieten en herstellen der patroonhouders, verandering der Duitsche Maxim-mitrailleuzen, alsook de verandering der Fransche mitrailleurgeweren op het Belgisch kaliber.

Sommigen onder hen hebben het bevel over een mobiele groep wapenmakers gedurende het schiet- en manoeuvrertijdperk.

Tijdens hunne aanwezigheid in de Wapenfabriek, besturen zij de werkplaats van belegging der machines en de werkplaats voor aanmaak der loop, vizieren en toebehooren van den mantel.

Ten slotte besturen sommige dezer beambten de School-werkplaats waar de korpswapenmakers worden opgeleid, en zij geven de lessen over de oorlogswapens, terwijl anderen bijzonder belast zijn met het in ontvangst nemen der leveringen.

Onder de technische beambten zijn er die met een buitendienst zijn belast in verband met de bewapening der troepen, maar zij zijn nooit in de Wapenfabriek. Zij besturen de herstellingswerkplaatsen der niet in divisies ingedeelde troepen gehecht aan het Groot Legerpark of aan de gewestelijke werkplaatsen te Gent, Antwerpen, Luik, Contich, Brussel of in bezet Duitschland.

De technische beambten ontvangen gezinsvergoedingen schommelend tusschen 570 en 1,665 frank.

* * *

Leden der Commissie hebben gevraagd hoe, bij de wapenfabriek, de voortbrengstpremiën werden toegekend, en zij wilden inlichtingen hebben over dit deel van artikel 23 der Begrooting.

De voortbrengstpremie wordt berekend op de tijdsbezuiniging, of op de voortbrengst zelve, of op de grondstoffenbezuiniging.

Zij wordt toegekend door den Bestuurder van de inrichting op voorstel van de bevoegde ingenieurs en is vastgesteld als volgt :

a) Van 0 tot 15 t. h. van het loon, dat feitelijk aan den arbeider wordt toegekend, voor de arbeiders van elke categorie die, noch in onderneming, noch per stuk werken.

b) Van 0 tot 25 t. h. van het werkelijk toegekend loon voor al de overige arbeiders.

Het premietoestel is van toepassing bij 's Rijks wapenfabriek sedert 1 Juni 1920.

Daar eene verbetering in de voortbrengst van deze inrichting werd vastgesteld, zoo werd dit stelsel toegepast in al de inrichtingen alwaar het oorbaar bleek, doch enkel als proef; om die reden werd het niet algemeen gemaakt.

Deze proefneming wordt voortgezet.

* *

De Bijzondere Commissie wenschte ook de redenen te kennen waarom het personeel van het Groot Veldpark (39) en van de Divisieparken en van het Park van de Polygoon te Brasschaet werd vermeerderd.

Het personeel van het Groot Legerpark werd verminderd op 508 uit bezuiniging; het bedrag van het bij artikel 23 van de gewone Begrooting aangevraagd crediet voor deze inrichting werd op fr. 2,487,371.30 gebracht, wat eene vermindering is van fr. 147,245.70, begrepen in die van 3,000,000 frank die het voorwerp uitmaakt van het voorgestelde amendement.

Het personeel der divisieparken en van het Park van de Polygoon te Brasschaet, moest worden vermeerderd, ten gevolge van de herinrichting van het leger. Moesten bovendien worden opgericht :

Het Park der Lichte Divisie;

Het Park der Legerartilleriedivisie en de Divisieparken der 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15° en 16° reserve-infanteriedivisies.

* *

De Commissie heeft uwen verslaggever gelast haar inlichtingen te verstrekken over de voorraden van elken aard en de algemeene onkosten vermeld bij artikel 24 (blz. 36 en 37), litt. a, b, c, d, f en h.

Wat betreft de som van 1 miljoen frank vermeld bij artikel 24, litt. h van het ontwerp van Gewone Begrooting voor 1924, zij is het overschot op 31 December 1923 bij artikel 151 (afgevoerd van de Begrooting voor Order en gestort op de Begrooting van 's Lands Middelen voor 1924).

De ontvangst bij dit artikel komt voort van den verkoop aan Belgische bedrijven van de machines der artilleriewerkplaatsen te Havre.

Deze verkoop werd toegestaan om deze industrieelen toe te laten, *onmiddellijk na den wapenstilstand*, machines in goeden staat te betrekken om hunne bedrijven weer aan den gang te maken.

Het bleef verstaan dat de opbrengst van dien verkoop dienen zou om, naar gelang de behoeften, andere machines voor onze artilleriewerkplaatsen te koopen.

Al deze aankopen, vereischt voor eene periode van mobilisatie, konden nog niet worden gedaan, daar het onderzoek van de mobilisatie der artillerieinrichtingen maar eerst werd ingezet.

Het is dus noodig op de Begrooting voor 1924 de inkomsten te behouden die bij voormeld artikel 151 voorkwamen.

* * *

Zooals het vorig jaar, heeft de Bijzondere Commissie zich onledig gehouden met het zoo belangrijke vraagstuk van het onderzoek naar en de proeven met eene nationale motorbrandstof. Leden hebben gevraagd welke werken in België werden uitgevoerd in 1923 om tot een afdoende oplossing te komen en welk aandeel het Departement van Landsverdediging aan dezen arbeid had.

De Commissie voor Motorbrandstof heeft vooral hare aandacht gewijd aan al de procédés die een brandstof konden leveren tot vervanging van benzine en petroleum, zonder echter al te veel acht te slaan op den kostenden prijs.

Het mengsel *alcohol-benzol* werd langdurig en met de meeste zorg onderzocht in het laboratorium, op het stuk van zijne physico-chemische eigenschappen volgens de doseering van het mengsel.

Behoudens enkele lichte wijzigingen toe te brengen aan de motoren en op voorwaarde waterlooze alcohol te gebruiken, kan dit mengsel een uitstekende brandstof geven. Maar de kostende prijs in vreedstijd is veel hooger dan die der benzine, en in oorlogstijd zou men zulke behoefte aan alcohol hebben, onder meer voor het vervaardigen van kruit, dat met dan dit mengsel mag beschouwen als de volledige oplossing van het vraagstuk.

Het *Bergsius*-procédé, dat bestaat in het vervaardigen van petroleum uit vette steenkolen, werd ook zorgvuldig in het laboratorium onderzocht.

Dit procédé heeft eene groote wetenschappelijke waarde en kan worden geïndustrialiseerd. Het kan ons merkelijke hoeveelheden petroleum of benzine bezorgen, maar zijne industrialiseering is geen Regeeringszaak; Belgische financiële vennootschappen onderzoeken trouwens de exploitatie der *Bergsius*-brevetten.

Wat er ook van zij, dit procédé, dat zeer ernstige aandacht verdient, kan slechts een deel der benzine leveren en is ook niet de volledige oplossing van het vraagstuk.

De aandacht de Commissie voor Motorbrandstof werd ook getrokken door het *Mailhe*-procédé, dat petroleum voortbrengt met olie, uit gewassen of dieren, te verwarmen met zinkchloride. Dit procédé is nog in zijn kinderschoenen en het onderzoek wordt door *Mailhe* ijverig voortgezet want allicht konden palmolie en de andere oliesoorten uit Congo benzine leveren.

De Commissie is voornemens op volledige en wetenschappelijke wijze de toepassing te onderzoeken van stookgas tot vervanging van benzine voor het voortbewegen der zware motorlorries. Met dit doel werd een gasmeter aangekocht.

Zoo voor het voortbewegen van zware motorlorries het gebruik van stookgas algemeen kon worden, dan ware dit een tamelijk groote bezuiniging van benzine.

Kortom de werkzaamheden van de Commissie schijnen tot dit besluit te komen, dat er thans geen werkelijk nationale motorbrandstof bestaat, die benzine kan vervangen en dat men dus :

1° Alles moet in het werk stellen om het verbruik van dit product te doen afnemen ;

2° Trachten, te allen tijde, een voldoende voorraad aan benzine te hebben om op alles bereid te zijn.

Het aandeel van het Departement van Landsverdediging aan de werkzaamheden der Commissie heeft bestaan in hare leiding, het toekennen van de vereischte toelagen aan de werken, het ter beschikking van de Commissie stellen van de technische sub-commissie en van hare scheikundigen.

HOOFDSTUK VI.

MILITAIRE GEBOUWEN EN BOUWWERKEN.

De Bijzondere Commissie, overgaand tot het onderzoek van Hoofdstuk VI (Militaire gebouwen en bouwwerken), heeft uwen verslaggever verzocht haar uitleg te geven over de besnoeiing op dit hoofdstuk, besnoeiing die 2,500,000 frank voor de artikelen 27 en 28 bedraagt.

ART. 27.

De bij wijze van amendement voorgestelde vermindering van 500,000 frank wordt verdeeld als volgt :

1° Litt. a. — Vermindering van 49,000 frank ongeveer wegens den nieuwen loonrooster, die werd toegepast sedert het opmaken van de Begrooting ;

2° Litt. b. — Vermindering van ongeveer 327,000 frank, wegens afdanking van een zeker aantal tijdelijke bedienden, afdanking die mogelijk was uit hoofde van de inkrumping der eerst op de Buitengewone Begrooting voorziene werken ;

3° Deze vermindering van het aantal tijdelijke bedienden heeft haren weerslag op de littera's *d* en *e* ;

4° Daarenboven werden bezuinigingen gedaan op de littera's *g*, *h* en *i*.

Wat artikel 28 betreft, de vermindering van 2 millioen, bij wijze van amendement voorgesteld, wordt als volgt gebillijkt :

1° Litt. a. — Vermindering van 500,000 frank, verkregen door :

a) Eene bijkomende vermindering van 200,000 frank, uit hoofde van de vermindering der getalsterkte ;

b) Eene vermindering van 10 t. h. als bezuiniging op de credieten voor den dienst van het onderhoud der militaire gebouwen (kleine herstellingen, witten, binnen schilderen, verbruik van water en licht, enz.).

2^o Litt. b. — Vermindering van 1,150,000 frank, verkregen door de grootste bezuiniging op het grof onderhoud, dat bepaald blijft bij de meest onontbeerlijke zaken;

3^o Litt. c. — Vermindering van 300,000 frank. Maatregelen worden getroffen om de meest beschadigde zaken te herstellen en derwijze aankopen tot vernieuwing te vermijden;

4^o De vermindering bij litt. a (50,000 fr.) wordt als volgt gebillijkt

1. In sommige garnizoenplaatsen is het Departement niet eigenaar van den stand; het benuttigt den stand der gemeente of instellingen gelegen op private goederen. Het heeft er inderdaad niet kunnen aan denken al de gemeentestands *af te koopen*, hetzij daar sommige te klein zijn en niet kunnen vergroot of aangelegd worden voor automatische wapenen, ofwel omdat hun aankoop te veel zou kosten.

Dit is het geval voor de instellingen van Oostende, Hasselt, Leuven, Aarlen, Aalst, Spa, Eupen, Malmedy en nog onlangs voor Gent en Dendermonde.

In die gemeenten heeft het Departement, buiten den huurprijs, al of bijna al de kosten te betalen voor benutting, onderhoud en aanpassing der instellingen.

De totale uitgaven werden hiervoor geraamd op 95,000 frank maximum.

2. De volgende sommen worden besteed aan toelagen en bijdragen :

Electrotechnisch Comité : 1,000 frank.

Belgisch Standaardisatiecomité : 3,000 frank die op 1,000 frank werden herleid.

3. Het totaal bedrag voor voormelde 1. en 2. bereikt ongeveer 100,000 frank, doch er moet op gewezen worden dat de meeste stands in het land gebezigd worden door verscheidene burgerlijke vereenigingen, die over 't algemeen kleine bijdragen betalen om de bijkomende uitgaven, door hen veroorzaakt, te dekken.

Tot einde 1923 werden die sommen op de Begrooting voor Order gestort (art. 149 in 1923) en gingen dus terug over naar het Departement.

Het besluit waarbij deze Begrooting voor Order vanaf 1924 wordt afgeschaft en die sommen rechtstreeks in de Schatkist worden gestort, heeft voor het Departement een bijkomenden last van ongeveer 100,000 frank veroorzaakt; dienvolgens moest litt. e van artikel 28 op 200,000 frank gebracht worden.

Hoe dan ook en aangezien voorgaande ramingen maxima zijn, werd het bedrag van deze littera met 150,000 frank verminderd.

Deze vermindering van 150,000 frank valt in die van 2,000,000 frank, die het voorwerp is van het amendement bij artikel 28.

Na deze verklaringen over de besnoeiing door den Minister van Landsver-

dediging voorgesteld, meent uw verslaggever als antwoord op talrijke vragen, die hem in de Bijzondere Commissie werden gesteld, u te moeten inlichten over alles wat den dienst der militaire gebouwen en bouwwerken betreft.

Deze dienst is ingericht op de volgende wijze, die trouwens altijd dezelfde is gebleven en gelukkige uitslagen opleverde :

In het Centraal beheer : het 3^e Algemeen bestuur.

Per omschrijving : een omschrijvingsbestuur voor de militaire gebouwen en bouwwerken.

Elk omschrijvingsbestuur is in principieel in besturen onderverdeeld; er is één bestuur per provincie, behalve in de provinciën Antwerpen, Luik en Brabant, waar de belangrijkheid van den dienst er meer vergt; de provinciën Namen en Luxemburg vormen daarentegen samen maar één bestuur.

Elk bestuur is onderverdeeld in secties en bevat afzonderlijke plaatsen.

De omschrijvingsbestuurders en de bestuurders zijn in principieel officieren; zoowel in de besturen zelf als in sommige afgezonderde plaatsen hebben zij onder hun bevel : adjunkt-officieren als het mogelijk is, en een *bestendig burgerlijk personeel*, bestaande uit :

- a) Technische adjunkten (overeenstemmend met de werkleiders van Bruggen en Wegen);
- b) Bestuursadjunkten (overeenstemmend met de bureeloversten en klerken van Bruggen en Wegen);
- c) Teekenaars;
- d) Opzichters.

Benevens die bestendige bedienden, zijn er tijdelijke agenten waarvan het aantal verschilt volgens de noodwendigheden van de ondernemingen.

Om de inrichting der Militaire Gebouwen en Bouwwerken aan te vullen, moest daarbij een electriciteitsdienst worden tot stand gebracht om overal de verlichting met petroleum of gas door electriciteit te vervangen; hij telt een officier en eenige ingenieurs.

Deze korte uiteenzetting was noodig om uw verslaggever gemakkelijker en duidelijker te laten antwoorden op de onderscheiden vragen van de Bijzondere Commissie.

Sommige leden meenen dat groote bezuinigingen zouden kunnen gedaan worden in de uitgaven voor Militaire Gebouwen en meer bepaaldelijk wat het personeel betreft dat 654 agenten telt.

Dit getal schijnt op het eerste gezicht tamelijk sterk, en om het aan te nemen moet men de opdracht kennen waarmede het belast is.

In de toelichting over de inrichting van den dienst der Militaire Gebouwen en Bouwwerken wordt hooger gezegd dat de Omschrijvingsbestuurder en de Bestuurders in principieel officieren zijn, die zoo mogelijk adjunkt-officieren onder hun bevel hebben.

In 1913 telde de bijzondere dienst van de Genie, die de dienst voor de Militaire Gebouwen en Bouwwerken is geworden, 60 officieren van de Genie.

Thans, dat de dienst zelfs belangrijker geworden is, laat het tekort aan officieren alleen nog toe er 19 aan den dienst voor Militaire Gebouwen en Bouwwerken te hechten. Meer militair personeel is er niet.

In de bureelen zijn er geen militaire bedienden of boden; de inrichting van het leger laat het niet toe.

Behalve de 19 officieren voormeld, zijn al de agenten van den dienst der Militaire Gebouwen en Bouwwerken burgerlijke beamten.

*
* *

Littera a) van artikel 27 bevat het bestendig burgerlijk personeel, dat onderverdeeld is in het personeel der werken en het personeel der bureelen.

Het *personeel der werken* telt technische adjunkten en opzichters.

De *technische adjunkten* (oud-adjunkten of genie-meeesters) zijn op technisch oogpunt de rechtstreeksche helpers van de Bestuurders, en vervullen bij hen een taak die ongeveer overeensteemt met deze der leiders van Bruggen en Wegen bij de ingenieurs.

Zij staan voortdurend in verbinding met de betrekkers en hebben namelijk de volgende opdracht :

Studies betreffende de ontwerpen voor het bouwen, het verbeteren en het grof onderhoud van al de militaire gebouwen, van welken aard ook.

Het opmaken der ontwerpen, lastkohieren, metingen.

De leiding van en het toezicht over de werken.

Graphische werken. De inontvangstneming van materialen en leveringen. De onderhandeling. Het beheer over het kazerneeringsmateriaal. De dienst der electrische instellingen. De dienst der beplantingen, waterleiding, wegen, reinigingsdienst in de kampen.

Het toezicht over de stroken der militaire dienstbaarheden : onderzoek der aanvragen om te mogen bouwen; contrôle der bouwwerken.

De politie van het militair domein waarvoor zij beëdigd zijn (wet van 29 Maart-8 April 1806).

De *opzichters* zijn de rechtstreeksche helpers van de technische adjunkten en worden verdeeld volgens de noodwendigheden.

*
* *

Het *personeel der bureelen* bevat de bestuursadjunkten en de teekenaars.

De *Bestuursadjunkten* zijn ten opzichte van den bestuurlijken dienst voor de Bestuurders der militaire gebouwen en bouwwerken wat de technische adjunkten en de opzichters zijn op technisch gebied. Zij hebben voor opdracht :

Het opmaken en het verzenden van al de bestuurlijke stukken : afschrift, weergave en verzending van al de stukken van den technischen dienst (lastkohieren, metingen, enz.);

Het opmaken en het verzenden van al de stukken van het rekenplichtig beheer en vereffening der ondernemingen;

De uitkeering der uitgaven beneden 500 frank, de betaling van het personeel, de boekhouding;

Het opmaken der ramingen voor de Begrooting;

De briefwisseling met de betrekkers, de militaire en burgerlijke overheid, de inschrijvingen op de registers; het archief.

Wat de teekenaars betreft, hun aanwezigheid wordt gebillijkt door de hooger voorgeschreven taak.

* * *

Het Ministerieel besluit van 1 Augustus 1923, ter uitvoering van het Koninklijk besluit van 31 Juli 1923, betreffende het statuut van het burgerlijk personeel, heeft het volgend *maximum* getal agenten in de onderscheiden kaders bepaald :

Technische adjunkten	115
Bestuursadjunkten	120
Teekenaars	35
Opszichters	180

Het juiste getal wordt elk jaar in de Begrooting bepaald door het Ministerie. Aldus bedragen die getallen voor 1924 onderscheidenlijk 105, 110, 30 en 155. Zij bereiken niet het getal agenten dat wegens de belangrijkheid der huidige werken feitelijk noodig is.

Daarom kwamen nog 130 tijdelijke burgerlijke bedienden voor onder littera *b* van artikel 27 van het niet geamendeerd begrotingsontwerp. Hierbij bevinden zich bedienden voor de werken.

Het aantal dezer tijdelijke bedienden verschilt volgens de belangrijkheid der werken die voorkomen op de Buitengewone Begrooting, want principiëel genomen moet het bestendig personeel volstaan voor de regelmatige werken en voor de werken van de Gewone Begrooting.

De verdeling der 654 agenten, die voorzien worden op het niet geamendeerd ontwerp, wordt opgegeven in de bijlagen n° 10 en 11, de aangevraagde wedden voor de 400 bestendige agenten wordt omschreven in bijlage 15, doch zij werden in overeenkomst gebracht met den nieuwen loonrooster, die aangenomen werd na het insturen van het ontwerp van Begrooting.

Wegens bezuiniging, en uit oorzaak van de bij wijze van amendement voorziene belangrijke verminderingen op de Buitengewone Begrooting, wordt het getal der 130 tijdelijke bedienden op 66 herleid; het tijdelijk personeel der bureelen wordt eerst afgedankt; dat der werken zal achtereenvolgens afgedankt worden naarmate de ondernemingen vorderen.

N° 2° van littera *b* vermeldt 72 werklieden (beplantingen, kampen, electriciens, enz.) opgegeven in de bijlage n° XII.

Bij deze werklieden zijn de sluiswachters van de militaire waterwerken van Antwerpen, de werklieden belast met het toezicht en het onderhoud van sommige dijken der Beneden-Schelde van zelf noodig. De werklieden belast met de beplantingen der wegen, alsook de electriciens en de werktuigkundigen zijn

onontbeerlijk in de agglomeraties, zooals de kampen die feitelijk kleine steden zijn met 8,000 tot 30,000 inwoners, voor de verlichting, de waterleiding, den reinigingsdienst, het onderhoud der parken, enz. Eveneens zijn er electriciens en werktuigkundigen noodig in de plaatsen waar drijfkracht wordt voortgebracht of herleid en in de mechanische inrichtingen voor de waterbedeeling.

Met het oog op bezuiniging werd het getal 72 bij wijze van amendement op 60 gebracht.

N° 3° van littera *b* vermeldt 26 boden, huisbewakers, enz., opgegeven in de bijlage n° XIII.

De boden, huisbewakers, daglooners zijn er noodig, daar de dienst der Militaire Gebouwen en Bouwwerken niet over soldaten kan beschikken en de bureelen moeten bewaakt en gereinigd worden, de vuren aangemaakt, de boodschappen gedaan, enz.

Daarbij worden sommige werken der eerste linie van de vestingen niet meer door het leger bezet (te meer daar zij maar een gebrekkige kazerneering waren). Het is niet mogelijk ze door soldaten te doen bewaken, daar dit aan hun opleiding zou schaden; op die plaatsen moet dus een bewaker aanwezig zijn, indien men wil vermijden dat zij geplunderd worden zooals het gebeurde bij den wapenstilstand in de tijdruimte tusschen het vertrek der Duitsche en de aankomst der Belgische troepen.

Onder littera *c* van artikel 27 staat het personeel van de schietbanen vermeld (zie bijlage n° XIV).

Er waren 19 bestendige bedienden in de Nationale Schietbaan van Brussel toen het begrootingsontwerp werd opgemaakt; thans hebben er 3 ontslag genomen.

Doch die vaste bedienden werden met de Nationale Schietbaan door het Departement van Binnenlandsche Zaken overgenomen. Door de nieuwe beschikkingen, die door de Regeering genomen werden voor de in beschikbaarheidstelling, zullen er eenige hunner afgedankt worden.

De tijdelijke bedienden van de stands zijn er voor de volgende redenen :

Het Departement heeft de stands in sommige steden overgenomen. Doch die instellingen kunnen niet onbewaakt blijven, indien zij buiten de militaire gebouwen gelegen zijn; van daar de noodzakelijkheid, ofwel den *bewaker* die er was over te nemen met den stand, ofwel er een aan te werven indien er geen was.

*
* *

Uwe verslaggever verklaart u, ten slotte, Mijne Heeren, de noodwendigheid der uitgaven die voorzien werden voor de vergoeding der ingenieurs, bouwmeesters, landmeters, die bij de militaire gebouwen en bouwwerken arbeiden en voor de vergoeding wegens buitengewone werken, reiskosten, enz., opgegeven bij artikel 27 littera's *g*, *h* en *i*.

Litt. *f*. — Zooals hooger gezegd werd, telt de dienst voor Militaire Gebouwen en Bouwwerken thans nog 19 genicofficieren tegen 60 in 1923. Het is klaar dat

men in dergelijke voorwaarden niet kon voortgaan. De adjunkt-technici kunnen het te kort aan genieofficieren niet volledig aanvullen, zooals de Bruggen en Wegen het met leiders alleen niet zouden kunnen stellen. Het Departement kon gelukkig de kostbare hulp behouden van 11 genieofficieren die gedurende of na den oorlog werden gepensionneerd en die ten titel van ingenieur hunne medewerking verleenen tegen eene vergoeding gelijk aan het verschil tusschen het bedrag van hun pensioen en de wedde van hunne collega's in actieven dienst.

Daarbij moesten echter tijdelijk enkele ingenieurs meer aangeworven worden, bijzonder voor de electricatie van de kazernen en militaire inrichtingen; alles was inderdaad te doen of te herdoen op dit gebied.

* *

Wat de medewerking van bouwmeesters betreft, zij komt maar zelden voor; zij is maar billijk in sommige bijzondere gevallen zooals te Spa, waar aan de gebouwen een uitzicht moet gegeven worden dat strookt met de streek.

Ten slotte is de dienst voor militaire gebouwen en bouwwerken soms genoodzaakt beroep te doen op de diensten van een beëdigden landmeter, voor het opmaken van plannen of van processen-verbaal van afbakening bij onteigening van gronden om latere geschillen te vermijden.

Het is niet mogelijk thans besnoeiingen te doen op post litt. *f*; al de werken op de Begrooting van 1923 toegewezen zijn aan den gang.

Litt. *g*. — *Vergoedingen voor bijkomende of buitengewone werken.*

1^o Eene jaarlijksche vergoeding wordt regelmatig toegekend aan de dirigeerende officieren (200 frank voor de betaalmcesters, 25 frank voor de beheerders der magazijnen);

2^o Bijkomend werk wordt in sommige dringende gevallen opgelegd aan de agenten van den dienst der militaire gebouwen en bouwwerken buiten de bureeluren; dit overwerk wordt namelijk bij het einde van het jaar geleverd voor het opmaken van de stukken betreffende aanbestedingen die niet mogen uitgesteld worden;

3^o Eindelijk wordt soms eene vergoeding toegestaan voor bijzondere werken die buiten de gewone taak liggen, bij voorbeeld : de medewerking van de agenten samen met ambtenaren van andere departementen in de commissiën voor aankoop of de onteigening van goederen.

Zoo werd o. a. de som van 50,000 frank die eerst voorzien werd, op 35,000 frank teruggebracht voor litt. *g* in zijn geheel.

Litt. *h*. — *Reiskosten voor het tijdelijk burgerlijk personeel, enz.*

Behooren bij deze littera, de gepensionneerde officieren met den titel van ingenieur in dienst gehouden, het personeel van den electriciteitsdienst (behalve de officier-bestuurder) en soms tijdelijke opzichters. Deze reizen worden gebillijkt wegens het toezicht, het onderzoek der werken, de studies voor het opmaken van ontwerpen, enz.

Er moeten insgelijks enkele reizen bijgevoegd worden van de deskundigen der interministeriële Brandcommissie :

In 1923 werd er uit dien hoofde een bedrag van 37,021 frank uitgegeven.

Bij wijze van amendement werd de som van 69,300 frank voor litt. *h* op 38,000 frank teruggebracht.

Hier volgt eindelijk, Mijne Heeren, de toelichting van den post vermeld onder litt. *i* :

1 ^o Verwarming der bureelen	fr.	90,000	»
2 ^o Aankoop van benodigdheden : drukwerk, omslagen, papier, inkt, teekenpapier, doorteekepapiert, potlooden, enz. ; leveringen voor schrijfmachines, « stencilpapier », enz. . .		76,000	»
3 ^o Borstels, dwijlen, enz. voor het schoonmaken der bureelen.		7,000	»
4 ^o Aan den postdienst te betalen : kosten voor aangeteekende briefwisseling en uitgaven voor uitkeeringen per post-checks		3,000	»
5 ^o Aan den telefoondienst te betalen : voor abonnementen en mededeelingen		9,000	»
6 ^o Onderhoud van het kantoormaterieel : schrijfmachines, duplicators, enz.		10,000	»
7 ^o Abonnement op reglementaire tijdschriften en aankoop van vakboeken		3,000	»

Ik ben zoo vrij er op te wijzen dat er geen bureelkosten bij overeenkomst worden voorzien in de diensten der militaire gebouwen en bouwwerken.

Bij wijze van amendement werd de som van 200,000 frank op 180,000 frank teruggebracht voor litt. *i*.

In de bijlage XV worden omstandig de wedden opgegeven van het burgerlijk personeel der militaire gebouwen en bouwwerken.

Algemeene aanmerking bij artikel 27.

Bij wijze van amendement werd voor het artikel in zijn geheel een vermindering van 500,000 frank verwezenlijkt.

HOOFDSTUK VIII.

MILITAIRE VLEGDIENST.

Uwe Bijzondere Commissie heeft hare bijzondere aandacht gewijd aan dit hoofdstuk, vooral na de onrustwekkende artikelen in de pers, en zij heeft aan den Minister van Landsverdediging uitvoerige verklaringen gevraagd over de draagkracht van de bezuiniging inzake den militairen vliegdiens, de bewapening en de uitrusting der troepen.

De Minister was zoo goed eene vergadering van de Bijzondere Commissie te willen bijwonen, en hij heeft geantwoord op de verschillende vragen die hem werden gesteld.

Het jaar 1924 is voor het land een buitengewoon moeilijk jaar onder opzicht van financiën; de Regeering heeft uitdrukkelijk beslist dat de begrotingen van alle departementen zouden verminderd worden. Op elk gebied moest, met het oog daarop, het hoogst mogelijke gedaan worden, en het Departement van Landsverdediging zooals uw verslaggever het in den aanvang van zijn verslag zegde, heeft er zich op toegelegd de uitgaven te verminderen in zoo ruime mate als het met de veiligheid van het land vereenigbaar is.

Met aandacht en voorzichtigheid heeft men maanden lang dit vraagstuk onderzocht. Al de bevoegde overheden werden geraadpleegd; al de verantwoordelijke hoofden hebben hun meening doen kennen, en het is slechts na een nauwkeurig wikken en wegen dat de heer Minister van Landsverdediging aan de Regeering eene reeks amendementen heeft voorgesteld op de Begrooting die aan uwe bespreking is onderworpen.

De bewapening beantwoordt aan de noodwendigheden van het oogenblik. De kleeding en de uitrusting eveneens.

De heer Minister gaf ons daarover de meest uitdrukkelijke verzekering. Men heeft het inrichten van reserves niet *stilgelegd*. Men heeft ze enkel verdeeld over een grooter getal jaren.

De militaire vliegdiens is niet in gevaar gebracht door die maatregelen van bezuiniging, zooals men het dwaasweg heeft willen doen gelooven in den laatsten tijd. De inkrimpingen betreffen vooral het bouwen van hangars en het oprichten van eene algemeene reserve. Daaruit volgt dat de hulp aan den burgerlijken vliegdiens dit jaar eenigszins zal verminderd worden.

In het meer uitvoerig onderzoek, onder hoofdstuk VIII, zal men verder nauwkeurige inlichtingen vinden over den aankoop van vernieuwings-materiaal voor den vliegdiens en voor de bevoorrading van allen aard.

Zij zullen u laten oordeelen over de gepastheid der getroffen maatregelen.

Een deel van de leden der Bijzondere Commissie heeft de bezuinigingen, door den Minister van Landsverdediging voorgesteld, goedgekeurd. Eenige leden hebben voorbehoud gemaakt.

HOOFDSTUK IX.

BEDDEGOED.

De Bijzondere Commissie was verwonderd vast te stellen dat, hoewel de dienst van beddegoed sedert 1923 verminderde, het personeel integendeel talrijker was geworden.

Ondanks de vermindering van de legersterkte voorzien voor 1924, moest het arbeidend personeel en hoofdzakelijk het vrouwelijk personeel vermeerderd worden, daar het beddegoed, waarvan het grootste gedeelte nog uit oorlogsmaterieel samengesteld is, hoe langs zoo meer onderhoudskosten vergt.

De herstellingswerken worden tot in het uiterste gedreven om, gelet op de zeer ongunstige marktprijzen, den aankoop van nieuw goed te vermijden.

De nieuwe vermindering van het krediet bij artikel 37, van 3,165.000 frank op 2,600,000 frank herleid, zal trouwens in 1924 den aankoop uitsluiten van alle lakengoed (beddelakens, overtreksels van matrassen en hoofdkussens).

Anderzijds zullen de waschplaatsen die thans voltooid worden bij de magazijnen van beddegoed in het kamp van Beverloo en te Luik, in den loop van het jaar 1924 in werking gesteld worden, hetgeen meer personeel zal vergen; doch daar nieuwe pogingen gedaan worden om het personeel van al de inrichtingen voor beddegoed te verminderen, maken nieuwe voorstellen eene bezuiniging mogelijk van 100.000 frank op de uitgaven voorzien bij artikel 36 en die 1,365,200 frank bedragen.

In overeenstemming met den Minister van Landsverdediging en de officieren van zijn Departement, heeft de Bestendige Commissie zich altijd bezorgd gemaakt om het lot onzer soldaten, hun welzijn en de verbetering die kunnen aangebracht worden aan hunne kazerneering en hun voedsel.

Wij moeten het, Mijne Heeren, bekennen en zeer duidelijk zeggen, dat sedert den wapenstilstand ernstige pogingen op dit gebied werden gedaan en dat de Belgische soldaat thans zeer behoorlijk uitgerust, gekazerneerd en gevoed is.

Het Departement voor Landsverdediging heeft eene school voor militaire koks tot stand gebracht en het vorig jaar voor hun gerief een klein handboek uitgegeven dat praktisch, eenvoudig, duidelijk en juist is opgevat en een uitmuntende reeks keukenrecepten voor de manschappen en voor de mess bevat. Deze bundel is, zooals in het voorwoord wordt gezegd, een memo-rieboekje voor de koks die hun leertijd hebben doorgemaakt in voormelde school en een uitstekende gids voor al degenen die de eetmalen van onze soldaten willen verbeteren. Het is daarbij een gids voor de lagere gegradeerden en de officieren gelast met de menage die er nuttige wenken in vinden voor het toebereiden der spijzen en het economisch verbruik van de voedingsmiddelen.

De Bijzondere Commissie verlangde te weten hoeveel militaire koks door de school sedert haar ontstaan gevormd en hoe zij verdeeld werden; verscheidene onzer collega's waren verwonderd er niet meer aan te treffen in de keukens van den troep tijdens de bezoeken van de Bestendige Commissie. Uw verslaggever bezit al de inlichtingen betreffende de verdeling van de militaire koks na het verlaten der school. De lijst is vrij lang om in dit verslag te verschijnen en hij veroorlooft zich, Mijne Heeren, er zich bij te bepalen u te zeggen dat :

- 37 mannen aan de proef van de hogere afdeling en
- 113 aan de proef van de lagere afdeling voldaan hebben;
- 10 mannen maken thans een proeftijd door en hebben hun onderwijs nog niet voltooid.

De hogere afdeling die koks vormde voor de militaire hospitalen, de officiers- en de onderofficierentafel werd in Juli 1923 afgeschaft. De koksleergasten van deze reeks krijgen thans hunne beroepsopleiding in de officierskeukens.

De lagere afdeling welke koks vormt voor den troep blijft thans alleen over.

De school voor koks houdt zich niet bezig hare leerlingen onder de korpsen te verdeelen. Het zijn deze laatste die haar hunne candidaat-koks zenden naar-mate er plaatsen open zijn (men kan practisch slechts een goed vakonderwijs geven aan hoogstens 18 leerlingen tegelijk) en de school zendt ze hun terug na drie maand onderwijs.

Door periodische oproepen welke in de korpsen worden gedaan, verzekert het

Algemeen Toezicht van de Intendantdiensten de aanneming der leerlingen.

De praktische uitslagen zijn onloochenbaar goed. Niet alleen vormt de School koks op praktische wijze, doch zij is tevens een model voor de inrichting van een troepenmenage, keukengerei, arbeidsmethode, toebereiding der eetwaren, enz.

Indien men zich herinnert wat de voeding der troepen was vóór den oorlog, moet men vaststellen dat een groote verbetering is aangebracht. Voorzeker, niet alle keukens zijn volmaakt, doch men mag zeggen dat in bijna al de kazernes van het land gedaan is geworden wat mogelijk was. Keukens van eenheden met zwak alleenstaand effectief en keukens in instructiekampen zijn wellicht nog niet wat zou moeten zijn volgens den smaak van onzen tijd, doch verbeteringen worden steeds aangebracht volgens de financiële middelen het toelaten.

Het valt op te merken, dat het leger niet de vruchten verliest van de vakopleiding aan een leerling-kok gegeven wanneer deze het leger verlaat.

Inderdaad, het leger behoeft een hoog aantal koks in oorlogstijd en de leerlingen die bedoelde school hebben gevolgd zullen een niet te onderschatten reserve uitmaken voor dit legertje van koks.

Het Departement van Landsverdediging stelt, eilaas! vast, dat vele leerlingen den dienst verlaten; dit valt te betreuren, voorzeker, doch het is moeilijk dit te verhinderen. Men neemt in de School, over 't algemeen, slechts vrijwilligers aan of miliciens die verlangen opnieuw dienst te nemen, zoodat men slechts mannen zal opleiden die vanzins zijn hunne loopbaan te maken als kok.

Men vindt ze echter niet altijd. De oorzaken die van invloed zijn op het aannemen van legervrijwilligers, gelden ook voor de aanneming van koks.

Ten einde in het leger meer vrijwilligers te kunnen behouden of te kunnen aannemen om het bedrijf van kok uit te oefenen, bestudeert men op dit oogenblik de mogelijkheid om de oudmilitairen, voor den legerdienst ongeschikt bevonden, te machtigen opnieuw dienst te nemen. Dit is een voortreffelijke maatregel.

* * *

Voortgaande met de Begrooting aandachtig te onderzoeken, is de Bijzondere Commissie stil gebleven bij het artikel betreffende de kleeding der troepen en inzonderheid de militaire schoenenfabriek en het kleeuwerkhuys te Roeselaere.

Sommige leden hebben uw verslaggever verzocht inlichtingen in te winnen omtrent het personeel, de productie en de uitkomsten van deze inrichtingen.

De militaire schoenenfabriek heeft een personeel bestaande uit :

- 3 officieren waaronder de directeur ;
- 7 onderofficieren ;
- 59 soldaten waaronder een wederdienstnemende ;
- 1 vakman ;
- 80 werklieden of leergasten waaronder 3 gebezigd zonder militaire vergoeding ;
- 43 werksters of leermeisjes.

Salarissen.

De militieplichtige soldaten trekken alleen de vergoedingen als soldaat.

De werklieden worden betaald volgens den plaatselijken loonrooster in verhouding tot de productie.

De som daartoe in 1924 voorzien bedraagt te zamen 525,000 frank.

Productie en uitkomsten.

De militaire schoenenfabriek bestaat uit drie afdelingen :

1^o De dienst voor het in ontvangst nemen en het keuren van het schoenleder van het leger en het beheer van het ledermagazijn ;

2^o Het werkhuis voor het mechanisch uitsnijden van al de noodige stukken, niet alleen voor de vervaardiging van de nieuwe schoenen, maar ook voor die welke noodig zijn voor de verstellingen in het korps te doen ;

3^o Het confectiewerkhuis voor nieuwe schoenen, dat thans gemiddeld 600 paar per arbeidsdag aflevert.

Deze productie zal, in de mate van de toegekende credieten, geleidelijk moeten opgevoerd worden tot ongeveer 900 paar per dag, tot dat de mobilisatiereserve zal zijn tot stand gebracht.

Bij gelegenheid van de bezoeken in 1923 gebracht aan de industriele inrichtingen van het leger, heeft de Bestendige Commissie er altijd op aangedrongen dat het Departement overal de industriele boekhouding zou invoeren.

Deze wordt toegepast sedert 1 Januari 1923 in de fabriek van Roeselaere.

De eerste balans moet worden opgemaakt op den datum van 31 December 1923. Dit werk zal eerlang tot een goed einde zijn gebracht.

Het kleerwerkhuis dat in den loop van 1924 moet in werking treden, is nog niet in gang gezet.

De studiën betreffende het aan te schaffen materieel zijn niet voltooid, en, overigens, moet de Staat, vooraf, een voorraad weefsels hebben toelatende de regelmatige voorziening der werkhuisen te verzekeren, zoodra deze zullen in gang zijn.

De onvaste middelen voor de kleeding hebben nog niet toegelaten dezen voorraad op te slaan.

Eene vermindering van 100,000 frank werd gebracht aan artikel 38 der Begrooting, het voorziene personeel is slechts aangeworven tegen 1 Januari 1924.

HOOFDSTUK IX.**AFDEELING TORPEDOJAGERS EN MARINIERS.**

In het Verslag over de Begrooting van Landsverdediging voor 1923, heeft uw verslaggever een lange uiteenzetting gegeven over de Afdeling der Torpedojagers en der Mariniers. Hij zal er dus dit jaar niet meer op weerkomen.

Tegenwoordig bevinden zich de torpedojagers meestal te Brugge. De uittochten in zee worden begonnen in de maand Maart van dit jaar, wanneer het onderricht genoeg zal gevorderd zijn.

Gij allen weet, Mijne Heeren, hoe onze torpedojagers te Brugge hebben moeten aankomen; de Pers heeft u omtrent deze reis omstandigheden medegedeeld waarover uw verslaggever snel heenglijdt.

Een gedeelte van den bovenbouw dezer eenheden moest te Antwerpen worden afgebroken om ter bestemming te kunnen aankomen en ze moesten weer in staat worden gesteld om hun toe te laten de zee te nemen.

Het overbrengen naar Brugge van al de vlotbare eenheden is grootendeels gedaan en zal eerlang voleindigd zijn.

Zoodra de opleiding van het personeel zal klaar zijn en dat de booten zullen hersteld zijn, zullen deze om de beurt de zee kiezen om het materieel te voltooien, de machines gangklaar te maken, de snelheid te beproeven en de ankerlijnen en de reddingstoestellen te keuren.

Eens de proefnemingen gedaan, zal aangevangen worden met de zeeopleiding van het machinenpersoneel en van de dekmatrozen, met de roeischool, het vertrouwdmaken van het personeel met de zee, daar een gedeelte er van nog niet heeft gevaren.

Rond het midden van 1924, zullen de torpedojagers per sectie van twee uitvaren.

Met aanvang van Augustus 1924, zullen zij eskadergewijs uittrekken om de tucht der groepvaart aan te leeren.

Slechts in 1925 zullen de gevechtsoefeningen onder lichte eskaders, het geschut op zee en het uitwerpen der torpedo's plaats hebben. Om dit programma te kunnen uitvoeren is het noodig dat de africhting op zee voltooid zij.

Het amendement door den Minister van Landsverdediging ingediend stelt een vermindering van één millioen frank voor op het crediet op het Begrootingsontwerp aangevraagd.

Dit crediet is bestemd om het personeel te vormen en om het bestaande vlottend materieel te onderhouden.

De eenheden waarover wij *thans* beschikken (torpedojagers en wachtschepen) zullen toelaten, na voltooiing van hunne wederinstandstelling, klaar te hebben :

- 1° Een licht eskader van 5 torpedojagers van 250 ton.
- 2° Een licht eskader van 5 torpedojagers van 150 ton.
- 3° Een licht eskader van 10 wachtschepen.

Deze eenheden zullen op doelmatige wijze kunnen medewerken aan de kustverdediging, hetzij om onze mijnversperringen te bewaken, hetzij om de vijandige vaartuigen welke aan de werking van ons kustgeschut zouden ontsnappen met de torpedo aan te vallen (dit uitsluitend aan de torpedojagers voorbehouden) hetzij om de onderzeesche mijnen te vernietigen.

Onze torpedojagers zouden insgelijks de booten kunnen begeleiden en beschermen, welke de bevoorrading van het gemobiliseerde leger verzekeren.

Het valt, eindelijk, te bemerken dat dit materieel volstrekt ontoereikend is om alleen de kustverdediging te verzekeren.

De Bijzondere Commissie heeft uw verslaggever last gegeven aan den Minister menige vragen te stellen aangaande de afdeeling der torpedojagers en der mariniers.

De Minister heeft zich beijverd hem de omstandige en volledige inlichtingen te doen geworden.

De reeds zoo aanzienlijke uitbreiding van dit verslag laat niet toe u dezelve in hun geheel en in gansch hunnen omvang mede te deelen.

Die vragen betreffen vooral de wapenstilstandovereenkomst welke aan België torpedojagers en andere vaartuigen toekende; zij hebben insgelijks betrekking op den huidige staat der torpedojagers, hunne tegenwoordige ammunitie en

hun prijs, alsmede op het programma voor de individueele en de collectieve onderrichting die aan de afdeeling wordt gegeven.

Uw verslaggever heeft de antwoorden van den Minister doen toekomen aan die uwer leden welke in de kwestie het meest belang stelden. Zij zullen de gelegenheid hebben, bij de behandeling der Begrooting, er gebruik van te maken.

MILITAIRE VEILIGHEID.

Mijne Heeren, de Bijzondere Commissie heeft zich bezig gehouden met de veiligheid van onze troepen bij het bezettingsleger en de Bestendige Commissie heeft zich, onder de verlichte leiding van haar Voorzitter, den heer Pirmez, naar bezet Duitschland begeven om er de cantonnementen te bezoeken, zich ter plaatse rekenschap te geven van het leven der soldaten, hunne bezigheden, hunne plichten en lasten en van de maatregelen door het Departement van Landsverdediging genomen om aan onze troepen het hoogste kwantum van welzijn te verschaffen, een billijke vergoeding voor de aanzienlijke vermoeienissen die hun aldaar vaak door de omstandigheden worden opgelegd.

Onze achtbare collega, de heer Brifaut, heeft over dit voornaam bezoek het verslag willen opmaken.

De plaats ontbreekt mij, eilaas! om het hier over te nemen; maar de leden der Bestendige Commissie kunnen u verzekeren dat er niets wordt verwaarloosd door het Departement van Landsverdediging om de vaak zware taak van onze troepen in bezet Duitschland te verlichten en om aan de Belgische soldaten gestadig bewijzen te geven van uwe waakzaamheid en van uwe ruimste welwillendheid.

In het verslag dat ik, verleden jaar, de eer had u voor te dragen namens de Bijzondere Commissie belast met het onderzoek der Begrooting, heb ik zeer nauwkeurige omstandigheden medegedeeld over de rol der militaire veiligheid bij het bezettingsleger. Deze dienst was op dit tijdstip in hervorming en het Departement van Landsverdediging droeg er zorg voor te zamen met het Departement van Justitie.

Daarover ondervraagd, heeft de Minister geantwoord :

« De Dienst der militaire veiligheid bij het bezettingsleger in Duitschland mag thans als klaar zijnde worden aangezien. Ten gevolge van een reeks maatregelen door mij bevolen, werden de leden van deze inrichting gespecialiseerd onder drie verschillende vakken : den dienst der tegenspionage, rechtstreeks afhangende van het legercommando; den districtsdiens der territoriale veiligheid, afhangende van de afdeelingsbevelhebbers, en de rechterlijke politiedienst — samenbestaande met de gendarmerie — ter beschikking van de parketten der militaire rechtbanken.

» Het veiligheids personeel is over 't algemeen goed. De verworven specialisatie en de ervaring hebben merkkelijk zijne vakkundige waarde en zijn praestatievermogen, die voldoende zijn, vermeerderd. Men moet rekening houden dat, in den beginne — einde 1919 — de veiligheid moest ingericht worden. Behalve een gering aantal oude oorlogsbeambten die in het leger gebleven zijn, werden die elementen geweerd, welke slechts een onbeduidende beroepsvorming en weinig ontwikkelde geschiktheden bezaten.

» Anderzijds heeft de commandant van het bezettingsleger in dit samenraapsel van personeel heel wat opgeruimd, zedelijk gesproken, en 't is hem volkomen gelukt.

» Ik moet doen opmerken dat de toestand van het personeel altijd zeer onvast zal blijven daar hem geen definitief statuut kon gegeven worden, door hen tot Staatsambtenaars voor het levenslang te benoemen. Deze bedieningen zijn niet vast, daar zij afhangen van den duur der Belgische bezetting in Duitschland, en men begrijpt dat de waarde van het organisme daar onder lijden moet. Velen hebben den dienst vrijwillig verlaten.

» Ik zal er bijvoegen, wat betreft de begrootingslasten, dat, in overeenkomst met den commandant van het bezettingsleger, ik door een amendement heb voorgesteld het globaal getal ambtenaren te verminderen van 150 tot 130. »

* * *

De Bijzondere Commissie heeft uwen verslaggever gelast inlichtingen te nemen over den Contrôledienst van de kazerneering in het bezettingsleger, en haar eene uiteenzetting te verschaffen over het nut en het doel van de uitgaven voor dit organisme gevraagd.

De *Contrôledienst van de kazerneering* heeft in het gebied door het Belgisch leger bezet, bijna dezelfde taak te vervullen als deze waargenomen door den dienst der Militaire woningen en gebouwen in België. (B. C. M.)

Hij is namelijk belast met :

- a) Studiën op te maken (ontwerpen, schattingen, bezettingsplans, enz.), die de noodwendigheden van de troepenkazerneering en van het onderbrengen der diensten van het Belgisch bezettingsleger vergen.
- b) De verschillende noodzakelijk geachte werken en leveringen op te leggen aan de Duitsche besturen, na goedkeuring van de bevoegde militaire overheden.
- c) Over de uitvoering te waken en ze in ontvangst te nemen;
- d) Het onderhoud der « Bezettingsgebouwen » te verzekeren overeenkomstig de onderrichtingen desbetreffend;
- e) De meubelen, de voorwerpen van kazerneering en het materieel noodig voor de troepen en de diensten te doen leveren en onderhouden door het Rijk, en deze te doen onderhouden door de gewestelijke magazijnen;
- f) De boekhouding te voeren, overeenkomstig de voorgeschreven onderrichtingen, voor de werken opgelegd, door tusschenkomst van den Contrôledienst der kazerneering;
- g) Het verbruik van water, gaz en electriciteit te controleeren;
- h) Er over te waken dat de troepen en de diensten zorg dragen, met het oog op de belangen van de Schatkist, voor de « Bezettingsgebouwen » (B. O.) die zij betrekken.

De Contrôledienst van de kazerneering heeft bovendien als opdracht het toezicht over den bouw van nieuwe wegen, het onderhoud van de bestaande wegen en het aanbrengen van wegaanduidingen, voor zoover deze werken belang kunnen hebben voor de bezettingslegers.

De Contrôledienst van de Kazerneering is geplaatst onder de leiding van het hoofd van den Geniedienst bij het Hoofdkwartier van het Belgisch bezettingsleger.

Hij omvat :

- 1^o Een *centraal bestuur* onder de leiding van het hoofd van den Geniedienst;
- 2^o Commandanten, onderscheidenlijk geplaatst onder het bevel van een werk-leider, hoofd van een Commando.

Ieder Commando omvat :

- a) Een *centraal bestuur* onder het rechtstreeksch bevel van den commando-
chef;
- b) Een zeker getal afdelingen, met elk aan hun hoofd een onder-bestuurder
van werken, Afdelingshoofd.

In elke afdeling is een meubelmagazijn ingericht waar, overeenkomstig de
onderrichting dienaangaande, het ontvangen, het verdeelen, het beheeren en het
herstellen van de meubelen geschiedt, van de kazerneeringszaken en van het
materieel dat in de afdeling moet aanwezig zijn.

Het personeel omvat bovendien :

- a) Onderbestuurders, toegevoegd op voet van één bij het Hoofd van den
Geniedienst, en één bij elk Commandohoofd;
- b) Toezichters, teekenaars, secretarissen archivisten, boekhouders en dactylo-
graphen, die thans ingedeeld zijn overeenkomstig onderstaande tabel.

**Tabel van indeeling van het personeel van den Contrôledienst
der kazerneering.**

AANDUIDING DER DIENSTEN.	Bestuurders van werk.	Onder- bestuurders van werk.	Toezichters.	Teekenaars.	Secretarissen archivisten.	Boekhouders.	Dactylo- graphen.
1 ^o Algemeen bestuur	—	1	—	2	1	1	3
2 ^o Commando Aken	1	1	1	2	1	2	3
Afdeling Aken	—	1	5	—	1	1	1
Afdeling Erkelenz	—	1	3	—	1	1	1
Afdeling Neuss	—	1	3	—	1	1	1
3 ^o Commando Crefeld	1	1	1	2	1	2	3
Afdeling Crefeld	—	1	3	—	1	1	1
Afdeling Moers	—	1	5	—	1	1	1
Afdeling Geldern	—	1	2	—	1	1	1
TE ZAMEN. . . .	2	9	23	6	9	11	15

Er dient evenwel te worden opgemerkt dat een amendement dit crediet met
100,000 frank vermindert, en dat het personeel dienvolgens ook werd ver-
minderd.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

EERSTE HOOFDSTUK.

HOOFDBESTUUR.

Onder dit hoofdstuk staat 661,984 frank minder voor 1924. Deze vermindering vloeit voort, zooals blijkt uit de teksten van de amendementen door den Minister van Landsverdediging ingediend, uit de inkrimping van het personeel en van de uitgaven.

ART. 3. — Op dit artikel staat 5,550 frank meer. Dit is het gevolg van de normale verhooging der wedde van den ingenieur, en van de toekenning eener reisvergoeding aan den ingenieur en aan den klerk ($2 \times 2,400$ frank).

ART. 6, *b*. — Sommige leden van de Bijzondere Commissie meenden dat er reden toe bestond vele dienstarbeiders en schoonmaaksters af te schaffen, vermits men het getal lokalen bij de diensten van het Departement verminderde. Dit wordt inderdaad gedaan.

De dienstarbeiders en de schoonmaaksters worden afgeschaft naar gelang het getal lokalen wordt verminderd.

Twee dienstarbeiders en schoonmaaksters zijn nog zoo pas afgedankt geworden door het opheffen van lokalen.

Een amendement vermindert artikel 6 met 100,000 frank.

ART. 7. — Eenige leden verlangden te weten hoeveel werken werden aangeschaft :

- 1° Voor de garnizoensbibliotheken der officieren ;
 - 2° Voor de soldatenbibliotheken,
- en welke werken werden geleverd.

De Minister van Landsverdediging heeft ons een uitvoering antwoord gegeven.

Bovendien heeft de Minister de eerstgevraagde som van 395,000 frank gebracht op 295,000 frank.

ART. 10. — Een lid heeft gevraagd welk het getal militairen was gedetacheerd, buiten het regelmatig personeel, bij het 4^e Algemeen Bestuur, en welke de taak was van die militairen.

Hij verlangde buitendien te weten wat de taak was van de 9 deurwaarders van het bestuurlijk personeel.

De Minister antwoordde :

« A. Het getal militairen, gedetacheerd bij het 4^e Algemeen Bestuur (Militair kaarten-instituut) buiten het regelmatig personeel, bedraagt 62.

» Deze militairen vervullen de volgende betrekkingen :

» Kopist, teekenaar, drukker en drukkersgast, lithograaf, typograaf, drukker en drukkersgast, typograaf-pedalst, ontvanger der bladen, verpakker, magazijnier, electricien, mecanicien, ordonnans, kok, schrijnwerker, dienstman.

» B. — Het aantal deurwaarders werd van 9 op 7 gebracht. Een amendement zal dienvolgens op de Begrooting worden ingediend.

» Een der deurwaarders is terzelfder tijd huisbewaarder, twee anderen zijn boden-inkasseerders, de vier vervullen het ambt van deurwaarder bij den Algemeenen Bestuurder, het secretariaat en de besturen ».

* * *

Een ander lid der Commissie wenschte te weten waarom er 3 nieuwe bedienden noodig zijn die van geene benoeming zijn voorzien en aangenomen worden tengevolge van de uitbreiding van den dienst en de behoefte van 3 nieuwe teekenaars landkaarten-graveerders en een nieuwen bestendigen fotograaf.

De Minister heeft ons gelieven te antwoorden :

« Er is geen nieuwe onbenoemde bediende; artikel 9 der Begrooting voor 1923 vermeldde 6 dergelijke bedienden, doch het personeel (bestuur, bedienden en werkliedenpersoneel) van de drukkerij kwam op dit artikel niet voor, daar het bezoldigd wordt op de Begrooting voor Order. Daar de Begrooting voor Order vanaf 1924 is afgeschaft, moeten op de Gewone Begrooting worden gebracht al de uitgaven van de drukkerij — die hare eigen kosten moet dekken — en voornamelijk de 3 vóórmelde kantoorbedienden welke in hunne plaats bij het bestuurspersoneel werden vernoemd, hetgeen het aantal dezer agenten van 6 op 9 brengt; doch anderzijds is er eene vermindering van 2 bedienden bij wijze van amendement voorgesteld, wat het getal op 7 terugbrengt. »

Noodzakelijkheid van 3 nieuwe landkaartengraveerders. — Er zijn nog slechts 44 van deze bedienden voorzien, of 7 minder dan in 1923.

Noodzakelijkheid van een nieuwen bestendigen fotograaf. — Er is geen nieuwe bestendige fotograaf.

Artikel 9 der Begrooting voor 1923 vermeldt 3 bestendige fotografen.

Artikel 11 der Begrooting voor 1924 vermeldt :

1 hoofd der fotografiewerkhuizen;

2 bestendige fotografen.

Deze verandering strookt met het ministerieel besluit, n° 12537, van 31 November 1922, genomen ten uitvoering van het Koninklijk besluit, n° 14037, van 20 November 1922 waarbij de betrekking van hoofd der fotografiewerkhuizen wordt ingesteld.

Eindelijk, hebben sommige leden gevraagd welke de betrekkingen waren van de 23 agenten van het gemilitariseerd burgerpersoneel.

De Minister heeft ons laten weten dat die 23 agenten zijn :

- 1 werktuigkundige.
- 5 drukkers (lithographen).
- 1 magazijnier.
- 3 hulp-boekbinders.
- 7 hulp-drukkers (lithographen).
- 6 calqueerders.

Die agenten, aangeworven krachtens artikel 100 der militiewet van 1902, hebben er niet in toegestemd eene nieuwe verbintenis aan te gaan als militaire arbeiders « zonder militaire vergoedingen ».

Dit artikel 10 bedraagt 196,300 frank minder dan de aanvankelijk op het ontwerp ingeschreven som.

ART. 11. — *Aanmerking* : Een lid verlangde te weten hoe men de ontvangsten voor het afgeschaft fonds op 2,000,000 frank heeft geraamd en vroeg uitleggingen.

De Minister heeft geantwoord :

De ontvangsten op de Begrooting voor Order als wederbeleggingsfonds gestort beliepen voor 1923 :

Voor de letterdrukkerij	fr.	1,827,412 02
Voor de steendrukkerij		196,325 60
TOTAAL.	fr.	<u>2,023,737 62</u>

Daar zij voortvloeiden uit den normalen arbeid van de drukkerijen en den normalen verkoop der kaarten, kan men een inkomst van hetzelfde bedrag verwachten voor het jaar 1924, hetzij ongeveer 2,000,000 frank, om gestort te worden op artikel 82 van de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1924.

De bezuiniging herleidt het crediet, bij artikel 11 voorzien, op 1,540,000 frank of eene vermindering van 150,000 frank.

HOOFDSTUK II.

WEDDEN EN VERGOEDINGEN DER OFFICIEREN.

Wedden, soldij en tegemoetkomingen der manschappen.

Dit hoofdstuk voorziet eene vermindering van 5,027,000 frank. De Minister van Landsverdediging heeft de redenen van die besnoeiing toegelicht in de amendementen die hij heeft ingediend.

ART. 12. — De leden van de Bijzondere Commissie hebben echter uitlegging gevraagd over de vaste vergoedingen voor bureelwerk (1 miljoen frank) en over

den post « vereffening der rekeningen voor bureelkosten van de overheidspersonen die geene vaste vergoeding hebben » (400,000 frank). Zij meenden dat de globale som van 2,035,000 frank zeer kon besnoeid worden.

De Minister heeft geantwoord dat de som van 1 miljoen niet kon verminderd worden.

De Minister voegt er aan toe dat een amendement werd ingediend om den post voor de « vereffening der rekeningen voor bureelkosten der overheidspersonen die geen vaste vergoeding hebben » op 200,000 frank terug te brengen.

Wat de sommen van 625,000 frank en 10,000 frank betreft die onderscheidenlijk uitgegeven worden voor de verwarming en de verlichting der bureelen, deze kunnen thans niet verminderd worden; want, indien eenerzijds bureelen werden afgeschaft, anderzijds zijn de prijzen voor verwarming en verlichting zeer gestegen.

* *

Sommige leden hebben geen vrede met de verklaringen die in de kolom « aanmerkingen » worden gegeven voor de verhooging van 6,297,303 frank. Deze bedraagt inderdaad 6,517,015 frank op de wedden en vergoedingen der gelijkgestelde officieren. Zij verlangen de reden van de verhooging te kennen :

1 ^o Voor militaire lasten	fr. 10,585,600 »
2 ^o Voor geneeskundige raadplegingen.	85,400 »
3 ^o Voor « vergoeding voor eerste uitrusting aan de onder-officieren tot officier bevorderd »	161,000 »
4 ^o Voor « gezinsvergoedingen »	765,830 »

En ten slotte, vanwaar het verschil kwam tusschen 5,265,000 en 83,485 frank bij den post : « vergoeding voor kleeding en uitrusting (auditeur-griffier, enz.) », bl. 100.

De Minister antwoordt :

« De vermeerdering van 6,279,303 frank stelt het verschil voor tusschen de verhoogingen en de verminderingen van verscheidene posten bij artikel 12. Zij spruit in hoofdzaak voort uit de verhooging der vergoedingen voor de officieren, en namelijk :

1^o De normale wedde-verhoogingen (driejaarlijksche voor de lagere officieren, tweejaarlijksche voor de generaal- en hogere officieren);

2^o De verhooging van de gezinsvergoeding;

3^o Het instellen van de vergoeding voor militaire lasten (Koninklijk besluit van 15 Februari 1923), ter vervanging van de vergoedingen voor huisvesting, kleeding en uitrusting en bedoeld om te voorzien in de lasten die het officiersberoep eigen zijn (uitrusting, kleeding, verandering van garnizoen, verblijf in het kamp, enz.).

Sommige posten zijn daarentegen verminderd (Bestuursdienst, lichamelijke opleiding, enz.).

Twec amendementen hebben deze verhooging op 1,252,303 frank teruggebracht :

1° De vergoeding voor militaire lasten (K. b. van 15 Februari 1923, n° 14604) heeft de vergoedingen vervangen voor huisvesting, voor kleeding en uitrusting, die op de Begrooting van 1923 onderscheidenlijk voorkwamen voor 10,160,600 en 5,265,000 frank;

2° Geneeskundige raadplegingen : deze verhooging spruit voort uit het feit dat het aantal geneesheeren grooter zal zijn in 1924 dan in 1923, toen het voorgeschreven aantal geneesheeren niet werd bereikt ;

3° Vergoeding voor eerste uitrusting : vermeerdering van het aantal reserve-officieren die in 1924 moeten aangenomen worden ;

4° Gezinstoeslag : deze werd vanaf 1 Juli 1923 van fr. 0.50 op 1 frank gebracht ;

5° De vergoeding voor kleeding en uitrusting die voor 1924 eene som van 83,485 frank bedraagt is deze die betaalt wordt bij het bezettingsleger aan de auditoren, griffiers, aalmoezeniers die het militaire uniform moeten dragen.

Deze tegemoetkoming, die voor de officieren bevat is in de vergoeding voor militaire lasten, moet voorzien worden in de Begrooting voor de bedoelde gelijkgestelden, die geen vergoeding voor militaire lasten ontvangen.

Dit antwoord van den Minister vulde daarbij de volgende inlichtingen aan op een vraag die een lid stelde in denzelfden zin :

1° De *wedden der hoogere- en generaal officieren* werden verhoogd op 1 Maart 1923 (Koninklijk besluit van 15 Februari 1923, n° 14614) ;

2° De *vergoeding voor militaire lasten* heeft de vergoeding voor huisvesting, voor kleeding en uitrusting vervangen om te voorzien in de lasten die het officiersberoep eigen zijn : kleeding, uitrusting, verandering van garnizoen, verblijf in de kampen, enz. ;

3° De verhooging voor geneeskundige raadplegingen is het gevolg van de vermeerdering der geneesheeren in 1924, daar het voorgeschreven aantal in 1923 niet werd bereikt ;

4° Ieder officier die een paard in eigendom bezit ontvangt eene vergoeding voor afkorting van 25 frank par maand ;

5° De credietverhooging voor vergoeding wegens eerste uitrusting is het gevolg van de vermeerdering van het aantal reserveofficieren die in 1924 moeten aangesteld worden ;

6° De gezinsvergoeding werd op 1 Juli 1923 van fr. 0.50 op 1 frank gebracht, per dag en per kind ten laste minder dan 21 jaar oud en dat geen loon of inkomsten heeft van meer dan 1 frank per dag.

Verscheidene leden hebben gevraagd dat littera f van artikel 12 zou onverdeeld worden en dat er meer bijzonderheden worden aangeduid om de leden van het Parlement toe te laten beter het nut van de uitgaven te onderzoeken.

De Minister van Landsverdediging heeft aan de Commissie de twee volgende tabellen doen geworden :

Tabel n^o 1.

<i>Militair instituut voor lichamelijke opleiding</i>		93,366 frank in plaats van 100,366 frank (zie blz. 34 der Begrooting).
Uitrusting en materieel voor het turnen	42,771 »	
Uitrusting en toestellen voor het schermen (bajonnetten, gevechtdolken)	95,000 »	247,771 frank in plaats van 336,771 frank (zie blz. 103 der Begrooting).
Uitrusting en materieel voor het gangmaken, loopen, vooruitgaan in omgewoelden grond, springen, beklimmen, opvangen, werpen, enz.	70,000 »	
Uitrusting en materieel voor gezamenlijke oefeningen en sport.	40,000 »	
Onkosten veroorzaakt door de praktijk van het turnen, schermen, de sportoefeningen en sportspelen. Onderhoud van de uitrusting en het materieel	80,000 »	198,000 frank in plaats van 205,000 frank (zie blz. 103 der Begrooting).
Iurichtings- en verplaatsingskosten voor de proeven in de legerafdeelingen, bij het leger en in het buitenland.	58,000 »	
Abonnement in de zwemdokken voor de opleiding van zwemmonitors in de legeraf- deelingen	60,000 »	

Totaal der twee laatste posten : 445,771 in plaats van 741,771 frank.

Algeheel totaal : 539,137 in plaats van 842,137 frank of eene vermindering van 303,000 frank.

Staat n^o 2.I. — *Militair gesticht voor lichamelijke opleiding.*

B. — Laboratorium voor physiologie en biologischescheikunde (in plaats van 15,000 frank) fr. 10,000 »

D. — Abonnementen voor de zwemdokken (in plaats van 5,000 frank) 3,000 »

Totaal : 66,614 frank in plaats van 73,614 frank).

Algemeen totaal : 93,366 frank (in plaats van 100,366 frank).

II. — *Uitrusting en materieel voor lichamelijke opleiding voor de korpsen, de opleidingsgestichten en de kampen.*

A. — Uitrusting en materieel voor lichamelijke opleiding voor de korpsen, de opleidingsgestichten en de kampen. . . . fr. 247,771 »
(in plaats van 536,771 frank).

B. — Onderhoud van bovenstaande uitrusting en materieel. Kosten van inrichting en reizen voor wedstrijden bij de kampen, de divisies en in het buitenland : beheerlasten in verband met de toepassing der lichamelijke opleiding. — Abonnementen voor de zwemdokken tot opleiding van zwemmeesters voor de troepen. 198,000 »
(in plaats van 203,000 frank).

Totaal van littera f van artikel 12 fr. 539,137 »
in plaats van 842,137 frank, maakt 303,000 frank minder).

*
* *

ART. 12. — De Commissie heeft gevraagd waarom, spijs herhaald aandringen bij het Departement van Landsverdediging, dit laatste halsstarrig voortgaat over verschillende hoofdstukken de uitgaven te verdeelen wegens onderhoud van militaire gebouwen. Aldus bij artikel 12, littera i, blz. 104 der Begrooting, wordt 422,000 frank voorzien voor onderhoud van militaire gebouwen (Pupillenschool van het leger).

Daarop antwoordde de Minister :

Al de uitgaven met betrekking tot de pupillenscholen staan onder dezelfde littera gerangschikt, om de kosten van deze onderwijsgestichten beter op de Begrooting te doen uitkomen.

Hetzelfde geldt voor de militaire school, de krijgsschool, de wapenscholen, de school voor de troepen van den gezondheidsdienst en de school voor reserve-onderluitnants der bestuursdiensten.

Ik kan bovendien slechts verwijzen naar dezelfde vraag die het vorig jaar naar aanleiding van de Begroting voor 1923 werd gesteld. (Zie bladz. 44 van stuk n^o 221, Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 16 Maart, Verslag uit naam van de Bijzondere Commissie door den heer de Burlet uitgebracht).

Ik voeg daarbij dat onder de onlangs op artikel 12 bij wijze van amendement voorgestelde besnoeiingen, litt. i voorkomt met 160,000 frank waarvan 100,000 frank voor den bedoelden post van 422,000 frank.

Art. 12h. — Een lid vroeg wat door « Muziekdienst » moet verstaan worden.

Antwoord. — Een amendement werd voorgesteld om de uitgaven voor den muziekdienst op 30,000 frank te brengen.

Het leger telt 25 muziekkapellen. Er werd dus 1,200 frank voor elke kapel aangevraagd om in onderstaande behoefte te voorzien :

- a) Vernieuwing en onderhoud van de muziekinstrumenten aan den Staat toebehoorend;
- b) Aankoop van muziekboeken, muziekpapier, partituren, programma's van concerten en aankondigingen;
- c) Aankoop van leeren taschen voor de muziekboeken;
- d) Vernieuwing en onderhoud van materieel, zooals lessenaars, kasten, enz.

HOOFDSTUK III.

MILITAIRES HOSPITALS EN APOTHEKEN.

Art. 15. — Op dit artikel werd 115,077 frank bezuinigd; doordat het lager personeel van de krijgsgasthuizen verminderd werd of zal worden.

* * *

Een lid der Commissie vroeg verklaring over het primo der aanmerkingen bij artikel 15. Hij vroeg het bedrag der uitgave die verhoogd werd.

De Minister antwoordde :

Wedden en loonen der ziekenverpleegsters, der mannelijke en vrouwelijke arbeiders bij het krijgsgasthuis te Woluwe (met inbegrip der werkplaatsen voor orthopedie) :

Verpleegsters . . .	fr. 179,600	»
Arbeiders	258,000	» (waarvan 237,560 voor de werkplaatsen voor orthopedie).
Arbeidsters	12,720	»
TOTAAL	fr. 450,320	»

Leden der Commissie vroegen omstandige opgave der woonstvergoeding voorzien bij artikel 15 b.

De Minister heeft medegedeeld dat :

De woonstvergoeding wordt toegekend aan de verpleegsters, arbeiders en arbeidsters :

Verpleegsters	fr. 15,170 »
Arbeiders (met inbegrip van 1 werkbaas en 3 meester- gasten)	62,640 »
Arbeidsters	34,160 »
TOTAAL.	<u>fr. 111,970 »</u>

Al de besnoeiingen bij de artikelen aangebracht :

16 (45,900 frank).

17 (30,800 frank).

18 (15,000 frank).

werden zonder aanmerking door de Bijzondere Commissie goedgekeurd.

HOOFDSTUK IX.

MILITAIRE ACADEMIE.

ART. 21 en 22. — De Commissie vraagt met nadruk dat geen gevolg zou gegeven worden aan de verminderingen met 15,000 frank en met 5,000 frank bij deze artikelen voorgesteld. Daarvan gaf de verslaggever de gronden in de algemeene beschouwingen.

De aanmerkingen in verband met de besnoeiingen bij de artikelen 23 en 24 komen ook voor bij den aanhef van dit verslag.

HOOFDSTUK X.

BEWAPENING, TREIN EN PAARDENTUIG VOOR HET LEGER.

ART. 25. — Leden van de Commissie wenschten te weten of het wel noodzakelijk was de drie typisten te behouden bij het Voorraadmagazijn voor den autotrein en twee stenotypisten bij de Herstellingsfabriek voor den autotrein.

De Minister antwoordde daarop :

« Mijne aandacht werd gevestigd op de bovenbedoelde vermindering van het aantal typisten.

» Wat die van het Voorraadmagazijn voor den autotrein betreft, valt op te merken dat twee der drie typisten oud-bedienden zijn die rechtstreeks de stukken opmaken in verband met de boekhouding van de grondstoffen (facturen, ontvangbewijzen, enz.) van deze inrichting.

» Het ware niet voordeelig deze typisten te vervangen door artillerieklerken,

die een groot deel van hun tijd zouden moeten besteden aan schrijfwerk op de machine. Inderdaad de wedden der typisten zijn lager dan die der artillerieklerken.

» Wat betreft de Herstellingsfabriek voor den autotrein, heeft men getracht de burgerlijke typisten te vervangen door militairen uit de hulpdiensten; men heeft daarvan moeten afzien omdat men niet met zekerheid kon weten dat militaire typisten regelmatig zouden kunnen worden verstrekt.

» Nochtans zal de oprichting van de Bestuurlijke Compagnie der inrichtingen voor den autotrein toelaten miliciens daarbij te werk te stellen als typisten en dus een burgerlijk typist af te danken bij het Voorraadmagazijn voor het autogerij, alsook twee steno-typisten bij de Herstellingswerkplaats voor den autotrein. »

In dien zin werd een amendement ingediend.

ART. 26. — Sommige leden hebben gevraagd of er van de voorwerpen noodig voor de diensten onder de littera's a) b) c) d) aangeduid in het buitenland worden aangekocht.

De Minister antwoordde hierop :

In beginsel bestellen de diensten van het Bestuur van het Autogerij *niets* in het buitenland.

Op te merken valt dat, inzake automobielen, al de wisselstukken voor buitenslandsche rijtuigen uit het buitenland *komen*, wat ook niet anders kan; welke ook de Belgische leveranciers zijn met dewelke voor dergelijke stukken een koop wordt gesloten, zullen de door hen geleverde goederen toch uit het buitenland moeten komen.

Dit geldt ook voor de producten of grondstoffen waaruit de rijtuigen zijn samengesteld, zooals de kogelrollers, volle banden, rembelegsels, enz., om enkele voorbeelden aan te halen. Zulke voorwerpen en stoffen kunnen door geen Belgische firma worden geleverd.

Telkens als het technisch mogelijk is, ontdoen wij ons van de verplichting uitheemsche wisselstukken te bezigen, met deze te doen vervaardigen door de Herstellingsfabriek voor Autogerij. De stukken worden ruw gekocht van *Belgische fabrikanten* en in hoogerbedoelde fabriek afgewerkt.

Wat er ook van zij, en 1922 werd voor 200,000 frank uitheemsche wisselstukken gekocht; in 1923 voor 500,000 frank. Deze verhooging voor 1923 is te wijten aan het uitputten der vroegere voorraden.

Uit het bovengezegde blijkt dat het niet mogelijk is de stukken of stoffen van vreemde herkomst te vervangen door dezelfde stukken of stoffen van Belgische herkomst.

ART. 29. — Op dit artikel werd bij amendement eene besnoeiing van 100,000 frank voorgesteld. Zij wordt als volgt verklaard :

a) *Pontonniersbataljoen*. — De vermindering van 6,065 op dezen post, is het gevolg van eene nieuwe aanpassing van het noodige crediet op grond van de juiste wedden, loonen en vergoedingen, welke in den loop van het jaar zullen moeten worden betaald.

b) *Regiment der Seintroepen*. — Bij de herinrichting van het leger werd nog slechts een enkele technische dienst voorzien voor gansch het regiment, waardoor de afdanking van een gedeelte van het personeel mogelijk wordt gemaakt. Na de wedden en loonen te hebben geregeld, werd aldus eene vermindering van 30,784 frank bekomen.

c) *Regiment van den Spoorweg*. — Er is eene vermeerdering van 1,802 frank wegens de noodzakelijkheid, verhooving te brengen in het voorziene bedrag voor de premien en de verplaatsingsvergoedingen van den machinist-onderrichter, en eene vergoeding te voorzien voor den beambte van het Bestuur der Staatsspoorwegen, die belast is met het onderricht in het seingeven.

d) *Park van de Genie van het leger*. — Gedane besparing : 64,953 frank wegens afdanking, tijdens het loopend jaar, van tijdelijke beambten, van een ploegbaas en van sommige arbeiders die geene vakmannen zijn.

Op ART. 30 is eene vermindering van 250,000 frank welke wordt gebillijkt als volgt :

a) *Bataljon der Pontonniers*. — 5,000 frank vermindering op de gewone uitgaven van onderhoud.

b) *Regiment der Seintroepen*. — 150,000 frank vermindering wegens samen-trekking, in een enkelen dienst, van de beide technische diensten van het bataljon T en van het bataljon T. S. F. (draadlooze T.) naar aanleiding van de herinrichting door middel van eene nieuwe groepeerings der in dienst zijnde posten der T. S. F., bij het Bezettingsleger en in de Ruhr, en wegens uitgaven voor onderhoud.

c) *Regiment van den Spoorweg*. — Er is 6,000 frank verhooving ten aanzien van de voortdurende stijging der prijzen van het spoorwegmateriaal.

d) *Park van de Genie van het leger*. — 101,000 frank vermindering. De vooruitzichten van aanwerving konden worden verminderd en de uitgave voorzien voor de verplaatsing der werkhuizen van dezen dienst kon worden weggelaten.

HOOFDSTUK VI.

MILITAIRE GEBOUWEN.

ART. 27 en 28. — Voldoende verklaringen werden door uwen verslaggever in de algemeene beschouwingen bij den aanvang van dit verslag verstrekt.

Sommige leden hebben echter gevraagd welke militaire gebouwen verstaan werden onder litt. a van artikel 28 en welke daar niet werden onder verstaan, waarop de Minister van Landsverdediging het volgende antwoord heeft gegeven :

De militaire gebouwen, verstaan onder litt. a van dit artikel zijn, zooals de tekst het vermeldt, al de gebouwen ten gebruike van de troepdiensten : kazerneeringen, depots en parken der legerafdeelingen, enz.

Onder deze categorie komen dus niet te staan, de gebouwen der diensten met *eigen beheer*, te weten :

1^o De onderwijsinrichtingen : krijgsschool, militaire school, wapenschool, pupillenschool;

2^o De artillerie-inrichtingen : kanonnengieterij, wapenfabriek, arsenalen, opslagplaats van *leger-munitie*, groot veldpark, vuurwerkmakerij, bouwarsenaal, *legerparken*;

3^o De inrichtingen van den militairen kaartendienst;

4^o De inrichtingen van den gezondheidsdienst : gasthuizen, apotheken;

5^o De inrichtingen van de intendentie : bakkerijen, slachthuizen, voederragie-magazijnen, centraal kleedingsmagazijn, magazijnen van beddegoed, fabriek van ingelegde eetwaren.

* * *

Sommige leden hebben gevraagd, of de uitgave op artikel 28, c, uitgetrokken, gebillijkt was, en of de toestellen van het Instituut voor Lichamelijke Opleiding vooralsnog niet voldoende waren.

De Minister gaf het volgende antwoord :

Het Militaire Instituut voor Lichamelijke Opleiding vormt de monitoren en de onderrichters, doch is niet bij machte om het gymnastiek-onderwijs aan al de soldaten van het leger te verstrekken. Dezen worden geoefend in hunne respectievelijke kazerne of garnizoen door de monitoren en onderrichters die zelf opgeleid werden zooals hier wordt gezegd; zij moeten dus in de kazernen over degelijke gymnastiek-toestellen beschikken.

De Buitengewone Begroting voor 1923 (art. 103^{bis}) vermeldde, onder de noodzakelijke middelen tot bevordering van het intensief onderwijs der troepen, de aanvulling van de vereischte gymnastiek-toestellen.

Schier al deze inrichtingen zijn in werking of op het punt in werking te treden. De Gewone Begroting moet dus eene som voorzien om de in gebruik zijnde gymnastiek-toestellen desnoods te vernieuwen, evenzeer als voor de vernieuwing van al het ander mobilair dat door de troep in al de kazerneeringen van het land wordt gebruikt.

HOOFDSTUK VIII.

MILITAIRE VLEGDIENST.

ART. 31. — Op dit artikel komt eene vermindering van 200,000 frank wegens de in 1924 werkelijk gekende effectieven die lager staan dan die in April 1923 voorzien, datum waarop de Begrotingen voor 1924 werden geraamd.

ART. 32. — De verminderingen op artikel 32 hebben geen betrekking op de onderhoudskosten van het luchtvaart-materiaal noch op de kosten tot opleiding der loodsen. Met het crediet kan de aanwerving worden gedaan in 1924 van zes leer-vliegtuigen en vijftig eskadrille-vliegtuigen.

ART. 32a. — Sommige leden vragen, dat het Departement van Landsverdediging de « algemeene kosten » en de « bevoorradingen van allen aard » omstandig zou verklaren.

Zij vragen naderen uitleg over de inrichtingswerken voorzien voor 1924, alsmede over het onderhouden der technische instellingen waarvoor eene uitgave van 9,100,000 frank zou vereischt worden, hetzij :

2,150,000 frank meer dan in 1923.

De Minister gaf de volgende antwoorden :

Algemeene kosten en bevoorradingen van allen aard.

Inrichting en onderhoud der technische instellingen :

1° Onderhoudskosten van 227 eskadrille-vliegtuigen tegen	
25,000 frank	fr. 5,675,000 »
Onderhoudskosten van 80 leer-vliegtuigen tegen	
12,500 frank	1,000,000 »
2° Brandstof	1,425,000 »
3° Luchtvaart	800,000 »
4° Onderhoud en inrichting der technische instellingen . .	200,000 »
TOTAAL.	fr. 9,100,000 »

ART. 32b. — De Bijzondere Commissie heeft nadere verklaringen gevraagd over litt. b van dit artikel. Zij verlangde duidelijk te weten waartoe de voorziene som van 8,100,000 frank dienen moest — welke toestellen zouden aangekocht worden, op welke wijze, en op grond van wiens verslag — en tot welke machinebouwers men in onderhavig geval zich wenden zou.

De Minister verstrekke de volge antwoorden :

Aankoop van luchtvaart-materieel tot vernieuwing der toestellen.

Het bedrag van deze littera dient enkel om de in dienst zijnde vliegtuigen te vernieuwen, zonder het getal daarvan te vergrooten. Elk jaar moet ongeveer een derde der in dienst zijnde vliegtuigen worden vernieuwd, daar gewoonlijk een vliegtuig niet langer dan drie jaar meegaat.

Met het thans aangevraagde crediet kan worden aangekocht :

6 leer-vliegtuigen.
50 eskadrille-vliegtuigen.

De fabrieken die een nieuwe type hebben uitgevonden worden verzocht hun nieuw toestel op hunne kosten bij den Militairen Vliegdiens voor te stellen.

Eene onderzoekcommissie benoemd door den Commandant van den Militairen Vliegdiens doet er verslag over aan het Bestuur van den Vliegdiens.

Op grond van dit verslag doet het Bestuur van den Vliegdiens voorstellen aan den Minister.

Voor den aankoop in 1924 viel de keuze op :

- a) Het leer-vliegtuig van de Belgische luchtvaartfirma van Antwerpen, Stampe en Vertongen, die zelf deze vliegtuigen zal fabricceeren;
- b) De eskadrille-vliegtuigen Nieuport C. 29 en Ansaldo.

De vliegtuigen van het model Nieuport en Ansaldo zijn reeds in gebruik bij den Militairen Vliegdiens. Zij zullen met vergunning gebouwd worden door de « Société anonyme belge de Constructions Aéronautiques ».

ART. 33. — De vermindering van 200,064 frank, voorgesteld bij amendement, doelt op de litt. *a* en *b* en spruit voort uit het feit, dat het aanvullend personeel, voor 1924 voorzien, tijdens dit jaar niet zal worden aangeworven.

ART. 33 *b*. — De Bijzondere Commissie heeft zich afgevraagd waartoe de veertig handarbeiders en bewakers, in deze littera vermeld, feitelijk dienen.

A. — *Handarbeiders.*

De handarbeiders worden gebezigd :

- 1° Aan de onderhoudswerken der inrichtingen van de burgerlijke vliegpleinen (onderhoud van het terrein, hangars, posten van draadloze T., enz.);
- 2° Aan het bewaken van de inrichtingen bij dag;
- 3° Aan het hulpverstrekken aan de luchtvaarders, voorzien door de onderrichtingen vermeld in de internationale overeenkomsten (het terug klaarbrenge van de vliegtuigen, hun in- en uitrollen);
- 4° Aan de sein- en bakentoeu.

Getal handarbeiders heden ten dage :

Vliegplein van Brussel	9
Vliegplein van Oostende	7
Vliegplein van Antwerpen	6
TOTAAL.	<u>22</u>

Deze bezigheden worden waargenomen door burgerlijke bedienden.

B. — *Nachtwakers.*

De taak der nachtwakers bestaat in het bewaken van de instellingen en van het materieel van den burgerlijken vliegdiens, van de kantoren, van de hangars, posten van D. T., posten van radiogoniometrie, enz., op de vliegvelden van Brussel, Antwerpen en Oostende.

Wegens de bijzondere taxes uit dien hoofde geheven, moet hunne bewaking zich bovendien uitstrekken over de vliegtuigen van de private personen die onder de gemeenschappelijke bergplaatsen zijn ondergebracht. Zij moeten ten slotte de bijzondere voorschriften in acht nemen die moeten nageleefd worden in geval van neerdalen van vliegtuigen na het sluiten van het vliegveld.

Daar de verschillende diensten van alle garnizoenen verwijderd liggen en ver verspreid, en daar zij afhangen van de bestuurders van den burgerlijken vlieg-

dienst, is het niet mogelijk militairen te gebruiken om dezen bewakingsdienst te verzekeren.

Getal nachtwakers thans in dienst :

Vliegveld van Brussel	4
Vliegveld van Oostende	4
Vliegveld van Antwerpen	2
Laboratorium van Sint-Genesius-Rhode	2
TE ZAMEN	<u>12</u>

ART. 33 c. — De werkelijke uitgave op littera c van dit artikel bedraagt voor 1923 fr. 23,946 49

Deze uitgave wordt verdeeld als volgt :

Reiskosten voor de inspectie van het Belgisch luchtvaartnet	5,673 77
Receptie van een post van Draadlooze Telefonie in Holland, op 31 Januari 1923	1,849 60
Vergadering van de juridische sub-commissie der C. I. N. A. te Parijs, den 13 ^e Februari 1923	303 98
Reis- en verblijfkosten der leden van de C. I. N. A. te Parijs, den 25 ^e Mei 1923	1,635 75
Reis- en verblijfkosten der leden van de C. I. N. A. te Londen, den 24 ^e Juni 1923	6,687 75
Reis- en verblijfkosten der leden van de Engelsche-Fransche-Belgische Conferentie te Parijs, den 18 ^e December 1923	1,866 04
Reis- en verblijfkosten der leden van de C. I. N. A. te Rome, den 24 ^e October 1923	5,929 62

ART. 34. — De 1,700,000 frank vermindering voorzien bij wijze van amendement door den Minister van Landsverdediging ingediend, worden verdeeld als volgt :

Littera a	fr. 1,250,000 »
Littera d	250,000 »
Littera e	145,000 »
Littera f	55,000 »

a) Het bouwen van een opgehoogden hangar te Antwerpen kon worden verdaagd en de inrichting der vliegpleinen te Haren en te Antwerpen (vliegstations, lokalen voor den toldienst, enz.).

d) De oprichting van eene technische afdeeling voor proefnemingen met vliegtuigen in volle vlucht ging dit jaar niet door.

e) De verleende tegemoetkomingen werden wegens bezuiniging met 145,000 frank verminderd.

f) Het crediet werd verminderd. Volgens de aangevraagde som werd de opleiding van 100 leerlingen voorzien; dit cijfer kon niet worden bereikt.

ART. 34. — Een lid stelde de volgende vragen :

a) Is de Staat zinnens luchtvaartlijnen in te richten en welke, of zoo het toelagen geldt ten behoeve van voorziene ondernemingen, welke zijn deze ondernemingen?

b) Welke luchtvaartlijnen bestonden in Juli 1923 en welke worden heden ten dage in bedrijf genomen?

c) Hoevele Belgische vliegtuigen zijn er thans bij de *Sabena*, die in staat zijn dienst te doen?

d) Welk is het getal der Belgische loodsen door de *Sabena* gevormd sedert deze maatschappij door bemiddeling van den Staat werd opgericht?

e) Welk is het beloop der toelagen in 1923 toegekend aan elke der burgerlijke vliegscholen in België?

Welke is de grondslag van deze toekenning?

Welk is het aantal Belgische loodsen door deze scholen in 1923 gevormd?

De Minister van Landsverdediging heeft aan de Commissie de volgende antwoorden gestuurd :

a) De Staat is niet van plan luchtlijnen in te richten.

Het geldt thans toelage te verstrekken aan de Naamlooze Belgische Vennootschap voor het exploiteeren der Luchtvaart.

b) Luchtlijn bestaande in Juli 1923 : de naamlooze Belgische Vennootschap voor het exploiteeren der Luchtvaart die het vervoer verzekert tusschen Lympe (Londen) en Brussel.

De Algemeene Ondernemingen voor Luchtvaart te Gosselies hebben, op bevel, reizen ingericht tusschen Charleroi en Brussel en Charleroi-Oostende.

Tegenwoordig wordt geen enkele luchtlijn geëxploiteerd.

Het vervoer der *Sabena* werd opgeschorst tengevolge van allerlei moeilijkheden welke hare exploitatie ontmoette en van de ontoereikende uitslagen.

Deze maatschappij bestudeert de verwezenlijking van het in bedrijfstellen eener nieuwe luchtlijn Rotterdam-Antwerpen-Brussel-Luxemburg-Straatsburg en Bazel.

Aantal thans bij de *Sabena* bestaande Belgische vliegwaardige vliegtuigen : 8.
De *Sabena* is eene vervoermaatschappij en vormt geene loodsen.

Beloop der toelagen in 1923 toegekend :

Aan de burgerlijke vliegschool te *Gosselies* . . fr. 733,000 »

Aan de burgerlijke vliegschool te *Deurne* . . . 167,000 »

Basis waarop deze credieten worden toegekend :

16,000 frank voor een vlucht van twintig uren; 6 frank voedingstoeslag per dag aanwezigheid in de school.

In 1923. — Aantal Belgische loodsen door de gesubsidieerde burgerlijke vliegscholen gevormd :

1° In de school van Gosselies . . 14

2° In de school van Deurne . . 10 (hebben slechts in 1924 hun brevet behaald. Hebben de leergangen in 1923 gevolgd.)

ART. 34a. — De Bijzondere Commissie verlangde eene uitvoerige opgave van de sommen uitgegeven in 1923 voor de inrichting der luchtvaartlijnen.

Daar het antwoord op die vraag zeer lang en volledig is heeft uw verslaggever het beter geoordeeld het als Bijlage van dit verslag onder n° XX mede te deelen.

ART. 34c. — De Commissie heeft aan uwen verslaggever nadere inlichtingen gevraagd over het in kaart brengen van de luchtlijnen en hoever men daarmee is.

Dit werk heeft voor doel :

- 1° Het opmaken van bijzondere kaarten voor de luchtvaart;
- 2° Het opmaken van kaarten, plannen en kadaster.

Bijzondere kaarten voor de luchtvaart.

De Internationale Luchtvaartovereenkomst voorziet twee soorten van kaarten :

- a) De algemeene kaart (schaal die 1/1000 000^e benadert).

België moet de kaarten opmaken voor Belgisch-Congo, een werk dat zal vergemakkelijkt worden door de photographische opnemingen door de Belgische Naamlooze Vennootschap tot Exploitatie van de Luchtvaart (*Sabena*) in de Kolonie.

- b) De normale luchtvaartkaart van de schaal 1/200 000^e. Deze wordt thans uitgevoerd. De Aero-Club van België, in samenwerking met het Beheer van den Luchtvaartdienst, heeft de toelating verkregen deze kaart te doen opmaken door het Militair Cartographisch Instituut. De kaart Antwerpen zal eerlang klaar zijn.

Eene lijst van de Belgische Vliegvelden met kaarten en plans werd reeds herhaaldelijk aan de belanghebbenden medegedeeld door het Beheer van den Luchtvaartdienst.

Toepassing van de luchtvaart-photographie op de cartographie.

Tot hiertoe waren er in België weinig toepassingen van dit cartographisch middel gedaan.

Onlangs werd eene vennootschap gesticht die voor doel heeft : de industriele toepassingen van de luchtvaartphotographie, en meer in 't bijzonder het opmaken van plans, kadastrale opmetingen, enz.

Deze vennootschap, de C. A. B. (Compagnie Aérienne Belge) werkt samen met de S. A. B. E. N. A. en met de Compagnie Française.

HOOFDSTUK IX.

VOEDING VAN DE TROEPEN, VOEDER EN ANDERE LEVERINGEN.

ART. 35. — Dit artikel wordt gebracht op 93,599,200 frank, hetzij eene vermindering van 4,376,800 frank.

ART. 36 en 37. — Respectievelijk is er op deze artikelen 100,000 frank en 475,000 frank vermindering wegens getalsvermindering van personeel en wegens vermindering in de voorziene uitgaven tot aankoop van nieuwe voorwerpen.

De Commissie heeft uitleggingen gevraagd over het gebruik van den tijdelijken last van 100,000 frank, op de Begrooting van 1923 ingeschreven.

Haar werd door den Minister geantwoord :

« Dit crediet werd toegestaan tot vervanging van 2,000 dekens welke de Regeering aan de geteisterden van Smyrna had gezonden.

» Wegens den opslag in de wol, konden met dit crediet slechts 1,500 dekens worden aangekocht. »

ART. 38. — Hier is eene vermindering van 100,000 frank wegens het feit, dat de nieuwe kleermakerij, welke voor 1924 werd voorzien, nog niet werkt; het voorziene personeel werd op 1 Januari l.l. niet aangeworven. Daaruit eene vermindering op de Begrooting van 100,000 frank.

ART. 39. — 2,000,000 frank vermindering, daar het Departement van Landsverdediging het mogelijk geacht heeft vooralsnu het met geringer bevoorradings te stellen.

Desnoods zou men, moest er later iets ontbreken, dit op de reserves afnemen.

ART. 40. — De Commissie wenschte te weten hoe hoog de uitgaven beliepen :

- a) Aankoop van brandstof voor het leger;
- b) Vervoerkosten (omstandig verklaard);
- c) Huur, onderhoud en verbetering der gebouwen en diensten der exploitatie;

Van welke gebouwen er in dit artikel spraak is.

Daarop liet de Minister volgend antwoord geven :

- a) 13,000,000 kilogr. tegen gemiddeld 150 frank de ton,
hetzij. fr. 1,950,000 »
- b) Vervoer van 1,300 wagons tegen gemiddeld 100 frank . 130,000 »
- c) Onderhoud en verbetering der gebouwen, enz. . . . 30,000 »
- d) Er is thans geen huur voor gebouwen meer te betalen, daar al de diensten heden ten dage een onderkomen vinden in Staatsgebouwen.

ART. 41. — De vermindering van 2,894,000 frank wordt gebillijkt bij het voorgestelde amendement zelf (n^o 157, bl. 14).

HOOFDSTUK X.

VERVOER-, REIS- EN VERHUISKOSTEN.

ART. 42, 43 en 44. — De amendementen door de Regeering ingediend, betreffende deze artikelen worden gebillijkt in het parlementair stuk, n^o 157, bl. 15 :

- a) Over artikel 42b, heeft een lid gevraagd hoe hoog de vervoerkosten per

spoorweg komen te staan voor de troepen, de garnizoensveranderingen, de krijgsbewegingen, enz. ;

b) Hoe hoog de gezamenlijke som is van de verminderingen toegestaan aan de militairen die per spoor reizen (75 t. h. vermindering).

De Minister heeft geantwoord :

a) De vervoerkosten per spoorweg, wegens verplaatsing der troepen bij gelegenheid van garnizoensveranderingen, krijgsbewegingen, enz, worden geraamd, voor het jaar 1924, op 4,000,000 frank.

b) Deze vraag betreft den Minister van Spoorwegen die, door uw verslaggever verzocht werd er op te willen antwoorden.

ART. 43. — Een lid heeft gevraagd om de uitgaven in 1923 gedaan voor de posten van artikel 43 (litt. a, b en c) omstandig te mogen kennen.

De uitgaven gedaan ten laste van artikel 41 der Begrooting van 1923 (reis- en verhuiskosten, enz.) zijn de volgende :

Litt. a	fr. 1,216,495 23
Litt. b	592,000 »
Litt. c	475,000 »
TE ZAMEN.	fr. 2,283,495 23

Het valt te bemerken dat al de uitgaven voor 1923, aan te rekenen op het begrotingsartikel betreffende de « reis- en verhuiskosten » nog niet vereffend zijn, namelijk : de kosten der bijzondere biljetten onderscheidenlijk afgeleverd door het Beheer der Staatsspoorwegen en door de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen (aan te rekenen op litt. a).

Het is te verwachten dat, bij het afsluiten van het boekjaar 1923, te weten op 31 December 1924, het bedrag der niet benuttigde credieten ongeveer 275,000 frank zal bedragen, niet verbruikt door littera c.

ART. 45 b (nieuw) en 46. — Het crediet van 150,000 frank aangevraagd door den Minister bij amendement van 22 Februari l. l. (stuk n^o 157, A, 45 b) en de verhooging van 30,000 frank gebracht op artikel 46 worden in bedoeld stuk verklaard.

HOOFDSTUK XII.

ALLERLEI EN ONVOORZIENE UITGAVEN.

ART. 48. — Uw Verslaggever heeft de artikelen behandeld betreffende de afdeeling der torpedojagers en mariniers in de algemeene beschouwingen.

Leden van de Bijzondere Commissie hebben de bijzonderheden gevraagd van den post van 450,000 frank gebracht onder littera *b* :

Deze 450,000 frank worden verdeeld als volgt :

1 ^o Soldij, bijhoorigheden en vergoedingen aan het personeel der Fransche zeevaartzending	fr. 403,000 »
2 ^o Kosten van terugbetaling (wisselkosten en kosten voor briefwisseling voor de officieren en gegradeerden die in Frankrijk stage hebben gedaan of nog doen	6,500 »
3 ^o Aankoop van juistheidstoestellen om aan den technischen dienst der C. T. M. toe te laten op elk oogenblik een produkt kort en snel te kunnen onderzoeken, zonder zich tot een officieel laboratorium te moeten wenden	15,500 »
4 ^o School : aankoop van zeetoestellen en meetwerktuigen, klasboeken, kaarten en schoolbehoeften	25,000 »
TOTAAL.	fr. 450,000 »

Leden vroegen waar de oefeningen worden gedaan.

De oefeningen voor individueele onderrichting geschieden aan boord van den kruiser « *Ecole* » of op het plein. Zij omvatten : de individueele onderrichting van den voetganger, het scheepswerk, de zwemoefeningen, de seinen, het stoken, de leiding van de machines, enz.

Indien het oefeningen ter zee betreft, deze zullen niet beginnen dan bij den aanvang van de maand Maart en plaats hebben in volle zee nabij onze kusten en in onze territoriale wateren.

Het onderricht wordt gegeven aan boord van den kruiser « *Ecole* ». De aankomst van de « *Entrecasteaux* » heeft het aantal vreemde instructeurs van 17 op 26 gebracht.

Leden vroegen waarin de werkzaamheden ander water bestaan.

Deze bestaan in het te water laten van duikers hetzij om een scheepskiel, een schroef, een stuur te onderzoeken, welke avarij hebben ondergaan, zonder dat het noodig blijkt de boot in het droog dok te bergen, hetzij nog om de juiste ligging op te sporen van een gezonken boot die terug boven water moet gebracht worden.

In de C. T. M. hebben wij nog geene duikers, doch onze pogingen strekken er toe ze aan te werven.

ART. 49, 50 en 51. — Uw verslaggever heeft in het eerste deel van zijn verslag al de omstandige inlichtingen gegeven deze drie artikelen betreffende.

De vermindering bedraagt 1,000,000 frank voor artikel 49.

150,525 frank voor artikel 50.

en 100,000 frank voor artikel 51.

De Bijzondere Commissie keurt eenparig deze normale besnoeiingen goed.

ART. 52. — Een lid van de Commissie heeft gevraagd hoe het mogelijk was :

a) De uitgave op de Begrooting van 1923 gebracht voor huur der booten, van 8,400 frank, in 1923, te brengen op 45,000 frank in 1924;

b) De stoffen voor de exploitatie van 77,532 frank, in 1923, te brengen op 150,000 frank in 1924;

c) De salarissen te brengen van 35,868 frank op 60,000 frank en de kosten voor onderhoud en onderscheidene, van 25,200 frank op 40,000 frank.

De Minister van Landsverdediging heeft geantwoord :

1. — *Huur van booten.*

De 45,000 frank, gevraagd voor huur der booten, beantwoorden aan de benutting van tien motorsloepen tegen fr. 12.25 gemiddeld per dag = fr. 122.50 per dag, of fr. 44,712.50 per jaar.

De som werd gebracht op 45,000 frank, afgerond bedrag.

2. — *Exploitatiestoffen.*

De 150,000 frank, voorzien voor exploitatiestoffen, worden gebillijkt door

1°	120,600 kilogram benzine, gerekend tegen fr. 1.20 . . .	fr. 144,720 »
2°	3,600 kilogram olie, gerekend tegen fr. 1.50 . . .	5,400 »
3°	1,140 liters petroleum, gerekend tegen fr. 0.60 . . .	685 »
4°	240 kilogram smeerolie, gerekend tegen 1 frank . . .	240 »
TE ZAMEN. . .		fr. <u>151,044 »</u>

De som werd verminderd tot op 150,000 frank, afgerond bedrag.

3. — *Salarissen.*

De 60,000 frank voorzien voor salarissen van het Duitsche personeel, worden aldus verdeeld, het dagloon van een mechaniekgeleider berekend zijnde op den voet van 15 frank per dag, dat van een scheepsjongen op den voet van 7 frank per dag :

1°	10 mechaniekgeleiders tegen 15 frank per dag, of 150 frank per dag	fr. 54,750 »
2°	2 scheepsjongens tegen 7 frank per dag, of 14 frank per dag.	5,110 »

Het bedrag van 59,860 frank werd afgerond tot 60,000 frank.

4. — *Onderhoud en onderscheidene.*

De 40,000 frank voorzien op het Begrootingsontwerp voor onderhoud en onderscheidene omvatten 10 motorsloepen tegen 4,000 frank, voor :

1° Eventueele herstellingen en onontbeerlijk nazien van de scheepsromp en den motor in den loop van het jaar;

- 2° Onderhoudsmaterieel, zeep, soda, schildering, touwwerk, gereedschap;
- 3° Belgische paviljoenen en wimpels. Intergeallieerde Zeevaartcommissie voor den oorlog;
- 4° Verlichting der kabiënen, positievuren en seinen, verwarming, enz.

ART. 53. — In vermindering met 14,958 frank bij wijze van amendement. Deze vermindering wordt verklaard in het stuk n^o 157.

Leden hadden gevraagd hoe, in 1923, de vergoeding werd verdeeld wegens verlies van paarden en welk het aandeel was van het Departement in den Dienst der Drukwerken.

Uw verslaggever heeft van den Minister van Landsverdediging de volgende inlichtingen bekomen :

1° Het bedrag der vergoedingen voor verlies van paarden, in 1923, toegekend, wordt verdeeld als volgt :

Aan een kapitein-commandant, adjunct-stafofficier	fr.	1,250	»
Aan een luitenant		1,100	»
Aan een kapitein paardenarts.		900	»
TE ZAMEN.		fr.	<u>3,250</u> »

2° Deze som vertegenwoordigt het gedeelte der bestuursuitgaven (uit te trekken op het Ministerie van Landsverdediging) van den hoofddienst der Drukwerken, ingesteld bij het Ministerie van Spoorwegen (Koninklijk besluit van 1 Maart 1923, *Belgisch Staatsblad* n^o 64-65).

Dit Departement liet weten dat dit voorschot, voor 1924, de som van 15,748 frank zou bereiken.

Doch ten einde het beheer der Spoorwegen niet te bevoordeelen uit hoofde van de uitbreiding van zijn dienst der drukwerken tot de overige Departementen, werd beslist te zijnen laste de uitgaven te behouden welke het vroeger voor dezen dienst ten beste had.

De tusschenkomst van het Departement van Landsverdediging in het verschil tusschen deze uitgave en de huidig kosten,

bedraagt	fr.	2,790	»
of eene vermindering van.		12,958	»

welke men terugvindt in de toelichting van het amendement betreffende artikel 54 (zie bl. 17 der bijlage III, in het stuk n^o 157. Kamer der Volksvertegenwoordigers, zittingsjaar 1923-1924).

ART. 54. — Een lid had over dit artikel de volgende vragen gesteld :

a) Op welken grondslag wordt de tijdelijke en veranderlijke toeslag voor de levensduurte toegekend?

b) Welk is het beloop van deze vergoeding voor de onderscheidene categorieën ambtenaren en militairen?

TWEEDE AFDEELING. — UITZONDERLIJKE UITGAVEN.**HOOFDSTUK XIII.****ONDERSCHEIDENE DIENSTEN.**

c) Is deze vergoeding geene herhaling met :

- 1° De gezinsvergoeding ;
- 2° De bijzondere vergoeding voor verblijf in het bezettingsleger ;
- 3° De marschvergoeding ;
- 4° De scheidingsvergoeding ;
- 5° De vergoeding voor militaire lasten ;
- 6° De huishuurvergoeding ;
- 7° De vergoeding voor het verlies van paarden ;
- 8° De vergoeding voor aflossing ;
- 9° De vergoeding wegens gezinslast ;
- 10° De reis- of zendingsvergoeding.

De Minister heeft aan uw verslaggever de volgende antwoorden doen toekomen :

a) en b). De veranderlijke vergoeding voor levensduurte werd als volgt vastgesteld bij een rondschrijven van 11 Juli 1920 van den Eersten Minister, toepasselijk op al de gehuwde of ongehuwde ambtenaren en beambten van de ministerieele Departementen :

- 1° 1,200 frank per jaar wanneer de verkrijgers ten minste 21 jaar oud zijn en twee jaar werkelijken dienst tellen ;
- 2° 900 frank wanneer de verkrijgers niet aan de beide vereischten van ouderdom en dienst, bij 1° vermeld, voldoen ;
- 3° 600 frank per jaar voor de vrouwelijke beambten die deel uitmaken van het werkliedenpersoneel.

De duurtebijslag wordt verhoogd of verminderd volgens het toenemen of het afnemen van de levensduurte, zooals wordt vastgesteld door de index-numbers welke periodisch worden bekendgemaakt door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.

De vermeerdering of de vermindering geschiedt bij derden overeenstemmende met 60 eenheden van het index-nummer (zooals voor het geheele land).

De bovengemelde bedragen stemden overeen met de index-cijfers 421 tot 488.

Voor het legerpersoneel werd de veranderlijke vergoeding, met deze cijfers overeenstemmende, vastgesteld op 100 frank per maand voor de officieren, welke ook hun burgerlijke stand zij, en op 60 frank per maand voor de ondergeschikte bezoldigde militairen, gehuwd of met de gehuwden gelijkgesteld, alsmede voor de soldijtrekkende beroepsvrijwilligers, gehuwd of met de gehuwden gelijkgesteld.

Voor de bezoldigde ondergeschikten werd in acht genomen dat zij, gehuwd zijnde, reeds een voorloopigen toeslag van vergoeding trekken en, over 't algemeen, dat al de wedde- en soldijtrekkenden op de Staatskosten worden gekleed.

c) De veranderlijke duurtebijslag, die zonder onderscheid wordt toegekend zoowel aan de ongehuwden als aan de gehuwden en daarmee gelijkgestelden, is geenszins een herhaling van de gezinsvergoeding welke alleen wordt toegekend aan de militairen of gehuwde burgeragenten of gelijkgestelden die kinderen van minder dan 21 jaar en zonder bestaansmiddelen te hunnen laste hebben.

Er is evenmin herhaling voor wat betreft de *bijzondere verblijfsvergoeding bij het bezettingsleger (soldijtoeslag)*, welke aan de lagere militairen toelaat de bijkomende uitgaven te bestrijden welke het verblijf in het bezettingsleger medebrengt;

De marchvergoeding, idem voor wat de officieren betreft;

De scheidingsvergoeding, welke betaald wordt per nacht afwezigheid aan de gehuwde militairen die buiten hun garnizoen in België of in het bezettingsleger moeten verblijven;

De vergoeding wegens militaire lasten aan de officieren, welke in de plaats is gekomen van de vergoedingen voor huishuur, voor kleedij en uitrusting en die ten doel heeft de bijzondere lasten van het beroep van officier te bestrijden : lasten voor kleedij, uitrusting, garnizoensverandering, verblijf in de kampen, enz.

De huishuurvergoeding, toegekend aan de *gehuwde* beroepsvrijwilligers;

De aflossingsvergoeding aan de officieren die een paard aan hun eigen hebben;

De vergoeding voor verlies van paarden aan de officieren die hun eigen paarden hebben en die deze verliezen ten gevolge van een in dienst overkomen ongeval;

De vergoeding voor reis of zending aan de lagere militairen die voor dienstzaken reizen;

De vergoeding voor gezinslast, welke toegekend werd aan de gehuwde militairen en die, overigens, is afgeschaft geworden. Zij wordt echter bij overgangsmaatregel behouden aan de militieplichtigen der klasse 1922, die thans nog onder de wapens is.

* .

ART. 56. — Dit artikel wordt verminderd met 200,580 frank.

ART. 58. — Verminderd met 100,000 frank ten gevolge van de inkorting van het personeel en de besnoeiing van de uitgaven.

ART. 60. — Vermindering met 160,000 frank.

De zieken en verwonden verlaten deze inrichting na genezing of beroepsheropleiding en worden alsdan aan het burgerlijk leven teruggeschonken.

Het crediet van 34,000 frank, in het begrootingsontwerp voorzien, was in Juni 1923 geraamd geworden; het vertrek van talrijke zieken in den loop van het 2^{de} halfjaar 1923 laten toe dit crediet te ramen op 154,000 frank.

ART. 62. — In vermindering van 153,000 frank ten gevolge van de besnoeiing der uitgaven.

De vermindering is te wijten aan de wijzigingen toegebracht in het gebruik van zekere eetwaren, aan de vermindering der uitgaven voor grof onderhoud, huurdersonderhoud en aan de bezuinigingen verwezenlijkt op het vervangen van het hospitaal-materieel.

ART. 63 en 65. — De op dit artikel gebrachte verminderingen worden in het stuk n° 157 toegelicht.

ART. 67. — De Bijzondere Commissie was verwonderd over de aanzienlijke uitgave (3,902,000 frank) op de Begrooting gebracht voor den dienst der militaire begraafplaatsen.

Het eerste ontwerp vermeldde voor artikel 67 de geheele som van 3.902.000 frank. Dit cijfer werd bij amendement van 22 Februari 1924 teruggebracht op 2,900,000 frank met vooruitzicht op eene vermindering der uitgaven voor de definitieve inrichting van de begraafplaatsen der Belgische militairen, met sommige werken op een later dienstjaar over te dragen, en met het personeel in te korten.

ART. 67. — Een lid had gevraagd wat diende verstaan te worden door onderhoud der Duitsche begraafplaatsen en hoelang nog dit onderhoud moest duren. De Minister van Landsverdediging heeft geantwoord :

Artikel 225 van het verdrag van Versailles bepaalt dat : « de geallieerde en » geassocieerde regeeringen en de Duitsche regeering de begraafplaatsen der op » hunne onderscheidenlijke grondgebieden begraven soldaten en mariniers zullen » doen eerbiedigen en onderhouden. »

Krachtens dit artikel, moet de Belgische Regeering de honderd twintig duizend zich in België bevindende Duitsche graven onderhouden.

Daar gezegd verdrag niet het tijdsverloop bepaalde gedurende hetwelk dit onderhoud te onzen laste is, werden onderhandelingen aangeknoopt met het Reich in gemeen overleg met onze Fransche en Engelsche geallieerden, om deze quaestie te regelen. Deze onderhandelingen, in den loop van 1921 begonnen, zijn nog niet tot een goed einde gebracht; men hoopt dit jaar tot een oplossing te geraken.

In afwachting, gaat het Departement van Landsverdediging voort de Duitsche graven in een betamelijken staat te onderhouden.

Andere leden hadden gewenscht te weten hoelang de tijdelijke bezettingskosten voor de gronden bestemd voor de Duitsche begraafplaatsen aan België zouden opgelegd blijven, en waar zich deze begraafplaatsen bevinden.

De Minister heeft geantwoord :

« De duur van de tijdelijke bezetting hangt noodzakelijk af van den uitslag der onderhandelingen waarvan sprake in het vorige antwoord.

» De militaire begraafplaatsen, waar de Duitschers begraven zijn, zijn ten getale van 250. Zij worden onderverdeeld in begraafplaatsen waar alleen

Duitschers zijn begraven, en in gemengde begraafplaatsen waar ook geallieerden rusten. Het laatste geval komt dikwijls voor in de militaire begraafplaatsen door de oud-vijanden tot stand gebracht in het middengedeelte van het land.

» Onder de 250 hierboven vermelde militaire begraafplaatsen telt men er 158 in West-Vlaanderen, waarvan de meerderheid zuiver Duitsch is, 43 in het Zuiden van Luxemburg waarvan de meeste franco-duitsch zijn; de overige zijn verspreid in het overige gedeelte van het land nabij de plaatsen waar gevechten in 1914 werden geleverd ».

Art. 67, littera c. — Een lid heeft gevraagd hoe de som van 300,000 frank wordt verdeeld en welke beschikkingen waren aangenomen geworden voor het onderhouden der Duitsche begraafplaatsen, wie daarmede belast was en welke bezoldiging aan de met deze verzorging belaste werklieden werd verleend.

De Minister van Landsverdediging heeft geantwoord :

« De som van 300,000 frank wordt verdeeld als volgt :

Werken tot onderhoud der grafsteden en der gaanpaden van de begraafplaatsen	230,000
Onderhoud der afsluitingen en der kruisen	10,000
Regelmatige hernieuwing der kruisen	40,000
Kosten van toezicht	20,000

» De op Belgisch grondgebied liggende Duitsche grafsteden ten getale van ongeveer 120,000, zijn verspreid in de militaire begraafplaatsen, waarvan de meeste zich bevinden in West-Vlaanderen en in het Zuiden van Luxemburg, alsmede, in zeer verschillende hoeveelheden, in talrijke gemeentelijke kerkhoven welke zich over geheel de uitgestrektheid van het land bevinden.

» Het onderhoud geschiedt bij overeenkomst. Voor de militaire begraafplaatsen wordt het toevertrouwd, voor zooveel het mogelijk is, aan werklieden, aan oud-strijders, bij voorkeur aan invaliden; voor de Duitsche grafsteden der gemeentelijke kerkhoven is men overeengekomen met de grafmakers of met particulieren die erin toegestemd hebben dit werk te verrichten.

» De betaalde vergelding wordt per grafstede bepaald; zij bedraagt gemiddeld 2 frank hoewel zij vaak wordt overschreden daar waar er weinig grafsteden zijn per begraafplaats. De uitbetalingen geschieden per veertien dagen, per maand, per trimester of zelfs per jaar volgens de belangrijkheid van de vergelding aan de aannemers toegestaan. »

Art. 67, litt. a. — De Commissie was van gevoelen, dat voor het oogenblik 4 architecten, 5 teekenaars, 9 dactylo's en 71 bedienden een overdreven personeel is.

Bovenstaande getallen worden verminderd door het amendement ingediend door de Regeering (2 teekenaars en 8 bedienden).

Nevenstaande getallen zijn reeds verminderd, door het hiervoren vermeld amendement, met 2 teekenaars en 8 bedienden.

Deze vermindering zal in den loop van het jaar nog toenemen naarmate de werken vorderen en de zaken door den Dienst der militaire begraafplaatsen vereffend worden.

De Dienst der militaire begraafplaatsen bezigt nog, tijdelijk, 4 architecten, om het toezicht op de in gang zijnde werken te verzekeren en om de plans op te maken voor het inrichten der Belgische begraafplaatsen, waarvan de aanbouw is voorzien om in den loop van 1924 uitgevoerd te worden.

Het aantal van deze bedienden zal waarschijnlijk in 1925 nog tot de helft kunnen verminderd worden.

De Verslaggever,
DE BURLET.

De Voorzitter,
PIRMEZ.
